

JICA 2020

AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE
RAPPORT ANNUEL



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), institution administrative indépendante chargée de mettre en œuvre l'APD du Japon, est l'un des plus grands organismes d'aide bilatérale du monde à soutenir le développement socioéconomique des pays en développement dans différentes régions du monde.

Conformément à sa nouvelle vision énoncée en juillet 2017, la JICA soutient la résolution des problèmes dans les pays en développement en combinant avec souplesse différents instruments d'aide.

Mission

La JICA, conformément à la Charte de la coopération au développement japonaise, œuvrera à la *sécurité humaine* et à une *croissance de qualité*.

Vision

Guider le monde en tissant des liens de confiance

La JICA, avec ses partenaires, jouera un rôle moteur pour tisser des liens de confiance à travers le monde, aspirant à un monde libre, pacifique et prospère où chacun peut espérer un avenir meilleur et réaliser son potentiel unique.

Actions

- 1 Engagement :**
S'engager avec fierté et passion à réaliser notre mission et notre vision.
- 2 Gemba :**
Aller sur le terrain « gemba » et travailler de concert avec la population.
- 3 Stratégie :**
Penser et agir de manière stratégique avec de larges perspectives à long terme.
- 4 Co-création :**
Réunir la sagesse et les ressources de divers horizons.
- 5 Innovation :**
Innover pour avoir un impact sans précédent.

Types d'aide et synthèse des opérations (exercice 2019)



150

Régions et pays en développement bénéficiaires²

durant l'exercice 2019

96

Bureaux dans le monde

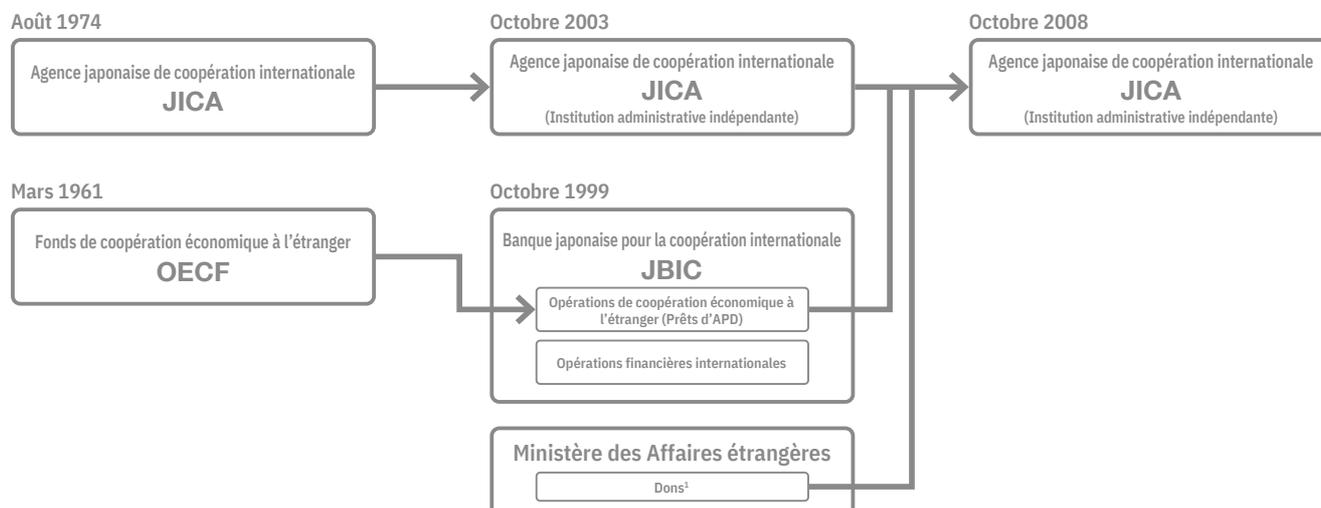
au 1^{er} juillet 2020

14

Bureaux au Japon

au 1^{er} juillet 2020

Histoire



Notes

1. À l'exclusion des dons qui relèvent de la politique diplomatique japonaise et sont directement gérés par le ministère des Affaires étrangères.
2. Nombre de pays/régions recevant de l'aide de la JICA à l'exclusion des membres du CAD.



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) s'engage dans la coopération au développement partout dans le monde pour réaliser la sécurité humaine, l'une de ses principales missions. Cette année, la pandémie de COVID-19 n'a épargné personne, y compris les économies les plus prospères. Dans bien des pays, elle a mis à rude épreuve les systèmes de santé et dégradé les économies et les moyens de subsistance. À bien des égards, l'impact de la COVID-19 rappelle les conséquences de la grande dépression et de la deuxième guerre mondiale. Ainsi, cette crise sanitaire pourrait bien entraîner des changements structurels radicaux qui refaçonneront l'ordre mondial.

Depuis le début de l'année 2020, les activités de la JICA ont elles aussi été touchées par la COVID-19. Étant donné les défis posés par la pandémie dans le domaine médical et celui des transports, la JICA a pris la décision difficile de rapatrier au Japon nos experts et volontaires de 109 pays. Certains personnels de la JICA, cependant, tels que les représentants résidents et les représentants seniors, sont restés en poste. Ensemble, avec les personnels locaux de nos bureaux à l'étranger, nous avons redoublé d'efforts pour continuer la coopération avec les pays partenaires à travers des réunions en ligne

et d'autres dispositifs. Dans le cadre de ces efforts, la JICA a lancé un programme de prêts de soutien d'urgence pour accompagner le rétablissement économique des pays. Nous collaborons également avec les pays partenaires pour répondre à la crise de la COVID-19 par l'envoi rapide d'équipements médicaux et la formation de personnel médical. De plus, dès août 2020, les personnels de la JICA ont commencé à retourner dans les pays où ils étaient assignés pour accélérer nos activités. En poursuivant sa coopération sociale et économique complète, la JICA intensifiera les mesures visant à prévenir les dommages à long terme causés par la COVID-19 dans nos pays partenaires.

Dans les années à venir, il est très probable que la lutte contre la pandémie se poursuive. Durant cette lutte et dans le monde d'après, il sera plus que jamais nécessaire de renforcer les liens et la confiance qui unissent les pays. En tant qu'agence d'exécution de l'aide publique au développement du Japon, la JICA a conscience du rôle global qu'elle doit assumer pour la construction de sociétés résilientes, grâce à la confiance établie au fil de nombreuses années de coopération avec nos pays partenaires.

La COVID-19 a également mis au jour les vulnérabilités

Message

Construire des sociétés résilientes basées sur la confiance mutuelle

auxquelles les systèmes médicaux et de santé publique des pays en développement doivent faire face. Pour améliorer ces situations, la JICA s'appuiera sur les résultats obtenus grâce aux projets d'aide mis en œuvre par le passé pour assurer une coopération complète apte à protéger les vies des populations. La JICA continue de promouvoir la construction d'installations médicales, l'établissement de structures de santé publique et le développement des capacités en suivant les recommandations scientifiques et en utilisant l'expérience de développement et les technologies de pointe du Japon. À travers ces actions, la JICA va encourager les pays en développement à former des systèmes de santé résilients. Parallèlement, nous allons poursuivre la lutte contre la propagation des maladies infectieuses à travers la promotion de mesures préventives telles que la construction d'installations d'eau et d'hygiène, l'éducation à l'hygiène des mains et l'amélioration globale de la nutrition.

En dépit des restrictions de déplacements internationaux, la JICA continuera de développer des mécanismes de coopération innovants en utilisant les réseaux mondiaux établis depuis de nombreuses années. Par ailleurs, la JICA prendra des mesures

ambitieuses pour offrir aux futurs dirigeants de nos pays partenaires l'opportunité d'effectuer des études supérieures de second cycle au Japon. Nous allons également améliorer les conditions d'accueil des ressortissants étrangers qui viennent travailler au Japon. Parallèlement, nous resterons attentifs au respect des mesures de précaution pour prévenir la propagation de la COVID-19.

Conformément à notre vision consistant à « Guider le monde en tissant des liens de confiance », nous sommes résolus à renforcer la collaboration avec les différents acteurs et à mettre tous les moyens à notre disposition pour encourager le développement des pays partenaires et créer un monde plus stable et prospère.

Septembre 2020

KITAOKA Shinichi
Président
Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

Table des matières

La JICA en un clin d'œil

Cette page permet de visualiser les contributions de la JICA à l'aide de données chiffrées.

p. 6

Stratégie de la JICA

Cette partie offre une vue d'ensemble du plan quinquennal à moyen terme de la JICA et de l'orientation des activités de développement pour l'exercice 2020.

p. 14

Aperçu des activités et des états financiers

p. 16

Gouvernance d'entreprise

Cette partie présente la structure de gouvernance d'entreprise de la JICA, les mécanismes de contrôle interne, la gestion de la sécurité et d'autres aspects de l'organisation.

p. 80

Profil	1
Message du président	2
La JICA en un clin d'œil	6
Faits marquants 2019	8

Aperçu des programmes

L'APD du Japon et la JICA	12
Stratégie de la JICA	14
Aperçu des activités et des états financiers	16
[Article] Coopération pour la lutte contre les maladies infectieuses	19

Activités et initiatives

Activités et initiatives par région

Asie du Sud-Est et Pacifique	22
Asie de l'Est et Asie centrale	26
Asie du Sud	28
Amérique latine et Caraïbes	30
Afrique	32
Maghreb Moyen-Orient et Europe	34

Activités et initiatives par thématique

Réduction de la pauvreté	36
Consolidation de la paix	37
Genre et développement	38
Changement climatique	39
Infrastructures	40
Développement des ressources humaines	42
Environnement mondial	44
Développement agricole et rural	46
Développement industriel et politiques publiques	48

Coopération avec les partenaires

Partenariats avec le secteur privé	50
Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales	53
Participation des citoyens	54
Programmes de volontariat	56
Secours d'urgence en cas de catastrophe	58
Recherche	60
Renforcement des partenariats de développement et des actions vers la réalisation des ODD	62
[Article] Partenariat avec les communautés <i>Nikkei</i> d'Amérique latine et des Caraïbes	64
[Article] Programme d'études du développement de la JICA (JICA-DSP)	65

Types de coopération	66
Coopération technique	68
Coopération pour le financement et les investissements	70
Dons	72
Considérations environnementales et sociales	74
Évaluation de projet	76

Gestion organisationnelle	77
Gouvernance d'entreprise	78
Ressources humaines (capital humain)	87

Information sur l'organisation	89
Histoire de la JICA	90
Organigramme/Hauts dirigeants et auditeurs	91
Bureaux	92
Budget	94

Données chiffrées 2020	95
Résumé financier	96
Statistiques sur les résultats des programmes	98

Les rapports annuels et les données chiffrées sont disponibles au format Pdf : <https://www.jica.go.jp/french/publications/annual/index.html>

Chiffres et cartes du rapport annuel 2020 de la JICA

1. Le présent rapport annuel résume les activités de la JICA au cours de l'exercice 2019 (du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020).
2. Les chiffres figurant dans le rapport sont ceux de l'exercice 2019 mentionné ci-dessus dans le cas de la JICA et de l'année civile 2019 (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019) dans le cas de l'APD. À noter que certains chiffres sont des données provisoires susceptibles d'évoluer en fonction du moment et de la méthode de calcul.
3. Les montants suivis de l'abréviation USD sont exprimés en dollar des États-Unis au taux de change moyen annuel du Comité d'aide au développement (CAD) en 2019 : 1,00 USD = 109,0459 JPY.
4. Les cartes contenues dans ce rapport sont approximatives. Les frontières nationales qui font l'objet de litiges ou dont le tracé n'est pas clairement établi ne sont indiquées que par souci de commodité.

Les photos de couverture et de présentation des différentes parties sont fournies par KUNO Shinichi : Photo de couverture (du coin inférieur droit) et les photos des pages 20, 67 (en bas), et 89 SUZUKI Kaku : Photo de la page 10

Sites internet de la JICA et autres

Pour aller plus loin, veuillez consulter le site internet de la JICA. La JICA publie également des rapports annuels d'évaluation pour informer sur les activités d'évaluation en cours ainsi que des synthèses des résultats d'évaluation.

Site internet de la JICA

<https://www.jica.go.jp/french/index.htm>



Rapport annuel d'évaluation 2019 (en anglais)

https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/reports/2019/index.html



La JICA en un clin d'œil

Les contributions de la JICA en chiffres

Contribution à la réalisation des ODD

La JICA répond à une grande diversité de problèmes mondiaux pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD). Concernant les problèmes des pays en développement, notamment la COVID-19, la JICA se concentre sur la synergie entre trois dimensions – économique, environnementale et sociale – et sur les cinq P : population, planète, prospérité, paix et partenariat, pour créer un monde où personne n'est laissé de côté.

80,5 millions de personnes



ont obtenu l'accès à l'eau potables

(exercices 1999-2019)

Pour garantir l'approvisionnement en eau potable – essentiel pour lutter contre les maladies infectieuses comme la COVID-19, la JICA travaille sur les aspects matériels et immatériels, à savoir le renforcement des capacités (pour la planification et l'exploitation par exemple) et le développement des infrastructures.

9,4 millions de ménages



devraient avoir un meilleur accès à l'électricité en Afrique

(grâce aux projets engagés entre 2016 et 2018*)

Dans le cadre de l'aide annoncée par la JICA lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI), la JICA met en œuvre huit projets visant à développer la production et la transmission d'électricité, et à construire des sous-stations dans sept pays où la demande explose. Cela contribuera à un approvisionnement énergétique stable et de qualité qui, en retour, soutiendra la croissance économique et sociale.

Objectif 3 : Bonne santé et bien-être



Alors que la pandémie de COVID-19 se propage dans le monde entier, l'expertise, les ressources humaines et les infrastructures soutenues par la JICA protègent la vie des individus dans de nombreux pays.

9 millions d'exemplaires du carnet de SMI

distribués dans 34 pays partenaires en 2019*

(selon une estimation de la JICA)

La JICA assure une coopération pour l'introduction et l'institutionnalisation du carnet de santé maternelle et infantile (SMI) afin de garantir un accès continu aux services de santé pour les mères et les enfants et de protéger leur vie et leur santé.

2 817 personnes

ont suivi une formation en santé publique et en soins médicaux au Japon

(exercices 2017-2019)

La JICA a organisé des formations dans divers domaines liés à la santé publique et aux soins médicaux, notamment la santé maternelle et infantile et la lutte contre les maladies infectieuses, pour enseigner aux participants les compétences et les connaissances appropriées. Certains anciens participants sont aujourd'hui en première ligne dans la lutte contre la COVID-19. Les expériences et les connaissances acquises au Japon sont mises à profit dans leur pays.

*année civile

40 576 personnes



ont bénéficié d'une formation professionnelle en Asie

(exercices 2018-2019)

Lors du sommet Japon-ANASE de 2018, le gouvernement japonais a annoncé une initiative visant à former 80 000 personnes afin de développer les ressources humaines industrielles au cours des cinq prochaines années. La JICA apporte une aide au secteur numérique, notamment celui de l'IA, et pour la mise à niveau des compétences techniques, de conception et de développement de produits, ainsi que des capacités d'innovation, de gestion et de planification.

83 000 logements



reconstruits après le séisme au Népal

(exercices 2015-2019)

Pendant les cinq années qui ont suivi le séisme de magnitude 7,8 qui a frappé le Népal, la JICA a participé à la reconstruction de logements avec le concept « Reconstruire mieux » en promouvant des méthodes de construction parasismiques auprès des communautés locales. La JICA a atteint un taux d'achèvement (87 %) plus élevé que celui des autres donateurs dans les projets de reconstruction.

1 850 personnes



ont participé à l'événement sportif national annuel célébrant la paix et l'unité au Soudan du Sud au cours des cinq dernières années

La JICA soutient le « Jour d'unité nationale », un événement sportif organisé au Soudan du Sud, depuis sa première édition en 2016, pour favoriser les interactions, l'amitié et l'unité au sein de la jeunesse, contribuant ainsi à la paix et la cohésion sociale des peuples à travers le sport.

220 milliards JPY



d'obligations sociales émises par la JICA

(exercices 2016-2019)

À la fin de l'exercice 2019, 101 investisseurs, comprenant des institutions financières, des gouvernements locaux et des institutions éducatives, entre autres, se sont engagés à investir dans des obligations JICA. Le produit des obligations est ensuite largement utilisé pour financer des prêts accordés aux pays en développement en appui à leurs efforts de réalisation des ODD.

8 622 JOCV

affectés en tant que prestataires de santé et travailleurs sociaux

(exercices 1965-2019)

Les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) travaillent dans le domaine de la santé publique et les services sociaux liés et apportent leur expertise en tant qu'infirmier, sage-femme, infirmier de santé publique, kinésithérapeute et spécialiste en maladies infectieuses, notamment le VIH/sida. Les JOCV collaborent également sur des projets de coopération technique si nécessaire.

1 059 structures sanitaires

construites grâce à une aide financière

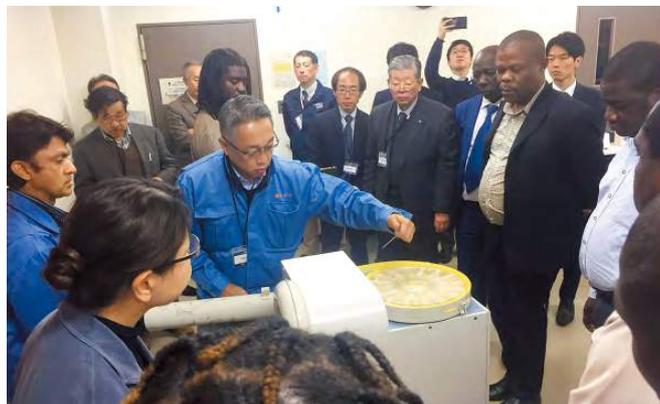
(exercices 2008-2019)

Pour apporter les services de santé nécessaires à de nombreuses personnes, la JICA soutient la construction de structures sanitaires, notamment des hôpitaux nationaux et régionaux de référence, des centres de santé et des laboratoires cliniques.

FAITS MARQUANTS 2019

Le Japon est récemment entré dans l'ère impériale « Reiwa ». Au cours de cette année charnière, la JICA a renouvelé son engagement à relever de nouveaux défis et à lancer de nouvelles stratégies et initiatives. Voici quelques-unes des activités phares mises en œuvre par la JICA cette année.

Avril 2019 – Lancement de la plateforme JICA pour l'alimentation et l'agriculture (JiPFA)



Les dirigeants d'une entreprise japonaise de machines agricoles présentent leurs produits brevetés à des participants africains à une formation au Japon avant d'entamer un débat animé.

Formation d'une plateforme pour partager les expériences et promouvoir les activités conjointes entre le secteur privé, le gouvernement et les universités

La plateforme pour l'alimentation et l'agriculture (JiPFA pour JICA Platform for Food and Agriculture) a été créée pour permettre aux acteurs du secteur privé, du gouvernement et du milieu universitaire de partager des informations et des expériences sur l'agriculture, la foresterie et la pêche, ainsi que sur l'alimentation et la nutrition dans les pays en développement, et de conduire diverses activités conjointes vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Durant l'exercice 2019, la JiPFA a organisé 19 forums auxquels ont participé 1 340 personnes, notamment des représentants d'entreprises privées et des experts de divers domaines. La plateforme apparaît comme un moyen innovant de répondre aux problèmes liés à l'alimentation et l'agriculture dans les pays en développement à travers la collaboration entre diverses parties prenantes.

août 2019 – Organisation de la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) à Yokohama, au Japon

« Faire progresser le développement de l'Afrique par la population, la technologie et l'innovation »

La TICAD 7 a réuni les délégations de 53 pays africains, notamment 42 dirigeants africains, à Yokohama, au Japon. Co-présidée par le premier ministre de l'époque ABE Shinzo et le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi, la TICAD 7 a adopté la déclaration de Yokohama en tant que document final. Le gouvernement japonais a annoncé une liste de mesures conjointes des secteurs public et privé pour soutenir le développement de l'Afrique au cours des trois prochaines années : « TICAD 7 : Les contributions du Japon en Afrique ». En se basant sur cette liste ainsi que sur la déclaration de Yokohama, la JICA poursuivra sa coopération pour le développement du continent [→ voir la section « Afrique » page 32].



La TICAD 7 était la première conférence TICAD organisée au Japon en six ans. (Photo : ministère des Affaires étrangères)

Octobre 2019 – Décès de Mme OGATA Sadako, ancienne présidente de la JICA



Mme Ogata lors de la visite d'une école d'un camp de réfugiés à Alep, en Syrie, en mars 2008.

Une personnalité de l'humanitaire et du développement reconnue dans le monde entier

Mme Ogata, ancienne présidente de la JICA, est décédée le 22 octobre 2019. Mme Ogata a dirigé la JICA pendant huit ans et demi à partir de 2003. Elle a fait preuve à bien des égards d'extraordinaires capacités de leadership. On peut notamment citer l'instauration de l'esprit du gemba (le travail de terrain) au sein de l'organisation ; la pratique de la sécurité humaine, pilier de la diplomatie japonaise ; la fusion avec la division chargée des opérations économiques de l'ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) ; et l'établissement de l'Institut de recherche de la JICA (rebaptisé « Institut de recherche de la JICA Ogata Sadako pour la paix et le développement » en avril 2020). En entretenant et en développant l'héritage de Mme Ogata, la JICA s'efforcera de parvenir à la sécurité humaine pour répondre aux menaces et aux défis d'aujourd'hui.

Janvier 2020 – 25 ans après le grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji

Diffusion des enseignements tirés du séisme



Les participants au programme observent une structure de contrôle de l'érosion et des sédiments (*sabo*) proche du mont Rokko, dans la préfecture de Hyogo, dans le cadre du programme de co-création des connaissances sur la réduction globale des risques de catastrophe.

Le 17 janvier 2020 marquait le 25^e anniversaire du grand tremblement de terre de Kobe (Hanshin-Awaji). En 2007, la JICA et la préfecture de Hyogo ont établi le Centre d'apprentissage sur la réduction des risques de catastrophe (DRLC) au sein de la JICA Hyogo (aujourd'hui Centre de la JICA au Kansai) en tant que plateforme pour le développement des ressources humaines impliquées dans le BOSAI, ou la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans les pays en développement. À ce jour, le DRLC a accueilli plus de 3 000 participants de 121 pays qui ont pu se familiariser avec les connaissances japonaises sur le BOSAI, notamment les enseignements tirés du grand séisme de Kobe, ainsi qu'avec les expériences de gestion des catastrophes du Japon. La JICA continuera de partager les expériences de RRC du Japon avec le monde, conformément au cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe pour 2015-2030.

Février 2020 – Collaboration de la JICA et du gouvernement thaïlandais en matière de recherche sur la pollution marine par le plastique

Évaluer et réduire la pollution marine par le plastique



Des déchets en plastique échoués sur la côte thaïlandaise.

La pollution marine par le plastique est devenue ces dernières années un problème environnemental de premier plan appelant des mesures urgentes. Résolue à lutter directement contre cette pollution, la JICA a passé un accord avec une agence gouvernementale thaïlandaise sur un projet de coopération scientifique et technologique visant à évaluer l'état de la pollution marine par le plastique en Thaïlande. Dans le cadre de ce projet, des instituts de recherche des deux pays mèneront des recherches conjointes pour mesurer cette pollution et établir un dispositif de surveillance dans les mers d'Asie du Sud-Est.

Principaux événements de l'exercice 2019

Avril	H Lancement de la plateforme JICA pour l'alimentation et l'agriculture (JiPFA pour JICA Platform for Food and Agriculture)
Mai	Pacte de partenariat de base avec l'Union centrale des coopératives agricoles du Japon (JA-Zenchu) pour la formation d'agriculteurs au Japon et dans les pays en développement.
Juin	Kosovo : 20 ans après le conflit du Kosovo, l'aide de la JICA aux médias en faveur de l'harmonie ethnique porte ses fruits.
Juin	Mongolie : Achèvement du premier hôpital universitaire du pays financé par un don du Japon (mise en service en octobre)
Juin	Renouvellement du protocole de coopération avec l'Agence française de développement pour promouvoir la collaboration dans la région Indo-Pacifique et en Afrique
Juillet	La JICA signe un protocole d'accord avec Mitsui Sumitomo Insurance pour renforcer le soutien aux entreprises qui développent leurs activités à l'étranger.
Juillet	Sept pays d'Afrique du Sud-Est et de l'océan Indien lancent la plateforme pour la gestion de la réduction des risques de catastrophe.
Juillet-Septembre	République démocratique du Congo : La JICA envoie l'équipe d'intervention du JDR contre les maladies infectieuses et du matériel de secours en riposte à l'épidémie d'Ebola.
Août	La JICA devient le premier signataire japonais des principes opérationnels pour la gestion de l'impact formulés par la Société financière internationale.
Août	H La septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) est organisée à Yokohama.
Septembre	Indonésie : La JICA lance son premier projet de services-conseils transactionnels en appui aux procédures de passation des marchés en PPP par les agences gouvernementales.
Octobre	La plateforme d'innovation JICA-Kosen est créée pour exploiter des idées et des technologies flexibles.
Octobre	La JICA signe un accord de coopération avec la préfecture de Kumamoto pour le développement des ressources humaines en vue de la revitalisation régionale et de la coexistence multiculturelle.
Octobre	H Décès de Mme OGATA Sadako, ancienne présidente de la JICA
Décembre	Pérou : La JICA accorde les premiers prêts subordonnés à une coopérative de crédit fondée par des Péruviens d'origine japonaise ; le 120 ^e anniversaire de l'immigration japonaise inaugure un nouveau partenariat.
Décembre	La JICA signe un accord de coopération global avec l'Université de Nagasaki pour renforcer la coopération en matière de médecine tropicale et de lutte contre les maladies infectieuses.
2020	
Janvier	H 25 ^e anniversaire du grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji (séisme de 1995 de Kobe)
Janvier	La JICA organise un cours de formation au Japon visant à renforcer la capacité de formulation de politiques pour améliorer la cybersécurité, le premier projet dans le cadre de l'accord de coopération technique Japon-ANASE.
Février	H La JICA s'accorde avec le gouvernement thaïlandais pour développer la recherche sur la pollution plastique marine.
Mars	Réponse d'urgence à la propagation de la COVID-19

★ Voir encadrés ci-contre et page 8.





Aperçu des programmes

Cette partie offre une vue d'ensemble de l'APD du Japon, des types de coopération de la JICA, du plan à moyen terme de la JICA, de l'orientation des activités de développement de la JICA pour l'exercice 2020 et des activités et des états financiers de la JICA.

L'APD du Japon et la JICA

Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne l'aide technique et financière apportée par les gouvernements aux pays en développement dans le cadre de cette coopération.

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions octroyés aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements, et les dons. D'autres programmes d'aide bilatérale prévoient en outre l'envoi de volontaires.

Figure 1 Coopération économique et APD

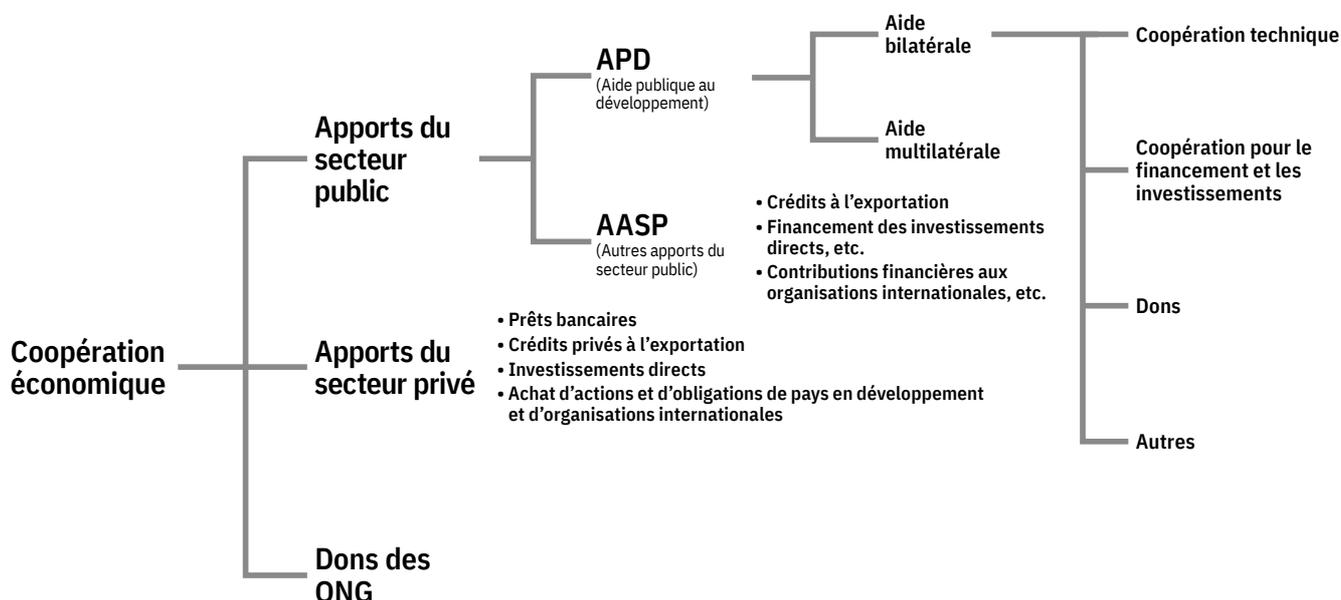


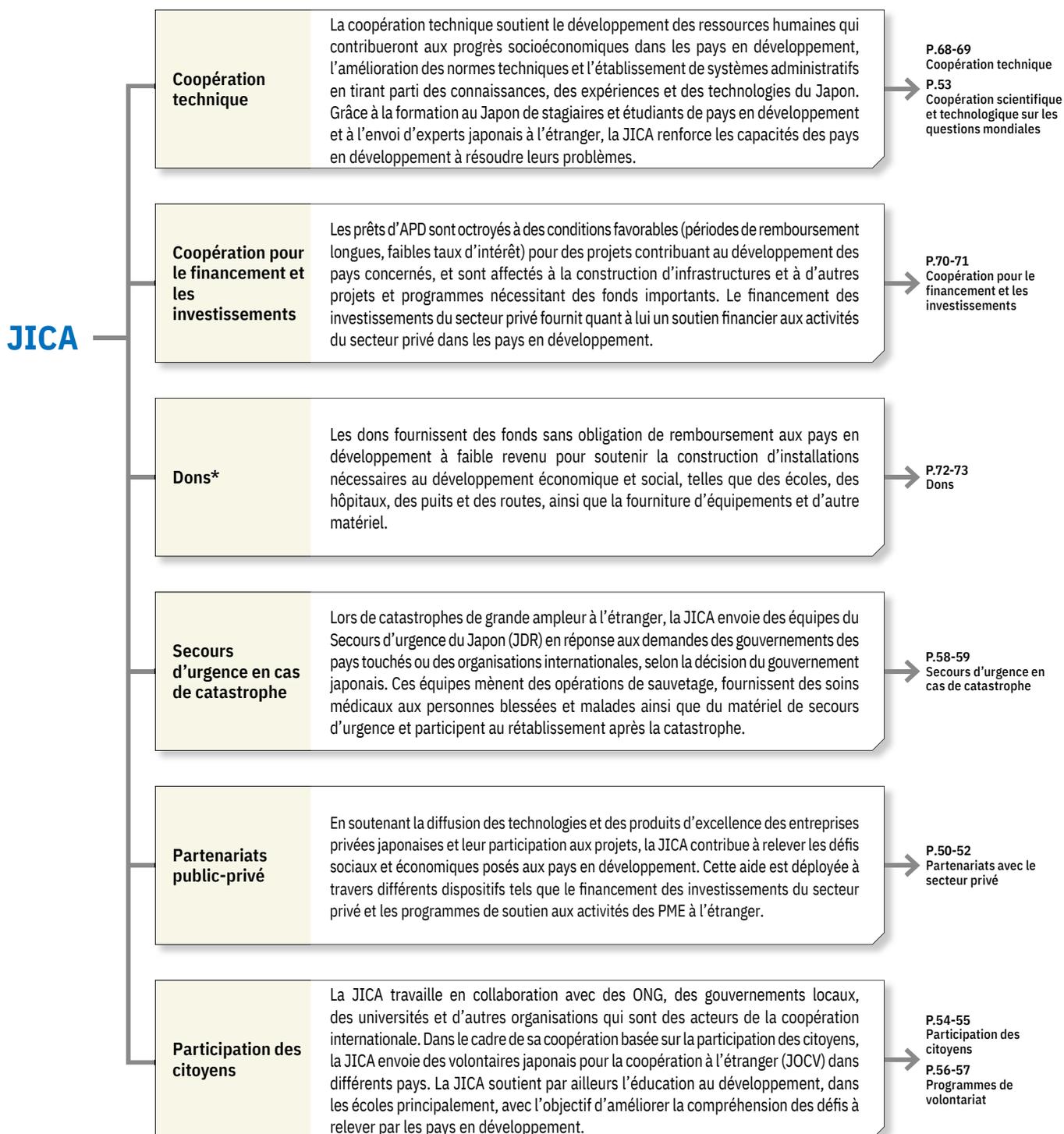
Figure 2 Répartition de l'APD du Japon en 2019 (données provisoires)

Type	Décaissements d'APD (année civile 2019)	Dollars (millions USD)			Yens (milliards JPY)			En %
		2019	2018	Variation (%)	2019	2018	Variation (%)	APD totale (sur la base des décaissements nets)
APD bilatérale	Dons	2 553,02	2 639,75	-3,3	278,397	291,528	-4,5	22,0
	Coopération technique*	2 721,18	2 651,71	2,6	296,734	292,849	1,3	23,5
	Total des dons	5 274,21	5 291,46	-0,3	575,131	584,377	-1,6	45,5
	Prêts (décaissements nets)	2 150,80	769,15	179,6	234,535	84,943	176,1	18,5
	APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets)	7 425,00	6 060,61	22,5	809,666	669,320	21,0	64,0
	Contributions et souscriptions aux organisations internationales (sur la base des décaissements nets)	4 171,19	3 965,38	5,2	454,852	437,928	3,9	35,8
	APD totale (décaissements nets)	11 596,20	10 025,99	15,7	1 264,518	1 107,248	14,2	100,0
	Estimation provisoire du revenu national brut (RNB) nominal (milliards USD, milliards JPY)	5 266,61	5 135,33	2,6	574 302,40	567 134,50	1,3	
	% du RNB	0,22	0,20		0,22	0,20		

(Notes) 1 Les chiffres incluent les décaissements pour les pays retirés de la Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD. Voir la section Données chiffrées, tableau 1, page 99, pour les montants hors décaissements en faveur de ces pays.
 2 Le Japon a réalisé des décaissements en faveur des 16 pays et régions suivants retirés de la Liste du CAD et non membres de l'OCDE : Bahreïn, Barbade, Brunei, Chili, [Polynésie française], Koweït, [Nouvelle-Calédonie], Oman, Saint-Christophe-et-Niévès, Roumanie, Arabie saoudite, Seychelles, Singapour, Trinité-et-Tobago, Émirats arabes unis et Uruguay.
 3 Taux de change moyen annuel pour les membres du CAD en 2019 : 1,00 USD = 109,0459 JPY (appréciation du yen, en hausse de 1,3919 par rapport à 2018).
 4 Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
 5 L'allègement de la dette désigne l'exemption de la dette commerciale hors report de remboursement.
 6 Avant 2006, les dons transitant par le canal des organisations internationales étaient comptabilisés dans les « Contributions et souscriptions aux organisations internationales ». Depuis cette date, ils sont comptabilisés dans les « Dons » aux pays bénéficiaires désignés au moment des contributions.
 7 À compter des résultats de 2011, les dons accordés aux projets des ONG sont comptabilisés dans les dons aux pays bénéficiaires.
 8 Les données proviennent du ministère des Affaires étrangères. Les résultats de l'année 2018 sont établis à partir des chiffres définitifs.
 * La coopération technique comprend les coûts administratifs et de conscientisation du développement.

Types de coopération

La JICA, chargée de l'exécution de l'APD du Japon, est l'une des plus grandes agences d'aide bilatérale du monde. La JICA soutient le développement socioéconomique des pays en développement en combinant avec souplesse différents instruments d'aide tels que la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements, et les dons. Elle opère dans 150 pays et régions dans le monde.



*À l'exclusion des dons qui relèvent de la politique diplomatique et sont directement gérés par le ministère des Affaires étrangères.

Stratégie de la JICA

Le 4^e plan à moyen terme (exercices 2017-2021)

Comme le prévoit la loi, la JICA mène ses opérations selon des plans à moyen terme établissant des cycles quinquennaux. Pour le 4^e plan à moyen terme commencé avec l'exercice 2017, la JICA a défini de grandes lignes s'inspirant de la Charte de la coopération au développement et des cadres internationaux tels que les objectifs de développement durable (ODD), portant sur des problématiques de développement telles que les infrastructures et la croissance économique, le développement centré sur l'être humain, les valeurs universelles et la consolidation de la paix, et les enjeux mondiaux, parallèlement aux questions prioritaires régionales, aux partenariats avec divers acteurs et aux contributions aux discussions internationales. La JICA établit également des mesures détaillées pour renforcer ses fondations organisationnelles et opérationnelles, la sécurité et les contrôles internes dans le cadre de ce plan.

Grâce aux efforts déployés pour réaliser ces plans, la JICA continuera de jouer le rôle attendu tant au Japon qu'à l'étranger.

Résumé du 4^e plan à moyen terme

Répondre aux problèmes de développement et aux enjeux mondiaux et contribuer aux intérêts nationaux au Japon par la coopération au développement

Réaliser la paix, la sécurité et la prospérité ainsi qu'un environnement international doté d'une stabilité, d'une transparence et d'une prévisibilité élevées

Contribuer à renforcer la confiance de la communauté internationale envers le Japon, à intensifier les relations entre les régions en développement et le Japon, et à définir les règles et les normes de la communauté internationale

Contribuer à la dynamisation de l'économie et de la société japonaises en renforçant les liens entre les régions en développement et le Japon

Objectifs phares

- (1) Renforcer les capacités des individus appelés à devenir des acteurs clés du développement de leur pays
- (2) Intensifier les partenariats entre les parties prenantes japonaises de la coopération au développement et de la revitalisation régionale
- (3) Promouvoir les engagements internationaux et jouer un rôle de premier plan au sein de la communauté internationale
- (4) Renforcer les mesures de sécurité

Approches prioritaires

- (1) Promouvoir une coopération au développement instaurant une relation de confiance réciproque par la mise en relief de l'appropriation et du partenariat
- (2) Promouvoir des approches centrées sur l'être humain selon le concept de sécurité humaine
- (3) Renforcer les mesures stratégiques et améliorer la qualité des opérations de la JICA
- (4) Diffuser des informations claires et cohérentes

Initiatives concrètes

Efforts sur les enjeux prioritaires

- (1) Soutenir les fondements et les moteurs de la croissance économique
- (2) Promouvoir un développement centré sur l'être humain pour répondre aux besoins fondamentaux des individus
- (3) Partager des valeurs universelles et réaliser une société pacifique et sûre
- (4) Construire une communauté internationale durable et résiliente en relevant les défis mondiaux

Renforcer les partenariats japonais

Renforcer le fondement substantiel de la mise en œuvre
(Relations publiques, recherche, évaluations des opérations, etc.)

Questions prioritaires régionales

Renforcer les mesures de sécurité

Autres questions importantes de gestion opérationnelle

(Promotion d'une coopération au développement efficace et efficiente ; contribution proactive aux discussions internationales et renforcement des partenariats avec les organisations internationales, les donateurs bilatéraux et autres ; et renforcement des contrôles internes)

Politiques et initiatives importantes du gouvernement japonais

Charte de la coopération au développement
Politiques connexes
Engagements du gouvernement

Cadre de référence international pour la coopération au développement

Objectifs de développement durable (ODD)
Accord de Paris (changement climatique)

Orientation des activités de développement de la JICA pour l'exercice 2020

La JICA entend contribuer à la paix, la stabilité et la prospérité de la communauté internationale en répondant aux questions prioritaires identifiées dans la Charte de la coopération au développement du gouvernement japonais et dans le 4^e plan à moyen terme de la JICA. Pour y parvenir, la JICA redoublera d'efforts dans les domaines suivants afin d'atteindre la sécurité humaine et une croissance de qualité :

Durant l'exercice 2020, la JICA se concentrera en priorité sur la lutte contre l'épidémie de COVID-19. Tout en étant très attentive à la situation, la JICA réexaminera l'orientation de ses activités de développement afin de répondre aux différents besoins de manière souple et flexible.

1 Promouvoir « un Indo-Pacifique libre et ouvert »

Afin de concrétiser la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert promue par le gouvernement japonais, la JICA apportera une aide matérielle et immatérielle à la région. L'aide de la JICA comprendra (1) l'instauration et le renforcement de la liberté de navigation et de l'État de droit ; (2) l'amélioration de la connectivité régionale par le développement d'infrastructures conformes aux normes internationales ; (3) le renforcement des capacités de sécurité maritime ; et (4) la formation de futurs dirigeants familiarisés avec le Japon en renforçant, entre autres initiatives, le programme d'études du développement de la JICA (JICA-DSP).

2 Réaliser la « sécurité humaine 2.0 » pour des sociétés plus dignes

La JICA va détailler les modalités de la « sécurité humaine 2.0 », un concept révisé lors de l'exercice 2019 pour répondre à l'aggravation des problèmes existants et à l'émergence de nouveaux défis. La JICA mettra spécifiquement l'accent sur (1) la réponse à la crise sanitaire et économique liée à l'épidémie de COVID-19 ; (2) la consolidation de la paix et la compréhension mutuelle ; (3) les mesures de réduction des risques de catastrophe et de lutte contre le changement climatique ; (4) les initiatives en faveur de la couverture santé universelle (CSU) et d'une meilleure nutrition ; (5) le développement et l'amélioration de l'éducation des femmes et des filles ; et (6) la promotion d'une éducation selon le modèle japonais.

3 Renforcer la coexistence multiculturelle et la revitalisation économique régionale au Japon

La JICA va tirer parti de son capital humain et de ses réseaux pour renforcer des initiatives soutenant la coexistence multiculturelle et la revitalisation économique régionale au Japon. Ses activités seront axées sur (1) une aide au développement stratégique et cohérent – au Japon et à l'étranger – d'un environnement accueillant pour les étrangers afin de faire du Japon une destination privilégiée ; (2) le renforcement des capacités en appui au développement industriel et à la coexistence multiculturelle dans les communautés locales japonaises selon une perspective mondiale ; (3) une coopération internationale exploitant les connaissances des gouvernements locaux et des petites et moyennes entreprises ; et (4) une collaboration avec les communautés d'émigrants japonais et leurs descendants en Amérique latine et dans d'autres régions qui encourage la coexistence multiculturelle.

4 Concevoir et mettre en œuvre des projets répondant aux besoins les plus récents

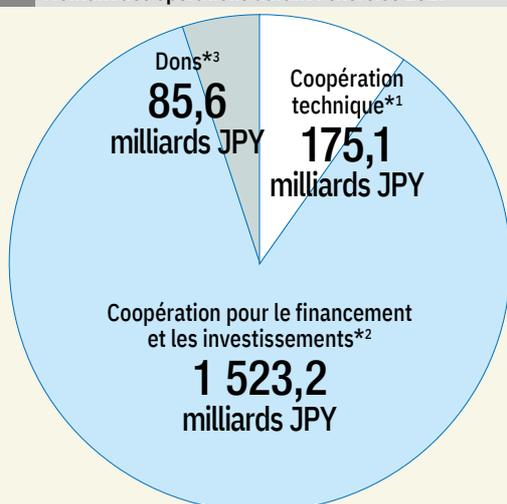
Dans un contexte de fortes contraintes budgétaires au Japon, la JICA va allouer plus de ressources aux activités répondant de manière adaptée aux ODD et aux besoins en constante évolution du monde en développement. La JICA a plus particulièrement l'intention de (1) promouvoir les innovations, notamment l'utilisation créative des technologies numériques ; (2) renforcer les partenariats avec les donateurs émergents ; (3) consolider les capacités de recherche ; (4) mobiliser davantage de fonds externes ; et (5) établir et améliorer les plateformes de partage de l'information, de dialogue et de collaboration autour de projets au sein de la JICA et avec des partenaires extérieurs.

Aperçu des activités et des états financiers

Situation générale

Au regard des activités de la JICA durant l'exercice 2019 (figures 3 et 4), la coopération technique s'élève à 175,1 milliards JPY et affiche un recul de 7,9 % par rapport à l'exercice précédent ; les dons représentent 85,6 milliards JPY répartis entre 147 projets (montant des accords de dons) ; la coopération pour le financement et les investissements atteint 1 459,4 milliards JPY de prêts d'APD pour 40 projets (sur la base des engagements) et 63,7 milliards JPY de financement des investissements du secteur privé pour 11 organisations.

Figure 3 Montant des opérations durant l'exercice 2019



Note : Taux de change moyen annuel pour les membres du CAD en 2019 : 1,00 USD = 109,0 JPY

*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, les dépenses des projets SATREPS et PPJ, du Secours d'urgence en cas de catastrophe, etc. hors coûts administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Le montant est calculé sur la base du budget de l'exercice 2019 ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A) conclus durant ce même exercice.

Figure 4 Répartition des opérations durant l'exercice 2019 (Unité : milliards JPY)

	Ex. 2019	Ex. 2018
Coopération technique*1	175,1	190,1
Formation de participants étrangers	17,0	17,5
Envoi d'experts	57,2	63,0
Envoi de missions d'étude	36,3	33,3
Fourniture d'équipements	1,5	2,1
Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger	8,2	8,2
Envoi d'autres volontaires	1,8	2,8
Autres	53,1	63,2
Coopération pour le financement et les investissements*2	1 523,2	1 266,1
Dons*3	85,6	98,5

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Les dépenses de coopération technique incluent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, hors frais administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Le montant est calculé sur la base du budget ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A) conclus durant chaque exercice.

Aperçu des tendances des dix dernières années

Les figures 5 à 7 montrent l'évolution des programmes de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements, et de dons de la JICA sur les 10 dernières années.

Les montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements ont augmenté de 20,3 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 1 523,2 milliards JPY durant l'exercice 2019. Les dons enregistrent un recul de 13,1 %, totalisant 85,6 milliards JPY en 2019.

Figure 5 Dépenses de coopération technique des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Ex. 2010	168,8
Ex. 2011	188,9
Ex. 2012	167,8
Ex. 2013	177,3
Ex. 2014	176,4
Ex. 2015	191,7
Ex. 2016	207,7
Ex. 2017	192,3
Ex. 2018	190,1
Ex. 2019	175,1

Figure 6 Montant des engagements de coopération pour le financement et les investissements des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Ex. 2010	538,9
Ex. 2011	949,4
Ex. 2012	1 226,7
Ex. 2013	985,8
Ex. 2014	1 015,9
Ex. 2015	2 260,9
Ex. 2016	1 485,8
Ex. 2017	1 888,4
Ex. 2018	1 266,1
Ex. 2019	1 523,2

Note : Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

Figure 7 Montant des dons des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Exercice	Montant total prévu par les échanges de notes signés durant l'exercice concerné (budget administré par la JICA pour la promotion des dons)	Montant total prévu par les accords de dons signés durant l'exercice concerné (budget administré par la JICA depuis octobre 2008 pour la mise en œuvre et la gestion des projets de dons)
Ex. 2010	12,9	105,2
Ex. 2011	3,6	107,4
Ex. 2012		141,6
Ex. 2013		115,8
Ex. 2014		111,2
Ex. 2015		111,7
Ex. 2016		98,0
Ex. 2017		115,1
Ex. 2018		98,5
Ex. 2019		85,6

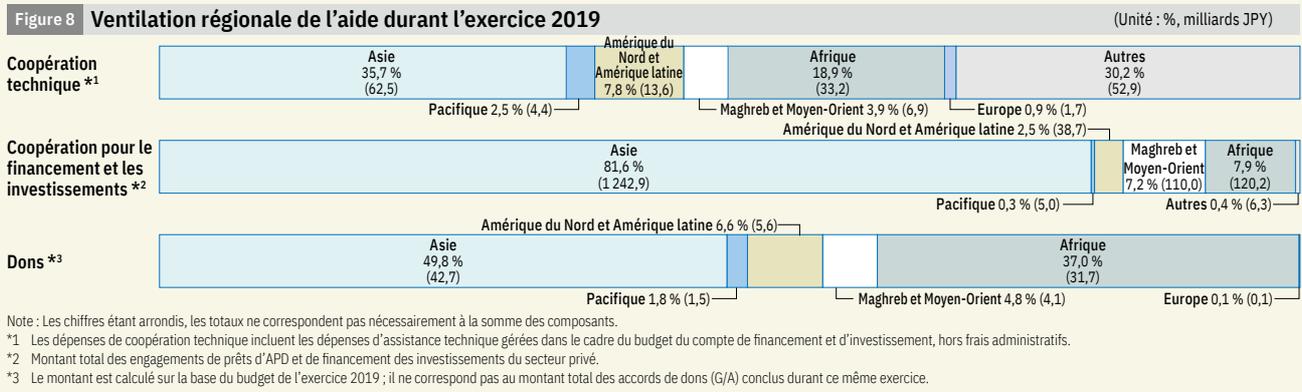
Aide par région

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant, entre l'Asie (35,7 %), l'Afrique (18,9 %), et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine (7,8 %).

Concernant les nouveaux montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements, l'Asie totalise 81,6 %, l'Afrique 7,9 % et le Maghreb Moyen-Orient 7,2 %. Depuis l'exercice 2018, la part de l'Asie reste considérablement élevée.

En ce qui concerne les dons, l'Asie représente 49,8 %, l'Afrique 37,0 % et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine 6,6 %. L'Asie et l'Afrique continuent d'absorber la plus large part des dons, comme pour l'exercice 2018.

« Autres » représente les engagements et les décaissements en faveur des institutions internationales et pour les projets multi-pays ou multi-régions.



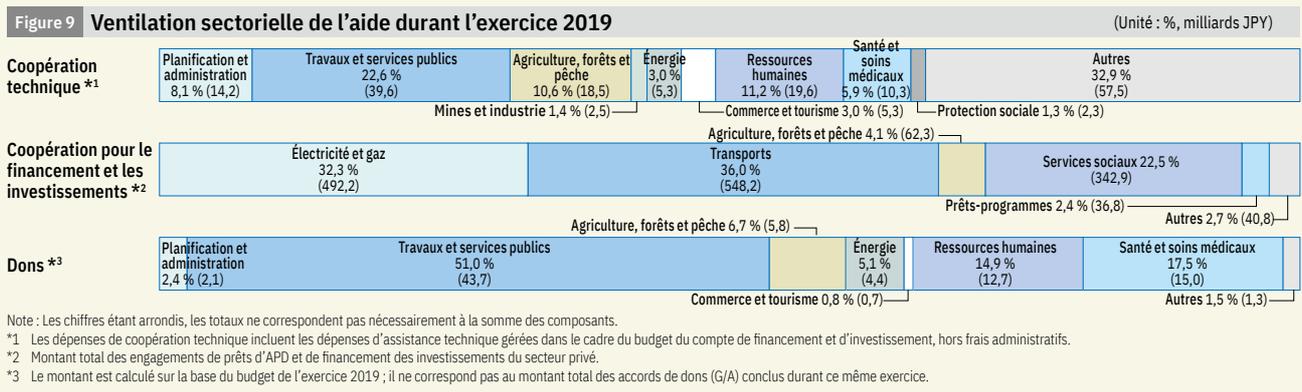
Aide par secteur

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : travaux et services publics 22,6 %, ressources humaines 11,2 %, agriculture, forêts et pêche 10,6 %.

La coopération pour le financement et les investissements s'est principalement concentrée sur le secteur des transports (36,0 %)

notamment les projets ferroviaires et routiers. Viennent ensuite le gaz et l'électricité (32,3 %) et les services sociaux (22,5 %).

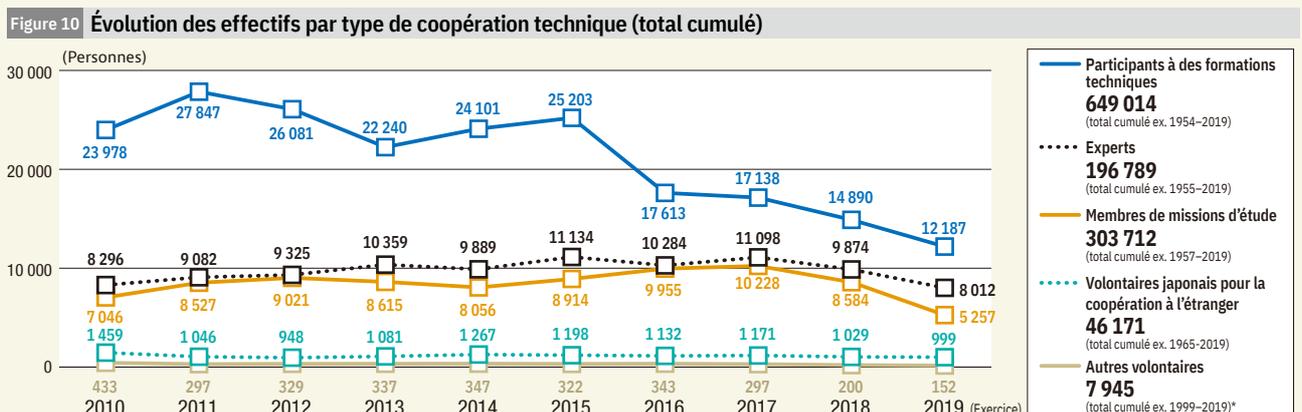
En ce qui concerne les dons, la part la plus importante revient aux travaux et services publics (51,0 %), suivis de la santé et les soins médicaux (17,5 %) et des ressources humaines (14,9 %).



Évolution des effectifs par type de coopération technique

Pour l'exercice 2019, les effectifs des programmes de coopération technique de la JICA se répartissent comme suit : 12 187 participants à des formations techniques, 8 012 experts, 5 257 membres de missions d'étude, 999 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 152 autres volontaires. À ce jour, la JICA a assuré la formation technique de 649 014 participants (exercices 1954-2019) et envoyé à l'étranger 196 789 experts (exercices 1955-2019), 303 712 membres de missions d'étude (exercices 1957-2019), 46 171 JOCV (exercices 1965-2019) et 7 945 autres volontaires (exercices 1999-2019)*.

La figure 10 montre l'évolution des effectifs par type de coopération technique depuis l'exercice 2010.



Aperçu des états financiers

Compte général

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le total des actifs s'élève à 318,597 milliards JPY, soit une progression de 32,386 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à une hausse de 17,559 milliards JPY des liquidités et dépôts bancaires et à un sursaut de 14,982 milliards JPY des comptes de contrepartie pour la provision des prestations de retraite (enregistrés à partir de l'exercice en cours en raison d'un changement de normes comptables). Le solde de clôture des liquidités et dépôts bancaires de 232,485 milliards JPY comprend les fonds pour les projets de dons à hauteur de 180,918 milliards JPY. Le total des passifs se monte à 265,578 milliards JPY, soit une hausse de 34,348 milliards JPY en glissement annuel, principalement due à un bond de 9,369 milliards JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement et à une augmentation de 14,982 milliards JPY des provisions pour les prestations de retraite (enregistrées à partir de l'exercice en cours en raison d'un changement de normes comptables).

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Liquidités et dépôts bancaires	232 485	Passifs liés aux subventions de fonctionnement	40 669
Autres	26 493	Fonds pour les projets de dons	178 788
Actifs non courants		Autres	22 776
Actifs corporels	38 651	Passifs non courants	
Actifs incorporels	4 072	Comptes de contrepartie pour les actifs	7 873
Placements et autres actifs	16 896	Provisions pour les prestations de retraite	14 982
		Autres	489
		Total des passifs	265 578
		Actifs nets	
		Capital	
		Investissements publics	62 452
		Gains en capital	-22 442
		Bénéfices non distribués	13 008
		Total des actifs nets	53 019
Total des actifs	318 597	Total des passifs et des actifs nets	318 597

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le total des dépenses ordinaires s'élève à 234,674 milliards JPY, soit une baisse de 12,869 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est essentiellement imputable à une diminution des dépenses pour les secteurs et régions prioritaires financées par des subventions de fonctionnement de 7,656 milliards JPY en glissement annuel et à un recul de 5,750 milliards JPY des dépenses pour les programmes de dons. Les recettes ordinaires se montent à 233,350 milliards JPY, soit une baisse de 5,101 milliards JPY en glissement annuel, principalement due à une contraction de 2,018 milliards JPY des recettes liées aux subventions de fonctionnement et à une diminution de 5,750 milliards JPY des recettes des programmes de dons.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	234 674
Dépenses de fonctionnement	225 326
Dépenses pour les secteurs et régions prioritaires	71 030
Dépenses pour les partenariats intérieurs	17 184
Dépenses pour le soutien aux opérations	38 806
Dépenses pour les projets de dons	89 236
Autres	9 070
Frais généraux administratifs	8 989
Charges financières	108
Dépenses à des fins spécifiques	250
Autres	0
Recettes ordinaires	233 350
Recettes des subventions de fonctionnement	137 013
Recettes des projets de dons	89 236
Autres	7 101
Pertes exceptionnelles	16 057
Recettes exceptionnelles	16 042
Reprise des fonds de réserve de la période précédente des objectifs à moyen terme	4 459
Total des recettes pour l'exercice courant	3 121

Notes) • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Compte de financement et d'investissement

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, le total des actifs s'élève à 12 825,464 milliards JPY, soit une progression de 194,535 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à une hausse de 314,552 milliards JPY des prêts. Le total des passifs se monte à 2 910,185 milliards JPY, soit un bond de 22,585 milliards JPY en glissement annuel, principalement dû à une augmentation de 31,748 milliards JPY des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Prêts	12 614 846	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	106 613
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-142 053	Autres	40 341
Autres	233 445	Passifs non courants	
Actifs non courants		Obligations	791 079
Actifs corporels	9 370	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 962 569
Actifs incorporels	5 655	Autres	9 582
Placements et autres actifs		Total des passifs	2 910 185
Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres	87 063	Actifs nets	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-87 063	Capital	
Autres	104 200	Investissements publics	8 150 728
		Bénéfices non distribués	
		Réserves	1 703 881
		Autres	95 645
		Évaluation et écarts de conversion	-34 974
		Total des actifs nets	9 915 279
Total des actifs	12 825 464	Total des passifs et des actifs nets	12 825 464

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le montant total des recettes s'élève à 95,645 milliards JPY, soit une augmentation de 17,873 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est due à une hausse des recettes ordinaires de 14,765 milliards JPY qui se montent à 182,486 milliards JPY et à une contraction de 3,109 milliards JPY des dépenses ordinaires qui atteignent 86,837 milliards JPY. La hausse des recettes ordinaires est principalement due à la reprise des provisions pour les pertes liées aux prêts qui s'élèvent à 19,922 milliards JPY alors qu'elles étaient nulles lors de l'exercice précédent, tandis que la baisse des dépenses ordinaires est surtout imputable à un repli des dépenses d'externalisation de 4,727 milliards JPY en glissement annuel.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	86 837
Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	86 837
Intérêts sur les obligations et les bons	9 515
Intérêts sur les emprunts	21 707
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	6 222
Dépenses d'externalisation des opérations	29 138
Dépenses opérationnelles et administratives	12 296
Autres	7 959
Recettes ordinaires	182 486
Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	180 904
Intérêts sur les prêts	131 739
Dividendes sur les placements	15 852
Reprise des provisions pour les pertes liées aux prêts	19 922
Autres	13 392
Autres	1 582
Pertes exceptionnelles	9
Recettes exceptionnelles	3
Total des recettes pour l'exercice courant	95 645

Notes) • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

[Article] Coopération pour la lutte contre les maladies infectieuses

Apporter une aide technique et financière aux pays en développement pour assurer la sécurité humaine

La communauté internationale doit trouver les moyens de répondre aux situations d'urgence sanitaire causées par les maladies infectieuses ainsi qu'à leurs effets sur l'économie et la société.

Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 menace aussi bien les pays développés que les pays en développement.

Dans le cadre de sa mission consistant à réaliser la sécurité humaine, la JICA aide les pays en développement à lutter contre les maladies infectieuses.

Parallèlement à ses activités ciblant des maladies infectieuses spécifiques, la JICA assure auprès des pays en développement une coopération technique et une aide financière pour le développement de systèmes de santé aptes à faire face aux épidémies.

Réponse aux maladies infectieuses spécifiques

Élimination de la filariose lymphatique à Kiribati

En octobre 2019, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré l'élimination de la filariose lymphatique, une maladie infectieuse transmise par les moustiques, à Kiribati. Pour éradiquer cette maladie, la JICA a déployé une aide dans 14 pays insulaires du Pacifique, notamment à Kiribati, comprenant l'envoi de volontaires chargés de fournir des conseils sur les soins aux patients et la distribution de tests sanguins. Actuellement, grâce à un partenariat public-privé, l'entreprise Eisai Co., Ltd., basée au Japon, mène gratuitement une campagne d'administration massive de médicaments (AMM) tandis que la JICA soutient cette campagne au niveau des communautés.

Des années d'expérience de lutte contre la tuberculose en Afghanistan

Depuis de nombreuses années, la JICA aide l'Afghanistan à lutter contre la tuberculose. Ces dernières années, elle a intensifié ses efforts à destination des personnes vulnérables victimes de formes de tuberculose résistantes aux médicaments. L'accent a été mis sur l'administration préventive d'antituberculeux pour les femmes qui viennent d'accoucher – et qui sont particulièrement à risque – ainsi que sur un projet pilote de dépistage de la tuberculose sur le lieu de travail visant à détecter et soigner rapidement les patients atteints.

La JICA souhaite aujourd'hui soutenir l'approvisionnement d'antituberculeux et de réactifs pendant une période de trois ans à partir de janvier 2021 dans le cadre d'un don octroyé en partenariat



Formation en groupe par région sur les tests PCR en laboratoire pendant l'exercice 2019 dans le cadre du programme de co-création des connaissances (Photo : Institut de recherche sur la tuberculose, Association japonaise de lutte contre la tuberculose)

avec l'OMS.

Construire des systèmes de santé capables d'arrêter les épidémies

Aide matérielle et immatérielle

La formation de capacités de laboratoire et de surveillance est essentielle pour détecter les épidémies.

Au cours de l'exercice 2019, la JICA a octroyé des dons pour le développement de laboratoires au Nigéria et en République démocratique du Congo (RDC). Simultanément, la JICA a lancé des projets de coopération technique pour le renforcement des capacités de laboratoire et la surveillance des maladies

infectieuses dans ces deux pays. Ainsi, la JICA œuvre au développement des capacités de laboratoire tant sur le plan matériel qu'immatériel. En coopération avec les universités d'Hokkaido et de Nagasaki, la JICA soutient également le développement des ressources humaines en accueillant au Japon des étudiants étrangers de six pays souhaitant renforcer leurs laboratoires régionaux spécialisés dans les maladies infectieuses. Six étudiants sont venus au Japon pendant l'exercice 2019 dans le cadre de ces accords.

En réponse à la prévalence de la maladie à virus Ebola en Afrique, la JICA a organisé des formations et fourni du matériel en urgence à la RDC et l'Ouganda. La JICA a également envoyé une équipe d'intervention du JDR contre les maladies infectieuses en RDC en août 2019.

Coopération complète en prévision du monde de l'après-COVID-19

La COVID-19, responsable d'une pandémie mondiale depuis la fin de l'exercice 2019, a eu un impact considérable non seulement sur la santé des populations, mais aussi sur leurs moyens de subsistance et l'économie dans son ensemble. La JICA déploie une coopération complète dans plusieurs domaines – en ne se limitant pas à la santé publique – tout en tirant parti de son expertise en matière de lutte contre les maladies infectieuses pour prévenir les épidémies et limiter la propagation des maladies.



Papouasie-Nouvelle-Guinée : AMM basée sur la communauté dans le cadre des efforts d'éradication de la filariose lymphatique (Photo : SEKIHARA Makoto)





Activités et initiatives

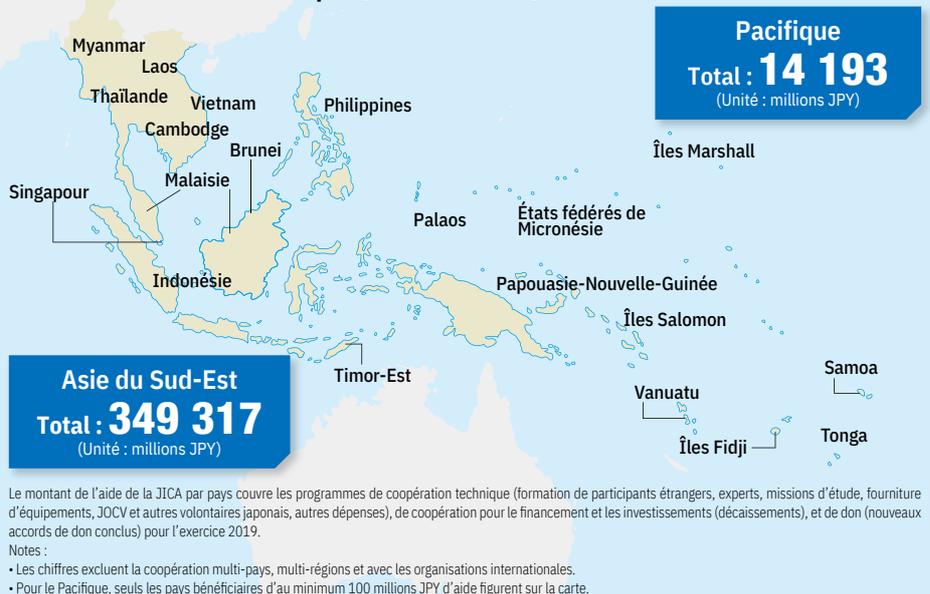
Cette partie présente les activités et initiatives de la JICA par région et par thématique ainsi que des exemples de coopération avec divers partenaires.

Asie du Sud-Est et Pacifique

Promouvoir un « Indo-Pacifique libre et ouvert »

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (exercice 2019)

	Répartition par pays (Unité : millions JPY)	En %
Asie du Sud-Est		
Philippines	89 258	25,6 %
Indonésie	75 986	21,8 %
Myanmar	75 897	21,7 %
Vietnam	44 922	12,9 %
Thaïlande	32 249	9,2 %
Cambodge	20 037	5,7 %
Laos	4 992	1,4 %
Malaisie	4 286	1,2 %
Timor-Est	1 692	0,5 %
Brunei	1	0,0 %
Pacifique		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	9 567	67,4 %
Îles Salomon	1 265	8,9 %
Samoa	1 132	8,0 %
Îles Fidji	696	4,9 %
Vanuatu	655	4,6 %
Palaos	244	1,7 %
États fédérés de Micronésie	214	1,5 %
Tonga	173	1,2 %
Îles Marshall	111	0,8 %
Cinq autres pays	137	1,0 %



Asie du Sud-Est

Problèmes régionaux

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est un moteur essentiel pour promouvoir la stabilité et la prospérité de cette région située entre l'océan Indien et l'océan Pacifique. Elle joue un rôle pivot dans la vision d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » portée par le gouvernement japonais. Le Japon doit apporter une aide stratégique visant à renforcer l'autonomie, l'indépendance et l'intégrité de l'ANASE – autrement dit encourager son intégration – aussi bien au bénéfice de la région que pour servir ses intérêts nationaux.

La promotion d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » s'articule autour de deux approches. La première consiste à consolider l'intégration de l'ANASE en renforçant la connectivité à travers, par exemple, le développement des corridors économiques est-ouest et sud sur le continent. La seconde privilégie le développement des infrastructures maritimes et l'amélioration des capacités d'application du droit maritime.

Parallèlement à ces deux approches, quatre enjeux prioritaires se dégagent : (1) une croissance de qualité, (2) la lutte contre le changement climatique, (3) le développement des ressources humaines, et (4) le partage de valeurs universelles définies de manière flexible et la création d'une société pacifique, stable et sûre. Un accent spécifique doit être placé sur (1) une « croissance de qualité » apte à surmonter les effets négatifs de la croissance économique et établir une stabilité et une prospérité régionales solides ; (2) une action climatique conforme aux tendances mondiales en matière de décarbonisation ; (3) la formation des dirigeants nationaux et fonctionnaires administratifs appelés à jouer

des rôles de premier plan dans la gestion de leur pays ; et (4) des mesures pour faire face aux vulnérabilités régionales, notamment dans l'État de Rakhine, au Myanmar, et à Mindanao, aux Philippines. Géographiquement proches, le Japon et l'ANASE entretiennent des liens étroits. Pour assurer une coopération au développement de qualité, il est plus important que jamais de tirer le meilleur parti de l'expertise et du savoir-faire diversifiés des entreprises du secteur privé, des universités et des instituts de recherche, et des gouvernements locaux.

Une aide doit enfin être apportée pour appuyer la candidature du Timor-Est à l'ANASE et soutenir sa transition de la période de reconstruction au stade du développement.

Initiatives de la JICA

1. Encourager une « croissance de qualité »

La JICA déploie une aide pour une « croissance de qualité » à la fois inclusive, durable et résiliente. La JICA considère la connectivité physique et les infrastructures terrestres et maritimes stratégiques comme des éléments essentiels pour répondre aux besoins croissants d'infrastructures.

Les problèmes urbains tels que les embouteillages et la pollution atmosphérique, causés par l'augmentation soudaine de la population, empêchent une croissance durable et posent des difficultés sociales. Alors que les pays d'Asie du Sud-Est poursuivent leur croissance économique, la JICA met l'accent sur le développement des infrastructures urbaines et un environnement urbain comprenant des systèmes de gestion du trafic, d'élimination des déchets industriels, d'approvisionnement en eau et d'égouts cruciaux pour l'amélioration des fonctions urbaines et l'émergence d'une classe moyenne.

La JICA encourage le développement d'« infrastructures de qualité »

servant de fondations à une « croissance de qualité » respectueuse de l'environnement pour améliorer les moyens de subsistance des communautés locales par la création d'emplois et l'accès aux services sociaux. La JICA continue également de promouvoir le développement des infrastructures dans les corridors économiques est-ouest et sud de la péninsule indochinoise afin de renforcer la connectivité est-ouest en Asie du Sud-Est, et elle œuvre au renforcement d'une « connectivité dynamique et efficace », notamment par l'amélioration des systèmes de douanes et la formation du personnel, dans le but d'accroître la connectivité institutionnelle.

2. Changement climatique

L'impact du changement climatique est assez lourd dans la région de l'ANASE, car une grande partie de sa population est concentrée dans les villes côtières. C'est pourquoi l'aide pour la réduction des risques de catastrophe et la lutte contre le changement climatique doivent être intensifiées. Simultanément, la demande d'électricité explose dans les pays de l'ANASE et il est crucial de trouver des politiques énergétiques qui concilient croissance et environnement. Dans cette optique, la JICA promeut l'utilisation active des technologies japonaises sobres en carbone et la construction de nouvelles chaînes d'approvisionnement énergétique, notamment de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL), domaine où les entreprises japonaises possèdent une expertise technique de pointe.

Les projets de lutte contre le changement climatique mis en œuvre par la JICA dans la région pendant l'exercice 2019 comprennent le projet d'amélioration des équipements et des installations des services météorologiques et hydrologiques du Laos pour réduire les risques de catastrophe climatique, ainsi que le projet de développement des capacités pour les stratégies de lutte contre le changement climatique en Indonésie pour soutenir les politiques climatiques et le développement institutionnel.

3. Développement des ressources humaines

Les pays de l'ANASE connaissent un changement de génération parmi les personnes qui s'intéressent profondément au Japon et qui ont une forte affinité avec ce pays. À travers son programme



Échange avec les participants à une formation suite à une conférence donnée par le président de la JICA, M. Kitaoka, dans le cadre du programme de leadership mondial pour les ODD.

d'études du développement [→ voir page 65], la JICA renforce stratégiquement ses programmes de formation à long terme (programmes de co-crédation des connaissances) pour les futurs leaders et fonctionnaires administratifs prometteurs amenés à jouer un rôle clé dans la gestion de leur pays. La JICA forme aussi le personnel des entreprises à la pointe du développement industriel et de l'innovation technologique.

Durant l'exercice 2019, la JICA a accueilli 25 participants venus étudier dans neuf universités japonaises dans le cadre du nouveau programme de leadership mondial pour les ODD. En janvier 2020, le président de la JICA, KITAOKA Shinichi, a donné une conférence aux participants de ce programme. La conférence a été suivie d'une rencontre entre les participants et le personnel de la JICA afin de tisser des liens de confiance entre l'Agence et ces futurs dirigeants nationaux. La JICA intensifie ses efforts visant à développer ce programme et ses autres programmes de bourses. Elle a d'ailleurs décidé d'accueillir des participants du Timor-Est à partir de l'exercice 2020.

4. Partager des valeurs universelles définies de manière flexible et établir une société pacifique, stable et sûre

Dans le cadre de la stratégie pour un « Indo-Pacifique libre et ouvert », l'un des grands enjeux de l'ANASE pour cette nouvelle ère sera de favoriser l'émergence d'une classe moyenne solide et saine

Myanmar : Développement de la zone économique spéciale de Thilawa

Mobiliser l'ensemble des instruments d'aide pour la promotion des investissements et la création d'emplois



Le Centre de services à guichet unique de la ZES est très apprécié par les entreprises utilisatrices pour sa rapidité d'exécution des différentes procédures administratives liées aux activités commerciales.

Dans la zone de Thilawa, située à plus de 20 kilomètres au sud-est de la région centrale de Rangoun (la plus grande ville de Myanmar), des entités commerciales ont été créées en 2014 par des entreprises japonaises et birmanes, en partenariat avec le gouvernement du Myanmar, pour développer une zone économique spéciale (ZES).

La JICA a investi dans l'une d'entre elles tout en assurant une coopération complète visant à réduire les risques d'investissement. Sa coopération couvre le développement d'infrastructures périphériques telles que les routes, l'électricité, l'approvisionnement en eau, un port et des installations de télécommunications, ainsi que des améliorations institutionnelles, notamment

la rationalisation des procédures d'approbation et d'autorisation.

En juin 2019, plusieurs entreprises japonaises ont commencé une activité dans le port de Thilawa. En février 2020, les routes d'accès étaient terminées, permettant ainsi l'amélioration de la logistique dans la ZES. Depuis le lancement de la ZES, plus de 100 entreprises – principalement du Japon mais aussi d'autres pays – sont venues s'installer dans la zone et ont créé plus de 10 000 emplois.

En août 2019, la conseillère d'État Aung San Suu Kyi a visité la ZES et exprimé sa gratitude envers le Japon. La ZES de Thilawa fait figure de symbole de la coopération public-privé entre le Japon et le Myanmar.

attachée aux valeurs de liberté, de démocratie, d'égalité, d'État de droit et de bonne gouvernance, et qui puisse jouer un rôle central dans le développement national. La JICA soutiendra ce processus. Elle répondra également à des problèmes sociaux émergents, tels que les maladies non transmissibles et le vieillissement démographique, par des approches innovantes.

Les actions de la JICA pour l'édification d'une société pacifique, stable et sûre dans la région comprennent en outre une aide aux minorités ethniques du Myanmar et au processus de paix à Mindanao, aux Philippines.

5. Coopération technique avec la communauté de l'ANASE

Dans le cadre de son programme de co-création des connaissances, la JICA a mis en œuvre entre janvier et février 2020 un projet de formation par pays sur le développement des capacités d'élaboration de politiques pour le renforcement des mesures de cybersécurité dans la région de l'ANASE. Il s'agit du premier projet réalisé suite à la conclusion de l'accord de coopération technique Japon-ANASE.

Cet accord, conclu en mai 2019, prévoit un ensemble de mesures que l'ANASE s'engage à prendre lorsque la JICA assure une coopération technique pour la communauté régionale, notamment à travers l'envoi d'experts et de missions d'étude dans les pays de l'ANASE ou l'acceptation de participants de la communauté à des formations. L'accord vise spécifiquement la communauté de l'ANASE et ses organisations affiliées, non couvertes par les accords bilatéraux conventionnels, pavant ainsi la voie à la conception de normes communes et d'arrangements institutionnels entre les dix États membres de l'ANASE.

Pacifique

Problèmes régionaux

La région Pacifique doit faire face à de multiples défis tels que la gestion d'enjeux maritimes complexes, une infrastructure de transport vulnérable et une exposition accrue aux risques posés par les catastrophes naturelles et le changement climatique. En février 2019, le gouvernement japonais a établi le Comité inter-agence pour la promotion de la coopération avec les pays insulaires du Pacifique. Le comité préconise une intervention stratégique de l'ensemble des acteurs japonais dans la région Pacifique afin de maintenir et développer un environnement régional favorable à la réalisation d'un Indo-Pacifique libre et ouvert.

Initiatives de la JICA

La JICA a établi sa propre politique de renforcement de son engagement avec les pays insulaires du Pacifique. Dans le cadre de cette politique, elle assure une coopération ciblant les problèmes mentionnés ci-dessus en étant particulièrement attentive au maintien de l'ordre maritime et à la réalisation d'un développement autonome et durable. Les paragraphes suivants décrivent les initiatives de la JICA et les principales réussites de l'exercice 2019.

1. Coopération maritime

La JICA s'apprête à envoyer un conseiller auprès de la Communauté du Pacifique (CPS) pour l'exploitation et la gestion efficaces et durables des installations portuaires dans les pays insulaires du Pacifique. Le conseiller soutiendra le développement des capacités des autorités portuaires dans ces pays via la CPS. Dans les États fédérés de Micronésie, la JICA a mené une étude pour l'extension du port de Pohnpei, dans la capitale, afin d'améliorer les opérations logistiques maritimes.

Laos : Programme conjoint de recherche et de dialogue sur les politiques de stabilisation budgétaire au Laos

Des propositions politiques très appréciées et une contribution importante au prochain plan national de développement socioéconomique



Le vice-premier ministre et ministre des Finances, Somdy Douangdy, reçoit les propositions de stabilisation budgétaire à l'issue de la réunion sur le rapport final.

Avec l'aggravation du déficit budgétaire courant et le creusement de la dette publique, le Laos a vu ses finances publiques se détériorer. Dans ce contexte, l'assainissement budgétaire est devenu un enjeu prioritaire pour parvenir à un développement durable.

Dans le cadre de ce programme lancé en mars 2018, la JICA a examiné les points clés et les mesures à prendre pour parvenir à la stabilisation budgétaire du Laos à travers des recherches conjointes sur les politiques réunissant des fonctionnaires et des chercheurs laotiens et des universitaires japonais, ainsi qu'à travers un dialogue avec de hauts fonctionnaires du gouvernement du Laos. Les chercheurs et les fonctionnaires des deux pays ont travaillé en étroite collaboration au sein de quatre groupes : (1) gestion des finances publiques et de la dette,

(2) gestion des exportations de ressources, (3) gestion de la balance des paiements et des réserves de change, et (4) développement du système financier. Ils ont produit un rapport final et une série de propositions pour stabiliser le budget.

En janvier 2020, ils ont organisé une réunion pour rendre compte de leurs travaux et soumettre ces documents. Cette aide du Japon a été très appréciée par le gouvernement laotien et les documents finaux ont été utilisés pour formuler le prochain plan quinquennal de développement socioéconomique national (2021-2025).

La JICA continuera de soutenir la stabilisation budgétaire au Laos à travers sa coopération technique en collaboration avec les organisations internationales.

2. Amélioration de la connectivité

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les travaux d'extension et de modernisation de l'aéroport de Nadzab, à côté de Lae, la deuxième ville du pays, ont commencé. La JICA a également entamé une étude sur l'extension de l'aéroport de Tokua, porte d'entrée vers la province de Nouvelle-Bretagne orientale où se trouve Rabaul, une ville entretenant des liens historiques étroits avec le Japon. Dans les Îles Salomon, la JICA poursuit le projet d'amélioration de l'aéroport international d'Honiara, le seul aéroport international du pays.

3. Gestion de l'environnement

La JICA a soutenu le renforcement des institutions pour une gestion durable des déchets aux niveaux régional et national en coopération avec le Secrétariat du programme régional océanique de l'environnement (PROE), basé aux Samoa, contribuant ainsi à la réduction des déchets en plastique dans l'océan ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique.

4. Gestion des risques de catastrophe et changement climatique

En appui aux efforts de lutte contre le changement climatique entrepris par les pays insulaires du Pacifique, fortement vulnérables aux catastrophes naturelles, la JICA a établi le Centre sur le changement climatique dans le Pacifique (CCCP) avec le PROE et lancé une coopération technique pour le développement des capacités des spécialistes du changement climatique en utilisant le CCCP comme plateforme dédiée. Aux Fidji, la JICA prépare une coopération technique visant à renforcer les capacités de mise en œuvre des activités de prévention des catastrophes. Elle a également signé un accord de prêt stand-by pour répondre rapidement aux besoins de financement liés au rétablissement et à la phase de réhabilitation après une catastrophe [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

5. Approvisionnement énergétique stable

La JICA fournit aux pays insulaires du Pacifique, souhaitant opérer une transition énergétique, une aide technique pour



Samoa : Des participants à une formation en travail de groupe au CCCP dans le cadre du projet de renforcement des capacités de résilience climatique dans le Pacifique.

l'introduction optimale d'énergies renouvelables tout en stabilisant les systèmes de production électrique et en faisant une utilisation efficace de la production d'électricité à partir du diesel. Aux Tonga, la JICA a installé un système de production d'énergie éolienne pour stabiliser l'approvisionnement énergétique à travers la promotion des énergies renouvelables et la diversification énergétique.

6. Développement des ressources humaines

Pendant l'exercice 2019, 40 étudiants JICA ont terminé le programme d'aide à l'éducation des leaders du Pacifique pour le développement de l'État (Pacific-LEADS), un programme conçu pour former rapidement les jeunes responsables gouvernementaux qui prendront la tête du développement des pays insulaires du Pacifique. La JICA a accepté 17 nouveaux étudiants JICA dans le cadre du programme de leadership mondial pour les ODD, successeur du programme Pacific-LEADS. Ces étudiants JICA ont pu effectuer des stages dans des agences gouvernementales et des entreprises privées japonaises, créant ainsi des opportunités d'apprentissage mutuel.

Fidji : Prêt stand-by pour le rétablissement et la réhabilitation post-catastrophe

Quand la préparation aux cyclones porte ses fruits



Un village frappé par le cyclone Harold

Situées au centre du Pacifique Sud, les Fidji sont exposées aux cyclones de novembre à avril. Presque chaque année, des cyclones détruisent des bâtiments et inondent maisons et terres agricoles. En février 2016, le cyclone Winston, l'un des plus intenses jamais enregistrés, a dévasté les Fidji, provoquant des dommages s'élevant à quelque 600 millions USD (soit environ un tiers du budget national annuel).

En prévision de catastrophes comme celle-ci, la JICA a signé un accord de prêt stand-by pour le rétablissement et la réhabilitation post-catastrophe avec le gouvernement des Fidji le 21 février 2020.

Il s'agissait du premier prêt d'APD aux Fidji en

22 ans. Cet accord de prêt permet de répondre rapidement aux besoins financiers suite à une catastrophe tout en soutenant les politiques de réduction des risques de catastrophe élaborées avec la coopération technique de la JICA, notamment la politique nationale de réduction des risques de catastrophe.

Le 8 avril, un mois et demi seulement après la conclusion de l'accord de prêt, le cyclone Harold a touché les Fidji et détruit 2 000 logements. Parallèlement à la fourniture de matériel d'urgence, la JICA a accordé des prêts aux Fidji dans le cadre de cet accord, contribuant ainsi à la réhabilitation rapide du pays après le passage dévastateur du cyclone.



Asie de l'Est et Asie centrale

Vers un développement durable grâce à la connectivité régionale et à la diversification industrielle



Problèmes régionaux

La JICA déploie une APD dans dix pays en développement de la région Asie de l'Est et Asie centrale : la Chine, la Mongolie, les cinq pays d'Asie centrale et les trois pays du Caucase.

Neuf de ces pays, à l'exception de la Chine, sont d'anciens États socialistes en cours de transition vers une économie de marché. Ils sont soumis à l'influence politique et économique des deux grandes puissances régionales, la Russie et la Chine. Le maintien de l'indépendance et de la stabilité de ces pays est essentiel pour la stabilité de l'ensemble du continent eurasiatique.

Quatre pays de la région sont riches en ressources naturelles – la Mongolie possède du charbon et du cuivre, le Kazakhstan du pétrole, le Turkménistan du gaz naturel et l'Azerbaïdjan du pétrole et du gaz naturel. Ces pays connaissent une croissance économique rapide, toutefois, leurs économies sont vulnérables à cause de la fluctuation des prix mondiaux des produits de base. L'Ouzbékistan s'efforce de réduire sa dépendance vis-à-vis du coton et du gaz naturel à travers l'investissement et la promotion industrielle encouragés par les réformes politiques et économiques menées par le président. La République kirghize et le Tadjikistan, en revanche, ne possèdent pas de ressources naturelles. Les envois de fonds des travailleurs partis en Russie et ailleurs représentent plus du tiers du PIB de ces pays. Les deux pays doivent donc rapidement consolider leurs industries nationales et créer des emplois, en particulier pour éviter l'instabilité sociale.

Ces dernières années, on craint que la faiblesse des prix des ressources naturelles, la récession de l'économie russe et le ralentissement de la croissance économique chinoise aient un effet négatif sur les économies de la région. Pour le développement durable de ces économies, il est fondamental de stimuler une

activité économique basée sur des règles justes et des systèmes transparents, et de diversifier l'industrie pour réduire la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles, mais aussi de développer les infrastructures en vue de renforcer la connectivité régionale.

Initiatives de la JICA

Depuis les années 1990, le Japon est le premier donateur bilatéral pour les pays d'Asie centrale et la Mongolie. Ces pays apprécient les contributions du Japon et placent beaucoup d'espoir dans ses futures activités de coopération.

Ils apprécient plus particulièrement la coopération pour le développement des ressources humaines, notamment le programme de bourses pour le développement des ressources humaines (JDS), les projets des Centres japonais et autres programmes de formation basés au Japon pour enseigner les approches et expériences japonaises sur le développement et promouvoir des économies orientées vers le marché [→ voir l'étude de cas page 27]. Ces dernières années, certains pays ont évoqué le besoin d'adopter des stratégies d'innovation pour promouvoir leur développement économique, et espèrent donc collaborer avec des universités japonaises.

La JICA souhaite continuer de soutenir les pays du Caucase en se concentrant sur les secteurs où elle peut tirer parti des atouts du Japon, notamment la gestion des risques de catastrophe pour l'Arménie et l'énergie pour l'Azerbaïdjan.

Les paragraphes suivants décrivent les initiatives de la JICA et les principales réussites de l'exercice 2019.

1. Renforcement de la gouvernance

La JICA a poursuivi son aide à la formation des jeunes fonctionnaires responsables du développement des institutions nationales et

des ressources humaines soutenant la promotion industrielle. En Mongolie, la JICA a continué son aide à l'enseignement supérieur de l'ingénierie en invitant des étudiants dans des universités et des *kosen* (instituts supérieurs de technologie) au Japon. L'Agence a également initié une aide pour stimuler l'économie de marché en renforçant les capacités du gouvernement à formuler des plans d'investissement public et à développer le marché obligataire.

2. Diversification industrielle

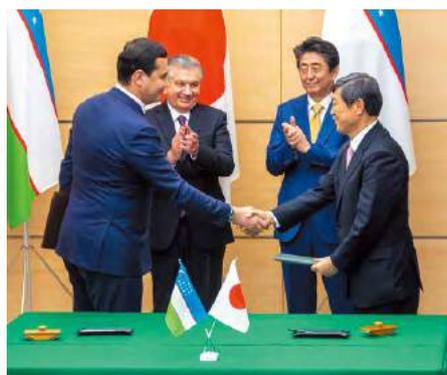
La JICA a formulé un projet de prêt d'APD pour encourager la production et la transformation des cultures horticoles en Ouzbékistan. Ce projet est spécifiquement conçu pour encourager la diversification agricole et les exportations en mettant l'accent sur le développement des capacités des agriculteurs et des institutions financières. Au Tadjikistan, la JICA a lancé un projet pour promouvoir les petites et moyennes entreprises.

3. Développement des infrastructures

Comme en 2018, la JICA a travaillé sur la planification et la construction d'aéroports, de routes internationales et de centrales énergétiques en vue de renforcer la connectivité intra et interrégionale et de réduire les disparités. La JICA a formulé deux projets de prêts d'APD pour l'Ouzbékistan. Le premier prévoit la construction d'une centrale électrique à cycle combiné au gaz disposant d'une grande efficacité de production. Le second porte sur le développement d'un système d'exploitation et de gestion des centrales thermiques existantes. En Azerbaïdjan, la contribution de la JICA à la construction de la centrale électrique à cycle combiné au gaz de Shimal a été si appréciée que le consultant qui a supervisé l'ensemble du projet, de sa conception à son achèvement, a reçu une décoration du président du pays.

La JICA va maintenir et approfondir ses bonnes relations avec les pays de la région en se concentrant sur les priorités suivantes :

- Les soins de santé et les autres services sociaux parallèlement aux trois domaines prioritaires que sont la bonne gouvernance,



Cérémonie de signature de trois accords de prêts d'APD, notamment pour la modernisation d'une centrale thermique, au cours de la visite du président ouzbek au Japon

la diversification industrielle et le développement des infrastructures.

- En particulier, les initiatives qui constituent une base pour la diversification des activités industrielles, telles que le développement des ressources humaines industrielles. Pour renforcer la gouvernance, le développement des ressources humaines dans le domaine de la finance, de la politique et des institutions..
- Le développement d'infrastructures de qualité en tenant compte de la connectivité intra et interrégionale et la réduction des disparités nationales.

Le gouvernement japonais a approuvé son dernier projet d'APD pour la Chine lors de l'exercice 2018, apportant ainsi une conclusion à l'histoire de l'APD japonaise dans ce pays. Le gouvernement chinois a vivement apprécié l'APD du Japon au cours des 40 dernières années. Sa contribution a largement été rapportée par les médias des deux pays. En décembre 2019, une exposition photo et un symposium consacrés aux quatre décennies d'APD japonaise en Chine ont eu lieu à Pékin. La JICA reste pleinement mobilisée sur la mise en œuvre des projets en cours, lesquels devraient arriver à terme à la fin mars 2022.

Tadjikistan : Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (JDS)



Mettre à profit les apprentissages au Japon pour la construction de la nation



Cérémonie d'accueil des étudiants JDS lors de l'exercice 2019

Le Tadjikistan manque de ressources humaines qui comprennent l'économie de marché et soutiennent la construction de l'État. Cela s'explique principalement par deux facteurs : (1) la persistance des systèmes de l'ère socialiste et de l'organisation administrative datant de l'ex-Union soviétique, et (2) la fuite des cerveaux résultant de la guerre civile qui a suivi l'indépendance du pays.

Dans le cadre du programme de bourses pour le développement des ressources humaines (JDS) initié par la JICA au cours de l'exercice 2009, de jeunes fonctionnaires issus des différents services gouvernementaux du Tadjikistan suivent des cours de master et de doctorat sur le développement économique et les politiques publiques, entre autres sujets, dans des universités japonaises. À la fin de l'exercice 2019, on dénombrait 62

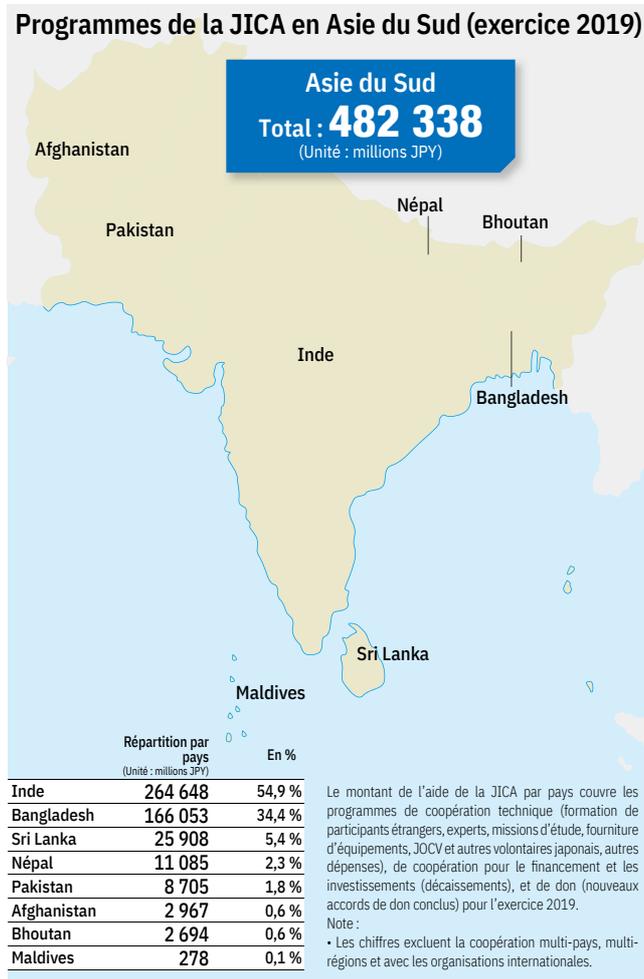
ressortissants tadjiks ayant étudié au Japon dans le cadre du programme JDS. Ils mettent aujourd'hui à profit chez eux ce qu'ils ont appris au Japon dans de nombreux domaines, contribuant ainsi au développement de leur pays.

En janvier 2020, une diplômée du programme JDS a pris la présidence du comité pour le développement du tourisme, un poste de niveau ministériel. Elle redouble d'efforts pour développer le tourisme dans ce pays montagneux et riche en paysages, abritant notamment le massif du Pamir, baptisé le « toit du monde ».

Grâce au programme JDS, la JICA continuera de participer au développement des ressources humaines qui joueront un rôle central dans la construction de l'État au Tadjikistan.

Asie du Sud

Contribuer à une « croissance économique de qualité » et à la « construction des fondations d'une société libre et démocratique »



Problèmes régionaux

Avec une population jeune où les moins de 25 ans représentent environ la moitié des habitants, l'Asie du Sud possède un immense potentiel. La région connaît d'ailleurs une croissance économique robuste grâce à un secteur des services vigoureux et un niveau de consommation en pleine expansion. Pourtant, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue (environ 220 millions) représente un tiers du total mondial¹. Des efforts sont donc nécessaires pour réduire les disparités nationales et régionales, et construire des communautés inclusives et durables : deux des objectifs de développement durable (ODD).

La croissance jusqu'ici stable de la région a connu un fléchissement en 2019, pointant la nécessité d'éliminer deux goulots d'étranglement majeurs de la future croissance : le manque d'infrastructures matérielles et immatérielles et une formation inadaptée du capital humain. Alors que la région est en proie à une situation sécuritaire instable tout en étant particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles, la bonne gestion des risques de détérioration est également essentielle.

1. Banque mondiale « Poverty and Shared Prosperity 2018 : Piecing Together Poverty Puzzle »

Initiatives de la JICA

La stabilité et le développement de l'Asie du Sud – région stratégique reliant les pays de l'ANASE, le Moyen-Orient et l'Afrique – sont fondamentaux pour la stabilité et le développement mondial dans son ensemble.

En se concentrant sur la sécurité humaine, la JICA déploie une coopération qui répond aux besoins de pays individuels et renforce la connectivité nationale et régionale. Dans le cadre du partenariat pour des infrastructures de qualité, de la stratégie pour un Indo-Pacifique libre et ouvert et des déclarations conjointes, la JICA travaille avec divers pays et organisations internationales pour promouvoir une croissance économique de qualité et poser les bases d'une société libre et démocratique.

Lors de l'exercice 2019, la JICA a accordé la priorité (1) au développement des fondations économiques et au renforcement de la connectivité, (2) au maintien de la paix et de la stabilité et à l'amélioration de la fourniture des services publics de base, et (3) à la satisfaction des besoins humains fondamentaux. Les activités de la JICA dans ces domaines prioritaires au cours de l'exercice 2019 sont décrites ci-dessous :

1. Développement des fondations économiques et renforcement de la connectivité

En Inde, au Bangladesh et au Sri Lanka, suite à un ensemble de déclarations conjointes avec ces pays, la JICA a mis en œuvre des programmes qui contribuent au développement des infrastructures de transport (voies ferrées, routes et ports) – clé de voûte d'une croissance durable – et des infrastructures économiques centrées autour de l'électricité, ainsi qu'à la promotion des investissements privés et au renforcement des capacités industrielles. En Asie du Sud – où la population nombreuse s'urbanise rapidement – il existe une forte demande pour l'amélioration du climat de l'investissement et pour le développement des infrastructures matérielles et immatérielles (notamment les infrastructures sociales) couvrant des aspects tels que l'approvisionnement en eau, la gestion des déchets solides et les soins de santé. Dans ce contexte, la JICA s'efforce également d'accélérer la formulation de nouveaux projets.

Pour ce qui est de l'amélioration de la connectivité dans la région, la JICA a formulé un projet d'amélioration d'une route nationale dans le cadre d'un programme de corridor international reliant le nord-est de l'Inde au Bangladesh. Elle a également mis en œuvre un projet pour améliorer la partie montagneuse de la route nationale n° 70 au Pakistan, stimulant ainsi la distribution physique entre l'Afghanistan et l'Iran.

2. Maintien de la paix et de la stabilité et amélioration des services publics

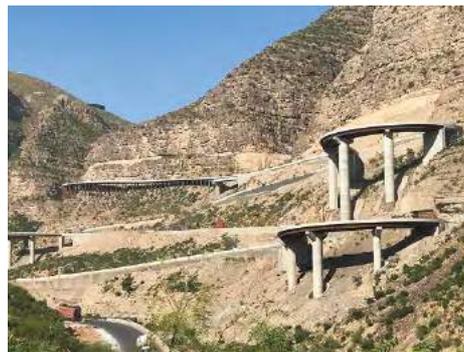
Suite aux attentats du 21 avril 2019 au Sri Lanka, la JICA a entamé une coopération technique pour la lutte contre le terrorisme. Afin d'améliorer la fourniture des services publics de base, la

JICA a initié une coopération technique aux Maldives en envoyant un conseiller en stratégie macroéconomique et en politique budgétaire. Ce dernier aidera le pays à résoudre les problèmes macroéconomiques liés à l'explosion de sa dette extérieure. La JICA a également élargi le nombre de pays éligibles aux projets de bourses pour le développement des ressources humaines (JDS), un programme de don finançant l'accueil de jeunes fonctionnaires et d'étudiants de pays en développement dans des écoles supérieures au Japon. Grâce à ces initiatives, notamment le projet de promotion et d'amélioration de la capacité de l'Afghanistan à atteindre un développement efficace (PEACE) lancé en 2011, les diplômés jouent des rôles de premier plan dans leur pays. Certains occupent des postes à responsabilité au sein de leur organisation de tutelle.

3. Améliorer la satisfaction des besoins humains fondamentaux

En matière de développement agricole et rural, la JICA a commencé à élaborer des lignes directrices pour généraliser à l'ensemble du pays un modèle d'irrigation communautaire promu de longue date dans une région de l'Afghanistan. En Inde, la JICA a approuvé pour la première fois un projet de prêt d'APD pour le développement à grande échelle d'infrastructures écologiques. Les infrastructures écologiques devraient permettre de répondre aux problèmes sociaux et économiques en tirant parti des services offerts par les écosystèmes tels que les forêts, les zones humides et autres éléments de l'environnement naturel. Dans le secteur de la santé, la JICA a assuré une aide pour le renforcement des systèmes de santé basés sur la communauté au Bangladesh et un projet de prêt d'APD pour renforcer la lutte contre les maladies non infectieuses au Sri Lanka.

La JICA a mené une coopération technique pour réduire et atténuer les risques de catastrophe au Népal, touché par un séisme en 2015. Dans les quatre années qui ont suivi cette catastrophe, le Népal a effectué, après sa phase de reconstruction, des progrès considérables en matière de gestion des risques. La JICA a également formulé pour la première fois un projet de don pour la cartographie topographique numérique des zones exposées à un risque d'inondation.



Pakistan : Des ponts construits à flanc de montagne grâce à une technologie japonaise dans le cadre du projet d'amélioration de la route est-ouest (N-70)

Partenariats avec les gouvernements locaux et le secteur privé

La JICA renforce et étend sa collaboration avec les gouvernements locaux et les entreprises du secteur privé dans ses activités de coopération. Elle a notamment développé ses projets de financement des investissements du secteur privé (PSIF) en Inde à travers l'initiative sur les prêts et les investissements étrangers à destination de l'ANASE. Dans le cadre du projet de promotion des investissements directs étrangers, une entreprise japonaise et une agence gouvernementale du Bangladesh ont créé une société à finalité spécifique (SPC pour special purpose company) chargée de la gestion des zones économiques spéciales. La JICA a octroyé à la SPC un prêt d'APD sous forme de participation au capital², le premier de ce type pour l'organisation.

Étant donné l'importance de la population pauvre en Asie du Sud et la vulnérabilité de la région aux catastrophes naturelles, et conformément aux politiques du gouvernement japonais, dont la vision pour un Indo-Pacifique libre et ouvert, la JICA continuera de promouvoir une coopération centrée sur la connectivité intra et interrégionale ; le renforcement de la compétitivité industrielle, notamment par l'amélioration du climat de l'investissement ; la paix, la stabilité et la sécurité ; l'accès aux besoins humains fondamentaux ; et la réponse aux problèmes mondiaux.

2. Dispositif où les produits des prêts d'APD seront utilisés par les pays en développement en tant que participation au capital pour des projets d'infrastructures en PPP.

Maldives : Projet de formulation d'un plan directeur pour des pêcheries durables (MASPLAN)

Le gouvernement a approuvé le plan de développement de pêcheries durables dans les sous-secteurs importants des Maldives (2019-2025) basé sur une coopération de la JICA pour une économie bleue



Des responsables des Maldives et des experts de la JICA avec une première prise de calmar chipiloua suite à une pêche expérimentale

Les Maldives forment un pays insulaire composé de 1 190 petites îles. Ces dernières années, son économie est devenue très dépendante du secteur du tourisme, pourtant vulnérable à des facteurs externes tels que l'économie mondiale et les pandémies. La pêche est la deuxième industrie des Maldives et elle est essentielle à la sécurité alimentaire nationale, à la création d'emplois dans les communautés rurales de pêcheurs et à l'acquisition de devises étrangères grâce à l'exportation de poisson cru et congelé. Compte tenu de la situation actuelle du secteur de la pêche aux Maldives, notamment sa forte dépendance vis-à-vis de certaines espèces spécifiques comme la bonite et le thon, les Maldives sont contraintes de diversifier l'éventail des espèces pêchées et

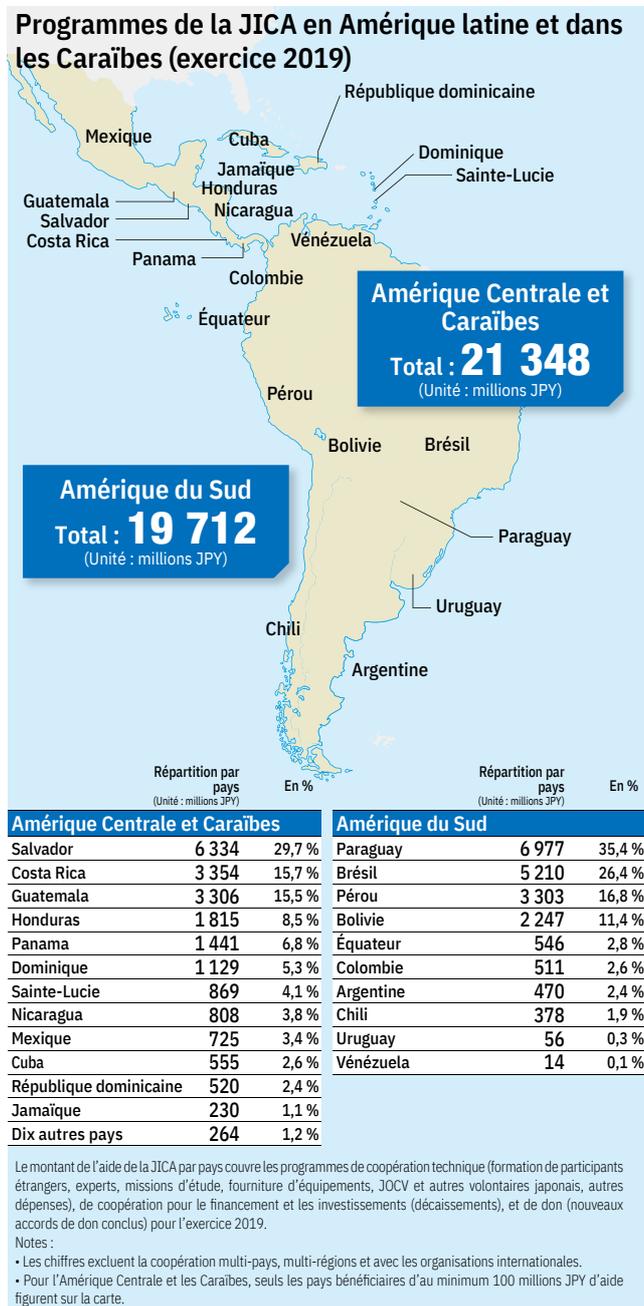
d'améliorer les méthodes de pêche de manière durable et éco-responsable.

Pour relever ces défis, ce projet a soutenu l'élaboration d'un plan directeur pour la pêche durable aux Maldives. Durant cette coopération, l'équipe du projet a identifié les points clés pour le perfectionnement des méthodes de pêche et révélé le potentiel du calmar chipiloua, un produit qui ne fait pas encore l'objet d'une pêche commerciale malgré la forte demande du Japon pour les sashimis.

En 2019, le gouvernement des Maldives a adopté les résultats de la coopération en tant que plan national, et commencé à promouvoir une pêche durable pour créer une économie bleue.

Amérique latine et Caraïbes

Approfondir les partenariats



émeutes en Bolivie et au Chili, ce dernier étant considéré comme l'une des économies les plus performantes d'Amérique latine ; (2) les problèmes d'immigration au nord de l'Amérique Centrale ; (3) la vulnérabilité des pays insulaires, notamment aux Caraïbes, au changement climatique et aux catastrophes naturelles ; (4) le recul des forêts tropicales dans le bassin amazonien, en Amérique du Sud ; (5) les disparités économiques au sein des pays ; et (6) le vieillissement de la population, un problème partagé par le Japon.

Initiatives de la JICA

La coopération au développement de la JICA avec l'Amérique latine et les Caraïbes vise à renforcer les liens d'amitié avec le Japon pour mener des actions coordonnées sur la scène internationale dans le cadre de l'initiative japonaise de renforcement de la connectivité (des économies, des valeurs et des connaissances). Les domaines prioritaires de coopération comprennent le développement des infrastructures pour un meilleur climat de l'investissement, la réduction des risques de catastrophe, la lutte contre le changement climatique et la réduction des disparités économiques [→ voir les études de cas pages 31 et 50]. La JICA s'engage également à former des ressources humaines qui connaissent et soutiennent le Japon et à renforcer les liens avec les communautés *Nikkei* (les émigrants japonais et leurs descendants) en invitant de jeunes chercheurs talentueux à venir étudier au Japon [→ voir page 64].

1. Développement des infrastructures

L'Amérique latine et les Caraïbes sont des régions très urbanisées ; on estime à plus de 80 % la population vivant dans des villes. Ainsi, il faut de toute urgence créer des villes durables et résilientes pour garantir des moyens de subsistance et des activités productives sûrs et solides. Les gouvernements du Pérou et de pays d'Amérique Centrale ont manifesté un intérêt pour le développement axé sur les transports en commun (TOD pour transit-oriented development), un modèle adopté par le Japon. Le Panama a déjà mis en œuvre un projet d'introduction d'une technologie japonaise de monorail. Après avoir étudié des cas de TOD au Japon, le vice-ministre du Logement, de la construction et de l'assainissement du Pérou a reconnu le potentiel d'une telle approche adaptée aux caractéristiques de la zone métropolitaine de Lima. La JICA continuera de soutenir un développement urbain durable tout en partageant les connaissances et l'expertise du Japon.

2. Réduction des risques de catastrophe (RRC)

Les forêts tropicales du bassin amazonien ont été ravagées par des incendies entre août et septembre 2019. À la demande des gouvernements du Brésil et de la Bolivie, la JICA a apporté des secours d'urgence pour lutter contre les feux de forêt dans les régions amazoniennes des deux pays. La protection de la forêt tropicale amazonienne, réservoir de biodiversité et lieu d'habitation

1. Indicateurs de développement de la Banque mondiale (2019).
2. Indicateurs de développement de la Banque mondiale (2019) (sauf Vénézuéla)

Problèmes régionaux

L'Amérique latine et les Caraïbes sont formées de 33 pays avec une population de 640 millions d'habitants, représentant 8,4 % de la population mondiale¹. Le PIB de la région représente 5 240 milliards USD, environ 1,8 fois celui de l'ANASE en 2018². Le revenu moyen de la région est relativement élevé grâce à la présence du Chili, du Panama, de l'Uruguay et de certains pays des Caraïbes classés parmi les pays à revenu élevé. Pourtant, la région doit faire face à de multiples défis, notamment (1) l'instabilité politique illustrée par deux événements en 2019, à savoir l'exode des Vénézuéliens et les



Cérémonie pour la réception de tentes et d'autre matériel de secours fourni par la JICA en réponse aux feux de forêt dans le bassin amazonien

de nombreuses populations indigènes, est l'un des grands défis de la communauté mondiale. La JICA va également poursuivre son aide au Brésil pour la détection rapide et le suivi de la déforestation en tirant parti des données des satellites et des technologies d'IA du Japon.

3. Mesures de lutte contre le changement climatique

En tant que signataires de l'accord de Paris, les pays de la région travaillent de concert avec le Japon et d'autres partenaires partout dans le monde pour lutter contre le changement climatique. En janvier 2020, la JICA a signé un accord de prêt d'APD libellé en dollar de 70 millions USD sous forme de cofinancement avec la Banque interaméricaine de développement (BID). Ce prêt doit accompagner la transition énergétique en Équateur. Le projet a été formulé dans le cadre du dispositif de cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE pour Co-financing for Renewable Energy and Energy Efficiency) mené avec la BID depuis l'accord conclu en 2011. Il s'agissait du premier prêt libellé en dollar de la JICA pour l'Amérique du Sud. À la fin de l'exercice 2019, cinq projets CORE ont été approuvés pour l'Amérique Centrale et les Caraïbes et deux autres pour l'Amérique du Sud.

4. Réduction des disparités économiques

La JICA soutient le développement rural de la région afin de réduire les disparités économiques entre les zones urbaines et rurales. À travers l'accueil de participants à des formations techniques

au Japon et l'envoi d'experts au Costa Rica et en République dominicaine, la JICA a encouragé un développement endogène basé sur la communauté dans la région en soutenant l'introduction et la diffusion de l'approche de l'amélioration de la vie. Durant l'exercice 2019, la JICA a étudié les bonnes pratiques des communautés du Costa Rica et évalué la manière dont elles contribuaient aux cibles des objectifs de développement durable (ODD). La JICA a également développé un système permettant de collecter, analyser et utiliser les informations sur les bonnes pratiques. L'exploitation de ce système au sein de l'approche d'amélioration de la vie et la diffusion des activités d'amélioration devraient se traduire par une hausse du niveau de vie dans les zones rurales.

5. Développement des ressources humaines par un programme de formation offrant des opportunités d'étudier au Japon

La JICA invite de jeunes fonctionnaires et chercheurs de la région à étudier dans des écoles supérieures japonaises afin de former des ressources humaines hautement qualifiées. De plus, pour renforcer les liens avec les communautés *Nikkei*, et plus particulièrement avec la nouvelle génération, la JICA offre aux jeunes descendants d'émigrants japonais (*Nikkei*), susceptibles de devenir des leaders dans leur pays, l'opportunité de suivre des études de second cycle au Japon. Grâce à son programme de bourses, la JICA souhaite établir de bonnes relations entre cette région et le Japon sur le long terme.

En se basant sur la politique du gouvernement japonais pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la JICA continuera de travailler avec divers partenaires de développement tels que la BID et des entreprises privées, et elle poursuivra sa coopération pour le développement des infrastructures économiques, la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergie, la formation des ressources humaines pour la RRC et la protection de l'environnement. Elle redoublera également ses efforts de réduction des disparités sociales, notamment les problèmes liés à l'immigration et aux réfugiés. En outre, la JICA renforcera sa coopération avec les communautés *Nikkei* pour établir des réseaux entre la région et le Japon.

Six pays d'Amérique Centrale : Projet de renforcement des capacités de collaboration dans le cadre du plan directeur régional pour la mobilité et la logistique au service d'un développement régional durable dans la perspective de l'intégration économique de l'Amérique Centrale

Soutenir une logistique intégrée et la planification des infrastructures pour revitaliser l'économie régionale



Guatemala : Rapport initial de consultation avec le Secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique Centrale (SIECA)

L'Amérique Centrale relie les deux Amériques par l'isthme de Panama et comprend sept pays dont la superficie totale est environ 40 % supérieure à celle du Japon. Les routes terrestres et maritimes qui traversent ces pays jouent un rôle essentiel pour le commerce intra et interrégional ainsi que pour les activités économiques qui font vivre les populations.

Pourtant, ces pays sont entravés par des procédures douanières longues et complexes et par des coûts de distribution élevés en raison du vieillissement des infrastructures (routes, ponts, ports, aéroports, etc.). Pour résoudre efficacement ces problèmes urgents, l'Amérique Centrale doit élaborer des plans de logistique et d'infrastructure

à l'échelle régionale.

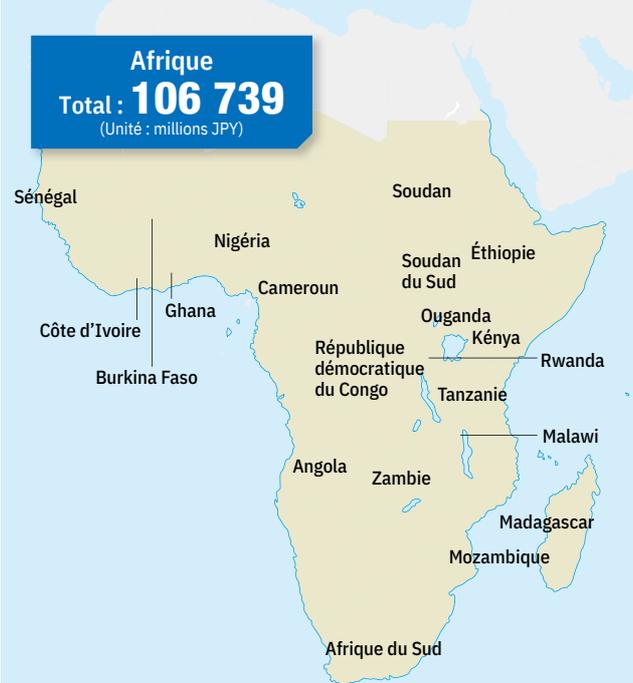
Au cours de l'exercice 2019, la JICA a lancé une aide à la planification de la logistique et des infrastructures ainsi que pour le renforcement des institutions et le développement des ressources humaines en coopération avec le Conseil sectoriel des ministres des transports d'Amérique Centrale (COMITRAN)³, constitué de six pays d'Amérique Centrale (Guatemala, Honduras, Salvador, Nicaragua, Costa Rica et Panama). La JICA continuera d'assurer une coopération au développement pour résoudre les problèmes transfrontaliers de la région.

3. La section Transports du Système d'intégration centraméricain (SICA), une organisation intergouvernementale chargée de la promotion de l'intégration économique en Amérique Centrale.

Afrique

TICAD 7 et soutien aux contributions du Japon en Afrique

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2019)



Répartition par pays (Unité : millions JPY)		Répartition par pays (Unité : millions JPY)			
	En %		En %		
Kénya	23 125	21,7 %	Cameroun	2 483	2,3 %
Mozambique	14 629	13,7 %	Soudan du Sud	1 965	1,8 %
Rwanda	9 054	8,5 %	Zambie	1 950	1,8 %
Tanzanie	6 839	6,4 %	République démocratique du Congo	1 210	1,1 %
Éthiopie	6 228	5,8 %	Malawi	1 096	1,0 %
Nigéria	4 374	4,1 %	Soudan	982	0,9 %
Ouganda	4 133	3,9 %	Afrique du Sud	770	0,7 %
Ghana	3 904	3,7 %	Angola	351	0,3 %
Sénégal	3 538	3,3 %	29 autres pays	11 557	10,8 %
Madagascar	3 134	2,9 %			
Côte d'Ivoire	2 852	2,7 %			
Burkina Faso	2 565	2,4 %			

Le montant de l'aide de la JICA par pays couvre les programmes de coopération technique (formation de participants étrangers, experts, missions d'étude, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires japonais, autres dépenses), de coopération pour le financement et les investissements (décaissements), et de don (nouveaux accords de don conclus) pour l'exercice 2019.

Notes :

- Les chiffres excluent la coopération multi-pays, multi-régions et avec les organisations internationales.
- Seuls les pays où est implanté un bureau de la JICA sont répertoriés sur la carte.



Un participant à l'initiative ABE produit un documentaire sur la culture japonaise dans l'entreprise où il effectue son stage.

La déclaration de Yokohama a identifié trois domaines prioritaires : (1) accélérer la transformation économique et améliorer l'environnement des affaires à travers l'innovation et la mobilisation du secteur privé ; (2) créer des sociétés durables et résilientes ; et (3) renforcer la paix et la stabilité. Le document appelle en outre les pays africains et la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour relever ces défis.

« TICAD 7 : Les contributions du Japon en Afrique » expose les actions des secteurs public et privé japonais pour y parvenir. Un accent particulier est placé sur (1) le développement des ressources humaines industrielles ; (2) la promotion de l'innovation et de l'investissement ; (3) la promotion de la couverture santé universelle (CSU)¹ et l'initiative pour la santé et le bien-être en Afrique ; et (4) le développement des institutions et le renforcement de la gouvernance.

Initiatives de la JICA

« TICAD 7 : Les contributions du Japon en Afrique » comprend 48 actions. La JICA participe à environ 40 d'entre elles et continuera de travailler à leur bonne mise en œuvre, notamment à travers les trois activités types décrites ci-dessous :

1. Développement des ressources humaines industrielles pour la promotion des affaires entre l'Afrique et le Japon dans le cadre de l'initiative ABE 3.0

Annoncée lors de la TICAD V, organisée en 2013 à Yokohama, l'initiative ABE (African Business Education for Youth) pour l'éducation commerciale des jeunes Africains invite des participants de pays africains à suivre des cours de master dans des universités et à effectuer des stages en entreprise au Japon. L'initiative permet aux participants retournés dans leur pays natal d'être des

1. La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

Problèmes régionaux

À la fin du mois d'août 2019, les délégations de 53 pays africains, dont 42 dirigeants, se sont réunies à Yokohama, au Japon, pour participer à la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) autour du thème « Faire progresser le développement de l'Afrique par la population, la technologie et l'innovation ». La TICAD 7 a adopté la déclaration de Yokohama [→ voir page 8]. Lors de la conférence, le gouvernement japonais a annoncé une liste de mesures conjointes des secteurs public et privé pour soutenir le développement de l'Afrique au cours des trois prochaines années : « TICAD 7 : Les contributions du Japon en Afrique ».

« guides » pour les entreprises japonaises implantées en Afrique. À la fin de l'exercice 2019, l'initiative comptait un total de 1 285 participants. Parmi eux, près d'un millier travaillent aujourd'hui sans compter dans leur pays après avoir terminé leurs études au Japon (à la fin du mois de mars 2020).

ABE 3.0 marque un tournant stratégique de l'initiative à travers l'amélioration du processus de sélection des candidats, la mise en place de programmes commerciaux au Japon, le lancement du programme d'études du développement de la JICA [→ voir page 65], et un meilleur suivi des participants après leur retour. L'initiative a pour ambition d'aider les entreprises japonaises à faire des affaires en Afrique tout en permettant à de jeunes leaders africains de mieux comprendre le Japon.

2. Mettre en lien des start-ups africaines et des entreprises japonaises à travers des concours de pitch² ; collaborer avec des fonds privés pour les entrepreneurs africains

Parallèlement à la TICAD 7, la JICA a signé un protocole de coopération avec l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO pour Japan External Trade) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les trois parties ont décidé de se coordonner et de collaborer vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en s'appuyant sur la réussite des entreprises africaines. Immédiatement après la signature du protocole, les trois parties ont co-organisé un événement parallèle intitulé « Concours de pitch Afrique/Japon : Innovation et nouveaux partenariats pour les ODD ».

Ces dernières années l'Afrique a vu apparaître de nombreuses start-ups qui capitalisent sur des technologies et des modèles d'affaires innovants pour fournir des solutions originales aux problèmes globaux de développement auxquels le continent est confronté. Cette tendance attire une attention croissante au

Japon, notamment des fonds de capital-risque qui financent les entrepreneurs africains, et des jeunes entrepreneurs qui créent des entreprises en Afrique.

La JICA accompagnera le développement des start-ups africaines et travaillera de concert avec les jeunes entrepreneurs et les fonds de capital-risque au Japon pour soutenir les solutions innovantes aux problèmes de développement de l'Afrique.

3. Améliorer l'hygiène et l'accès aux soins de santé primaires et étendre la couverture de l'assurance santé pour trois millions de personnes

L'amélioration des soins de santé reste un enjeu majeur pour l'Afrique. En particulier, l'extension des services de soins primaires ; l'amélioration de l'assainissement par un approvisionnement en eau salubre et l'installation d'égouts et de toilettes ; l'amélioration de la nutrition ainsi que le renforcement du système d'assurance santé peuvent sauver bien des vies en Afrique.

La TICAD 7 a renouvelé l'engagement de la JICA à (1) maintenir et généraliser les initiatives telles que la CSU et l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA pour Initiative for Food and Nutrition Security in Africa) [→ voir l'étude de cas page 47] ; (2) fournir des services de santé et d'assainissement pour tous ; (3) soutenir des modes de vie sains pour la population africaine.

L'Afrique est également touchée de plein fouet par l'épidémie de COVID-19. La JICA va analyser la propagation de l'infection sur le continent selon des perspectives nouvelles et diverses et aider les pays africains à lutter contre la pandémie dans le cadre de ses efforts de création d'une société ne laissant personne de côté.

2. Un concours de pitch est un événement de réseautage permettant aux entreprises et aux start-ups de rencontrer des investisseurs et de leur présenter leurs produits et services.

Kénya : Projets de développement du port de Mombasa et de sa zone économique spéciale

Promouvoir un développement complet de l'Afrique de l'Est grâce à un port de commerce international



Les sites du projet de développement du port de Mombasa (au centre), du projet de développement routier de la zone portuaire de Mombasa (en premier plan) et du projet de développement du port de Mombasa (phase 2) (en arrière-plan)
(Photo : Toyo Construction Co., Ltd.)

Mombasa est la deuxième ville du Kénya par le nombre d'habitants. Faisant face à l'océan Indien et disposant du plus grand port de commerce international d'Afrique de l'Est, cette ville portuaire sert de porte d'entrée vers les pays voisins enclavés.

Lors de la TICAD V, qui s'est tenue à Yokohama en 2013, le gouvernement japonais a annoncé son soutien au développement du corridor nord partant de Mombasa vers la capitale Nairobi, avant de rejoindre l'Ouganda et le Rwanda. À la fin de l'exercice 2017, la JICA avait fourni un total de 128,5 milliards JPY à travers neuf projets de prêts d'APD pour le port et les installations liées, y compris les routes et les ponts. Le premier

prêt, datant de 1973, avait été octroyé au projet d'aéroport de Mombasa.

Au cours de l'exercice 2019, la JICA a signé deux accords de prêts totalisant 85 milliards JPY pour le projet de développement de la zone économique spéciale de Mombasa (I) et le projet de construction du Mombasa Gate Bridge (I).

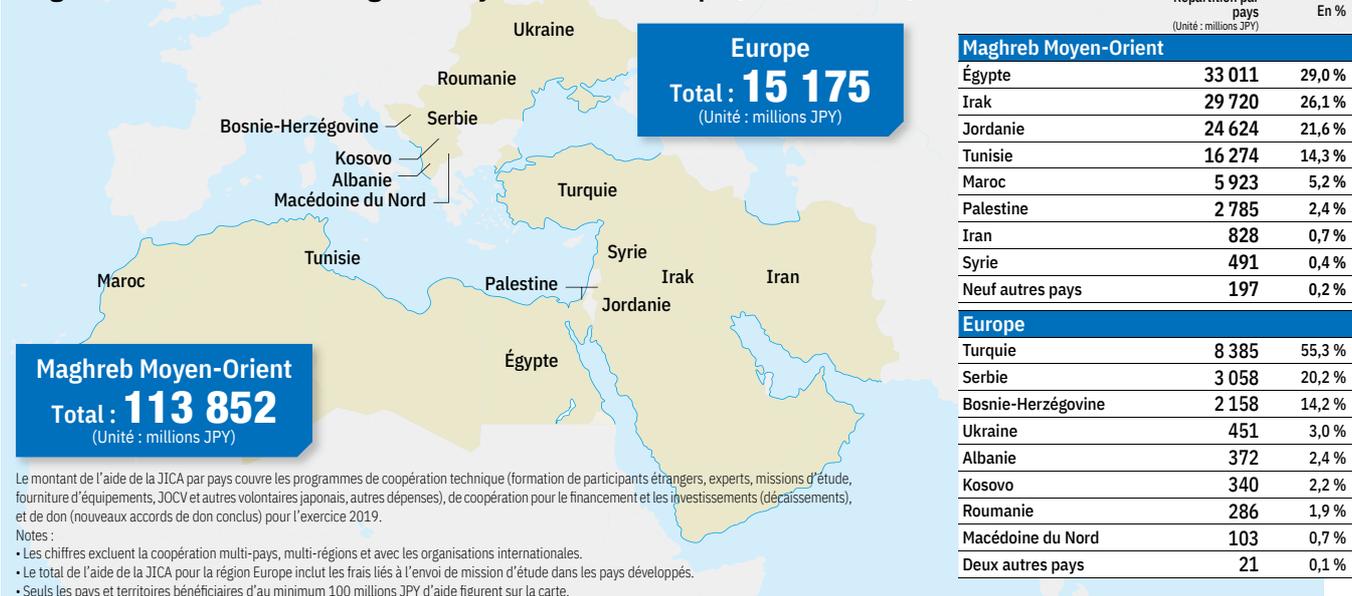
Le développement d'infrastructures axé sur le port de Mombasa et l'amélioration du climat de l'investissement dans la zone économique spéciale devraient permettre la formation d'un réseau régional cohérent et stimuler le développement économique du Kénya et de l'Afrique de l'Est dans son ensemble.



Maghreb Moyen-Orient et Europe

Assurer la stabilité régionale et une croissance de qualité à travers le développement des ressources humaines

Programmes de la JICA au Maghreb Moyen-Orient et Europe (exercice 2019)



Problèmes régionaux

Depuis le début du Printemps arabe, l'instabilité reste un défi majeur pour de nombreux pays du Maghreb Moyen-Orient. Une coopération à long terme répondant aux problèmes tels que la crise des réfugiés suite au conflit syrien et la reconstruction dans les zones libérées du groupe extrémiste État islamique est nécessaire. Par ailleurs, en Europe, la coopération doit mettre l'accent sur trois aspects : (1) le développement du secteur privé nécessaire pour la croissance économique ; (2) le soutien aux efforts des partenaires en vue d'une adhésion à l'Union européenne (UE) ; et (3) la réforme administrative et la bonne gouvernance.

Parallèlement à ces problèmes, les deux régions sont confrontées à des défis communs, notamment la lutte contre les maladies infectieuses, la construction de systèmes sociaux résilients, et la réalisation d'une croissance durable. La paix et la stabilité dans ces régions sont directement liées à la stabilité et la prospérité de la communauté internationale et du Japon.

Initiatives de la JICA

1. Vers la stabilité régionale et la sécurité humaine

Au cours de l'exercice 2017, en réponse à la crise syrienne, la JICA a lancé l'initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens afin de leur offrir des opportunités d'études dans des écoles supérieures au Japon. Durant l'exercice 2019, 12 étudiants syriens ont été invités au Japon, portant le total des participants à cette initiative à 51. La JICA a également apporté une aide à la recherche d'emploi aux réfugiés syriens en Jordanie afin d'encourager leur participation sociale. En Turquie, premier pays hôte des réfugiés syriens, les projets de prêts d'APD de la JICA ont permis de développer les

infrastructures d'approvisionnement en eau, d'égouts et de gestion des déchets solides. La construction de certaines installations connexes a déjà été menée à bien.

En Palestine, la JICA a participé à l'introduction d'un processus participatif d'amélioration des camps de réfugiés [voir l'étude de cas page 37]. Elle a aussi invité le responsable du département des affaires relatives aux réfugiés de l'Organisation de libération de la Palestine au Japon pour intervenir lors d'un séminaire ouvert qu'elle organisait. Cette initiative avait pour but d'approfondir la compréhension des problèmes liés aux réfugiés par le public japonais. La JICA a également élaboré un plan pour fournir des équipements médicaux à la Palestine, notamment à la bande de Gaza, à travers des dons.

En Irak, la JICA a mis en œuvre des projets de prêts d'APD pour la réhabilitation et le développement de plusieurs secteurs clés pour les entreprises et les moyens de subsistance des populations. Elle a plus particulièrement mis l'accent sur les infrastructures liées à l'électricité, l'eau et l'assainissement détériorées au fil des années de conflit et de sanctions économiques de la communauté internationale. Parallèlement, la JICA a travaillé sur la formulation d'un projet de prêt d'APD pour la reconstruction d'infrastructures dans la région du nord-ouest libérée de l'emprise de l'État islamique. L'aide de la JICA au Yémen, fortement affecté par une longue guerre civile, comprenait le développement des capacités à travers le programme de co-crédation de connaissances (KCCP) et le programme de formation pour les pays tiers, ainsi que l'invitation de représentants du gouvernement yéménite au Japon. Ces représentants ont pu se familiariser avec les expériences et l'expertise du Japon en matière de reconstruction et de développement après-guerre, et discuter des moyens de déployer une aide plus efficace avec des responsables de la JICA et d'autres

organisations.

Pour les pays des Balkans occidentaux, la JICA a fourni une aide dans le cadre de l'initiative de coopération dans les Balkans occidentaux soutenue par le gouvernement japonais. La JICA a également travaillé avec la Bulgarie, un donateur émergent, sur la formulation et la mise en œuvre de plusieurs projets pour les Balkans occidentaux dans des domaines tels que la gestion des risques de catastrophe et l'aide aux petites et moyennes entreprises (PME). Par ailleurs, la JICA a échangé des vues avec l'Agence roumaine pour la coopération internationale au développement (RoAid) afin de renforcer la coopération entre les deux organisations.

À l'occasion de la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7), organisée en août à Yokohama, au Japon, un protocole de coopération sur la coopération triangulaire en Afrique a été signé entre les gouvernements japonais et égyptien. Les deux signataires ont également décidé d'accueillir 150 étudiants de pays africains à l'Université Égypte-Japon des sciences et des technologies (E-JUST).

2. Vers une « croissance de qualité »

La JICA a promu une « croissance de qualité » dans divers domaines tels que le développement des infrastructures, l'environnement, l'éducation, la santé et les PME, en soutenant la bonne gouvernance et en tirant parti de l'expertise et des technologies avancées du Japon [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

Dans le secteur des transports, la JICA a invité au Japon des responsables gouvernementaux marocains chargés des politiques portuaires pour leur présenter des technologies de gestion des ports et leur offrir l'opportunité d'échanger des vues avec des responsables d'autorités portuaires et d'entreprises liées au Japon.

Dans le domaine de la gouvernance, la JICA a organisé un séminaire à l'occasion duquel un ancien gouverneur de la Banque du Japon a présenté ses activités en tant que conseiller du ministre des Finances de l'Ukraine pour la reconstruction budgétaire et la modernisation du système financier. En matière de promotion industrielle et des investissements, la JICA a organisé un séminaire international sur la *kaizen* en Tunisie avec les représentants de 17 pays. La JICA a également déployé une aide complète pour les PME



Palestine : Le carnet de santé maternelle et infantile (SMI) est de plus en plus adopté par la population. (Photo : ABE Yusuke)

des Balkans occidentaux et d'autres pays.

Dans le secteur de l'éducation, la JICA a apporté une aide à l'Égypte dans le cadre du partenariat Égypte-Japon pour l'éducation (EJEP). Cette coopération comprenait (1) l'accueil de 239 étudiants égyptiens au Japon pendant l'exercice 2019 ; (2) des projets de prêts d'APD et de coopération technique pour l'introduction du modèle éducatif japonais, en particulier les *tokkatsu* (activités spéciales) notamment les débats en classe et les *nicchoku* (missions quotidiennes accomplies à tour de rôle par les élèves) dans les écoles primaires. Ainsi, six écoles Égypte-Japon (EJS) ont ouvert leurs portes pendant l'exercice 2019 pour promouvoir le modèle éducatif japonais, portant leur total à 41.

La JICA prolongera les initiatives suivantes :

- Poursuivre l'aide aux réfugiés et aux pays hôtes en coopération avec divers partenaires, dont les organisations internationales. L'objectif est de parvenir à la stabilité régionale en mettant plus particulièrement l'accent sur le problème des réfugiés – ce qui nécessite des solutions à long terme – dans une perspective plus large de sécurité humaine.
- Pour la croissance économique durable, la JICA encouragera une « croissance de qualité » dans plusieurs secteurs en tirant parti des technologies avancées et de l'expertise du Japon, notamment pour le développement des infrastructures, l'éducation et la santé, la bonne gouvernance et l'aide aux PME.
- Mener une aide intégrée pour le développement des ressources humaines associant un large éventail de dispositifs : coopération technique, aide financière et programmes d'études au Japon, tout en introduisant le modèle éducatif japonais dans la région.

Turquie : Projet de traversée du Bosphore par un tunnel ferroviaire

La mise en service de l'ensemble de la ligne améliore la commodité tandis que la formation pour la sécurité opérationnelle se poursuit



Des participants turcs reçoivent une formation sur les opérations de sécurité au Centre de formation et d'apprentissage global de la Tokyo Metro Co., Ltd.

Dans le cadre de ce projet, la section de 13,6 kilomètres de métro sous le détroit du Bosphore a été ouverte en octobre 2013, reliant les parties asiatique et européenne d'Istanbul par le détroit.

Les travaux ultérieurs d'amélioration des sections connectées à l'est et à l'ouest, totalisant 63 kilomètres, ont permis l'ouverture de l'ensemble de la ligne le 12 mars 2019. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du président turc, Recep Tayyip Erdogan, et de nombreux autres responsables.

Grâce à cette ligne, la section du détroit est désormais connectée à la ligne ferroviaire à grande vitesse qui s'étend jusqu'à Ankara, permettant une liaison ferroviaire continue entre l'Asie et l'Europe. Ce gain de commodité a fait passer le nombre

quotidien de passagers dans la section du détroit d'environ 60 000 lors de l'ouverture du tunnel à 420 000 aujourd'hui.

La JICA a travaillé avec le ministère du Territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme et des compagnies ferroviaires du Japon pour assurer des formations avant et après la mise en service de la section. La formation préalable à l'ouverture s'est concentrée sur la gestion de la sécurité et la formation du personnel ainsi que sur les réformes organisationnelles et financières de la gestion des voies ferrées. La formation après l'ouverture, davantage centrée sur le travail opérationnel de terrain, portait sur la réponse d'urgence en cas de séismes et autres catastrophes naturelles, ainsi que sur les opérations pendant les heures de pointe.

Réduction de la pauvreté

Aider à relever les défis complexes auxquels sont confrontés les pauvres



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Dans les pays en développement, la proportion de pauvres dans la population a reculé, passant de 47 % en 1990 à 14 % en 2015¹. Cependant, près de 35 % de la population d’Afrique subsaharienne continue de souffrir de la pauvreté². Environ 700 millions de personnes dans le monde vivent toujours dans la pauvreté, avec moins de 1,90 USD par jour³. De plus, les personnes sorties de la pauvreté restent dans une situation vulnérable, et risquent de sombrer à nouveau dans le dénuement si elles sont confrontées à des événements négatifs tels que des maladies, des accidents, des conflits politiques, des catastrophes naturelles ou des évolutions du marché. La JICA prend part à la réalisation d’un monde où personne n’est laissé de côté ou exclu des bénéfices du développement. Pour y parvenir, la JICA contribue à la réalisation de l’objectif de développement durable n° 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

Situation générale

Les personnes vivant dans la pauvreté sont confrontées à des risques divers. Pour y faire face, il est nécessaire de prendre des mesures de sécurité et de protection sociales, ainsi que de renforcer des capacités dans de nombreux domaines. Ces dernières années, les catastrophes naturelles à grande échelle, les destructions environnementales, le terrorisme et les crises financières ont affecté sérieusement la vie des plus démunis et aggravé les niveaux de pauvreté. En outre, l’épidémie de COVID-19 qui a éclaté au début de l’année 2020 a ralenti l’activité sociale et économique, ce qui a eu un lourd impact sur les moyens de subsistance informels des pauvres au jour le jour.

Pour réduire la pauvreté, la coopération au développement doit, aujourd’hui plus que jamais, inclure une aide visant à renforcer la

résilience des populations pauvres et vulnérables dans tous les secteurs.

Actions de la JICA

La JICA intègre la perspective de réduction de la pauvreté dans chaque projet qu’elle mène dans un pays en développement – qu’il s’agisse de formation et de renforcement des capacités, d’amélioration politique et institutionnelle ou de développement de l’infrastructure sociale et économique – en vue d’aider ces pays à établir des systèmes de services pour les plus démunis. En soutenant l’accès des pauvres à divers services financiers de qualité et à leur utilisation active, la stabilisation de la consommation et des dépenses, la création d’actifs, la réponse aux risques, et la diversification et la croissance des revenus, la JICA promeut la stabilité de leurs moyens d’existence et leur participation à l’économie de marché [→ voir l’étude de cas ci-dessous].

Les initiatives visant à aider les populations pauvres confrontées à différents obstacles doivent être abordées selon une approche multisectorielle. Diverses entités, autres que les agences gouvernementales, ont sans doute un rôle encore plus important à jouer à cet égard. Ainsi, en plus de recevoir le soutien d’organismes gouvernementaux et la collaboration de la société civile, la JICA encouragera activement des partenariats avec des acteurs du secteur privé au Japon et à l’étranger afin de soutenir la réduction de la pauvreté.

1–3. Banque mondiale, « Rapport mondial de suivi sur l’EPT 2015/2016 : Objectifs de développement dans une ère de changement démographique »

4. L’inclusion financière consiste à offrir un accès universel et en toute dignité à des services financiers abordables, simples d’utilisation et de haute qualité.

Étude sur l’approche de l’inclusion financière dans les secteurs de l’agriculture et de la santé

Comprendre les difficultés financières quotidiennes des ménages de petits exploitants



Myanmar : Discussion avec un groupe d’agriculteurs dans le cadre d’une enquête de terrain.
(Photo : Kaihatsu Management Consulting, Inc.)

Tous les jours, les populations pauvres luttent pour joindre les deux bouts et subvenir à leurs besoins. Pour assurer une coopération au développement ciblant spécifiquement ces populations dans les domaines de l’agriculture, de la santé et d’autres secteurs, il est important d’analyser, entre autres aspects, la façon dont les petits exploitants agricoles gagnent leur vie du point de vue des bénéficiaires finaux, et comment ils combinent les services fournis par les institutions du secteur privé et ceux des organisations du secteur public.

En se concentrant sur les petits exploitants, ce projet de recherche a mis au jour les stratégies des ménages pour maintenir leurs moyens de subsistance (agriculture) et vivre correctement (santé, éducation, etc.) tout en définissant leurs

besoins financiers. Il a également identifié les principaux critères permettant d’évaluer la disponibilité des différents services financiers fournis par les banques commerciales, les institutions de microfinance et la technologie financière – une association de services financiers et de technologies de l’information.

Sur la base de ces résultats, le projet de recherche a compilé un ensemble de lignes directrices et de techniques d’enquête qui pourront être utilisées pour des projets visant les ménages de petits exploitants en intégrant la perspective de l’inclusion financière⁴. La JICA va promouvoir la bonne utilisation de ces lignes directrices pour la formulation de futurs projets.

Consolidation de la paix

Soutenir la construction de la nation pour prévenir les conflits et leur récurrence



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Situation générale

Les conflits armés déracinent les individus. Ils brisent ce qui constitue la norme d'une vie quotidienne, que ce soit aller au travail ou à l'école, faire ses courses ou voir un médecin ; ils privent également de nombreuses personnes d'une vie pacifique et les contraignent à fuir les lieux qui leur sont familiers. Les conflits prennent fin un jour, mais la reconstruction des systèmes sociaux, le relèvement des économies et des sociétés ainsi que le retour à une vie pacifique impliquent des efforts à long terme.

La prévention des conflits et de leur récurrence et la consolidation de la paix nécessitent non seulement des mesures militaires et des méthodes politiques telles que la diplomatie préventive ; cela exige également de résoudre les causes profondes des conflits comme les disparités sociales et l'inégalité des chances. La reconstruction des infrastructures n'est donc pas suffisante. Le développement d'institutions répondant de manière impartiale aux besoins des individus et l'autonomisation des communautés et des personnes sont essentiels pour ramener une vie pacifique.

Actions de la JICA

Pour soutenir une construction de la nation apte à prévenir les conflits et leur récurrence, la JICA concentre son aide sur deux aspects – l'établissement d'un « gouvernement digne de la confiance de ses citoyens » et l'instauration de « sociétés résilientes » – tout en œuvrant au développement d'États stables à moyen et long terme.

Immédiatement après les conflits, la JICA fournit une aide pour la réhabilitation des services publics. Les fonctions administratives de base perturbées par le conflit doivent être rétablies rapidement.



Des intervenants discutent des moyens d'établir la confiance entre les gouvernements et les communautés lors d'un événement parallèle de la TICAD 7.

L'aide de la JICA vise à répondre aux aspirations des populations à retrouver une vie quotidienne pacifique, tout en rétablissant la confiance entre les populations et le gouvernement. Un accent particulier est placé sur la capacité des gouvernements locaux – qui ont une influence directe sur la vie des populations – à évaluer correctement les divers besoins des personnes et à fournir des services adaptés. Dans les pays affectés par des conflits, la JICA a également répondu aux besoins croissants liés à la lutte contre l'épidémie de COVID-19.

Dernièrement, les conflits ont eu tendance à s'intensifier ou à perdurer, provoquant des déplacements internes et des flux de réfugiés. Outre l'aide aux déplacés internes et aux réfugiés, le soutien apporté à leurs pays et communautés hôtes fait également partie des activités de la JICA (→ voir l'étude de cas ci-dessous).

À la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) qui s'est tenue en août 2019, la JICA a organisé un événement parallèle où elle a partagé ses résultats en matière de développement des capacités des gouvernements locaux dans des pays affectés par des conflits et discuté des prochaines mesures à prendre avec les pays et organisations partenaires.

Activités et Initiatives

Activités et Initiatives par région

Activités et Initiatives par thématique

Coopération avec les partenaires

Palestine : Projet d'amélioration des camps de réfugiés en Palestine (PALCIP)

Amélioration participative et inclusive des camps



Les membres du Forum pour l'amélioration du camp de réfugiés d'Askar et des responsables du département des affaires relatives aux réfugiés de l'OLP. (Photo : ABE Yusuke)

La JICA a travaillé avec le département des affaires relatives aux réfugiés de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de plans participatifs d'amélioration des camps dans trois camps de réfugiés en Cisjordanie.

Des résidents des camps issus d'horizons divers ont participé à ce projet. Beaucoup de femmes, de personnes handicapées et de jeunes pensaient que leur opinion ne comptait pas et qu'ils étaient condamnés à être exclus des discussions sur la gestion des camps. Ces résidents ont discuté des problèmes dans les camps et proposé des mesures pour améliorer la qualité de l'environnement. Dans le cadre de ce projet, ils ont élaboré leurs propres plans d'amélioration. Sur la base de ces documents, des mesures prioritaires ont été prises pour installer des rampes pour fauteuils roulants et

faciliter l'accès aux routes et parcs, favorisant ainsi la participation sociale des personnes handicapées et des personnes âgées.

Une femme qui a participé au projet en tant que représentante des jeunes résidents a déclaré avoir eu pour la première fois le sentiment de prendre part à l'amélioration de l'environnement dans le camp. Une fonctionnaire du département des affaires relatives aux réfugiés a témoigné avec enthousiasme de sa fierté pour le travail accompli dans les camps : l'écoute attentive des résidents et la communication des propositions aux parties concernées.

La JICA continuera de travailler avec le département des affaires relatives aux réfugiés pour créer de meilleures conditions de vie dans les camps.

Genre et développement

Atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Situation générale

Le genre, qui s'inscrit dans un contexte socioculturel donné, peut se rapporter aux rôles assignés aux hommes et aux femmes ainsi qu'à leurs relations réciproques.

Le plus souvent, les rôles et les responsabilités incombant aux hommes et aux femmes relèvent de représentations inconscientes liées aux valeurs, aux traditions et aux coutumes d'une région. Ces représentations influent sur les politiques, les systèmes et les organisations. Par ailleurs, il est probable que les idées reçues et les systèmes sociaux se calquent sur un point de vue masculin.

Parmi les 17 objectifs de développement durable (ODD), l'objectif n° 5 porte spécifiquement sur l'égalité des sexes. « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » constitue un objectif en soi, mais il est considéré comme transversal dans la mesure où il « apportera une contribution cruciale aux progrès de tous les autres objectifs et cibles ». En tenant compte de ces problèmes et des besoins résultant des rôles différents des hommes et des femmes dans la société ainsi que de leurs relations de pouvoir, il est essentiel de promouvoir l'intégration de la dimension de genre et d'intégrer une perspective sexospécifique à tous les stades des programmes et projets pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

Dans le même temps, des efforts sont menés dans divers autres domaines tels que la consolidation de la paix, l'agriculture, la protection de l'environnement, la réduction des risques de catastrophe (RRC), la gouvernance et le développement des infrastructures pour intégrer une perspective de genre dans les résultats et les actions des projets. Par exemple, au Soudan, le projet de coopération technique de la JICA pour le renforcement de la paix par l'amélioration des services publics dans trois États du Darfour a encouragé la participation et le leadership des femmes dans des activités pilotes de différents secteurs tels que la santé, l'eau et l'emploi. Le projet a également favorisé la mobilisation des femmes dans le processus de consolidation de la paix à travers le comité Femmes et paix.

Ces dernières années, la JICA a redoublé d'efforts pour lutter contre les violences basées sur le genre (VBG). La JICA a mené une étude pour collecter des données sur l'état des VBG et explorer les possibilités de coopération en Ouganda, au Rwanda et au Soudan du Sud – en se concentrant plus particulièrement sur les zones de conflit – pendant l'exercice 2018 et au Pakistan pendant l'exercice 2019. En se basant sur les résultats de cette étude, la JICA soutiendra les mesures spécifiques ciblant l'éradication des VBG.

Actions de la JICA

La JICA assure une coopération pour créer des politiques et des systèmes qui favorisent l'égalité des sexes afin de stimuler l'autonomisation des femmes et des filles par des activités de promotion de la santé maternelle et infantile, l'éducation des femmes, le soutien aux femmes entrepreneurs, le renforcement des capacités pour faire face aux violences faites aux femmes et aux filles [→ voir l'étude de cas ci-dessous], et une aide pour la sécurité et la formation des victimes de la traite des êtres humains.

Afghanistan : Initiative pour le développement des capacités des femmes agents de police à répondre aux violences basées sur le genre (VBG)

Vers la protection des droits humains des femmes grâce à l'autonomisation et au leadership des policières



Des fonctionnaires de police afghanes reçoivent une formation au Japon.

En Afghanistan, de nombreuses femmes sont victimes de diverses formes de violence basée sur le genre (VBG), y compris de violences domestiques. La prévalence de la VBG entrave l'accès des femmes afghanes à la santé et à l'éducation, ainsi que leur participation sociale et économique. Dans un pays comme l'Afghanistan, où les femmes et les hommes sont traditionnellement séparés, les policières jouent un rôle irremplaçable pour écouter les survivantes de la VBG et les orienter vers des services de protection et de soutien.

Depuis 2014, la JICA travaille avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le renforcement des capacités des policières afghanes à traiter de manière appropriée les cas de VBG dans le cadre de la formation sur les

connaissances et compétences policières de base pour les nouvelles recrues. À ce jour, plus de 1 500 personnes ont reçu cette formation, ce qui représente environ 30 % des femmes agents de police du pays.

En 2017 et 2019, la JICA a invité un total de 22 femmes fonctionnaires de police de rang intermédiaire d'Afghanistan au Japon pour renforcer davantage leur capacité à lutter contre la VBG. En coopération avec des experts qui ont soutenu des victimes de VBG au Japon, les policières ont pris connaissance des systèmes et initiatives de soutien aux survivantes des secteurs public et privé japonais, ainsi que des modes de soutien sexospécifique aux victimes de la VBG.

Changement climatique

S'attaquer au défi climatique mondial



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Situation générale

Le changement climatique devrait intensifier la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles, minant ainsi les fondements du bien-être humain, y compris les écosystèmes naturels et les systèmes sociaux et économiques. Le changement climatique exerce une menace immédiate sur la croissance de qualité et la sécurité humaine. La lutte contre ce phénomène est un défi mondial qui doit être relevé par la communauté internationale dans son ensemble.

En décembre 2015, la 21^e session de la Conférence des parties (COP21) à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques a eu lieu dans la capitale française pour adopter l'accord de Paris, un nouveau cadre international pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et éviter ou atténuer les impacts négatifs du changement climatique. Avec cet accord, les pays développés et les pays en développement ont franchi une nouvelle étape dans la lutte contre le changement climatique.

Actions de la JICA

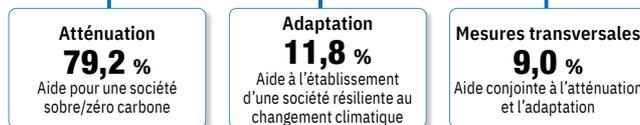
Conformément à l'accord de Paris et aux objectifs de développement durable (ODD), la JICA s'engage à renforcer sa gestion organisationnelle en tenant compte du changement climatique, notamment en diffusant des informations relatives au climat. En tant que partenaire des pays en développement, la JICA intègre les actions climatiques dans ses programmes et projets de développement dans divers secteurs pour accompagner la transition vers des sociétés sobres en carbone et résilientes au changement climatique. La coopération de la JICA en matière de lutte contre le changement climatique se concentre sur les quatre priorités suivantes :

1. Promouvoir un développement urbain et infrastructurel sobre en carbone et résilient au changement climatique

La JICA soutient le développement d'infrastructures visant

Financement de l'action climatique de la JICA (montant total)

974,1 milliards JPY (2018*)



*année civile

à diminuer ou réduire à zéro les émissions de carbone ainsi que le développement des capacités politiques et institutionnelles nécessaires à la promotion d'infrastructures résilientes au changement climatique.

2. Renforcer l'évaluation et les mesures de lutte contre les risques climatiques

Les impacts négatifs du changement climatique affectant toutes les régions du monde, il est essentiel de prendre en considération les risques climatiques pour l'ensemble des projets de développement. La JICA soutient le développement des capacités à prédire et évaluer les futurs risques climatiques, et prend des mesures pour les éviter ou les atténuer.

3. Soutenir la politique climatique et le développement institutionnel

Les actions climatiques exigent un engagement à long terme. La JICA soutient le développement des capacités politiques et institutionnelles des pays en développement afin qu'ils puissent élaborer, mettre en œuvre et suivre les plans d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, et les inventaires de GES.

4. Améliorer la protection et la gestion des forêts et d'autres écosystèmes

La déforestation et les autres usages anthropiques des terres aggravent la dégradation et la perte des forêts et d'autres écosystèmes, et intensifient l'augmentation mondiale des émissions de GES. C'est pourquoi la JICA soutient la réduction et les absorptions d'émissions de GES en encourageant une protection et une utilisation durables des forêts à travers le développement des capacités de gestion de ces dernières.

Activités et initiatives

Initiatives par région

Activités et initiatives par thématique

Coopération avec les partenaires

Vietnam : Projet d'aide à la planification et à la mise en œuvre des MAAN à travers des procédures MRV (mesure, rapport et vérification) (SPI-NAMA)

Soutenir la formulation et la mise en œuvre de plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre



Séance d'information pour des responsables de Hô Chi Minh-Ville dans un centre de récupération de l'eau du gouvernement métropolitain de Tokyo.

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) appelle les pays en développement à prendre des mesures d'atténuation adaptées au niveau national (MAAN) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et respecter l'accord de Paris à partir de 2020. Ce projet a soutenu la formulation et la mise en œuvre de telles actions au Vietnam.

Le projet a compilé un catalogue des technologies sobres en carbone, une liste de technologies et d'équipements favorisant une réduction des émissions de GES. Le catalogue a été intégré dans la troisième communication nationale, qui a ensuite été soumise à la CCNUCC par le gouvernement vietnamien. Pour aider le comité populaire de Hô Chi Minh-Ville à fixer les objectifs de son plan d'action sur le changement climatique, le projet comprenait également un volet

sur le développement des capacités des ministères concernés à dresser des inventaires d'émissions de GES et à étudier les moyens d'économiser l'énergie pour les bâtiments et les ports. Le projet a utilisé le modèle intégré Asie-Pacifique, un modèle de simulation développé au Japon, pour effectuer des projections d'émissions de GES et calculer à la fois l'augmentation des émissions et leur potentiel de réduction par des mesures d'atténuation.

Le projet a permis de montrer à quel point le changement climatique était un défi national. Le gouvernement vietnamien dans son ensemble a commencé à mener des actions climatiques impliquant non seulement le ministère des Ressources naturelles et de l'environnement, mais aussi d'autres ministères concernés.

Infrastructures

Réaliser des sociétés résilientes et durables



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Développement urbain et régional

En 2050, deux tiers de la population mondiale, soit plus de six milliards de personnes, vivront dans des villes*. Les pays en développement, en particulier, doivent rendre leurs villes plus résilientes et durables pour faire face aux défis liés à l'urbanisation et à la croissance démographique rapides, et lutter contre la propagation d'épidémies comme celle de la COVID-19. Les disparités entre les zones urbaines et rurales constituent également une source de préoccupation, ce qui souligne la nécessité de promouvoir le développement harmonieux d'un pays ou d'une région dans son ensemble.

La JICA répond aux défis et problèmes des villes et des régions en tirant parti de l'expérience du Japon pour surmonter de multiples catastrophes naturelles et une urbanisation rapide sans précédent. Un accent particulier est mis sur (1) des politiques et une gestion urbaines pour des villes durables, (2) un développement national et régional harmonieux, et (3) une société inclusive. L'aide de la JICA dans ces domaines est basée sur des stratégies, exposées ci-dessous, qui prennent en compte les caractéristiques spécifiques des villes et des régions.

1. Stratégie pour l'Asie, une région regroupant des villes en pleine croissance aux besoins divers

La JICA déploie une coopération complète couvrant toutes les étapes du plan directeur au développement des infrastructures. L'aide de la JICA pour les villes en cours de maturation dans les pays à revenu intermédiaire englobe (1) l'amélioration de l'environnement urbain, (2) le renforcement de la fonctionnalité et du confort, et (3) l'adoption de l'approche « ville intelligente » et d'autres solutions en coopération avec le secteur privé.

2. Stratégie pour l'Afrique, une région où l'urbanisation rapide distance le développement des infrastructures de base

La JICA adopte une approche complète intégrant (1) l'élaboration de plans directeurs pour le développement urbain, (2) le développement des capacités organisationnelles et des ressources humaines et (3) l'approche régionale/des corridors de développement plaçant les économies sur la voie d'une croissance durable en améliorant la circulation entre les zones urbaines et



République démocratique du Congo : La JICA a soutenu la formulation du plan de transport urbain de la capitale, Kinshasa, où les infrastructures de transport vulnérables sont soumises à la pression exercée par une croissance démographique rapide. (Photo : Oriental Consultants Global Co., Ltd.)

rurales.

3. Stratégie pour l'Amérique latine et les Caraïbes, une région fortement urbanisée

La JICA soutient le développement des capacités pour faire face à l'urbanisation à travers un développement axé sur les transports en commun (TOD pour transit-oriented development) et l'application de méthodes pour la mise en œuvre et la gestion du développement urbain adaptables au niveau local.

De plus, afin de répondre à divers besoins de développement urbain et régional dans les pays en développement, la JICA soutient la formation d'un système juridique adapté ainsi que le développement institutionnel et le renforcement des capacités des agences d'exécution concernées [→ voir l'étude de cas page 31].

Transports

Pour éradiquer la pauvreté et parvenir à une croissance économique durable, il est indispensable de fournir des services de transport qui facilitent la circulation efficace des personnes et des biens afin de garantir l'emploi, l'accès à l'éducation et la santé, ainsi qu'un approvisionnement alimentaire stable. Aujourd'hui, dans un contexte d'urbanisation et de motorisation rapides, associées à une augmentation des flux de marchandises, il existe une forte demande d'infrastructures telles que des routes, des voies ferrées, des ports et des aéroports. Cependant, les pays en développement font face à plusieurs défis, parmi lesquels (1) une demande massive de développement des infrastructures dépassant l'offre, (2) un manque de ressources financières publiques pour des coûts de développement colossaux, (3) des capacités d'exploitation et de gestion insuffisantes, (4) des lois et systèmes de régulation quasi inexistantes, notamment au niveau de la sécurité, et (5) un manque de compétence des fonctionnaires responsables de l'élaboration des politiques de transport.

Vers le développement et l'utilisation efficace des infrastructures

Pour relever ces défis, la JICA assure une coopération diverse dans le secteur des transports afin d'améliorer le cadre de vie de l'ensemble de la population en stimulant les activités socioéconomiques par des services de transport rapides, bien organisés et sûrs, des personnes et des biens [→ voir les études de cas pages 23, 33, et 35].

Pour développer efficacement le secteur des transports, il ne suffit pas de construire des routes, des ponts et des voies ferrées, en particulier dans les pays en développement. Il est également nécessaire de soutenir un usage judicieux des infrastructures mises en place. Pour le développement et l'utilisation efficace des infrastructures, la JICA concentre ses efforts non seulement sur la construction des infrastructures, mais aussi sur le

*Nations unies, « Perspectives sur l'urbanisation mondiale : édition 2018 »



Le programme de co-création de connaissances (KCCP) en action à la Tokyo Metro Co., Ltd. dans le cadre du projet d'assistance technique pour l'établissement de l'Institut des transports ferroviaires aux Philippines.

développement des ressources humaines chargées de l'exploitation et de la maintenance. De plus, la JICA s'attache à créer des structures organisationnelles pour sensibiliser les usagers de ces infrastructures.

Par ailleurs, pour contribuer aux objectifs de développement durable (ODD), la JICA a apporté une aide pour le développement des infrastructures conformément aux principes de promotion des « infrastructures de qualité » fixés lors des conférences internationales et d'autres réunions de haut niveau telles que la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7).

Tout en tenant compte des changements d'habitude des usagers dans les sociétés post COVID-19, la JICA fournira une coopération sur plusieurs niveaux pour répondre aux besoins d'infrastructures de transport et établir des systèmes de transports sûrs et sécurisés sur le long terme. Cela implique (1) des transports internationaux, notamment transfrontaliers, (2) des transports nationaux qui garantissent un développement harmonieux, (3) des transports urbains qui soutiennent un développement urbain durable, et (4) des transports ruraux qui améliorent le niveau de vie dans les zones rurales. Dans le cadre de la vision pour un « Indo-Pacifique libre et ouvert » soutenue par le gouvernement japonais, la JICA continuera d'améliorer la connectivité de la région indo-pacifique et d'assurer une liberté de navigation basée sur l'état de droit, contribuant ainsi à la prospérité socioéconomique et au développement de l'Asie et de l'Afrique.

Technologies de l'information et des communications (TIC)

Les TIC forment une infrastructure commune et un outil efficace pour résoudre les problèmes sociaux ; elles sont utilisées dans le domaine administratif, social et économique. Elles permettent aux pays en développement, entre autres, d'introduire des technologies de pointe en tirant parti de réglementations inadéquates et de répondre à leurs propres besoins émergents. Certains pays en développement sautent même les étapes franchies par les pays développés.

Soutenir la promotion d'une utilisation et d'une application accrues des TIC dans plusieurs secteurs

La communauté internationale reconnaît l'importance de la coopération au développement dans le secteur des TIC. Pour les ODD, adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 2015, l'acquisition de compétences dans les TIC, le développement des infrastructures des TIC, et l'utilisation et l'application des TIC faciliteront la réalisation des objectifs fixés dans tous les secteurs.

La JICA a pour sa part inclus quatre composantes dans sa stratégie de développement du secteur des TIC : (1) amélioration de la capacité d'élaboration des politiques des TIC, (2) développement des ressources humaines pour soutenir les TIC, (3) développement des infrastructures des TIC, et (4) promotion de l'utilisation et de l'application des TIC. Cette stratégie de développement a été transcrite en mesures spécifiques, dont (1) l'aide au développement de réseaux de communication de base ; (2) le déploiement d'une aide pour l'utilisation et l'application des TIC dans des secteurs tels que l'éducation, la promotion industrielle et la réduction des risques de catastrophe ; (3) la formation d'ingénieurs en cybersécurité [→ voir l'étude de cas ci-dessous] ; (4) l'envoi de conseillers sur la numérisation de la radiodiffusion télévisuelle terrestre ; et (5) le déploiement d'une aide à l'industrie spatiale basée sur les deux politiques japonaises liées : la vision 2030 pour l'industrie spatiale et la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures.

En plus de soutenir le déploiement des technologies japonaises à l'étranger conformément aux initiatives du gouvernement japonais, la JICA poursuivra ses efforts consistant à rendre ses actions de développement plus efficaces et efficientes en utilisant les TIC dans ses programmes et projets.

Indonésie : Projet de développement des ressources humaines pour les professionnels de la cybersécurité



Soutenir le développement sain de l'économie numérique



Un séminaire sur la cybersécurité

En Indonésie, l'«  conomie numérique », à savoir les activités économiques qui s'appuient sur la technologie et des données numériques, a récemment connu des progrès substantiels. Ainsi, le pays est exposé à un risque de cyberattaque plus élevé que jamais. Pourtant, le personnel chargé de la cybersécurité dans les secteurs privé et public manque à la fois d'effectif et de compétences. Cette insuffisance suscite des inquiétudes à bien des égards.

Ce projet vise à améliorer l'enseignement de la cybersécurité aux professionnels à l'Université d'Indonésie. Il op rera un transfert de

technologie vers l'un des meilleurs établissements d'enseignement du pays afin de mettre les compétences des professionnels de la cybersécurité à niveau dans les secteurs public et privé.

Le projet va développer des cours et des outils pour la sécurité qui répondent aux besoins de l'industrie en Indonésie afin que les professeurs de l'université soient en mesure de donner des cours sur la cybersécurité par eux-mêmes. Les cours et les outils mis au point seront disponibles gratuitement sur internet, ce qui laisse espérer que les résultats du projet ne se limiteront pas à l'Indonésie, mais s'étendront également à d'autres pays.

Développement des ressources humaines



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Créer une société résiliente et inclusive qui protège les vies des individus

Éducation

L'éducation est un droit humain fondamental dont tout le monde doit jouir ; c'est un élément crucial qui sous-tend tous les autres objectifs de développement durable (ODD). En outre, l'éducation jette les bases d'une société pacifique et inclusive en favorisant la compréhension de diverses cultures et valeurs.

Cependant, 258 millions d'enfants et de jeunes en âge de fréquenter l'école dans le monde ne sont toujours pas scolarisés¹, et on estime qu'au moins 617 millions d'enfants et de jeunes n'ont pas acquis les compétences de base en lecture et en mathématiques². De plus, il existe des disparités dans l'éducation en raison des facteurs associés à la pauvreté, au sexe, au handicap, à l'origine ethnique, à la langue et au lieu de résidence. Assurer une éducation de qualité pour tous les enfants est une priorité. Ces derniers mois, les fermetures d'écoles liées à l'épidémie de COVID-19 ont eu un fort impact négatif sur les apprentissages et le développement des enfants.

De plus, le taux de chômage des jeunes est en hausse dans le monde, il serait d'environ 13,6 % en 2019³. Il est nécessaire d'élargir l'accès à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels et d'en améliorer la qualité. L'accès à l'enseignement supérieur ne cesse de s'améliorer, mais il reste limité dans certaines parties du monde telles que l'Afrique subsaharienne. Le développement du corps enseignant, la modernisation des installations et équipements et la mobilisation de financements pour la recherche restent à la traîne, ce qui pèse lourdement sur la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Dans ce contexte, la JICA aide les pays partenaires pour maintenir un apprentissage de qualité afin de répondre aux besoins éducatifs de chacun tout en adoptant une vision globale du secteur de l'éducation qui intègre aussi bien l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire, technique, professionnel et supérieur, que l'alphabétisation et l'éducation non formelle. La priorité est accordée à trois piliers : (1) l'amélioration de l'apprentissage des enfants, (2) le développement des ressources humaines pour l'innovation et le développement industriel, et (3) l'éducation pour l'édification de sociétés inclusives et pacifiques.

Pour garantir un accès à l'éducation pour tous dans une société de l'après COVID-19, la JICA continuera de travailler avec un large ensemble d'acteurs pour promouvoir de manière innovante un apprentissage mutuel mondial qui transcende les frontières nationales et régionales [→ voir les études de cas pages 52 et 55].

Santé

L'épidémie de coronavirus qui a donné naissance à une pandémie mondiale dès 2019 a démontré avec force la grande menace que les maladies infectieuses font peser sur l'économie et la société. L'impact exercé sur les pays en développement, dont les systèmes de santé sont vulnérables, est particulièrement inquiétant.



Pakistan : Des enfants se rendent dans une école non formelle soutenue par le projet de promotion des apprentissages alternatifs de qualité (AQUAL). (Photo : JICA-AQUAL)

Les pays en développement doivent faire face à plusieurs défis sanitaires simultanément. La mortalité maternelle et la mortalité des enfants de moins de cinq ans restent élevées. De nombreux enfants souffrent de malnutrition. Les maladies non transmissibles, comme les maladies cardiovasculaires, constituent une nouvelle menace. Les populations vieillissent. De plus, une grande partie des dépenses de santé est supportée directement par les individus. Le poids excessif de ces dépenses risque d'entraîner des inégalités en matière de santé et de creuser un peu plus les écarts de richesses.

Pour protéger la santé des personnes, il est important de veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services de santé de base sans difficultés financières, c'est-à-dire atteindre la couverture santé universelle (CSU). Pour y parvenir, il est essentiel de coopérer avec les dirigeants et responsables de la santé, mais aussi d'autres secteurs tels que les finances publiques. Parallèlement à son aide directe aux pays partenaires, la JICA promeut largement l'importance de la CSU et s'attache à renforcer la collaboration avec d'autres acteurs pour l'instaurer partout dans le monde. Pour ce faire, la JICA tire parti de diverses occasions, telles que les conférences internationales, et partage les expériences et les enseignements de ses activités de coopération liées à la CSU.

Pour faire face à la propagation de maladies infectieuses par-delà les frontières, la JICA se concentre sur la création de systèmes de santé résilients en dehors des périodes d'urgence en soutenant le renforcement des capacités et la mise en réseau des laboratoires de santé publique et des instituts de recherche liés [→ voir page 19]. Pour la santé maternelle et infantile, l'aide de la JICA a également couvert le système de prestation durable de services de santé maternelle et infantile. En collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la JICA a contribué à l'élaboration de lignes directrices sur les dossiers de santé maternelle, néonatale et infantile à domicile, dont le carnet de santé maternelle et infantile (SMI). La JICA soutient aujourd'hui la mise en œuvre de ces lignes directrices dans de nombreux pays partenaires. La JICA s'efforce également d'améliorer la nutrition – cause de décès infantile, de retards de croissance et de maladies liées au mode de vie chez l'adulte – en coordination étroite avec différents secteurs, notamment l'agriculture, l'assainissement et l'éducation [→ voir l'étude de cas page 47].

1. Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), Fiche d'information n° 56, septembre 2019
 2. ISU, Fiche d'information n° 48, février 2018
 3. OIT « Les Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020 »

Concernant les maladies non transmissibles, la JICA se concentre sur le développement des ressources humaines pour la prévention et la détection précoce ainsi que sur l'amélioration de l'environnement thérapeutique et de diagnostic [→ voir l'étude de cas page 57].

Pour répondre à ces besoins divers le plus tôt possible, la JICA doit travailler en étroite collaboration avec d'autres partenaires de développement pour accélérer ces activités, parallèlement au soutien apporté à chaque pays.

Sécurité sociale

En 2020, la pandémie de COVID-19 aura ébranlé les fondations des sociétés partout dans le monde et frappé particulièrement les populations socialement vulnérables. Cela a renforcé le rôle joué par la sécurité sociale en tant que moyen de créer une société plus stable en réduisant la pauvreté et en permettant aux personnes de vivre en sécurité.

Du point de vue de l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens, la mise en place de systèmes de sécurité sociale est aussi un enjeu politique majeur dans les pays en développement. En particulier, certains pays asiatiques qui connaissent un vieillissement démographique rapide doivent répondre de toute urgence à de nouveaux besoins tels que des services de santé sur le long terme en faveur des personnes âgées. L'expertise japonaise dans ces domaines est très demandée ; de nombreux pays partenaires font part de leur désir d'apprendre du Japon pour développer de nouveaux systèmes et améliorer le fonctionnement des systèmes en place. Pour répondre à cette demande, la JICA a fourni les informations nécessaires et a procédé à des échanges de vues avec ces pays partenaires.

Par ailleurs, la participation d'un large éventail d'acteurs – notamment des personnes handicapées – dans les activités socioéconomiques permettra la construction d'une nation



Mongolie : Une femme handicapée vérifie l'utilisation d'un wagon adapté aux fauteuils roulants dans le cadre du projet de promotion de la participation sociale des personnes handicapées à Oulan-Bator.

dynamique bénéficiant d'une croissance inclusive et durable. La convention relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par 182 pays et régions⁴, dont le Japon, stipule que la participation des personnes handicapées dans les activités de coopération internationale doit être assurée. L'élimination des barrières sociales, culturelles, économiques, politiques ou physiques qui entravent la participation sociale des personnes handicapées constitue donc un défi majeur.

La JICA estime que les personnes handicapées sont des acteurs importants du développement. En tenant compte du handicap dans l'ensemble de ses activités de développement, la JICA se concentre sur des aspects spécifiques tels que (1) l'intégration du handicap en incluant des personnes handicapées en tant que bénéficiaires et acteurs ; (2) l'autonomisation des personnes handicapées par la formation aux fonctions d'encadrement et le renforcement des capacités de leurs associations ; et (3) l'amélioration de l'accessibilité physique et à l'information.

Les pays en développement font aussi face à une multiplication des accidents du travail et des maladies professionnelles associés au développement économique ; parallèlement, ces pays manquent des capacités et des normes pour assurer la santé et la sécurité au travail. La JICA déploie également une aide pour surmonter ces problèmes.

4. Collection des traités des Nations unies, « 15. Convention relative aux droits des personnes handicapées » (septembre 2020)

Vietnam : Projet de renforcement du système de formation clinique des infirmiers diplômés

Améliorer les compétences des infirmiers grâce à un système de formation durable



Une infirmière nouvellement diplômée reçoit une formation dans un hôpital régional.

Au Vietnam, pour obtenir une licence d'infirmier, il faut effectuer une formation clinique de neuf mois dans un établissement de santé après avoir suivi des cours dans une école spécialisée. Toutefois, la formation clinique n'est pas clairement définie par la loi, qu'il s'agisse des contenus ou du programme d'études. Par conséquent, certains infirmiers n'ont pas les niveaux de compétence et de savoir-faire requis.

C'est pourquoi la JICA a travaillé avec le ministère de la Santé du Vietnam, l'Association vietnamienne des infirmiers, des écoles et universités en soins infirmiers locales et des provinces pilotes pour élaborer des programmes de formation, du matériel pédagogique et des lignes directrices sur la gestion de la formation. Cela a permis de former 1 080 nouveaux infirmiers

diplômés et 1 403 formateurs cliniques dans des établissements de santé de quatre provinces et d'une ville du Vietnam. La JICA a permis aux provinces pilotes d'apprendre les unes des autres la manière de gérer la formation afin d'en assurer la durabilité. Le projet a également aidé le ministère de la Santé à institutionnaliser le système de formation en l'intégrant dans un document juridique.

Le ministère de la Santé compte valider le matériel développé dans le cadre du projet pour la formation clinique standard et étendre cette initiative au niveau national. L'extension de la formation clinique à l'échelle nationale par le gouvernement vietnamien devrait améliorer la qualité et les compétences des infirmiers dans l'ensemble du pays.

Environnement mondial

Pour un cadre de vie de qualité et un équilibre entre environnement et développement



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Préservation de l'environnement naturel

Le développement économique renforce les sociétés humaines, mais il peut également détériorer l'environnement naturel, notamment à travers la déforestation, la dégradation des sols et l'extinction des espèces. Cela met en évidence la nécessité de promouvoir un équilibre entre environnement naturel et développement économique.

La JICA recherche l'harmonie entre les activités humaines et l'environnement naturel en assurant une coopération au développement dans les domaines stratégiques suivants, contribuant ainsi aux objectifs de développement durable (ODD) n° 13, 14 et 15. Au cours de ce processus, la JICA promeut une coopération avec d'autres donateurs et le secteur privé. Pour renforcer la viabilité financière du pays bénéficiaire, la coopération comprend la promotion de l'accès à des fonds extérieurs.

1. Atténuation et adaptation au changement climatique, et gestion durable des ressources naturelles

La coopération au développement de la JICA dans ce domaine stratégique soutient le développement des capacités d'élaboration de politiques et de gestion pour la protection des forêts, ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance des résidents locaux. L'aide de la JICA par région concerne des zones riches en ressources forestières comme la région amazonienne, le bassin du Congo et l'Asie du Sud-Est. Dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, la JICA aide les communautés locales à utiliser durablement les ressources naturelles et à améliorer leurs moyens de subsistance afin de consolider leur résilience face au changement climatique dans le cadre du renforcement des capacités de lutte contre la sécheresse et la désertification.

2. Préservation de la biodiversité par la gestion des zones protégées et des zones tampons

La JICA participe à la protection de la biodiversité dans les zones protégées et les zones tampons environnantes à travers la planification de la gestion, la recherche et le suivi, les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et l'éducation environnementale.

Gestion de l'environnement

De nombreux pays en développement sont confrontés à des problèmes environnementaux graves liés à l'urbanisation. Ces problèmes entraînent souvent des risques pour la santé et



Vietnam : Le projet de gestion durable des ressources naturelles aide les agriculteurs qui participent aux activités de protection des forêts à augmenter et stabiliser leurs revenus en diversifiant les cultures (au lieu de pratiquer une monoculture de café).

d'autres menaces pour la sécurité humaine. La priorité accordée au développement économique se traduit fréquemment par un retard dans les mesures de lutte contre la pollution. Dans de nombreux cas, le caractère complexe et multidimensionnel des problèmes environnementaux ne permet pas de trouver des solutions à court terme. Prenant ces facteurs en considération, les ODD n° 6, 11 et 12 comprennent des objectifs en matière de gestion de l'environnement.

La JICA cherche avant tout à éviter les problèmes environnementaux et concentre ses ressources sur le développement des capacités des organisations et des individus participant à la gestion environnementale, en coopération avec les gouvernements locaux, les entités du secteur privé, les universités et les autres organisations de coopération au développement. La JICA offre également une aide financière à des projets dans ce secteur, notamment pour la construction d'infrastructures de traitement des eaux usées.

1. Gestion des déchets solides et établissement d'une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux

Le problème des déchets étant étroitement lié au niveau de développement économique, la coopération de la JICA s'adapte aux différentes étapes du développement, en couvrant l'amélioration de la santé publique et l'assainissement, ou la réduction du stress environnemental et l'établissement d'une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux. Elle contribue également à la lutte contre la pollution des océans par le plastique en promouvant une gestion adaptée des déchets solides [➔ voir page 9].

2. Lutte contre la pollution de l'eau, de l'air, etc.

La JICA offre une aide intégrée qui comprend le développement de l'assainissement et des installations de traitement des eaux usées, le renforcement des capacités d'exploitation et d'entretien des systèmes, ainsi que la gestion de l'eau et de l'environnement, principalement dans les zones urbaines, et la lutte contre la pollution atmosphérique. À travers ces activités, la JICA soutient le développement des politiques, de la réglementation et des institutions en se basant sur des évaluations de terrain, mais aussi le développement des infrastructures et le renforcement des capacités des organisations et des individus.

Ressources en eau

L'eau soutient la vie humaine non seulement par sa consommation ou son usage domestique, mais aussi en tant que ressource vitale pour la production alimentaire et l'activité économique. L'épidémie de COVID-19 a mis en avant l'importance du lavage des mains en tant que mesure de prévention efficace. On estime cependant qu'en 2017, plus de 780 millions de personnes n'avaient pas accès aux services de base d'approvisionnement en eau*. La concurrence pour les ressources en eau va probablement s'intensifier. Pour atteindre l'ODD n° 6 (garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau), la coopération au développement de la JICA couvre les domaines suivants :

1. Approvisionnement en eau salubre

Pour les zones urbaines, la JICA travaille avec les gouvernements locaux japonais – qui sont les fournisseurs de services d'eau au Japon – pour soutenir le développement des infrastructures par une aide financière ainsi que le renforcement des capacités visant à améliorer la situation financière et les services d'approvisionnement en eau. La coopération au développement de la JICA pour les communautés rurales doit contribuer (1) au développement des installations d'approvisionnement en eau tout en sécurisant des ressources en eau salubre ; (2) à une exploitation et un entretien durables du réseau ; (3) au renforcement de la résilience aux sécheresses et autres effets du changement climatique ; et (4) à l'amélioration de la santé et de la nutrition à travers l'hygiène et le lavage des mains [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

2. Gestion intégrée des ressources en eau

Pour régler les conflits liés à l'eau, la JICA soutient l'atteinte d'un consensus entre les différentes parties prenantes, une plus large diffusion de l'information scientifique sur les ressources hydriques ainsi que le renforcement des capacités à formuler et mettre en œuvre les plans de gestion de ces ressources. La JICA prend également en considération le changement climatique et l'intégration de la réduction des risques de catastrophe (RRC).

Réduction des risques de catastrophe

Avec la croissance démographique, l'urbanisation, le développement économique et le changement climatique, ces dernières années ont été marquées par une augmentation des catastrophes et des pertes économiques qu'elles entraînent. Lorsqu'une catastrophe de grande ampleur frappe un pays en développement, les résultats du développement et les opportunités de croissance durable sont réduits à néant, et le pays peine à se sortir de la spirale descendante d'aggravation des catastrophes et



Népal : Des bâtiments effondrés après le séisme de 2015

de la pauvreté. Le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, adopté en 2015 par les Nations unies, reprend dans ses priorités bon nombre des concepts que le Japon a mis en exergue à partir de sa propre expérience, tels que les investissements ex ante dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) et l'initiative « Reconstruire mieux ». L'intégration de la RRC dans certains ODD témoigne de la reconnaissance au sein de la communauté internationale de la RRC comme un défi clé du développement.

En se basant sur l'expertise du Japon, la JICA déploie une aide pour la RRC conformément aux priorités définies dans le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et promeut l'intégration de la RRC dans l'ensemble de ses projets de développement, comme illustré ci-dessous.

1. Développement des capacités de planification et de gouvernance de la RRC

La JICA apporte une aide pour l'évaluation des risques et la planification de la RRC en se basant sur des données scientifiques. Elle encourage également la sensibilisation du public aux risques de catastrophe. Par ailleurs, la JICA aide les gouvernements centraux et locaux des pays partenaires à renforcer leurs capacités institutionnelles et la gouvernance de la RRC à travers le développement des capacités des organisations et du personnel responsable de la RRC.

2. Prévention et atténuation des catastrophes grâce aux investissements ex ante

Afin de promouvoir les investissements ex ante dans la RRC et réduire les risques actuels et futurs, la JICA aide les gouvernements centraux et locaux des pays en développement à planifier leurs mesures de RRC, stimulant ainsi les investissements dans les infrastructures essentielles et les centres de concentration des capitaux. La JICA participe également (1) à l'amélioration des prévisions et des alertes et (2) au développement de systèmes d'évacuation et de réponse d'urgence. De plus, la JICA apporte une aide continue de la préparation aux catastrophes à la reconstruction, couvrant aussi bien la réhabilitation des infrastructures, l'amélioration des cadres réglementaires et institutionnels, et le rétablissement des moyens de subsistance. Cette aide continue est basée sur le concept « Reconstruire mieux », qui vise à rendre une société plus résiliente qu'elle ne l'était avant la catastrophe.

* OMS/UNICEF, « Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2017 : Gros plan sur les inégalités » (2019)

Bangladesh : Projet d'étude des eaux souterraines et de développement de sources d'eau profondes dans les zones urbaines et rurales



Une eau salubre pour les personnes déplacées du Myanmar



Approvisionnement en eau salubre dans un camp de personnes déplacées

La détérioration de la situation sécuritaire dans l'État de Rakhine au Myanmar, en août 2017, a provoqué un afflux de 750 000 personnes vers le Bangladesh. Ces populations se sont regroupées dans de gigantesques camps pour personnes déplacées du Myanmar.

Pour répondre à la demande massive d'eau destinée à un usage quotidien, plus de 20 000 puits tubulaires peu profonds ont été construits. La source d'eau, cependant, commençait à se tarir et devenait de plus en plus polluée.

Dans l'un de ces camps, la JICA a foré un puits tubulaire profond de près de 400 mètres à l'aide de l'appareil de forage qu'elle avait fourni au département d'ingénierie de la santé publique (DISP) dans le cadre

de ce projet de don. L'objectif était de fournir de l'eau potable à environ 30 000 personnes. L'Organisation internationale pour les migrations a ensuite construit des installations d'approvisionnement en eau et commencé à fournir de l'eau dès juin 2019. L'approvisionnement en eau salubre nécessaire au lavage des mains, entre autres usages, contribue à prévenir la propagation de la COVID-19 et d'autres maladies infectieuses dans le camp.

Le DISP utilise aujourd'hui cet appareil de forage pour construire des puits tubulaires profonds et garantir l'approvisionnement en eau potable dans tout le pays.

Développement agricole et rural



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Contribuer à la sécurité alimentaire à travers une agriculture et une pêche durables et inclusives

Situation générale

La production alimentaire dépend de l'environnement naturel, notamment des conditions météorologiques et de la présence de ravageurs, mais aussi de l'environnement social, en particulier de la fluctuation des prix des produits agricoles et du matériel de production. Dans les pays en développement, les systèmes de production, de distribution et autres sont particulièrement vulnérables, ce qui peut conduire à des crises alimentaires qui touchent de plein fouet les populations urbaines pauvres ainsi que les petits agriculteurs et pêcheurs des zones rurales. Simultanément, l'agriculture et la pêche fournissent des denrées alimentaires et constituent la première source d'emplois, avec 30 % de la population active mondiale, 40 % en Asie du Sud et plus de 50 % en Afrique subsaharienne¹. En résumé, ces activités soutiennent l'emploi et les revenus des populations pauvres du monde en développement.

Pour répondre à la demande de nourriture des pays en développement et du monde dans son ensemble, il faut stimuler la productivité et les revenus des petits agriculteurs et pêcheurs des pays en développement. Pour cela, il est nécessaire de créer des communautés agricoles et de pêche inclusives en combinant diverses approches. Cela comprend (1) l'introduction de méthodes agricoles et de pêche durables, (2) la diffusion de variétés améliorées, (3) le développement des infrastructures agricoles et de pêche, (4) l'augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles et marins, (5) le renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens de la garantir, et (6) la fourniture de services financiers et d'assurance pour améliorer l'accès des agriculteurs et des pêcheurs à ces moyens.

Aujourd'hui, la sécurité alimentaire mondiale est telle que 800 millions de personnes n'ont toujours pas un accès suffisant à l'alimentation et la nutrition. Les disparités régionales restent très importantes². Les catastrophes naturelles liées au changement climatique exacerbent ces problèmes et soulignent la nécessité de renforcer la résilience du secteur agricole. On compte parmi les problèmes les plus urgents : (1) la dégradation de la fertilité des sols et la surpêche liées à la demande croissante de nourriture, (2) la prévalence des maladies animales associées à la demande accrue des produits d'élevage, et (3) l'établissement d'une gestion et d'une utilisation durables des ressources halieutiques.

Actions de la JICA

Pour renforcer la sécurité alimentaire, il est primordial d'assurer la synergie entre les objectifs de développement, notamment les objectifs de développement durable (ODD). Pour contribuer à l'objectif n° 2 des ODD (Faim zéro), la JICA cherche à maximiser les résultats de sa coopération en associant cet objectif à d'autres.

Les activités spécifiques mises en œuvre à cette fin par la JICA comprennent :



Indonésie : Un groupe d'agriculteurs de la province de Java occidentale apprend à cultiver la goyave de cristal dans le cadre du projet en partenariat public-privé pour l'amélioration du système de commercialisation et de distribution des produits agricoles.

1. Vers la croissance économique

Pour parvenir à un approvisionnement alimentaire stable et une hausse des revenus des producteurs agricoles, la JICA soutient (1) une augmentation de la productivité agricole par l'amélioration des infrastructures et de la gestion agricoles, et (2) le renforcement de l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire (CVA), notamment la production agricole, la transformation, la distribution et la consommation. En Asie du Sud-Est, l'aide de la JICA s'est concentrée sur le renforcement de la sécurité alimentaire et la création de valeur ajoutée pour les produits agricoles. En Afrique et en Amérique latine, la JICA a mené des études sur la sécurité alimentaire à travers le renforcement des CVA.

Parallèlement, la JICA déploie l'approche d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP pour Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion) – initialement développée avec le gouvernement kényan – dans 33 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie du Sud et du Moyen-Orient. Pendant l'exercice 2019, près de 6 300 responsables gouvernementaux et vulgarisateurs agricoles ainsi que 66 000 petits exploitants ont reçu une formation SHEP. Certains pays travaillent avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) ou la Banque mondiale, voire les deux institutions, sur la diffusion de l'approche SHEP pour fournir à un nombre accru d'agriculteurs l'accès à des services de vulgarisation de qualité, tels que la formation sur site et des conseils en matière de gestion agricole. La septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7), organisée à Yokohama en août 2019, a notamment abouti à la déclaration conjointe pour l'amélioration de la vie d'un million d'agriculteurs à travers l'approche SHEP. La déclaration porte sur l'augmentation des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles dans le monde en développement.

2. Développement centré sur l'humain par l'amélioration de la nutrition

L'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA pour Initiative for Food and Nutrition Security in Africa), au sein de laquelle la JICA joue un rôle central, comprend une aide à la planification des stratégies individuelles des pays et

1. Indicateurs de développement de la Banque mondiale : Emploi dans l'agriculture (% de l'emploi total) (estimation modélisée OIT), données extraites le 1^{er} mars 2020

2. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 »

à l'amélioration de la nutrition par l'agriculture. Lorsque cela est approprié, ces activités tirent parti des expériences du Japon sur la mise en œuvre de programmes d'amélioration des moyens de subsistance et autres initiatives pertinentes.

À la lumière des résultats de l'initiative, la déclaration de Yokohama IFNA 2019 a été adoptée à l'occasion de la TICAD 7 en 2019. La déclaration appelle à une extension de l'IFNA à toute l'Afrique pour améliorer la nutrition de 200 millions d'enfants sur tout le continent. Par ailleurs, durant l'exercice 2019, la JICA a lancé une aide pour améliorer la nutrition en Asie du Sud, où la population souffrant de malnutrition est la plus importante au monde.

3. Réponse aux problèmes mondiaux

(1) Aide à la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

La CARD, lancée en 2008, a déjà atteint son objectif initial de doublement de la production de riz en Afrique subsaharienne en dix ans. Cependant, compte tenu de l'écart important entre l'offre et la demande de riz, les pays membres de la CARD ont demandé à la JICA de poursuivre sa coopération au développement afin de stimuler la production.

En réponse, la JICA soutient CARD 2, une seconde série de mesures visant à doubler à nouveau la production de riz d'ici 2030 (1) en encourageant une production stable dans un contexte de changement climatique, (2) en développant l'industrie rizicole en partenariat avec le secteur privé, (3) en améliorant la qualité des riz locaux, et (4) en valorisant les moyens de subsistance des producteurs par la création d'un système agricole.

(2) Résilience au changement climatique

La JICA entend renforcer la résilience du secteur agricole dans des régions exposées aux risques de sécheresses et autres aléas naturels. La coopération au développement menée à cette fin se concentre notamment sur (1) une utilisation plus efficace de l'eau



Vietnam : Un homologue de la JICA mesure un cochon dans le cadre du projet d'établissement d'un système de cryo-banque pour les ressources porcines vietnamiennes et d'un système de production durable pour protéger la biodiversité.

par le développement d'installations d'irrigation et le renforcement des associations d'usagers de l'eau ; (2) le développement et la diffusion de variétés résistantes à la sécheresse ; et (3) l'introduction d'un système d'assurance basée sur les indices météorologiques – permettant un paiement rapide en cas de dommages – en collaboration avec des compagnies d'assurance non-vie au Japon et dans les pays partenaires.

(3) Gestion et utilisation durables des ressources halieutiques

La JICA mène des projets de coopération technique pour la gestion des ressources halieutiques basée sur le concept de « cogestion » en Afrique de l'Ouest et dans les pays insulaires des Caraïbes. Dans la région Pacifique, la JICA assure une coopération pour le développement des capacités de surveillance et de prévention de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) par des satellites et d'autres moyens.

(4) Élevage et santé animale

Principalement en Asie de l'Est, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Afrique, la JICA déploie une coopération pour (1) renforcer un système d'enseignement vétérinaire conforme aux normes internationales ; et (2) lutter contre les maladies animales répandues à l'échelle mondiale et améliorer la CVA en coopération avec des organisations internationales.

3. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, « 2016 Global Nutrition Report »

Madagascar : Projet d'amélioration de l'alimentation et de la nutrition

Travailler de concert avec un large éventail d'acteurs pour améliorer la nutrition



Des écoliers malgaches mangent avec plaisir une soupe de manioc, une culture similaire à la patate douce. Ces repas motivent les enfants pour aller à l'école.

À Madagascar, où 49 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, la malnutrition est un problème grave. Il s'agit de la cinquième prévalence la plus importante des retards de croissance à l'échelle mondiale³.

À travers l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA), la JICA mène depuis mars 2019 un projet visant à améliorer la nutrition par l'agriculture dans ce pays insulaire. Dans le cadre de ce projet, un expert de la JICA travaille activement dans les hauts plateaux du centre de Madagascar, où près de 80 % des habitants pratiquent l'agriculture. L'expert doit notamment (1) identifier les moyens d'augmenter les revenus des agriculteurs et de leur permettre d'utiliser ces revenus supplémentaires pour acheter des aliments nutritifs ; et (2) encourager

les agriculteurs à cultiver des plantes nutritives dans leurs jardins potagers afin d'améliorer l'équilibre nutritionnel de leurs repas.

L'amélioration de la nutrition exigeant une approche transversale entre plusieurs domaines tels que la santé, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, ce projet multisectoriel implique une coopération avec un large éventail d'acteurs, notamment l'Office national de la nutrition, le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Santé, entre autres entités malgaches. Le projet partage certaines zones cibles avec la Banque mondiale qui œuvre déjà à l'amélioration de la nutrition et la promotion de la santé des femmes enceintes et allaitantes et des enfants par l'agriculture.

Développement industriel et politiques publiques



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Créer une société équitable, durable et dynamique à travers des partenariats

Développement du secteur privé

Pour atteindre une croissance durable et de qualité, les pays en développement doivent promouvoir une industrie qui encourage la maturation et l'expansion durable des activités du secteur privé ainsi que la création d'emplois divers en tant que force motrice de la croissance économique. L'industrie manufacturière, en particulier, présente un grand nombre d'atouts et un fort potentiel, notamment pour : (1) absorber la main-d'œuvre ; (2) créer de la valeur ajoutée et de nombreuses chaînes de valeur (notamment dans les secteurs de services concernés) ; et (3) stimuler le commerce extérieur (via les exportations) et l'innovation technologique. La promotion de l'industrie manufacturière serait ainsi la pierre angulaire des politiques industrielles nationales visant la croissance économique.

Par ailleurs, l'alignement des investissements directs étrangers (IDE) sur la promotion des industries auxiliaires et des petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays en développement jouera un rôle important pour : (1) la promotion et la dynamisation de l'industrie manufacturière par la création de chaînes de valeur, (2) la formation de ressources humaines industrielles utiles, et (3) l'amélioration des revenus de segments plus larges de la population par la création d'emplois. Cela produira en retour une croissance économique inclusive.

En parallèle, l'industrie manufacturière est entrée ces dernières années dans un processus que l'on peut qualifier de quatrième révolution industrielle où la convergence avec les technologies de l'information et de la communication et l'intelligence artificielle s'accélère. On a constaté récemment un intérêt croissant pour les innovations technologiques permettant de sauter les étapes franchies par les pays développés et pour les nouvelles technologies conçues et commercialisées dans les pays en développement avant d'être utilisées dans les pays développés. Le tourisme constitue également un secteur prometteur pour de nombreux pays en raison de son fort impact économique en matière d'acquisition de devises étrangères, de diversité des entreprises concernées et de capacité d'absorption de la main-d'œuvre.

Dans ces circonstances, la JICA aide les pays en développement à renforcer leur secteur privé de quatre manières : (1) la formulation de politiques de promotion industrielle associées à l'établissement, la mise en œuvre et l'amélioration de systèmes pour un meilleur climat de l'investissement, (2) la promotion des investissements et le développement de zones économiques

spéciales, (3) le renforcement des capacités et de la compétitivité et le développement des ressources humaines industrielles pour les PME locales, et (4) le soutien aux partenariats entre les entreprises japonaises et locales. Au cours de ce processus, la JICA stimule la participation aux chaînes de valeur, améliore l'accès aux services financiers et encourage des approches innovantes afin de renforcer les liens commerciaux, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des capacités des entreprises [→ voir les études de cas pages 23, 63, et 64].

À travers ces activités, la JICA œuvre à la réalisation de trois objectifs de développement durable (ODD) : 8, 9 et 17.

Énergie et mines

L'approvisionnement énergétique stable est l'un des enjeux politiques les plus essentiels du monde en développement, en particulier du point de vue de la croissance économique et de la sécurité humaine. Simultanément, 40 % des émissions de CO₂ sont associées à la production d'électricité et de chaleur*. La transition vers une économie sobre en carbone est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés dans l'accord de Paris en 2015.

La JICA s'engage à contribuer simultanément aux ODD n° 7 et 13 à travers sa coopération dans le secteur énergétique. Dans le secteur minier, la JICA se concentre sur le développement des ressources humaines pour contribuer à l'ODD n° 12. Dans de nombreux pays en développement, la croissance du secteur minier est entravée par l'absence de cadre réglementaire et de technologie nécessaires à une gestion durable des ressources minérales.

1. Énergie

La politique énergétique de la JICA contribue à l'approvisionnement stable d'une énergie à faible coût et sobre en carbone dans les pays en développement. À cette fin, la JICA travaille sur les aspects suivants.

(1) Promotion d'un meilleur accès à l'électricité et d'un approvisionnement énergétique plus stable

La JICA apporte une aide pour l'élaboration de plans directeurs et la mise en œuvre de transferts de technologie. Elle soutient également le développement des infrastructures énergétiques, notamment des centrales et des réseaux électriques, en Asie et en Afrique.

(2) Promotion de sources énergétiques sobres en carbone

La JICA déploie une aide financière et une coopération technique pour un approvisionnement stable en électricité en cherchant à intégrer davantage d'énergies renouvelables – notamment du géothermique, du solaire et de l'éolien – dans les bouquets énergétiques des pays. Elle promeut également une utilisation efficace de l'énergie en encourageant, par exemple, les économies d'énergie [→ voir les études de cas pages 49 et 50].

2. Mines

La JICA fournit une aide pour améliorer l'environnement des investissements et développer les ressources humaines dans les



Vietnam : Cérémonie commémorant le dixième anniversaire d'un cours de gestion des affaires baptisé « Keiejyuku » dispensé depuis 2009 par l'Institut Vietnam-Japon pour le développement des ressources humaines (VJCC), établi par les gouvernements du Japon et du Vietnam.

* Agence internationale de l'énergie, Statistiques sur les émissions de CO₂ (2018)

pays en développement. En particulier, la JICA a travaillé avec les universités japonaises pour renforcer un programme de bourses connu sous le nom de programme *kizuna* (qui signifie « liens d'amitié » en japonais). Le programme vise également à créer un réseau humain impliquant des chercheurs et d'autres parties prenantes du Japon.

Gouvernance

La gouvernance est un concept intégrant non seulement les institutions gouvernementales, mais aussi les mécanismes et les systèmes qui déterminent la relation entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé. Elle constitue à ce titre la base du développement socioéconomique des pays en développement. Afin de créer des sociétés où chacun peut vivre dans la dignité et l'esprit tranquille, l'aide de la JICA en matière de gouvernance couvre plusieurs aspects tels que (1) les fondations de l'État de droit, (2) le renforcement des fonctions administratives et de leur qualité, et (3) le développement des bases institutionnelles des mécanismes budgétaires et financiers soutenant les activités de l'État.

1. Garantie des droits fondamentaux pour la sécurité humaine

L'aide de la JICA dans ce domaine vise à établir des institutions et des capacités encourageant l'intégration de valeurs universelles, telles que l'État de droit et la démocratie, afin de protéger et de promouvoir les libertés et les droits fondamentaux garantissant la survie, la dignité et les moyens de subsistance des citoyens. La JICA compte atteindre ces objectifs par (1) le développement juridique et judiciaire et le renforcement des capacités de mise en œuvre dans ces secteurs, (2) la consolidation de la confiance entre la police et le public en renforçant les capacités des policiers [→ voir l'étude de cas page 38], et (3) une aide aux médias et aux journalistes.

2. Promotion d'un environnement des affaires juste et transparent

La JICA soutient le développement d'un environnement des affaires juste et transparent à travers une aide à l'élaboration et l'application efficaces de lois économiques et l'amélioration des systèmes de règlement des litiges.

3. Garantie de la stabilité des relations internationales

La JICA entend consolider l'État de droit dans les relations



Indonésie : Un expert japonais montre comment relever des empreintes digitales sur une scène de crime dans le cadre du projet de développement des capacités au niveau national pour les fonctionnaires de police dans le cadre du modèle POLMAS – activités de la police civile indonésienne (phase 2).

internationales afin de contribuer à la stabilité de la communauté internationale – notamment du Japon – en suivant un principe fondateur de règlement des conflits par le droit et non par la force. Pour ce faire, la JICA va largement partager son expertise en matière de droit public international, notamment sur le droit maritime.

4. Amélioration des fonctions administratives et de leur qualité

Afin de renforcer les fonctions administratives globales des pays en développement, la JICA s'est employée à former les hauts fonctionnaires dans les gouvernements centraux et à améliorer la formation des fonctionnaires, les compétences statistiques et la capacité de planification des gouvernements locaux pour une meilleure prestation des services publics.

5. Garantie d'une gestion budgétaire efficace et durable

Dans de nombreux pays en développement, l'assise budgétaire est fragile, et la gestion des dépenses n'est pas suffisamment durable ou maîtrisée. Pour répondre à ces problèmes, la JICA aide ces pays à améliorer la gestion des investissements publics et le recouvrement des impôts, en vue de gérer les dépenses plus durablement, d'optimiser l'assiette fiscale, de collecter les droits de douanes de manière équitable et appropriée, et de faciliter le commerce.

6. Mise en place de politiques monétaires et de systèmes financiers adéquats

De nombreux pays en développement modernisent leur secteur financier en tant qu'infrastructure importante à la base de leurs activités économiques. La JICA aide ces pays à renforcer leur capacité à élaborer et mettre en œuvre des politiques monétaires, faire émerger des marchés financiers, notamment d'assurances, et développer des systèmes de versement de fonds.

Activités et Initiatives

Activités et Initiatives par région

Activités et Initiatives par thématique

Coopération avec les partenaires

Étude sur la méthodologie de la coopération au développement à l'ère de l'intégration à grande échelle des énergies renouvelables et autres projets liés dans les pays partenaires

Diminuer ou réduire à zéro les émissions carbone grâce aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique



Un chercheur japonais effectue une présentation pour des responsables gouvernementaux de pays partenaires du secteur de l'électricité invités au Japon. (Photo : © Waseda University, 2020)

Conformément à la tendance mondiale vers des émissions de carbone faibles ou nulles impulsée par

l'accord de Paris, la JICA assure une coopération pour le déploiement des énergies renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique dans les pays en développement.

L'intégration d'un volume croissant d'énergie éolienne et solaire dans les réseaux électriques entraîne une instabilité de l'approvisionnement en raison des fluctuations de production liées aux conditions météorologiques. La JICA a donc décidé d'étudier les projets de coopération qui ont su tirer des enseignements du système d'offre et de demande d'électricité du Japon pour assurer la stabilité et la fiabilité de l'approvisionnement énergétique. À partir des conclusions de cette étude, la JICA a aidé les Îles Salomon à formuler une feuille de route visant à la fois à attirer des investissements dans les énergies 100 % renouvelables et à stabiliser les réseaux. Elle a également aidé la Jordanie et le Sri Lanka à élaborer des plans de transmission et à

renforcer les capacités d'exploitation des réseaux en utilisant une technologie de nouvelle génération pour la gestion de la demande adaptée aux fluctuations de production des énergies renouvelables.

La JICA soutient actuellement l'Égypte dans ses efforts pour atteindre ses objectifs nationaux en matière d'efficacité et de conservation énergétiques. Une attention particulière est accordée au renforcement du système de gestion des données relatives à l'énergie, à l'évaluation et au développement de la politique d'efficacité et de conservation énergétiques, et à l'introduction de nouvelles technologies.

En outre, la JICA s'appuie sur des technologies avancées, telles que les systèmes de gestion décentralisée de l'énergie, pour la mise en œuvre stratégique de sa coopération associant plusieurs instruments, notamment des prêts d'APD.

Partenariats avec le secteur privé

Soutenir le développement économique et social à travers les activités des entreprises privées

En mobilisant les réseaux et les relations de confiance tissés avec les gouvernements des pays en développement, ainsi que le savoir-faire issu d'années de mise en œuvre de projets d'aide publique au développement (APD) du Japon dans le monde en développement, la JICA utilise des dispositifs variés, comme le montre le schéma de la page 51, pour apporter une aide efficace et efficiente permettant d'obtenir de meilleurs résultats de développement à travers une collaboration accrue avec le secteur privé.

Financement des investissements du secteur privé

Aide au développement économique et social des pays en développement à travers le secteur privé

Dans le cadre de la coopération en matière de financement et d'investissement de la JICA, le financement des investissements du secteur privé (PSIF pour Private Sector Investment Finance) est un dispositif de soutien — par une participation au capital et l'octroi de prêts — aux entreprises privées du monde entier, notamment japonaises, qui mènent des activités à fort impact sur le développement dans des secteurs tels que les infrastructures, la réduction de la pauvreté et la lutte contre le changement climatique [→ voir page 70]. En collaborant avec des institutions financières privées et internationales et en coordination avec ses autres programmes et projets d'APD, la JICA s'efforce de réduire les divers risques associés aux projets et d'augmenter les résultats en matière de développement. La JICA renforce plus particulièrement la coopération avec les organisations internationales en vue de promouvoir le cofinancement. Pendant l'exercice 2019, la JICA a signé un protocole de coopération avec l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement. Ces accords font suite à la

conclusion d'un protocole d'accord avec la Société de promotion des investissements privés à l'étranger (aujourd'hui Société de financement du développement international des États-Unis) durant l'exercice 2018.

Au cours de l'exercice 2019, la JICA a approuvé 11 projets dans le cadre du PSIF : cela comprend le projet de renforcement de la chaîne de valeur du cacao au Ghana, des projets de production d'énergie photovoltaïque au Mexique [→ voir l'étude de cas ci-dessous], ainsi que des projets d'amélioration de l'accès à la finance et d'aide à l'autonomisation des femmes grâce à la microfinance dans les pays en développement. La JICA a également approuvé quatre projets par l'intermédiaire du Leading Asia's Private Sector Infrastructure Fund (LEAP), un fonds de soutien aux investissements privés dans les infrastructures en Asie financé par la JICA au sein de la Banque asiatique de développement.

Études préparatoires pour le financement des investissements du secteur privé

Soutenir un développement économique et social impulsé par le secteur privé dans les pays en développement à travers la mise en œuvre de projets PSIF prometteurs

Ce dispositif est principalement conçu pour identifier et formuler des projets qui tirent parti de l'expertise du secteur privé japonais. Dans le cadre de ce dispositif, la JICA confie les études nécessaires aux entreprises privées japonaises ayant soumis les meilleures propositions afin de développer des plans de projets qui seront mis en œuvre à travers le PSIF.

Jusqu'en avril 2020, ce dispositif était baptisé « étude préparatoire pour des projets d'infrastructures en PPP ». En changeant de nom, la JICA établit explicitement que le dispositif couvre un large éventail de projets, notamment des projets

Projet de production d'énergie photovoltaïque au Mexique, projet de système de production d'énergie solaire décentralisée au Brésil et projet de soutien à une industrie forestière durable au Brésil

Travailler avec divers acteurs pour lutter contre le changement climatique



Mexique : Installations pour la production d'énergie solaire (Photo : IEnova)

En mars 2020, la JICA a signé des accords de prêts pour trois projets qui contribueront à l'action mondiale en faveur du climat.

L'un de ces accords a été conclu avec Infraestructura Energética Nova, S.A.B. de C.V. (IEnova), une entreprise mexicaine du secteur de l'énergie, pour l'extension de sa production d'électricité solaire à grande échelle. Il s'agissait du premier projet de prêt de la JICA conforme aux principes du prêt vert*.

Le deuxième accord de prêt a été conclu avec Sistema de Crédito Cooperativo (Sicredi), la plus grande alliance de coopératives de crédit au Brésil. Le prêt doit soutenir le programme de Sicredi destiné aux agriculteurs et aux PME rurales afin

d'introduire un système de production d'énergie solaire privé et décentralisé. Le troisième accord a été passé avec Klabin S.A., un fabricant brésilien de pâte à papier et de papier, pour l'extension de son usine. L'accord aidera le Brésil à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à renforcer les chaînes d'approvisionnement écoresponsables, soutenant ainsi le développement d'une sylviculture durable dans le pays.

La JICA continuera de coopérer activement avec divers acteurs pour soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique par diverses approches.

*Ensemble de principes de prêt internationaux qui limitent l'utilisation des prêts aux projets porteurs d'une dimension environnementale.



hors infrastructures et des activités impliquant uniquement le secteur privé sans participation du gouvernement d'un pays en développement. Elle a également amélioré le dispositif afin qu'il soit plus facilement utilisable par les entreprises candidates. Les candidatures sont ouvertes toute l'année. Pendant l'exercice 2019, la JICA a adopté sept propositions dans le cadre de l'ancien dispositif.

Il existe de nombreux défis liés à ce type de projets dans les pays en développement. Cela comprend un climat de l'investissement inadapté tant au niveau matériel qu'institutionnel, des difficultés pour assurer la viabilité financière, et une reconnaissance insuffisante du partage des rôles et de la répartition des risques entre le public et le privé (soutien insuffisant des gouvernements des pays en développement). Par conséquent, la JICA soutient non seulement des projets individuels du secteur privé, mais elle promeut également des efforts globaux pour la mise en œuvre de projets en fournissant une aide sur l'établissement de politiques et institutions appropriées et le renforcement des capacités de mise en œuvre.

Études en appui aux activités ODD

Soutenir la création et l'expansion d'entreprises qui aident les pays en développement à atteindre les ODD

Les études en appui aux activités ODD forment un programme basé sur des propositions d'entreprises privées. Il a pour but de créer une relation gagnant-gagnant entre des pays en développement qui souhaitent utiliser des produits, technologies et savoir-faire du Japon pour résoudre leurs problèmes et des entreprises japonaises qui veulent conquérir les marchés de ces pays. Ce programme comprend deux volets : (1) le « soutien aux PME » destiné aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises de taille moyenne leaders dans leur secteur ; et (2) le « soutien aux activités ODD » pour les grandes entreprises. À la fin de l'exercice 2019, la JICA avait adopté un total de 1 217 propositions pour ce programme ainsi ses deux dispositifs précurseurs : (1) l'aide pour le développement international des

PME japonaises et (2) l'étude de faisabilité des activités ODD.

En février 2019, le département des partenariats et du financement du secteur privé, chargé de ce programme, s'est installé dans l'immeuble Takebashi de la JICA, une plateforme pour la collaboration avec divers partenaires nationaux disposant d'un accès direct aux quartiers des affaires voisins. En avril de cette année, le département a été réorganisé pour gérer son programme de manière plus intégrée, quelle que soit la taille des entreprises candidates.

Pour les appels publics à contribution lancés dans le cadre de ce programme durant l'exercice 2019, la JICA a inclus pour la première fois un « appel à propositions thématiques en Afrique ». La JICA a créé cette catégorie afin d'encourager le développement des entreprises en Afrique dans la perspective de la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7), organisée en août 2019 à Yokohama, au Japon. La JICA a adopté un total de 35 propositions appartenant à cette nouvelle catégorie afin de contribuer à la résolution des problèmes identifiés.

Trois dispositifs d'aide pour des objectifs différents

Les études en appui aux activités ODD proposent trois dispositifs d'aide soutenant des objectifs différents en fonction des étapes de la mise en œuvre [→ voir le schéma ci-dessous].

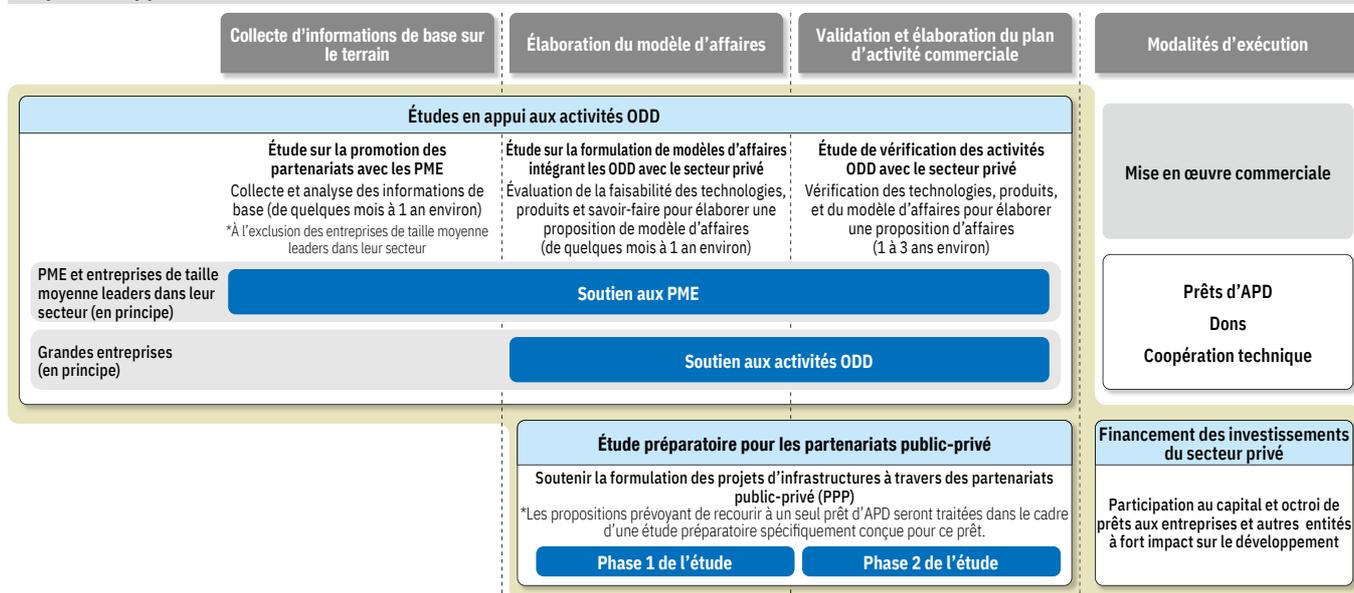
1. Étude sur la promotion des partenariats avec les PME

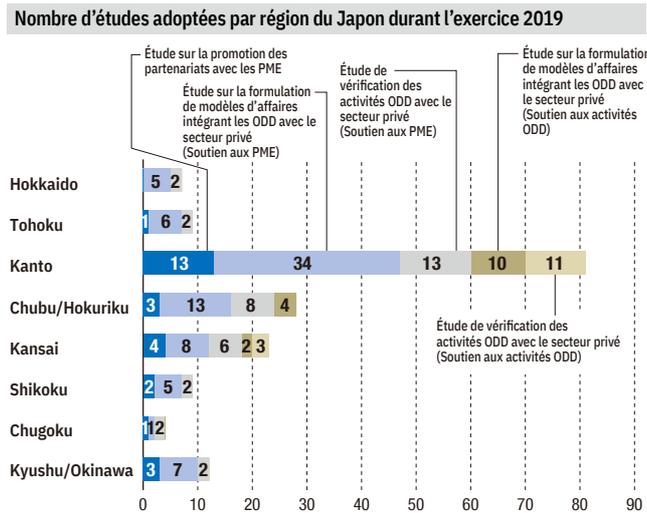
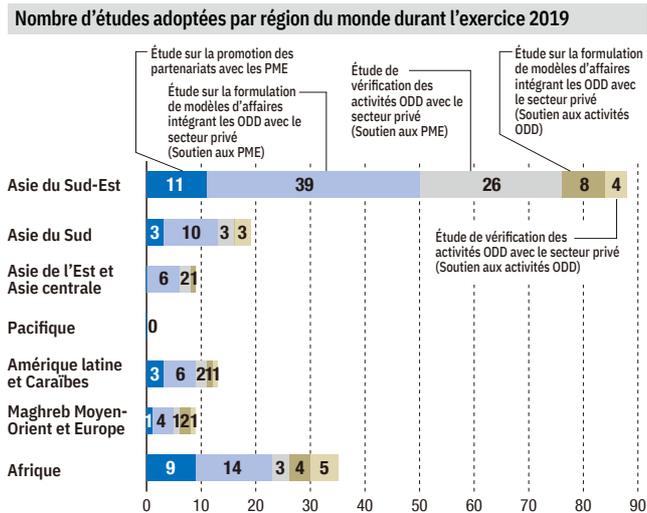
Réservé uniquement aux PME, le dispositif contribue à la collecte d'informations nécessaires pour explorer un modèle d'affaires apte à résoudre les problèmes des pays partenaires. Durant l'exercice 2019, 27 propositions ont été sélectionnées dans le cadre de ce dispositif.

2. Étude sur la formulation de modèles d'affaires intégrant les ODD avec le secteur privé

Ce dispositif vise à (1) explorer les idées d'activités tirant parti des technologies, produits et processus des entreprises japonaises pour répondre aux défis des pays partenaires, (2) examiner la faisabilité de ces idées dans les projets d'APD et éventuellement (3) transformer ces idées en modèles d'affaires. Au cours de

Dispositifs applicables et modalités d'exécution





l'exercice 2019, un total de 95 propositions ont été sélectionnées pour ce dispositif, 79 au titre du soutien aux PME et les 16 autres au titre du soutien aux activités ODD.

3. Étude de vérification des activités ODD avec le secteur privé

Ce dispositif contribue à l'élaboration de plans d'affaires répondant aux défis des pays partenaires à travers (1) l'examen des modèles d'affaires, notamment la vérification des technologies, produits et processus ; (2) la promotion d'une bonne compréhension des modèles d'affaires proposés ; et (3) l'évaluation de leur faisabilité dans le cadre de projets d'APD (→ voir l'étude de cas ci-dessous). Au cours de l'exercice 2019, un total de 51 propositions ont été sélectionnées pour ce dispositif, 37 au titre du soutien aux PME et les 14 autres au titre du soutien aux activités ODD.

Renforcer les liens entre les pays en développement et les communautés locales au Japon

L'aide apportée au développement à l'étranger des PME de l'ensemble du Japon à travers les études en appui aux activités ODD a d'autres effets positifs ; elle contribue à renforcer les liens entre les

pays en développement et les économies et communautés locales japonaises, contribuant ainsi à leur dynamisation. Par exemple, les technologies traditionnelles locales ou innovantes issues d'une collaboration avec les universités japonaises offrent un coup de pouce tout à fait bienvenu à certaines économies locales japonaises grâce à une application sur mesure dans les pays en développement.

Lors de l'exercice 2019, la JICA a organisé plus de 190 séminaires sur les activités ODD dans tout le Japon pour les PME et d'autres entreprises, réunissant plus de 10 000 personnes au total. En septembre 2019, la JICA a organisé un séminaire pour partager les défis des pays en développement afin de mieux répondre aux enjeux et aux besoins des régions en développement avec des produits, des technologies ou des activités d'entreprises privées. Ce séminaire a été considéré comme utile par de nombreux participants. La JICA a également organisé des séminaires d'aide à la réalisation des affaires afin de fournir aux entreprises, dont elle a adopté les propositions, une expertise professionnelle sur des sujets essentiels pour leurs opérations à l'étranger. Plus de 500 personnes au total ont assisté à ces séminaires.

Ouzbékistan : Étude de vérification des activités ODD avec le secteur privé pour les systèmes de gestion de l'apprentissage (SGA) Application pour l'amélioration des qualifications des enseignants et l'élimination des disparités en matière d'éducation au niveau régional (soutien aux PME)

Une nouvelle forme d'éducation basée sur l'e-learning



Des enfants apprennent à faire du calcul mental à l'occasion d'un cours spécial dispensé après l'école. (Photo : Digital Knowledge Co., Ltd.)

On estime qu'il manque près de 70 000 enseignants en Ouzbékistan, où les disparités régionales en matière d'éducation et le manque de matériel pédagogique constituent deux des principaux défis éducatifs du pays.

Ces circonstances ont incité Digital Knowledge Co, Ltd, une entreprise japonaise basée à Taito, l'un des arrondissements de Tokyo, à tirer parti du programme de soutien de la JICA pour lancer une étude de vérification des activités ODD en août 2019, en utilisant un système de gestion de l'apprentissage. Aujourd'hui, Digital Knowledge propose des formations en ligne pour les enseignants, ainsi que des tests en ligne permettant aux étudiants d'évaluer leurs aptitudes scolaires dans les 14 provinces de l'Ouzbékistan. Elle fournit également des services d'enseignement privé avec

du matériel pédagogique numérique sur internet dans la capitale, Tachkent.

Ces activités sont très appréciées par le ministère de l'Éducation publique de l'Ouzbékistan, ainsi que par la population ouzbek. Les étudiants et leurs parents ont été nombreux à vouloir suivre ces cours en ligne.

En mars 2020, toutes les écoles du pays ont été fermées en raison de la pandémie de COVID-19. En réponse à une demande officielle du ministère de l'Éducation publique, l'entreprise japonaise a ouvert l'accès à des cours en ligne, conçus à l'origine pour des téléformations, afin que les enfants puissent continuer l'école à la maison. Ainsi, l'entreprise a soutenu l'éducation scolaire du pays dans une situation d'urgence inédite.



Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales

Création conjointe de connaissances scientifiques pour le développement international

Les problèmes de portée mondiale – notamment le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles et les maladies infectieuses – sont de plus en plus préoccupants. La communauté internationale doit maintenant travailler de concert pour résoudre ces problèmes auxquels une nation ou une région seule ne peut faire face. Parallèlement aux systèmes de coopération traditionnels, l'innovation scientifique et technologique doit également jouer un rôle important dans la réponse à ces problèmes toujours plus complexes et répandus.

Dans ce contexte, la JICA a initié le partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS pour Science and Technology Research Partnership for Sustainable Development) pendant l'exercice 2008. En tirant parti de la science et la technologie japonaise, la JICA souhaite créer de nouvelles connaissances par des recherches internationales conjointes entre le Japon et les pays en développement, et résoudre les problèmes mondiaux en utilisant les résultats de ces recherches dans le monde réel.

Système de mise en œuvre

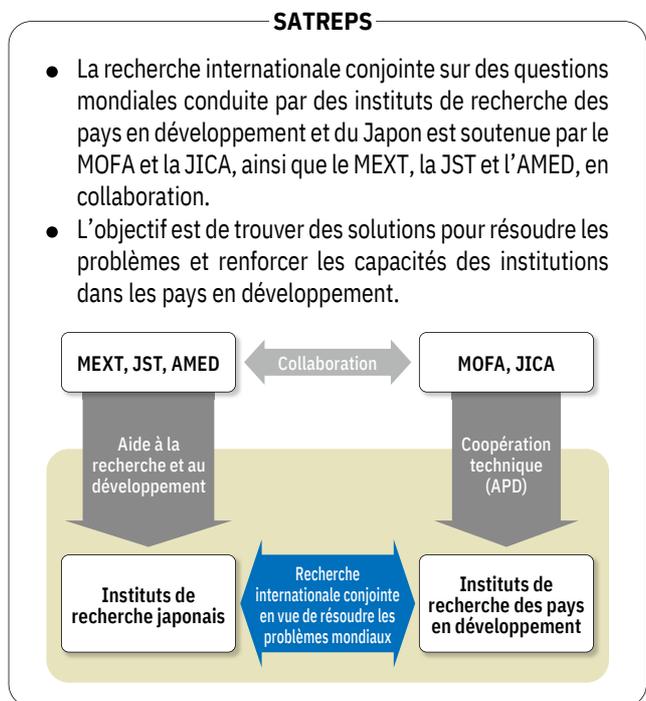
Ce programme est conçu pour promouvoir une recherche internationale conjointe permettant aux instituts de recherche du Japon et des pays en développement de travailler de concert, en se basant sur les besoins sociaux des pays en développement. L'objectif est de contribuer au développement de ressources humaines pour créer de nouvelles connaissances et d'utiliser les résultats de la recherche au profit de la société afin de résoudre des problèmes mondiaux dans quatre champs de recherche ou cinq domaines : environnement et énergie, ressources biologiques, prévention et atténuation des catastrophes et lutte contre les maladies infectieuses.

Le SATREPS est mis en œuvre conjointement par le ministère des Affaires étrangères (MOFA), la JICA, le ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie (MEXT),



Éthiopie : Un chercheur japonais travaille avec son homologue éthiopien pour dispenser des formations pratiques sur l'analyse des sols à des étudiants éthiopiens dans le cadre du projet SATREPS de développement d'additifs d'origine végétale pour la stabilisation des sols en vue d'atténuer les catastrophes routières.

Système de mise en œuvre du SATREPS



l'Agence japonaise pour la science et la technologie (JST) et l'Agence japonaise pour la recherche médicale et le développement (AMED).

À travers ce dispositif, les propositions de recherche soumises par des instituts de recherche japonais à la JST et l'AMED sont examinées, afin de vérifier si elles correspondent aux demandes des pays en développement (système de correspondance), dans une perspective associant la science et la technologie à l'APD. Puis, les propositions approuvées sont mises en pratique dans le cadre des projets de coopération technique de la JICA. La JICA fournit les fonds nécessaires aux projets de coopération technique (envoi de chercheurs japonais, accueil des chercheurs homologues au Japon, fourniture d'équipements, activités des chercheurs dans le pays partenaire), tandis que la JST et l'AMED prennent en charge les activités de recherche au Japon et dans les pays tiers.

Sélection des projets de recherche / Statut de la mise en œuvre

Lors de l'exercice 2019, 124 correspondances – sur les 182 demandes d'APD de pays en développement et 144 propositions d'instituts de recherche au Japon – ont été soumises au processus de sélection. Parmi ces correspondances, 12 propositions ont été approuvées, portant à 145 le nombre total de propositions adoptées depuis le lancement du programme au cours de l'exercice 2008. Le nombre total de pays participants, incluant ceux en cours de préparation, a atteint 51 après l'entrée du Malawi parmi les pays partenaires de recherche conjointe.

Participation des citoyens

Intégrer la coopération internationale dans la culture japonaise

La JICA promeut et soutient les activités de coopération internationale menées par les citoyens japonais. À travers ce partenariat avec les citoyens, la JICA entend apporter une aide aux pays en développement avec diverses approches pour promouvoir la compréhension de la coopération internationale et apporter aux communautés locales japonaises les bénéfices de ces liens avec les pays en développement.

Parmi ces activités, les partenariats avec des ONG et d'autres organisations, les gouvernements locaux, les universités et les instituts de recherche, ainsi que le soutien à l'éducation au développement sont présentés ci-dessous.

Partenariats avec les ONG et autres organisations

La JICA cherche à renforcer les partenariats avec les ONG et d'autres organisations à travers (1) le dialogue, (2) la coopération, et (3) le soutien aux activités.

1. Dialogue

Lors de l'exercice 2019, des réunions régionales ont été organisées à sept endroits parallèlement aux traditionnelles réunions de dialogue JICA-ONG à l'échelle nationale. Ces opportunités ont contribué à approfondir les discussions centrées sur les problèmes régionaux et à confirmer les orientations et les caractéristiques spécifiques des futures activités de partenariat.

2. Coopération

La JICA met en œuvre le programme de partenariat de la JICA (JPP) avec des ONG et d'autres organisations, en tirant parti de leur expertise et de leur expérience pour soutenir le développement socio-économique des pays en développement. Au cours de l'exercice 2019, 60 projets JPP ont été adoptés [→ voir l'étude de cas page 55].

Pendant l'exercice 2019, la JICA a également accepté dix projets financés par le Fonds de la JICA pour les peuples du monde, qui reçoit les dons de citoyens et de groupes. Pour étendre la base des activités de coopération internationale, le Fonds a créé un programme de mentorat* pour les individus et les groupes peu expérimentés. Deux projets ont été lancés en 2019 dans le cadre de ce programme.

3. Soutien aux activités

La JICA organise des formations sur la gestion organisationnelle et la mise en œuvre de projets pour soutenir les activités de coopération internationale des ONG et d'autres organisations. La JICA gère également les guichets Japon JICA-ONG dans 20 pays afin de renforcer la coopération entre ces organisations et la JICA sur le terrain.

Partenariats avec les gouvernements locaux

Les actions de la JICA ne sont pas limitées à l'aide aux pays en développement ; la JICA prend également part à des activités visant à dynamiser les régions du Japon. Par exemple, la JICA s'associe aux



Des étudiants afghans à l'Université d'agriculture de Tokyo dans le cadre du projet de promotion et d'amélioration de la capacité de l'Afghanistan à atteindre un développement efficace

gouvernements locaux japonais, considérés comme des partenaires particulièrement importants, dans les efforts d'internationalisation des régions, le soutien aux activités à l'étranger des gouvernements et des industries locales et d'autres initiatives liées, principalement dans le cadre du volet gouvernement local du programme de partenariat de la JICA.

Aujourd'hui, un nombre croissant de gouvernements locaux et d'acteurs régionaux utilisent le savoir-faire et les réseaux de la JICA pour accueillir des étrangers, promouvoir les objectifs de développement durable (ODD) et participer à l'initiative ville hôte du Japon dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo. Cela témoigne du fait que la JICA contribue non seulement aux progrès des pays en développement, mais aussi au développement régional au Japon.

Partenariats avec les universités

Étant donné la difficulté et la complexité accrues des défis auxquels sont confrontés les pays en développement, les partenariats avec les universités qui disposent de connaissances approfondies et avancées sont indispensables pour entreprendre des initiatives de coopération internationale. Les partenariats entre les universités et la JICA sont mis en pratique à travers diverses approches, de la participation de professeurs aux projets de recherche et aux études de la JICA sur la coopération internationale jusqu'à la participation des universités à l'organisation des projets de coopération technique de la JICA dans les pays en développement.

La JICA fournit des opportunités d'apprentissage à des individus de pays en développement susceptibles de jouer un rôle de premier plan ou de contribuer d'une autre manière à la résolution des problèmes de développement dans leur pays. Pendant l'exercice 2019, la JICA a invité ces personnes à suivre des études de master ou de doctorat dans 65 universités japonaises en tant qu'« étudiants

* À travers ce programme, des membres d'ONG bien établies ou d'autres entités ayant une solide expérience des projets de développement accompagnent les porteurs de projets novices de la planification à la révision finale du projet en passant par sa mise en œuvre, permettant ainsi un renforcement de leurs capacités.

JICA ». La JICA a passé des accords de coopération globaux ou des protocoles d'accord avec 40 universités japonaises afin de promouvoir et de renforcer de manière systématique les partenariats de grande envergure décrits ci-dessus.

La JICA a récemment élargi son programme de formation des étudiants JICA aux futurs dirigeants de retour chez eux afin de garantir des relations bilatérales durables à moyen et long terme entre le Japon et leur pays [→ voir page 65].



Des enseignants participent au programme de formation des leaders de l'éducation au développement.

Éducation au développement

JICA Global Plazas

Les trois Global Plazas de la JICA — la JICA Global Plaza (quartier d'Ichigaya, Tokyo), la Nagoya Global Plaza (préfecture d'Aichi), et la Hokkaido Global Plaza, (Sapporo, préfecture d'Hokkaido), proposent des expositions qui sollicitent la vue, l'ouïe et le toucher. Des « guides internationaux » dotés d'une solide expérience en matière de coopération internationale fournissent des explications détaillées aux visiteurs. Les Global Plazas offrent la possibilité de découvrir les réalités des pays en développement et les défis auxquels la communauté internationale est confrontée, tout en se familiarisant avec les activités de coopération au développement internationale en cours. Ainsi, ces lieux incitent les visiteurs à réfléchir à ce qu'ils ont appris et aux moyens d'action à leur disposition. En organisant divers événements et séminaires, les Global Plazas servent aussi de forum pour la participation des citoyens à la coopération internationale. D'autres bureaux nationaux de la JICA fournissent également au public un large éventail d'informations sur la coopération internationale.

Au cours de l'exercice 2019, les Global Plazas ont poursuivi leurs efforts de sensibilisation du public aux objectifs de développement durable (ODD) et à la coopération internationale. Concrètement, elles ont mis en place des expositions et des séminaires sur les ODD et la gestion des déchets, un enjeu de plus en plus préoccupant dans un contexte d'aggravation de la pollution marine par le plastique.

Ces événements ont été organisés avec une large participation d'entreprises privées, de gouvernements locaux et du grand public.

Promotion de l'éducation au développement dans les écoles

La JICA mène des activités de promotion de l'éducation au développement dans les écoles. L'idée consiste à encourager les étudiants et les élèves à (1) comprendre comment les divers problèmes de développement auxquels le monde est confronté sont liés au Japon, (2) les traiter comme leurs propres problèmes, (3) les étudier de manière proactive, et (4) participer aux efforts pour les surmonter.

La JICA, riche de son expertise, de ses informations et de ses ressources humaines dans la coopération internationale, a un rôle de plus en plus important à jouer dans les salles de classe, et ce dans un contexte marqué par deux évolutions majeures. Premièrement, des progrès concrets ont été accomplis pour former les futurs acteurs d'une société durable, conformément aux nouvelles normes nationales en matière de programmes scolaires entrées en vigueur depuis l'exercice 2020. Deuxièmement, la société japonaise prend diverses mesures pour contribuer aux ODD et encourager la coexistence multiculturelle.

Dans ce contexte, la JICA a travaillé avec des gouvernements locaux, des enseignants et des administrateurs scolaires, et des ONG pour (1) développer du matériel pédagogique vidéo et effectuer des conférences à la demande pour les étudiants, et (2) organiser des sessions de formation et des séminaires pour les enseignants.

Tanzanie : Programme de partenariat de la JICA : « Projet de prévention de la déscolarisation et de l'isolement social dus à une grossesse non désirée par le renforcement de la motivation des élèves et de la médecine préventive via une bibliothèque mobile »

Donner aux élèves la capacité de réfléchir à leur avenir ! Un objectif du programme d'éducation des adolescents mis en œuvre dans les écoles tanzaniennes



Cours de sensibilisation réservé aux adolescents dans une école ciblée par le programme.

En Tanzanie, quelque 5 500 écolières sont expulsées de leur école chaque année parce qu'elles sont tombées enceintes*. Il leur est également interdit de retourner à l'école. Ces adolescentes devenues mères sont acculées à une situation difficile où elles risquent de sombrer dans la pauvreté et l'isolement social.

Pour relever ces défis, Class for Everyone, une organisation à but non lucratif basée au Japon, a lancé un programme éducatif pour les adolescents dans les écoles primaires et secondaires de Tanzanie. L'organisation s'est associée à la New Rural Children Foundation, une ONG locale, pour sensibiliser les élèves aux enjeux liés à l'adolescence dans 43 écoles primaires et 15 écoles secondaires de la

région couverte par le programme. Dans ces écoles, des équipes constituées de mères ayant vécu une grossesse pendant leur adolescence utilisent des livres d'images et une approche basée sur le jeu de rôle.

Grâce à ces activités, le nombre de déscolarisations liées à une grossesse a chuté d'un tiers par rapport au début du programme. Dans la plupart de ces écoles, les taux d'absentéisme ont diminué et les élèves sont contents d'aller à l'école. De plus, leurs notes s'améliorent et ils commencent par eux-mêmes des activités connexes. À l'avenir, l'organisation japonaise prévoit d'étendre l'aide afin de transférer la mise en œuvre du programme à chaque école.

* Banque mondiale, communiqué de presse n° 2020/021/AFR.

Programmes de volontariat

Coopération internationale basée sur les citoyens : Des agents de changement au service d'un monde meilleur

Les programmes de volontariat de la JICA encouragent la participation des citoyens souhaitant prendre part au développement économique et social ainsi qu'à la reconstruction des pays en développement. Largement reconnus comme emblématiques de la coopération internationale au niveau local du Japon et de la JICA, les programmes de volontariat – notamment les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), créés en 1965 – sont grandement appréciés par les pays partenaires. Ces dernières années, les participants de ces programmes ont fait l'objet d'un intérêt croissant au Japon pour leur contribution à l'internationalisation et à la redynamisation de la société japonaise.

Quels sont les programmes de volontariat de la JICA ?

Les programmes de volontariat de la JICA ont débuté durant l'exercice 1965 avec l'envoi de 29 JOCV dans cinq pays, à savoir le Laos, les Philippines, le Cambodge, la Malaisie et le Kenya. Depuis plus de 50 ans, à la fin mars 2020, près de 54 000 volontaires de la JICA (dont plus de 45 000 JOCV) s'étaient engagés dans différentes missions à travers le monde en développement, en tant que porte-étendard de la contribution japonaise à la communauté internationale.

Pendant l'exercice 2019, la JICA a réformé son système d'envoi des volontaires en remplaçant les deux catégories basées sur l'âge par deux nouvelles catégories : (1) la *catégorie générale*, qui couvre des domaines aussi spécifiques que variés pour un large éventail de projets ; et (2) la *catégorie senior*, pour les experts disposant d'un haut niveau d'expérience et de compétence nécessaire pour les projets sélectionnés. La JICA envoie quatre types de volontaires dans les pays partenaires : (1) les JOCV, (2) les volontaires seniors, (3) les JOCV et les volontaires seniors auprès des communautés *Nikkei*, et (4) les volontaires à court terme, dont la durée d'affectation varie d'un mois à un an. Les deux premiers types regroupent la majorité des volontaires de la JICA.

Contribuer au développement des ressources humaines pour le Japon et le monde

Ces dernières années, une grande attention a été apportée – en matière de développement des ressources humaines – aux expériences des JOCV qui ont vécu et travaillé aux côtés des populations locales pour résoudre ou remédier à des problèmes dans une société et une culture différentes de celles du Japon.

D'anciens JOCV jouent aujourd'hui un rôle actif dans la mondialisation sociale au Japon et à l'étranger ainsi que dans la redynamisation régionale en tant que talents capables de réfléchir en dehors des sentiers battus dans un environnement nouveau, de collaborer avec les personnes qui les entourent et de prendre la tête d'initiatives innovantes. Les programmes de volontariat de la JICA sont reconnus comme un moyen d'insuffler du « dynamisme dans la société japonaise et le reste du monde ».

Le nombre d'emplois offerts par des entreprises privées à des JOCV rentrés au Japon se monte à 1 341 à la fin de l'exercice



Papouasie-Nouvelle-Guinée : Un JOCV chargé du développement communautaire travaille sur l'augmentation des revenus par le maraîchage.
(Photo : WADA Hiroshi)

2019. Plusieurs gouvernements locaux et conseils de l'éducation ont des quotas de postes ou des traitements préférentiels pendant le processus de sélection. En 2019, 81 gouvernements locaux, 37 conseils de l'éducation, 19 écoles supérieures et une université pratiquaient ces traitements préférentiels réservés aux anciens volontaires.

Renforcer la coopération avec divers partenaires au Japon

La JICA coopère avec des partenaires nationaux tels que les gouvernements locaux, le secteur privé et les universités pour tirer parti de leurs technologies et de leurs connaissances et résoudre les problèmes des pays en développement.

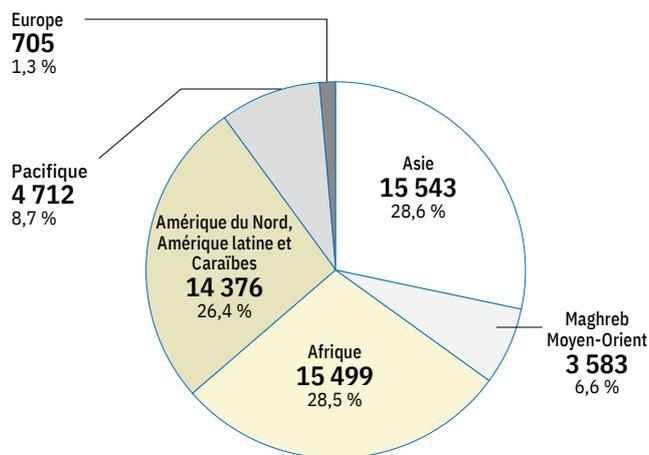
La coopération de la JICA contribue non seulement à surmonter les défis auxquels sont confrontés les pays en développement, mais aussi à former les ressources humaines adaptées à la mondialisation du commerce nécessaires à ces entités. Au cours de l'exercice 2019, 10 volontaires ont été envoyés en partenariat avec des administrations locales, 13 avec le secteur privé et 153 avec des universités.

La participation d'enseignants en activité aux programmes de volontariat de la JICA exerce un impact positif sur l'enseignement scolaire au Japon ; l'expérience montre qu'ils contribuent à la promotion de l'éducation au développement et à la compréhension internationale, tout en répondant aux demandes des étudiants étrangers au Japon. Un total de 125 enseignants d'écoles publiques ont été envoyés à l'étranger en 2019.

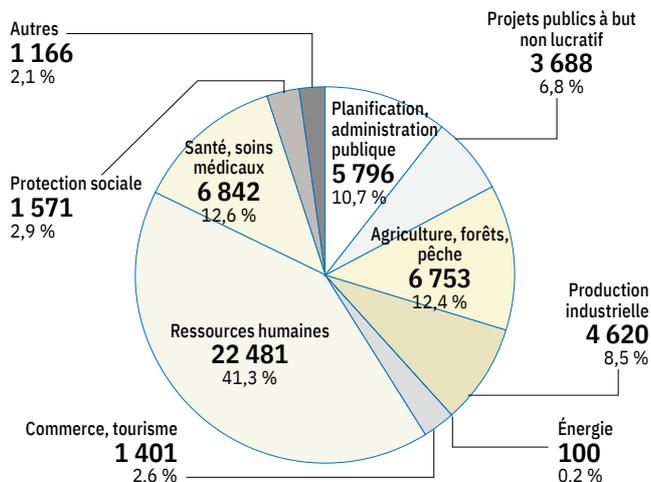
Contribuer à des programmes de développement divers

Les programmes de volontariat de la JICA promeuvent la coordination avec les autres projets de la JICA et les organismes de volontariat d'autres pays afin de répondre à des programmes de développement divers. De plus, les programmes de volontariat sont conçus pour contribuer à tous les stades des programmes de développement tels que la formulation, la sélection des candidats, la

Nombre cumulé de volontaires de la JICA par région (mars 2020)



Nombre cumulé de volontaires de la JICA par secteur (mars 2020)



formation avant la mission et le soutien aux activités des volontaires.

Par exemple, la JICA a envoyé une première équipe de JOCV spécialisés dans l'enseignement des mathématiques au Guatemala en 2010. Les JOCV ont travaillé à l'amélioration des cours de mathématiques en faisant un bon usage du manuel national *Guatemala*, résultat d'un précédent projet de coopération technique de la JICA dans le pays. Au cours de l'exercice 2019, ces JOCV ont organisé 227 formations et sessions d'étude de cours pour un total de 1 779 enseignants et enseignants stagiaires locaux. De février à mars 2020, un journal national a publié à 15 reprises des exercices contenus dans *Guatemala*, pour des élèves du CM1 à la 6^e, montrant ainsi l'intérêt pour l'aide japonaise en matière d'enseignement des mathématiques.

Depuis l'exercice 2008, la JICA a envoyé plus de 270 JOCV dans 21 pays dans le cadre de l'équipe d'action pour la sécurité de l'eau (W-SAT pour Water Security Action Team). Le gouvernement japonais a annoncé l'établissement de la W-SAT lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), en 2008, pour améliorer l'accès à l'eau potable et l'assainissement en Afrique. Au cours de l'exercice

2019, 28 membres de la W-SAT ont mené un large éventail d'activités dans huit pays. Il s'agissait notamment de (1) soutenir les associations de gestion de l'eau pour sécuriser l'eau potable et exploiter et entretenir les installations d'approvisionnement en eau ; (2) promouvoir la sécurité de l'eau potable par une aide à l'augmentation des revenus des résidents ; et (3) améliorer la santé publique en prodiguant des conseils sur le lavage des mains dans les écoles et les communautés.

Dans le cadre du programme de contribution internationale « Sport For Tomorrow » mis en œuvre par le gouvernement japonais dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo, la JICA a envoyé des volontaires dans les domaines de l'éducation physique et du sport afin de promouvoir la pratique sportive dans les pays en développement.

En septembre 2020, la JICA a été contrainte de rapatrier les JOCV au Japon en raison de la pandémie de COVID-19 ; cependant, l'Agence envisage la possibilité de les renvoyer en fonction de la situation dans les pays et régions d'affectation.

Bolivie : Une infirmière JOCV en santé publique au travail

Élaboration d'une brochure médicale pour la prévention des maladies liées au mode de vie parmi les populations autochtones



L'infirmière JOCV (au centre) utilise la brochure pour fournir des explications.

De nombreux indigènes de Bolivie ignorent l'existence des maladies liées au mode de vie qui les concernent, en particulier le diabète et l'obésité.

Une infirmière JOCV en santé publique affectée dans une région où vivent de nombreux indigènes a noté ce problème et décidé d'y répondre. En coopération avec ses collègues de la région, elle a élaboré une brochure médicale de grande qualité pour encourager les populations autochtones à repenser leur mode de vie et prévenir ainsi le diabète, l'hypertension et l'obésité. Avec cette brochure, elle a organisé plusieurs séminaires qui se sont révélés efficaces. Plusieurs participants ont réussi à changer leur mode de vie.

Sous l'égide du projet d'amélioration du réseau de santé maternelle et infantile à Oruro, un projet de coopération technique de la JICA mené dans la région bolivienne où elle effectue sa mission, la JOCV a présenté la brochure devant des fonctionnaires du ministère de la Santé qui ont exprimé un vif intérêt et salué son travail. Ses activités ont produit un véritable effet d'entraînement. La brochure devrait être utilisée pour prodiguer des conseils sur la santé et les modes de vie dans tous les départements de Bolivie. Le gouvernement bolivien a également demandé à ce que d'autres JOCV viennent travailler dans le secteur de la santé.

Secours d'urgence en cas de catastrophe

Redonner le sourire au plus grand nombre

Système d'aide d'urgence de la JICA en cas de catastrophe

La JICA envoie des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR) et fournit du matériel de secours lors de catastrophes majeures à l'étranger, en réponse aux demandes des gouvernements des pays touchés ou des agences internationales.

Le JDR est composé de cinq formations : l'équipe de sauvetage, l'équipe médicale, l'équipe d'intervention contre les maladies infectieuses, l'équipe d'experts et l'unité des Forces d'autodéfense. La décision d'envoyer une équipe du JDR est prise par le ministre des Affaires étrangères.

Activités du Secrétariat des équipes du Secours d'urgence du Japon

1. Envoi d'équipes du JDR

Le Secrétariat du JDR, établi au sein de la JICA, est responsable de la gestion administrative des opérations de secours dans les zones sinistrées à l'étranger. Lorsque le gouvernement japonais décide d'envoyer une équipe du JDR, le Secrétariat est mandaté pour la mettre en place. Parallèlement au transport aérien de l'équipe et du matériel, le Secrétariat organise l'envoi de personnel de la JICA pour la logistique, la coordination et diverses formes de soutien à l'équipe du JDR et assurer ainsi le bon déroulement des opérations sur le terrain.

Parmi les cinq formations du JDR, l'équipe de sauvetage, l'équipe médicale et l'équipe d'intervention contre les maladies infectieuses sont les plus sollicitées.

L'équipe de sauvetage du JDR recherche et porte secours aux victimes de catastrophes de grande ampleur à l'étranger. Elle appartient à la catégorie « lourd » de la classification externe du

Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG). En septembre 2017, une équipe de sauvetage a été envoyée au Mexique frappé par un séisme et a effectué des opérations de recherche et de sauvetage sans relâche tout au long de la nuit.

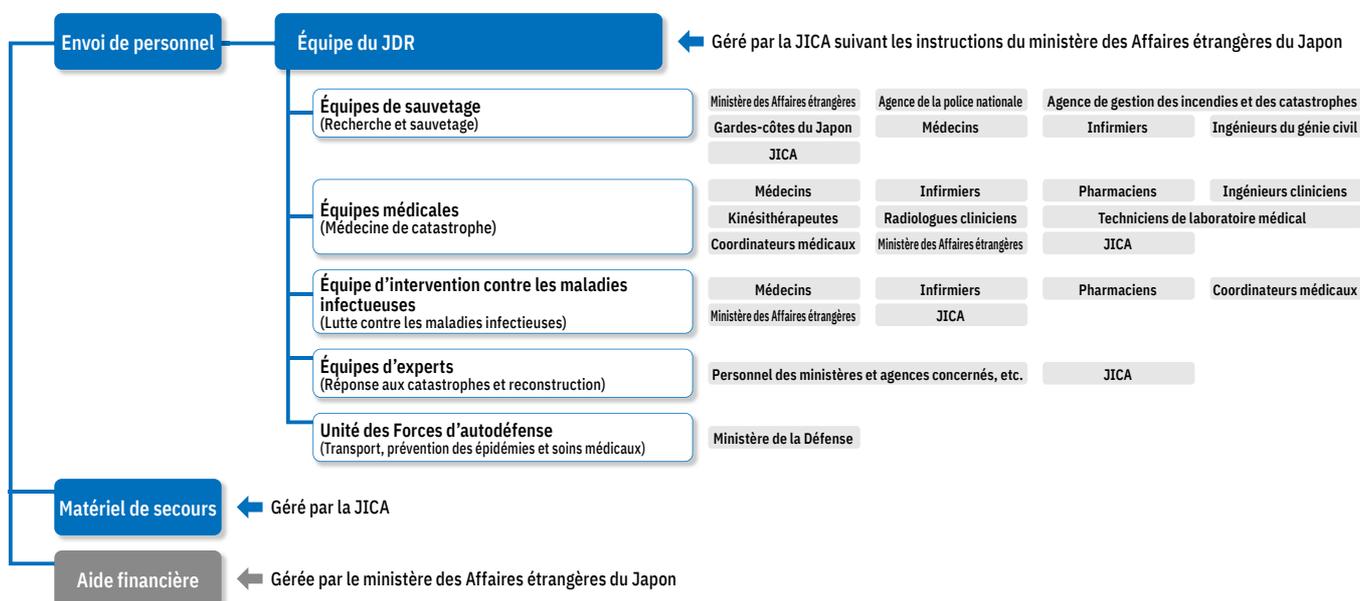
L'équipe médicale du JDR apporte une aide médicale aux sinistrés après une catastrophe. En octobre 2016, l'équipe a obtenu la certification « équipe médicale d'urgence (EMU) » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En février 2017, la méthode de standardisation des informations médicales sur les catastrophes appelée « ensemble minimal de données (EMD) » mise au point par le groupe de travail EMU-EMD dirigé par le JDR et la JICA, a été adoptée comme norme internationale par l'OMS. L'EMD a été utilisé pour la première fois lors des opérations internationales de secours déployées après le passage d'un cyclone au Mozambique, en mars 2019, avec le soutien d'une équipe d'experts du JDR [→ voir l'étude de cas page 59].

En réponse aux épidémies mondiales de maladies infectieuses, la JICA a créé une équipe d'intervention contre les maladies infectieuses en octobre 2015, en recrutant et en formant des professionnels pour constituer l'équipe. L'équipe a été envoyée en République démocratique du Congo (RDC) pour faire face à une épidémie de fièvre jaune en juillet 2016, puis en réponse à une épidémie d'Ebola en juin 2018 et en août 2019. En décembre 2019, la JICA a envoyé une équipe d'intervention contre les maladies infectieuses aux Samoa suite à une épidémie de rougeole afin de soigner les patients les plus gravement atteints, en particulier les nourrissons.

2. Fourniture de matériel de secours d'urgence

En vue de fournir rapidement et de manière sécurisée du matériel de secours d'urgence dans les régions affectées, le Secrétariat du JDR dispose de vastes stocks dans ses six entrepôts à travers

Système japonais de secours d'urgence en cas de catastrophe



Déploiement du JDR durant l'exercice 2019 : 15 interventions

No	Date de l'intervention	Pays/Région	Type de catastrophe	Type d'intervention	Nombre de personnes/Type de matériel
1	Avril 2019	Mozambique	Cyclone	Équipe médicale	24 personnes (deuxième équipe en renfort)
2	Avril 2019	Iran	Inondations	Fourniture de matériel	Tentes, bâches en plastique, matelas
3	Juillet 2019	République démocratique du Congo	Maladie à virus Ebola	Fourniture de matériel	Équipements de protection individuelle (EPI)
4	Août 2019	République démocratique du Congo	Maladie à virus Ebola	Équipe d'intervention contre les maladies infectieuses	20 personnes (première équipe : 7 membres, deuxième équipe en renfort : 13 membres)
5	Septembre 2019	Bolivie	Feux de forêts	Fourniture de matériel	Équipements de protection individuelle pour la lutte contre les incendies
6	Septembre 2019	Bahamas	Ouragan	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, bâches en plastique, jerricanes portables, réservoirs d'eau
7	Septembre 2019	Brésil	Feux de forêts	Fourniture de matériel	Tentes, matelas
8	Novembre 2019	Djibouti	Inondations	Unité des Forces d'autodéfense	116 personnes
9	Novembre 2019	Djibouti	Inondations	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, matelas, jerricanes portables
10	Novembre 2019	Albanie	Séisme	Fourniture de matériel	Tentes, matelas
11	Décembre 2019	Samoa	Épidémie de rougeole	Équipe d'intervention contre les maladies infectieuses	15 personnes (première équipe : 4 membres, deuxième équipe en renfort : 11 membres)
12	Janvier 2020	Australie	Feux de brousse	Unité des Forces d'autodéfense	91 personnes (un avion de transport C-130H)
13	Janvier 2020	Australie	Feux de brousse	Fourniture de matériel	Masques
14	Janvier 2020	Philippines	Éruption volcanique	Fourniture de matériel	Masques, eau potable, générateurs, bobines de câble, jerricanes portables
15	Janvier 2020	Chine	COVID-19	Fourniture de matériel	Équipements de protection individuelle (EPI)

le monde. Au cours de l'exercice 2019, la JICA a procédé à dix expéditions de matériel en réponse à des catastrophes naturelles, notamment une éruption volcanique aux Philippines ; un séisme en Albanie ; des inondations en Iran et à Djibouti ; des épidémies de maladies infectieuses en République démocratique du Congo et en Chine ; un ouragan aux Bahamas ; et des incendies de forêt en Bolivie, au Brésil et en Australie.

3. Préparation aux interventions d'urgence en temps normal

Afin de permettre aux équipes du JDR d'apporter une réponse rapide et adaptée lors de catastrophes majeures, il est essentiel de rester toujours bien préparé. Pour ce faire, la JICA assure divers types de formations tout au long de l'année pour renforcer les capacités des membres des équipes du JDR.

En ce qui concerne la coordination des donateurs, le Secrétariat du JDR s'emploie à renforcer les relations avec d'autres organisations

internationales, notamment le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) et l'OMS. Par le biais du projet de renforcement des capacités régionales de l'ANASE sur la gestion de la santé en cas de catastrophe (ARCH) dirigé par le département de la gestion des infrastructures de la JICA, la JICA contribue également au développement et au renforcement des capacités du système de coopération médicale en cas de catastrophe dans la région de l'ANASE.

Ces dernières années, les catastrophes naturelles ont gagné en fréquence et en intensité partout dans le monde. Par conséquent, les opérations internationales de secours du Japon, pays exposé aux catastrophes et doté d'une vaste expérience en matière de gestion des phénomènes extrêmes, sont de plus en plus importantes. Le Secrétariat du JDR renforce la coopération avec les différents départements et sections pour fournir une aide continue pour la réhabilitation et la reconstruction après les interventions d'urgence.

Mozambique : Déploiement d'une aide d'urgence complète après le passage d'un cyclone de grande ampleur



Contribution majeure à la réponse à la crise sanitaire



L'équipe médicale du JDR en action

Entre mars et avril 2019, la JICA a envoyé une équipe médicale et une équipe d'experts du JDR au Mozambique, dévasté par le pire cyclone jamais enregistré dans l'hémisphère sud. Parallèlement à la fourniture de matériel de secours, la JICA a également affecté des membres de son personnel auprès de l'équipe des Nations unies chargée de l'évaluation et de la coordination en cas de catastrophe (UNDAC), responsable de la coordination des secours internationaux au niveau national et dans la zone sinistrée.

L'équipe médicale a mis en place une clinique de terrain dans une zone isolée où l'assistance médicale n'était pas disponible en raison du blocage des routes. Elle a pu traiter 794 patients au total. Un grand nombre de ces patients avaient contracté des diarrhées ou des maladies respiratoires aiguës. Il y avait également des signes d'une épidémie de choléra. Ces éléments ont mis en évidence la nécessité de réagir rapidement pour faire face à la propagation de

maladies infectieuses.

L'équipe d'experts du JDR a soutenu la gestion de la cellule de coordination des équipes médicales d'urgence. Pour la première fois, les équipes ont utilisé l'ensemble minimal de données (EMD), une méthode de standardisation des informations médicales sur les catastrophes développée à l'initiative du Japon. L'analyse de l'évolution globale des soins médicaux à l'aide de l'EMD a grandement contribué à la gestion et à la réponse à la crise sanitaire.

La JICA dans son ensemble a fourni une assistance à plusieurs niveaux en soutenant (1) l'UNDAC et la cellule de coordination des équipes médicales d'urgence, responsables de la coordination opérationnelle globale dans les zones touchées ; et (2) la fourniture de soins médicaux sur le terrain. La JICA utilisera cette expérience et les enseignements tirés de ce processus dans sa réponse aux futures catastrophes de grande ampleur.

Recherche

Co-création de connaissances pratiques pour la paix et le développement

L'Institut de recherche de la JICA est devenu l'Institut de recherche de la JICA Ogata Sadako pour la paix et le développement (l'Institut de recherche JICA Ogata) depuis le 1^{er} avril 2020. En s'inspirant de la philosophie de la regrettée OGATA Sadako, qui avait impulsé la création de l'Institut de recherche de la JICA en octobre 2008, le nouvel institut mène des recherches axées sur les politiques et le terrain concernant les défis rencontrés par les pays en développement et aspire à renforcer sa présence intellectuelle au sein de la communauté internationale.

L'institut synthétise et partage les expériences de développement ainsi que les connaissances et l'expertise accumulées par le Japon en tant que partenaire de développement. Il met également en œuvre des activités de recherche et de diffusion de ses résultats en tenant compte des défis et des menaces actuels, notamment l'état du monde au lendemain de l'épidémie de COVID-19, l'évolution de l'ordre international, la transition vers une société de l'information et le changement climatique. Ce faisant, l'institut a l'ambition de devenir une plateforme de recherche de premier plan sur le développement et la coopération internationale.

Principes de base des activités de recherches

- (1) Mener des recherches universitaires à l'échelon international et en diffuser activement les résultats ;
- (2) Relier la recherche et la pratique en analysant et en synthétisant des informations et des données du terrain ; et
- (3) Contribuer à la réalisation de la sécurité humaine.

En se basant sur les principes exposés ci-dessus, l'institut mènera des recherches sur la promotion stratégique des objectifs de développement durable (ODD) et les problèmes de développement émergents afin de répondre à l'évolution des priorités de la communauté internationale. L'institut souhaite également promouvoir le programme d'études du développement de la JICA et partager activement les expériences de développement du Japon, tout en renforçant ses fonctions en matière de développement des ressources humaines et d'échanges scientifiques.

Domaines de recherche prioritaires

En avril 2019, l'institut a réorganisé ses pôles de recherche pour intégrer un nouveau pôle intitulé « Développement humain ». Les cinq nouveaux pôles correspondent aux 5 P – paix, population, prospérité, planète et partenariat – des ODD. En avril 2020, le pôle « Paix et développement » a été rebaptisé « Consolidation de la paix et aide humanitaire ».

1. Consolidation de la paix et aide humanitaire

Ce pôle analyse les facteurs favorables et défavorables au maintien de la paix dans les sociétés affectées par un conflit. Il

s'attache également à décrire les relations entre protection et autonomisation dans la sécurité humaine. Ces activités de recherche explorent des approches efficaces à travers l'étude comparative des initiatives prises par divers acteurs engagés dans l'aide humanitaire, le développement durable et le maintien de la paix.

2. Développement humain

Une éducation de qualité pour tous, l'accès aux services de santé et l'autonomisation des populations sont les trois piliers du développement humain. Les recherches du pôle dans le secteur de l'éducation se concentrent sur l'impact des études à l'étranger pour les pays à revenu faible et intermédiaire ainsi que sur l'analyse et le partage de l'histoire de la coopération internationale du Japon dans l'éducation. Les recherches dans le domaine de la santé comprennent des études comparatives et pratiques sur les réponses à la COVID-19 et l'étude d'approches pour généraliser la couverture santé universelle (CSU)*.

3. Croissance économique et réduction de la pauvreté

Ce pôle de recherche systématise le concept de croissance de qualité et analyse les effets socioéconomiques des projets d'infrastructures, l'une des principales catégories d'aide apportée par le Japon aux pays en développement. Il conduit également des analyses empiriques sur le secteur financier en Asie ainsi que sur l'aide au secteur agricole en appui à la croissance et à la réduction de la pauvreté dans les pays africains. Pour démontrer l'efficacité des politiques et initiatives de développement, le pôle réalise des analyses fondées sur les faits, en comparant par exemple les conséquences d'une intervention et d'une non-intervention.

4. Environnement mondial

Ce pôle de recherche travaille sur les enjeux liés à l'environnement et au changement climatique dans les pays en développement. Ses domaines de recherche comprennent les méthodes d'évaluation économique pour l'adaptation au changement climatique et les méthodes d'évaluation de l'impact environnemental des projets, ainsi que les politiques de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique dans les pays de l'ANASE en vue d'atteindre les ODD.

5. Stratégies de la coopération au développement

Ce pôle mène des recherches visant à explorer les futures orientations des programmes et stratégies de la JICA. Concrètement, il retrace l'histoire du développement et de la coopération au développement du Japon et explore leurs caractéristiques. Les autres domaines de recherche comprennent (1) le réseautage avec des chercheurs de pays en développement, (2) les futures tendances de la coopération internationale au développement, et (3) les enjeux intersectoriels. Le pôle va également se pencher sur de nouveaux sujets tels que la consolidation de la paix à travers le sport.

*La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

Réalisations de l'exercice 2019

En se basant sur les principes de base de l'institut et les activités des pôles de recherche, l'Institut de recherche JICA Ogata a mené 29 projets de recherche lors de l'exercice 2019 et il en a publié les résultats.

1. Résultats des activités de recherche

L'institut a publié 20 documents de travail pendant l'exercice 2019. Il a également publié une note d'orientation sur la réduction de la pollution atmosphérique urbaine en Asie. De plus, l'institut a produit cinq documents d'information pour le projet de recherche intitulé « La coopération au développement du Japon : Une perspective historique ».

Les résultats de recherche sont également compilés dans des ouvrages par l'institut qui a publié six livres rédigés en anglais et trois en japonais durant l'exercice 2019.

Parmi les six ouvrages en anglais, *From Divided Pasts to Cohesive Futures: Reflections on Africa* est né du projet de recherche « Diversité ethnique et instabilité économique en Afrique ». À travers un examen de l'histoire du continent, l'ouvrage s'attache à comprendre les divisions sociales et à réfléchir sur la manière dont les sociétés africaines peuvent rétablir un sentiment de confiance mutuel.

Parmi les trois publications en japonais, l'une dédiée à la coopération internationale du Japon pour l'éducation, son histoire et ses perspectives, regroupe des études menées par l'institut. Les deux autres publications sont consacrées à (1) l'harmonie interethnique et la reconstruction post-conflit à travers l'aide à l'agriculture en Bosnie-Herzégovine ; et (2) la consolidation de la paix à Mindanao, aux Philippines. Elles sont éditées sous les numéros 24 et 25 de la collection *Project History*, qui documente les contributions du Japon aux pays en développement selon une perspective de long terme.

Enfin, la plupart des résultats de recherche sont largement partagés entre les spécialistes sous forme d'articles de revues universitaires, de livres et d'interventions lors de conférences.



Le quatrième Forum de co-élaboration de connaissances (Knowledge Forum).

2. Collaboration avec les organisations internationales et les instituts de recherche

L'Institut de recherche JICA Ogata mène des recherches conjointes avec d'autres instituts de recherche et organismes d'aide au Japon et dans le reste du monde en créant des partenariats et des réseaux [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

L'un de ces projets collaboratifs est mis en œuvre avec le Brookings Institute, aux États-Unis. Les deux instituts ont effectué des recherches sur les moyens à déployer pour « Ne laisser personne de côté », l'un des thèmes centraux des ODD. Les résultats de cette recherche conjointe ont été publiés dans le livre *Leave No One Behind: Time for Specifics on the Sustainable Development Goals*. Pour célébrer cette publication, l'institut a organisé un séminaire à New York et Washington en octobre 2019. Les participants y ont discuté de la manière dont le monde devait changer pour atteindre les ODD.

L'institut a également organisé un séminaire pour commémorer la publication de *The Quality of Growth in Africa*, en août 2019, fruit du projet de recherche conjointe du même nom mené avec l'Initiative for Policy Dialogue (IPD) de l'Université Columbia. Le séminaire a eu lieu à l'occasion de la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7).

→ Pour plus de détails sur les études et publications, voir le site internet de l'Institut de recherche JICA Ogata (en anglais) : <https://www.jica.go.jp/jica-ri/index.html>

Think20 (T20) Japon 2019

Travailler ensemble sur la formulation de recommandations politiques pour le G20



Le président de la JICA, KITAOKA Shinichi, prononce un discours liminaire lors du sommet du T20.

Think20 (T20) est l'un des groupes de réflexion formés par le G20 pour travailler sur des thématiques spécifiques. Chaque année, le T20 met en place une dizaine de groupes de travail réunissant des think tanks de différents pays afin de discuter des enjeux politiques et de formuler des recommandations pour les pays du G20.

Le sommet du T20 (T20 Japon), qui s'est tenu à Tokyo en mai 2019, avait pour mission de fournir des éléments de réflexion au sommet du G20 à Osaka en juin.

L'Institut de recherche de la JICA (JICA-RI, aujourd'hui Institut de recherche JICA Ogata) a

assuré la présidence conjointe de deux groupes de travail : « Programme 2030 pour le développement durable (ODD) » et « Coopération avec l'Afrique ». Il a présenté un ensemble de recommandations politiques destinées à faire avancer la vision japonaise du T20 : « Vers une société durable, inclusive et résiliente ». Le JICA-RI a également contribué à l'événement parallèle officiel du T20, en organisant notamment une table ronde réunissant des chercheurs de différents pays autour du thème des ODD.

Renforcement des partenariats de développement et des actions vers la réalisation des ODD

Travailler avec un large éventail de partenaires internationaux et locaux

Les fondations du système de coopération internationale sont de plus en plus fragiles. À l'heure où les pays émergents affirment leur présence sur la scène internationale, un nombre croissant d'États font passer leurs intérêts en premier. Les problèmes de développement, en particulier les maladies infectieuses comme la COVID-19, dépassent de plus en plus souvent les frontières nationales et gagnent en complexité et en gravité. La coopération mondiale s'avère donc essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et la sécurité humaine.

Partenariats avec des agences de développement internationales

Pour contribuer à la réalisation des ODD, la JICA renforce le dialogue avec diverses agences de coopération au développement et établit des partenariats étroits pour relever les défis insurmontables pour une seule agence. Par ailleurs, la JICA partage l'expertise et l'expérience du Japon lors de conférences internationales sur la coopération au développement, contribuant ainsi aux efforts de réglementation au niveau international.

Dans le cadre de ces efforts, la JICA dialogue régulièrement avec des organisations internationales sur divers enjeux de développement [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

Le sommet du G20 à Osaka en 2019 a adopté les principes du G20 pour l'investissement dans des infrastructures de qualité. La JICA souhaite promouvoir et partager avec les pays



Le gouverneur de l'Autorité monétaire royale du Bhoutan et d'autres participants à la conférence internationale conjointe FMI-JICA. La conférence, organisée en février 2020 dans le bâtiment de la JICA à Ichigaya, a permis de réfléchir sur la viabilité de la dette des pays asiatiques, entre autres sujets, dans le cadre d'une discussion sur les ODD.

en développement ces principes intégrant des considérations environnementales et sociales, sur l'égalité des sexes et la viabilité de la dette publique. Pour ce faire, la JICA a renforcé sa coopération avec des organisations internationales telles que le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque asiatique de développement (BASD) ainsi que des agences de pays du G20. Elle a également travaillé avec les agences d'aide bilatérale de pays qui partagent la vision du gouvernement japonais d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert ».

Sixième dialogue de haut niveau entre la JICA et le Groupe de la Banque mondiale

Discuter des moyens de renforcer les partenariats, notamment pour l'investissement dans des infrastructures de qualité



Le président du Groupe de la Banque mondiale, David R. Malpass (à droite), et le président de la JICA, KITAOKA Shinichi (à gauche). (Photo : Banque mondiale)

Depuis 2014, la JICA et le Groupe de la Banque mondiale (GBM) organisent chaque année un dialogue de haut niveau pour procéder à des échanges de vues entre les dirigeants des deux organisations.

Le sixième dialogue de haut niveau s'est tenu au siège du GBM aux États-Unis, en septembre 2019. Il s'agissait du premier dialogue depuis l'entrée en fonction du président du GBM, David R. Malpass. Plus de 100 personnes des deux organisations ont participé à ce dialogue, dont des hauts fonctionnaires de la Société financière internationale (IFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), toutes deux sous la tutelle du GBM. Les participants ont échangé leurs opinions sur des sujets clés du développement international tels que le capital humain, l'investissement dans des infrastructures

de qualité et la mobilisation de financements privés. Ils ont également discuté des moyens de renforcer la coopération entre les deux organisations.

Suite à l'adoption des principes du G20 pour l'investissement dans des infrastructures de qualité à l'occasion du sommet du G20 à Osaka, en juin 2019, une session dédiée à ce thème a été prévue pour le dialogue de 2019. Les participants se sont accordés sur la nécessité de travailler de concert pour promouvoir les investissements dans des infrastructures de qualité au sein de la communauté internationale tout en tenant compte de la viabilité de la dette.

Le dialogue de haut niveau s'est déjà imposé comme un forum de discussion sur les tendances de la coopération internationale au développement entre les deux organisations.

Partenariats avec les pays émergents et coopération Sud-Sud et triangulaire

Parallèlement aux agences de coopération au développement traditionnelles, des pays émergents tels que la Corée du Sud, la Chine, la Thaïlande, l'Indonésie, le Brésil et la Turquie sont devenus des donateurs d'aide au développement, ce qui a renforcé leur influence au sein de la communauté du développement international. Pour encourager une coopération au développement plus transparente et efficace, la JICA dialogue avec ces pays émergents sur l'établissement de règles internationales et de modalités efficaces pour la coopération au développement.

La JICA estime que la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) – qui encourage le partage des expériences de développement des pays émergents et en développement – constitue une approche utile pour poser les fondations d'une compréhension commune des règles internationales de la coopération au développement. Ainsi, dans le cadre de ses efforts d'approfondissement d'une compréhension commune de la CSST en vue d'une mise en œuvre plus efficace, la JICA a collaboré avec le Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud, la Banque islamique de développement et l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) sur l'organisation d'un forum de haut niveau des directeurs généraux des organismes de coopération au développement, en Turquie, en décembre 2019.

Afin de favoriser l'entente et la compréhension avec les institutions de financement du développement de pays émergents confrontés à des enjeux similaires et de partager les défis et expériences, la JICA a organisé une réunion quadripartite au Japon avec la Banque d'import-export de Chine, le Fonds coréen de coopération et de développement économiques de la Banque coréenne d'import-export (EDFC), et l'Agence de coopération au développement économique des pays riverains (NEDA) de la Thaïlande. En outre, la JICA participe à l'International Development Finance Club (IDFC) en tant que membre du comité de pilotage et contribue aux discussions sur les rôles des banques de développement dans la lutte contre le changement climatique et la réalisation des ODD. L'IDFC compte parmi ses membres des institutions de financement du développement de nombreux pays émergents.

Les objectifs de développement durable (ODD)



Activités de la JICA vers la réalisation des ODD

Dans le cadre de sa politique de contribution aux ODD¹, la JICA a renforcé ses partenariats avec diverses agences concernées afin de promouvoir des programmes et projets innovants. Sur le front international, la JICA a aidé l'Indonésie à développer des indicateurs nationaux sur les ODD. Dans trois pays africains, à savoir le Ghana, le Malawi et l'Afrique du Sud, la JICA a travaillé avec l'Université de Tokyo, entre autres institutions, pour effectuer des études de recommandation politique basées sur l'analyse des interactions entre les ODD, en se concentrant plus particulièrement sur les objectifs n° 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et n° 11 (Villes et communautés durables).

Au Japon, la plateforme des ODD du Kansai² s'est imposée comme une plateforme de promotion des ODD dans la région du Kansai, regroupant plus de 950 organisations à la fin du mois de mars 2020. Par ailleurs, les obligations JICA – des obligations sociales mentionnées dans l'édition révisée des « Lignes directrices sur la mise en œuvre des ODD » reprenant la stratégie du gouvernement japonais dans ce domaine – constituent un produit financier privilégié pour les gouvernements locaux, les banques régionales et les autres investisseurs institutionnels souhaitant contribuer aux ODD.

1. <https://www.jica.go.jp/english/ir/bonds/index.html>

2. Établie en décembre 2016. Le Centre de la JICA au Kansai, le bureau du Kansai chargé de l'économie, du commerce et de l'industrie, et l'Union des gouvernements du Kansai servent de secrétariat pour la plateforme. <https://kansai-sdgs-platform.jp/en/>.

Projet d'innovation ouverte « JICA Innovation Quest (JIQ) »

Co-création d'idées pour atteindre les ODD par-delà les frontières organisationnelles



Les sessions de présentation des idées JIQ ont été retransmises en direct sur YouTube.

JICA Innovation Quest (JIQ) est un projet d'innovation ouverte lancé à l'initiative de jeunes membres du personnel de la JICA. Il rassemble des personnes aux profils divers issues de nombreuses organisations pour trouver des idées innovantes permettant d'atteindre les ODD dans les pays en développement par un processus de co-création.

Un total de 30 participants de la JICA et d'autres organisations, notamment des secteurs manufacturier et informatique, ont été divisés en cinq groupes pour concevoir des idées de projets qui permettraient d'atteindre l'objectif n° 2 des ODD au Bhoutan, à Madagascar, au Pérou, au Sri

Lanka et au Tadjikistan. Les cinq groupes étaient en compétition pour trouver la meilleure idée.

Le premier prix de l'exercice 2019 a été attribué à l'équipe du Tadjikistan pour son idée « centré sur l'être humain ». L'équipe a imaginé le *baezara*, un plat qui semble copieux même en petite portion. L'objectif était d'éviter une consommation excessive de graisses pour prévenir l'obésité sans modifier le régime alimentaire local constitué de repas gras et carnés, ni la coutume consistant à servir la nourriture aux invités sur de grands plats.

JIQ poursuivra sa quête de co-création et d'innovation au service des ODD.

Soutien aux émigrants japonais et à leurs descendants et renforcement de la collaboration avec les communautés *Nikkei*

Plus de 2,13 millions de descendants d'émigrants japonais (*Nikkei*) vivent en Amérique latine et aux Caraïbes, où ils apportent une contribution majeure dans de nombreux domaines. La présence des communautés *Nikkei* permet d'établir des liens solides entre le Japon et les pays où elles résident.

Dans le cadre de la politique d'émigration japonaise d'après-guerre, la JICA a fourni aux émigrants japonais en Amérique latine et aux Caraïbes une aide pour s'installer sur de nouvelles terres et stabiliser leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, avec l'évolution des communautés *Nikkei* et le renouvellement des générations, la JICA relève les nouveaux défis occasionnés par ces changements tout en renforçant la collaboration avec les communautés *Nikkei*.

L'année 2019 marque le 120^e anniversaire de l'émigration japonaise en Bolivie et au Pérou ainsi que le 90^e anniversaire de l'émigration japonaise en Amazonie brésilienne et en Colombie. Divers événements ont été organisés dans ces pays pour célébrer ces anniversaires.

Principaux programmes et activités

1. Diffusion des connaissances sur la migration à l'étranger

Le Musée japonais des migrations à l'étranger vise à encourager le public à se familiariser avec l'histoire des migrations japonaises ainsi qu'avec les émigrants et les *Nikkei*. Le musée abrite des expositions permanentes présentant les récits d'immigration et autres objets personnels d'une valeur historique donnés par les émigrants, ainsi que des expositions spéciales couvrant une variété de sujets. En plus de la bibliothèque proposant des livres et des films sur la migration, le musée fournit des informations sur son site internet et mène des études et autres activités de recherche. Le musée propose également des visites scolaires et des apprentissages hors campus pour les élèves et les étudiants. Au cours de l'exercice 2019, le musée a accueilli 43 043 visiteurs, dépassant ainsi la barre des 610 000 visiteurs depuis l'ouverture.

En 2019, le musée a organisé deux expositions spéciales : (1) « *Nikkei* et Japonais unis par le café » ; et (2) une exposition spéciale pour le 120^e anniversaire de l'émigration japonaise en Bolivie intitulée « Vivre en Bolivie – Le cœur et l'esprit d'une population *Nikkei* ».

Par ailleurs, le musée a renforcé ses liens avec des musées consacrés à l'immigration au Japon et à l'étranger. Il a également collecté en vue de les conserver de vieux journaux japonais publiés en

Amérique latine et aux Caraïbes avant qu'ils ne soient perdus ou détruits. Parallèlement, le musée a lancé un « concours d'essais de la JICA sur l'émigration japonaise ». Pour la première édition de ce concours, le musée a proposé le thème des « Études sur l'émigration japonaise à partir des journaux nipponophones publiés en Amérique latine et aux Caraïbes ».

2. Soutien aux émigrants japonais dans leurs pays de résidence

La JICA a fourni des dons pour la gestion des cliniques *Nikkei* dans les colonies de Bolivie et pour l'hôpital Amazonia au Brésil, tout en soutenant des cliniques itinérantes et des programmes sociaux et médicaux pour les personnes âgées au Brésil, en Bolivie et en République dominicaine ; ainsi que pour l'enseignement du japonais au Brésil, en Argentine, en République dominicaine, au Pérou et en Colombie.

3. Initiatives éducatives pour les prochaines générations

La JICA met en œuvre des programmes à l'intention des enfants d'émigrants au collège, au lycée et dans l'enseignement supérieur. Ces programmes leur offrent une opportunité de mieux comprendre la culture et la société japonaises et de renforcer leur identité en tant que *Nikkei*. En 2019, 100 élèves ont participé à ces programmes.

La JICA propose également une bourse couvrant les frais de scolarité et de subsistance pour soutenir les *Nikkei* étudiant dans des écoles supérieures au Japon. Lors de l'exercice 2019, 11 nouveaux étudiants ont participé au programme.

4. Partenariats avec des communautés *Nikkei*

(1) Volontaires auprès des communautés *Nikkei*

La JICA envoie des volontaires dans les communautés *Nikkei*. Les volontaires auprès des communautés *Nikkei* participent essentiellement à l'éducation en langue japonaise et aux services sociaux tout en vivant avec les émigrants japonais et les *Nikkei*. Durant l'exercice 2019, 71 nouveaux volontaires ont été envoyés.

Dans le cadre du programme de participation

spéciale des enseignants pour les communautés *Nikkei*, la JICA a envoyé en 2019 huit enseignants japonais au Brésil. À leur retour au Japon, ces anciens enseignants volontaires devraient tirer pleinement profit de leurs expériences pour contribuer à l'éducation des enfants *Nikkei* au Japon.

(2) Programme de formation pour les communautés *Nikkei*

Sur proposition d'universités, de gouvernements locaux, d'organismes d'intérêt public et d'entreprises privées au Japon, la JICA invite également des participants des communautés *Nikkei* à suivre des formations visant à promouvoir la construction de la nation dans leurs pays respectifs et les échanges internationaux entre les individus. Lors de l'exercice 2018, les critères d'éligibilité à cette formation, auparavant réservée aux *Nikkei*, ont été élargis pour inclure les personnes susceptibles de jouer un rôle central dans l'établissement de liens entre le Japon et les communautés *Nikkei* d'Amérique latine et des Caraïbes. Lors du dernier exercice, la JICA a accepté 184 participants à ces formations.

(3) Partenariats avec le secteur privé et d'autres entités

La JICA envoie des missions d'étude pour la promotion des partenariats en Amérique latine et aux Caraïbes dans le but de contribuer au développement économique et social de la région en renforçant les partenariats entre des entreprises privées japonaises et des entreprises privées détenues ou gérées par des *Nikkei* dans ces pays. Lors de l'exercice 2019, la JICA a envoyé une de ces missions d'étude au Brésil. Certaines entreprises japonaises ayant rejoint la mission ont ensuite participé à des programmes de partenariat avec le secteur privé de la JICA. D'autres étendent leurs activités en Amérique latine et aux Caraïbes ou s'engagent dans la coopération internationale dans la région.

Les autres activités de partenariat portaient sur la fourniture de technologies et de services médicaux japonais au Brésil à travers des hôpitaux liés au Japon. Un projet conjoint avec l'Université de Sao Paulo a également été lancé pour former des ressources humaines qui connaissent le Japon. Dans le cadre du programme de financement des investissements du secteur privé, la JICA a accordé des prêts subordonnés à hauteur de 10 millions USD à Abaco, une coopérative de crédit fondée par des descendants de Japonais au Pérou. En Bolivie, des travaux de modernisation routière ont commencé en août 2019 dans la ville d'Okinawa, située dans le département de Santa Cruz, dans le cadre du projet de don pour l'amélioration des routes d'Okinawa mis en œuvre par la JICA. Le projet devrait contribuer au développement des communautés de Boliviens d'origine japonaise (Colonia Okinawa) dans la ville et l'ensemble du département.



Bolivie : La cérémonie de commémoration du 65^e anniversaire de l'immigration japonaise dans la Colonia Okinawa



Pérou : La cérémonie de signature du projet de soutien aux micro, petites et moyennes entreprises à travers une coopérative de crédit *Nikkei*

Sept chapitres de la modernisation japonaise, un programme télévisé co-produit avec l'Université ouverte du Japon

Le programme d'études du développement de la JICA (JICA-DSP pour JICA Development Studies Program) invite les jeunes dirigeants de pays partenaires au Japon afin qu'ils puissent se familiariser avec l'expérience de modernisation et de développement du Japon, différente de celle de l'Europe et des États-Unis, ainsi qu'avec son savoir de pays donneur d'aide aux pays en développement au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Le Japon est le tout premier pays et l'un des rares à s'être modernisé à partir d'un contexte non occidental pour établir une nation libre, démocratique, prospère et pacifique, fondée sur l'État de droit, sans perdre ce qui fait le cœur de ses traditions et de son identité.

Une émission diffusée par l'Université ouverte du Japon

Pour promouvoir le JICA-DSP, la JICA a signé un protocole d'accord avec l'Université ouverte du Japon en 2019. Depuis, les deux organisations travaillent ensemble sur la production de contenus pouvant servir de support pédagogique sur l'histoire moderne et l'expérience du Japon. Dans le cadre de ces activités, une série de programmes éducatifs intitulée « Sept chapitres de la modernisation japonaise » a été diffusée à partir d'avril 2019 sur une chaîne de l'Université ouverte du Japon (BS 231, également connue sous le nom de « BS Campus ex »).

Ce programme couvre les expériences de modernisation du Japon des dernières années de l'ère Edo (1603-1867) jusqu'à l'ère Meiji (1868-1912) et après, ainsi que l'histoire politique et l'expérience de la nation au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Le président de la JICA, KITAOKA Shinichi, et d'autres experts de renom ont animé des conférences et présenté ces expériences japonaises

avec de nombreux documents historiques.

Un programme pour étudier l'histoire de la modernisation du Japon et offrir une vision d'avenir à l'APD japonaise

Le chapitre 1 examine le rôle de la restauration Meiji ainsi que le processus de construction d'un État moderne au Japon. Le chapitre 2 analyse l'émergence, la montée et la fin de la politique des partis dans le Japon d'avant-guerre.

Les chapitres 3 et 4 expliquent les raisons de la défaite japonaise lors de la deuxième guerre mondiale et le renouveau politique qui a suivi, ainsi que le modèle japonais de gestion des entreprises et de développement dans un environnement économique en pleine évolution.

Le chapitre 5 se concentre sur l'éducation et offre un passage en revue des mécanismes et des caractéristiques du développement des ressources humaines ayant soutenu le Japon d'après-guerre.

Le chapitre 6 examine la position du Japon sur la

scène internationale jusqu'à nos jours, en particulier vis-à-vis de la Chine et d'autres pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est, avant d'explorer les directions possibles pour l'avenir. Enfin, le chapitre 7 apporte un éclairage nouveau sur la philosophie, la politique et les caractéristiques de l'APD du Japon à travers des études de cas.

Disponible sur demande à partir de l'exercice 2020

Dès l'exercice 2020, l'Université ouverte du Japon rendra ces conférences disponibles sous la forme d'un cours en ligne, offrant ainsi une opportunité d'apprentissage aux étudiants JICA. Pour aller plus loin, la JICA et l'Université ouverte du Japon produiront d'autres émissions, non seulement pour présenter le Japon aux étrangers, mais aussi pour instruire les citoyens japonais désireux de jouer un rôle dans la communauté internationale en diffusant les expériences et l'expertise du Japon en anglais.

Présentation de « Sept chapitres de la modernisation japonaise », diffusée sur une chaîne de l'Université ouverte du Japon

Principales caractéristiques du programme

- Expliquer le processus de modernisation du Japon à partir de la fin du 18^e siècle et son évolution politique après la deuxième guerre mondiale
- Des conférences abordables données par les plus grands esprits de notre époque
- L'émission est en anglais

Titre des conférences et nom des conférenciers

- Chapitre 1 « La restauration Meiji : Début d'une modernisation à grande échelle »
M. KITAOKA Shinichi, président de la JICA
- Chapitre 2 « Ascension et chute de la politique des partis au Japon »
Pr IOKIBE Kaoru, Université de Tokyo
- Chapitre 3 « Le Japon après la deuxième guerre mondiale »
Pr TANAKA Akihiko, président de l'Institut national des hautes études politiques (GRIPS)
- Chapitre 4 « Croissance économique et modèle de gestion japonais »
Pr ITAMI Hiroyuki, président de l'Université internationale du Japon
- Chapitre 5 « Le rôle du développement éducatif dans la modernisation du Japon »
M. KAYASHIMA Nobuko, vice-président senior de la JICA
- Chapitre 6 « De "l'Asie et le Japon" au "Japon en Asie" »
M. SHIRAIISHI Takashi, président et recteur de l'Université préfectorale de Kumamoto
- Chapitre 7 « Une approche japonaise de la coopération internationale »
Pr KATO Hiroshi, Université internationale du Japon







Types de coopération

Cette partie est consacrée aux trois principaux types de coopération de la JICA – la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements, et les dons – ainsi qu’aux considérations environnementales et sociales dans les projets de la JICA, à l’évaluation des projets et aux efforts de recrutement et de formation des ressources humaines pour la coopération internationale.

Coopération technique

Développement des capacités

La coopération technique est une coopération d'individu à individu qui soutient le renforcement de l'ensemble des capacités des pays en développement (pays partenaires) à relever par eux-mêmes les défis du développement. Au lieu d'appliquer la technologie japonaise *stricto sensu* aux pays en développement, la coopération technique de la JICA fournit des solutions optimales en travaillant avec la population sur le terrain. Au cours de ce processus, une attention particulière est accordée aux spécificités culturelles et régionales des pays, ainsi qu'à leur histoire. La JICA ne limite pas sa coopération technique au développement des ressources humaines ; elle offre une assistance à plusieurs niveaux comprenant le renforcement organisationnel, l'élaboration de politiques et le renforcement des institutions.

Une grande diversité d'outils de coopération technique

1. Envoi d'experts

Les experts japonais sont détachés dans les pays en développement pour transférer les technologies et les connaissances requises à leurs homologues experts ou responsables gouvernementaux. Parallèlement, les experts travaillent avec ces homologues à développer et à diffuser des technologies et des systèmes adaptés aux pays partenaires.

2. Formation technique (programme de co-crédation des connaissances)

La JICA organise des formations visant à transférer au personnel talentueux et motivé, responsable de secteurs clés du développement dans les pays partenaires, les connaissances et les technologies répondant aux besoins de ces pays. Ces formations se déroulent au Japon ou à l'étranger.

3. Projets de coopération technique

Combinant de manière stratégique l'envoi d'experts, la formation technique et la fourniture d'équipements, ces projets sont la clé de voûte de la coopération technique de la JICA.

Le partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) est l'un des projets de coopération technique de la JICA [→ voir page 53].

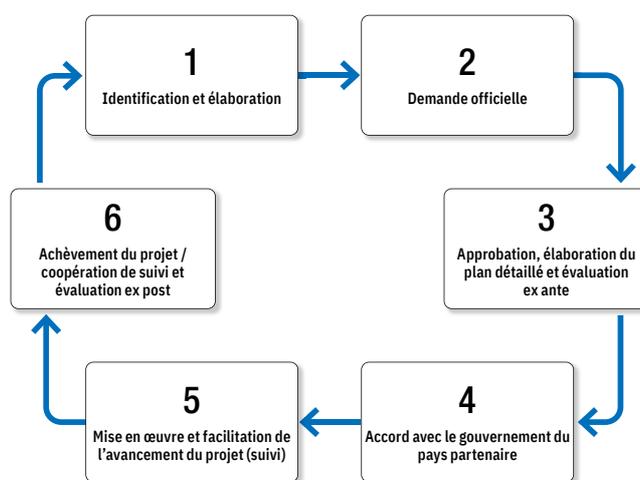
4. Coopération technique pour la planification du développement

La JICA aide les pays en développement à élaborer des politiques de développement et des programmes d'infrastructures publiques.



Malawi : Une ingénieure spécialisée dans l'irrigation effectue un recensement cadastral sous la supervision d'un expert japonais dans le cadre du projet de renforcement des capacités pour le développement, l'exploitation et la maintenance des systèmes d'irrigation de taille moyenne. (Photo : KUNO Shinichi)

Cycle du projet



Dans le cadre de ce processus, la JICA transfère des compétences en matière d'enquête, d'analyse et de planification aux homologues des pays partenaires.

Cycle du projet

Les projets de coopération technique se déroulent selon un cycle structuré en six étapes fondamentales, décrites dans le schéma ci-dessus.

1 Identification et élaboration du projet

La JICA identifie et élabore des projets de coopération technique en adoptant une démarche interactive, notamment par le biais de discussions avec les pays partenaires et d'une l'évaluation de leurs besoins par les bureaux à l'étranger de la JICA.

2 Demande officielle

Le gouvernement japonais reçoit une demande officielle de coopération technique présentée par le gouvernement du pays partenaire.

3 Approbation, élaboration des plans détaillés et évaluation ex ante

Le ministère des Affaires étrangères (MOFA), les ministères concernés au Japon et la JICA examinent la demande et approuvent le projet s'il est jugé pertinent. Des notes verbales sur le projet sélectionné sont ensuite échangées entre le gouvernement japonais et le gouvernement du pays partenaire. Si nécessaire, une étude de planification détaillée est menée en vue d'une évaluation ex ante.

4 Accord avec le gouvernement du pays partenaire

La JICA et l'agence d'exécution du pays partenaire s'accordent sur les objectifs, les résultats et les activités spécifiques du projet.

5 Mise en œuvre et facilitation de l'avancement du projet (suivi)

Durant le projet, la JICA et l'organisation partenaire assurent un suivi continu de la progression du projet en vue d'obtenir les résultats escomptés.

6 Achèvement du projet / coopération de suivi et évaluation ex post

Après l'achèvement du projet, une coopération de suivi est apportée selon les besoins. L'évaluation ex post est effectuée environ trois ans après l'achèvement du projet.

Programme de co-création de connaissances (KCCP)

Une coopération technique mise en œuvre au Japon

Partager l'expérience du Japon avec le monde

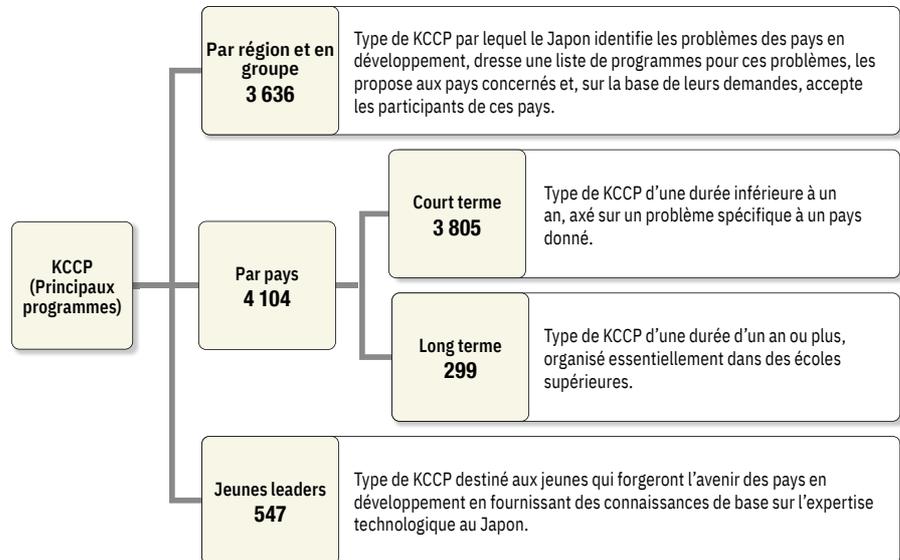
Le programme de co-création de connaissances (KCCP pour Knowledge Co-Creation Program) invite des participants de pays en développement, principalement des responsables gouvernementaux, à venir au Japon pour acquirir des connaissances et des compétences dans divers domaines. La JICA accueille environ 10 000 participants chaque année, principalement dans ses 12 bureaux au Japon, avec le soutien de divers partenaires nationaux, notamment le gouvernement central et des administrations locales, des universités, des instituts de recherche, des entreprises du secteur privé, des organismes d'intérêt public et des ONG. Le total cumulé des participants au KCCP depuis sa création en 1954 s'élève à 370 000.

Le programme de co-création de connaissances au Japon ne permet pas tant de partager les technologies et les compétences avancées japonaises que d'exploiter l'expérience et le savoir-faire du pays en matière de développement en les adaptant à chaque pays partenaire. Ce programme, unique au niveau mondial, par son échelle et sa diversité, est un outil essentiel de la coopération technique de la JICA mobilisant les connaissances, compétences et expériences de développement pour promouvoir le développement des ressources humaines et résoudre les problèmes de développement dans les pays partenaires.

Mise en œuvre du programme de co-création de connaissances stratégiques

Le KCCP apporte une multitude de bénéfices secondaires. Ainsi, l'interaction des participants avec la population et la découverte de la culture japonaise favorisent une meilleure compréhension du Japon.

Nombre de participants au KCCP durant l'exercice 2019



Dans le même temps, les activités de terrain du programme bénéficie à la société japonaise. Par exemple, le secteur privé et les organismes publics au Japon ont la possibilité d'obtenir des informations de première main sur les pays en développement et de nouer des contacts en vue d'internationaliser leurs activités. De plus, les étudiants et chercheurs japonais ont ainsi l'occasion d'enrichir leur vision du monde en échangeant avec les participants étrangers.

De ce fait, le KCCP s'impose comme le rouage essentiel d'une coopération au développement efficace, en plus de promouvoir une bonne compréhension du

Japon auprès de participants qui forgeront l'avenir des pays en développement. Il contribue également à l'internationalisation des communautés régionales japonaises. Tels sont les grands principes du KCCP.

La croissance remarquable de nombreux pays en développement leur a permis de devenir des partenaires importants de la JICA qui continuera de perfectionner et d'enrichir le programme de co-création des connaissances autour du concept de « co-création », stimulant l'émergence de nouvelles valeurs à travers un apprentissage interactif entre les pays participants et le Japon.

JICA-Net

Vers une coopération internationale qui transcende le temps et l'espace

JICA-Net est un dispositif de coopération technique à distance mis au point par la JICA.   travers ce dispositif, la JICA utilise un système de vid conf rence, des matériaux pédagogiques multimédias et d'autres contenus numériques pour assurer une coopération technique basée sur un apprentissage à distance.

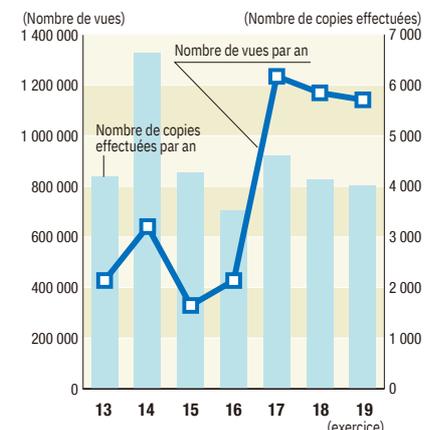
En 2019, la JICA a connecté son système de vid conf rence à 78 stations dans 61 pays et produit 292 vidéos pédagogiques,  ouvrant ainsi à la consolidation des fondations de cette modalité de la coopération technique à distance. Les vidéos abordent différents aspects de l'expérience japonaise en matière de développement. En voici deux exemples (avec l'année de production indiquée entre parenthèses) :

- Message sur la reconstruction d'Hiroshima : Rôles et actions du gouvernement local dans la reconstruction (2019)

- Promotion du carnet de santé maternelle et infantile dans le monde : Processus d'introduction et de diffusion dans les pays en développement (2018)

Un grand nombre de ces matériaux pédagogiques multimédias sont disponibles via la bibliothèque JICA-Net, qui archive en outre les contenus des sessions de formation et séminaires passés. Le nombre total de visites de la bibliothèque JICA-Net, accessible par internet, est resté élevé depuis la nette augmentation de l'exercice 2017. La bibliothèque JICA-Net est utilisée à de nombreuses occasions telles que des conférences internationales et des recherches dans des institutions universitaires. Ces matériaux pédagogiques sont disponibles en anglais et/ou en japonais. En regardant les vidéos JICA-Net, vous comprendrez pourquoi ce qui est considéré comme « normal » au Japon est acclamé par de nombreux pays en développement.

 volution du nombre de visites de la bibliothèque JICA-Net (exercices 2013-2019)



Pour plus d'informations sur la coopération technique à distance et JICA-Net, voir le site internet de la JICA (en anglais) https://www.jica.go.jp/english/our_work/types_of_assistance/tech/projects/distance.html

Coopération pour le financement et les investissements

La coopération pour le financement et les investissements est une composante de l'APD sous forme de prêts concessionnels ou d'apports de fonds relativement importants octroyés aux pays en développement, afin de soutenir leurs efforts de croissance et leurs initiatives de développement.

Prêts d'APD

Soutenir et stimuler l'appropriation des pays en développement

L'appropriation des pays en développement est essentielle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté de ces pays. Étant assortis d'un remboursement, les prêts d'APD favorisent une utilisation efficiente des fonds empruntés et une supervision adaptée des projets qu'ils financent, facilitant ainsi l'appropriation des pays en développement. Les prêts d'APD exercent par ailleurs une pression budgétaire relativement faible pour l'État japonais et constituent par conséquent un instrument pérenne de l'APD.

Cycle du projet

Les projets de prêts d'APD se déroulent selon un cycle structuré en six étapes fondamentales, décrites dans le schéma ci-dessus. Les différentes étapes étant étroitement liées entre elles, les enseignements tirés de l'évaluation ex post, qui forme la dernière étape du cycle, sont réinjectés dans la préparation de nouveaux projets.

Types de prêts d'APD

1. Prêts pour les projets

(1) Prêts-projets

Les prêts-projets sont une composante importante des prêts d'APD qui financent des projets de routes, de centrales électriques, d'installations d'irrigation, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et autres. Les prêts sont utilisés pour la fourniture d'installations, d'équipements et de services, et pour effectuer des travaux, notamment de génie civil.

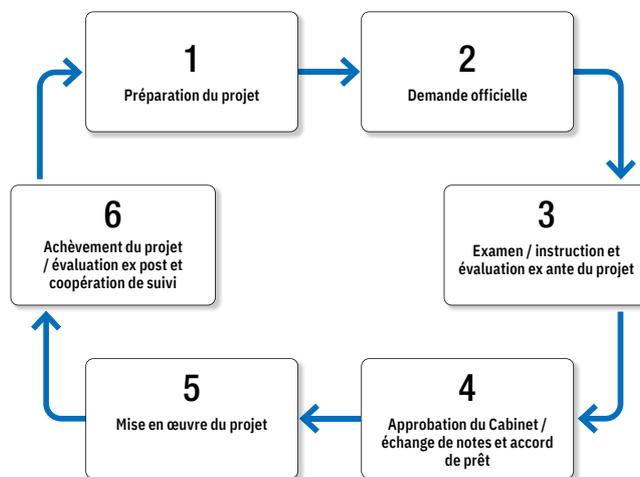
(2) Prêts pour les services d'ingénierie (SI)

Ces prêts financent les services d'ingénierie (SI) nécessaires aux stades de l'étude et de la planification des projets, en particulier pour les projets à grande échelle et les projets qui comportent de nombreuses incertitudes. Ces services comprennent la collecte de données approfondies sur les sites de projets, la conception détaillée et la préparation des documents d'appel d'offres. Comme pour le prêt-projet, la nécessité et la pertinence globales du projet doivent être confirmées par une étude de faisabilité ou d'autres procédures appropriées.

(3) Prêts aux intermédiaires financiers

Ces prêts sont mis en œuvre par l'intermédiaire des institutions financières du pays bénéficiaire en s'appuyant sur le système financier du pays concerné. Ils financent la promotion des petites

Cycle du projet



et moyennes entreprises, de l'agriculture et d'autres industries spécifiées, ainsi que la construction d'installations destinées à améliorer le niveau de vie des personnes à faible revenu. Ces prêts sont dits « en deux temps », car les fonds transitent par au moins deux institutions financières avant de parvenir aux bénéficiaires finaux. Ce type de prêt permet d'accorder des fonds à un grand nombre de bénéficiaires finaux.

(4) Prêts sectoriels

Les prêts sectoriels financent le matériel, l'équipement, les services, et le travail des consultants nécessaires à la mise en œuvre de plans de développement dans un secteur spécifique comprenant de multiples sous-projets. Ils permettent le déroulement sans heurts de petits sous-projets dispersés dans le pays emprunteur.

2. Prêts-programmes

Les prêts-programmes soutiennent la mise en œuvre des stratégies nationales et de réduction de la pauvreté des pays en développement déterminés à améliorer leurs politiques et à réformer leurs systèmes. Depuis quelques années, le prêt-programme le plus usuel consiste en un transfert financier vers le budget national du pays emprunteur, subordonné à l'atteinte d'objectifs stratégiques par le gouvernement bénéficiaire. Le processus de confirmation des résultats implique des consultations sur les futurs éléments de réforme afin d'aider les pays en développement à mener des réformes politiques et institutionnelles à long terme.

Financement des investissements du secteur privé

Soutien aux projets de développement du secteur privé dans les pays en développement

Ces dernières années, l'importance du secteur privé dans le développement économique et social des pays en développement



Kénya : Rendu du plus long pont à haubans d'Afrique dans le port de Mombasa, porte d'entrée de l'Afrique de l'Est. Sa construction est prévue grâce à des technologies et des prêts d'APD du Japon, lesquels ont déjà soutenu l'amélioration des routes secondaires. Le pont devrait faciliter les opérations de transport et de logistique à Mombasa et soutenir ainsi le développement de l'économie régionale.

n'a cessé de croître. Avec les autres organisations internationales et les donateurs européens et américains, la JICA renforce considérablement son aide au secteur privé. Le financement des investissements du secteur privé (PSIF pour Private-Sector Investment Finance) vise à stimuler l'activité économique et à améliorer le niveau de vie des populations des pays en développement par des investissements en capital et des prêts pour des projets entrepris par le secteur privé dans les pays en développement [→ voir page 50].

Étendue de l'aide

Le PSIF est réservé à des projets hautement efficaces en matière de développement dans l'un des trois domaines suivants : (1) les infrastructures et l'accélération de la croissance ; (2) les objectifs de développement durable (ODD) et la réduction de la pauvreté ; et (3) les mesures de lutte contre le changement climatique.

Structure organisationnelle de l'évaluation et du contrôle des risques

Le PSIF s'appuie sur une structure organisationnelle adaptée pour l'évaluation et le contrôle des risques. Parallèlement aux vérifications et contrôles mutuels entre les départements concernés, la JICA assure la gestion de portefeuille pour l'ensemble du programme par le biais d'un compte indépendant*, et elle renforce sa capacité à mettre en œuvre des projets, et à évaluer et gérer les risques [→ voir page 82].

* Au 31 mars 2020 (fin de l'exercice 2019), sur le compte indépendant de financement des investissements du secteur privé (PSIF), les prêts atteignent 30 745 millions JPY, les actions des sociétés liées 46 732 millions JPY et les titres de placement 3 875 millions JPY. À la même date, les revenus ordinaires s'élèvent à 19 345 millions JPY (dont 15 852 millions JPY de dividendes sur les placements) et le revenu net est de 12 657 millions JPY pour l'exercice 2019. Le compte indépendant a reçu des actifs suite aux opérations du PSIF le 1^{er} octobre 2008, lorsque la JICA a adopté sa structure actuelle.

Les recettes ordinaires sont divisées en dividendes sur les placements, en intérêts sur les prêts et autres revenus liés au PSIF. Les dépenses ordinaires sont constituées des intérêts sur les emprunts, des provisions pour les pertes liées aux prêts, des dépenses d'externalisation et d'autres dépenses liées au PSIF. Les recettes et dépenses qui ne sont pas directement liées au PSIF (dépenses d'amortissement, dépenses immobilières, dépenses liées au personnel, etc.) n'apparaissent pas sur le compte indépendant.

Une aide au secteur privé associant financement et expertise

Vers un développement industriel durable

La JICA aide les pays en développement à répondre de différentes manières aux défis rencontrés par leurs secteurs privés en mobilisant l'ensemble des ressources technologiques, professionnelles et financières dont elle dispose.

Prenons l'exemple du Ghana. Bien que l'exportation de fèves de cacao apporte une source précieuse de devises étrangères au pays, l'industrie cacaoyère est affectée par plusieurs problèmes : le secteur a une faible productivité et continue d'avoir recours au travail des enfants. En février 2020, la JICA a signé un accord sur le projet d'amélioration de la chaîne de valeur du cacao afin de soutenir la productivité de l'industrie dans le cadre de son programme de financement des investissements du secteur privé. À travers ce projet, la JICA a commencé à déployer une aide pour replanter des cacaoyers et moderniser les installations logistiques. Dans le même esprit, la JICA a créé en janvier 2020 une Plateforme pour un cacao durable dans les pays en développement, un espace où de nombreux acteurs, notamment des entreprises et des ONG japonaises, travaillent ensemble à la résolution de divers problèmes liés au secteur du cacao, en particulier le travail des enfants. L'objectif est de créer un secteur du cacao qui soit durable sur le plan social, économique et environnemental.

Un autre exemple nous est donné par la participation de la JICA au « Défi 2X : du financement pour les femmes¹ » du G7, lancé par des institutions de financement du développement, ainsi que par son adhésion aux Principes opérationnels pour la gestion des impacts (Operating Principles for Impact Management)², introduits par la Société financière internationale (IFI). À travers son aide au secteur privé, la JICA s'engage ainsi à contribuer aux objectifs de développement durable (ODD) en coopération avec divers acteurs.



Ghana : Des responsables du Ghana Cocoa Board, contrôlé par l'État, et le représentant résident du bureau de la JICA au Ghana, à l'occasion de la cérémonie de lancement de la Plateforme pour un cacao durable dans les pays en développement

1. Initiative du G7 visant à augmenter les investissements dans des projets contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation économique des femmes.

2. Ensemble de normes cherchant à conjuguer un impact social ou environnemental positif mesurable à un retour sur investissement pour les entreprises et organisations. S'ils sont appliqués largement, ces principes devraient encourager l'investissement d'impact. En août 2019, la JICA est devenue le premier signataire japonais de ces principes.

Dons

Bâtir l'avenir des pays en développement sur des fondations solides

Un don est une aide financière octroyée à un pays en développement pour soutenir des travaux de construction ou des services tels que la fourniture d'équipements et de matériel nécessaires au développement socioéconomique. Sans obligation de remboursement, il cible essentiellement les pays à faible revenu.

L'aide est affectée principalement à la construction des infrastructures de base contribuant au développement socioéconomique, telles que les hôpitaux, les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau, les systèmes d'irrigation, les routes, les ponts, les ports et la production énergétique. L'aide a également été étendue à la consolidation de la paix, l'amélioration de l'environnement des affaires, la prévention des catastrophes et la reconstruction, aux mesures de lutte contre le changement climatique, et au développement des ressources humaines qui joueront un rôle important dans l'élaboration des politiques de leur pays.

Si nécessaire, des conseils techniques pour l'exploitation et la maintenance sont également fournis, afin que les installations et autres systèmes financés par les dons soient durablement gérés.

Cycle du projet

Les projets de dons se déroulent selon un cycle structuré en six étapes fondamentales, décrites dans le schéma ci-dessus. Les différentes étapes étant étroitement liées entre elles, les enseignements tirés de l'évaluation ex post, qui forme la dernière étape du cycle, sont réinjectés dans la préparation de nouveaux projets.

1 Préparation du projet

La JICA détermine la pertinence du projet par le biais d'enquêtes préparatoires et d'autres études, et élabore les grandes lignes du projet en collaboration avec le gouvernement du pays partenaire.

2 Demande officielle

Le gouvernement japonais reçoit une demande officielle de projet présentée par le gouvernement du pays partenaire.

3 Examen / instruction et évaluation ex ante

La JICA examine le contenu du projet et procède à son instruction puis à une évaluation ex ante.

4 Approbation du Cabinet / échange de notes et accord de don

Le Cabinet approuve le financement du projet de don par le gouvernement japonais en s'appuyant sur les résultats de l'évaluation de la JICA. Ensuite, le gouvernement du pays partenaire signe l'échange de notes avec le gouvernement japonais et l'accord de don avec la JICA.

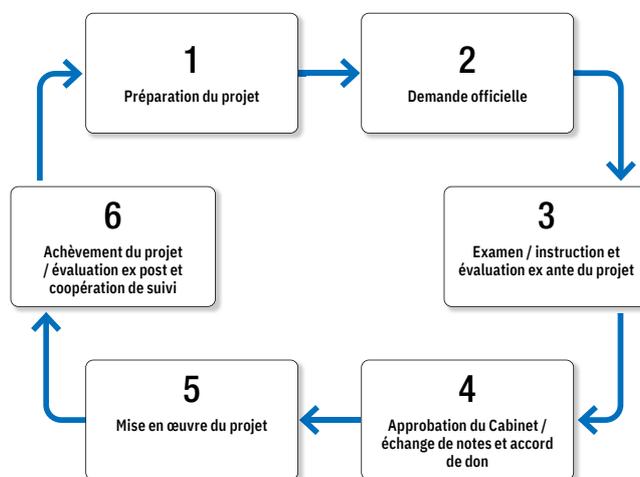
5 Mise en œuvre du projet

Le gouvernement du pays partenaire met en œuvre le projet tandis que la JICA suit l'avancement du projet et conseille les parties prenantes afin d'assurer une mise en œuvre fluide et efficace tout en veillant à l'appropriation du projet par le pays partenaire.

6 Achèvement du projet / évaluation ex post et coopération de suivi

À l'achèvement du projet, la JICA conduit une évaluation ex post et, si nécessaire, elle assure une coopération de suivi du projet pour

Project Cycle



optimiser la performance des équipements et installations et pour soutenir les activités de diffusion des résultats du projet. Le résultat de l'évaluation est intégré dans la préparation de nouveaux projets.

Types de dons mis en œuvre par la JICA

1. Dons-projets

Grâce à ces dons, les gouvernements des pays partenaires concluent des contrats avec des consultants ou des entrepreneurs pour la construction d'installations ou la fourniture d'équipements et de matériel. Les dons-projets sont majoritairement utilisés pour créer les conditions nécessaires à la satisfaction des besoins humains fondamentaux ou pour construire des infrastructures socioéconomiques.

2. Dons-programmes

Ce type d'aide permet la mise en œuvre de manière flexible de plusieurs sous-projets dans le cadre d'un seul programme de dons. La restauration ou la reconstruction après un conflit ou une catastrophe nécessite une réponse rapide et adaptée à un ensemble de besoins divers et en constante évolution. Les dons-programmes sont notamment destinés à soutenir les efforts de restauration et de reconstruction après des catastrophes telles que le typhon Haiyan aux Philippines.

3. Dons associant une organisation internationale

Avec cette modalité d'aide, un échange de notes et un accord de don sont signés avec une organisation internationale afin de mettre en œuvre un projet en tirant parti de l'expertise de l'organisation internationale.

4. Dons sous forme d'appui budgétaire

Ce type de dons apporte un soutien budgétaire aux pays en développement afin de contribuer à atteindre des objectifs inscrits dans le plan de développement socioéconomique global des gouvernements partenaires, tels que la stratégie de réduction de



Timor-Est : Dans le port de Dili, seul port international du pays, le terminal de ferry a été déplacé et agrandi pour séparer les sections dédiées aux passagers et au fret dans le cadre d'un projet de don. Achievé en octobre 2019, le terminal rénové contribue désormais au développement d'un transport maritime sûr et efficace au Timor-Est.

la pauvreté. Cette modalité d'aide comprend deux composantes, à savoir l'appui budgétaire général (ABG) sans spécification d'objectifs ou de dépenses, et l'appui budgétaire sectoriel (ABS) ciblant des objectifs et des dépenses dans un secteur spécifique.

5. Dons pour le développement des ressources humaines

Cette catégorie d'aide finance les bourses d'études supérieures au Japon allouées à des responsables gouvernementaux talentueux et d'autres leaders potentiels des pays partenaires. De retour chez eux, leur expertise devrait leur permettre de jouer un rôle actif dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de développement socioéconomique. Par ailleurs, grâce à leur connaissance approfondie du Japon, ils devraient devenir les promoteurs d'un renforcement des relations d'amitié entre le Japon et les pays partenaires.

Initiatives pour promouvoir l'exportation d'infrastructures de qualité

1. Dons intégrant l'exploitation et la gestion

Ce type de dons est réservé aux projets de partenariats public-privé (PPP) économiquement bénéfiques quoique non viables financièrement, mais qui sont réalisables si le gouvernement du pays en développement assume une partie des dépenses du projet. Ce don cible des projets de travaux publics assurant une mise en œuvre continue de l'ensemble des activités allant de la construction des installations jusqu'à l'exploitation, la maintenance et la gestion [→ voir la colonne à droite].

2. Dons en coopération avec des gouvernements locaux

Ce don soutient la mise en œuvre de projets de qualité en tirant parti des expériences et du savoir-faire acquis par les gouvernements locaux japonais. Les projets financés par ces dons sont élaborés sur la base de propositions de gouvernements locaux disposant d'expérience en matière de coopération technique ou d'envoi d'experts dans les pays en développement.

3. Dons pour la diffusion mondiale des technologies et services médicaux

Ce type de dons finance la fourniture d'équipements et de services

Dons intégrant l'exploitation et la gestion

Un nouveau type de dons pour aider les entreprises japonaises à développer leurs activités à l'étranger

Depuis l'exercice 2019, la JICA propose des dons intégrant l'exploitation et la gestion. Grâce à ce dispositif, la JICA mobilise tout l'éventail des technologies appliquées par les entreprises privées japonaises – de la construction des installations à l'exploitation et la maintenance – afin d'aider les pays en développement à résoudre les problèmes de développement auxquels ils font face.

Le projet d'extension du système d'approvisionnement en eau à Ta Khmau, au Cambodge, est le premier projet de ce type. Une étude préparatoire a récemment été menée pour ce projet, et le Cabinet a approuvé le don en février 2020. Dans le district de Ta Khmau, banlieue de la capitale, Phnom Penh, les capacités des stations de traitement de l'eau atteignent leur limite en raison de l'augmentation de la demande des particuliers et des entreprises, tandis que la qualité de l'eau se dégrade. Le projet prévoit la construction d'une station de traitement de l'eau dans le district de Ta Khmau pour améliorer les services d'approvisionnement en eau et contribuer ainsi à un meilleur cadre de vie.

À travers ce projet, une entreprise japonaise privée va acquérir la concession de la station de traitement de l'eau qui sera construite et assurera l'exploitation de l'installation sur une période de moyen à long terme. L'utilisation de l'expertise japonaise en matière d'exploitation et de gestion efficaces d'installations permettra la fourniture de services d'eau de qualité tout en maintenant des tarifs raisonnables.

Grâce à l'octroi de ce nouveau type de dons, la JICA soutiendra l'application de technologies japonaises à l'étranger pour l'exploitation et la gestion des infrastructures publiques, entre autres installations, contribuant ainsi à la fourniture de services publics de qualité dans les pays en développement.



Eau non traitée (à gauche) et eau traitée (à droite)
La JICA soutient depuis longtemps la fourniture d'une eau salubre au Cambodge, l'exemple le plus notable étant le développement de la station de traitement de l'eau de Phum Prek, à Phnom Penh. L'eau courante distribuée dans la capitale répond désormais aux normes de qualité pour l'eau potable définies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

médicaux de haute qualité – notamment pour la maintenance et autres services après-vente – aux pays partenaires. Il contribue à l'établissement de relations durables entre les fabricants japonais d'équipements médicaux et les institutions médicales des pays partenaires.

Considérations environnementales et sociales

Lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales

Un projet visant le développement social et économique peut comporter un risque d'impact négatif sur l'environnement, notamment sur l'air, l'eau, le sol et/ou l'écosystème, ainsi que sur la société, tel que la réinstallation involontaire ou le non-respect des droits des populations autochtones. Afin de parvenir à un développement durable, l'impact du projet sur l'environnement et la société doit être évalué, et les coûts pour éviter ou minimiser ces effets doivent être intégrés au projet.

Cette internalisation des coûts de réduction de l'impact environnemental et social dans les coûts du développement est un élément central des considérations environnementales et sociales (CES). Les lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales (lignes directrices CES) définissent les responsabilités de la JICA et les procédures requises, ainsi que les obligations du pays partenaire et des acteurs du projet, pour assurer la prise en compte des CES. La JICA gère les projets en appliquant les CES appropriées, conformément aux lignes directrices CES.

Les lignes directrices CES en anglais, chinois, espagnol et français ainsi que les documents liés tels que les questions fréquemment posées sont disponibles sur le site de la JICA* :

[→ https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/guideline/index.html]

Application des lignes directrices CES

Les partenaires de la JICA, notamment le pays hôte, les emprunteurs et les acteurs du projet (ci-après « acteurs du projet ») sont les premiers responsables de la prise en compte des CES. Le rôle de la JICA est d'examiner les CES appliquées par les acteurs du projet et de fournir l'aide nécessaire pour garantir que les CES appropriées sont mises en pratique et que les impacts négatifs sont évités ou minimisés à un niveau acceptable. Les procédures prévues par la JICA sont les suivantes :

1. Renforcement des CES

La JICA apporte une aide variée aux acteurs du projet pour assurer la prise en compte des CES appropriées. Par exemple, au stade de la planification du projet, la JICA peut contribuer à l'examen et à d'autres procédures liées aux CES lors de l'étude préparatoire ou de la conception détaillée. La JICA renforce également la capacité des acteurs du projet à prendre en compte les CES à travers des programmes de co-création des connaissances et des projets de coopération technique.

Pour renforcer le système d'aide du Japon, la JICA organise des programmes de renforcement des capacités pour les consultants, collecte des informations sur les CES dans les pays en développement et partage ces informations avec d'autres partenaires de développement.

2. Confirmation des CES

La JICA examine et confirme l'application des CES par les acteurs

du projet aux différents stades du projet, de la formulation, l'examen, la mise en œuvre à l'évaluation de fin de projet. Cette procédure comprend trois étapes : la présélection permet de classer les projets en quatre catégories selon l'ampleur de leur impact potentiel ; l'étude environnementale permet d'examiner et d'évaluer les CES lors de l'examen de la proposition de projet ; et le suivi permet de contrôler les activités CES sur une certaine période, y compris après la fin du projet.

Durant l'étape de la présélection, la JICA classe le projet dans l'une des quatre catégories environnementales, selon le degré d'impact sur l'environnement, en se basant sur les informations fournies notamment par les acteurs. Ces catégories se répartissent comme suit : A (risque d'impact négatif important), B (impact potentiel moins négatif que pour A), C (impact négatif minimal ou faible), et FI (la JICA verse les fonds à un intermédiaire financier lorsque l'identification des sous-projets n'a pu être réalisée avant l'approbation de la JICA). Puis la JICA suit les procédures fixées par les lignes directrices CES en fonction de la catégorie du projet.

À l'étape de l'étude environnementale, la JICA confirme les impacts environnementaux et sociaux possibles ainsi que les mesures prises par les acteurs du projet, en se basant sur les documents fournis par ces derniers, notamment le rapport d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) et la liste de vérification environnementale. Pour les projets de catégorie A, la JICA mène une discussion avec les acteurs du projet pour confirmer les impacts positifs et négatifs du projet en se basant sur l'EIE et d'autres documents liés aux CES. Puis la JICA évalue les mesures proposées pour éviter, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs, ainsi que les mesures visant à renforcer les impacts positifs sur l'environnement et la société.

La JICA assure la transparence de l'étude environnementale en diffusant les documents liés aux considérations environnementales et sociales avant la procédure.

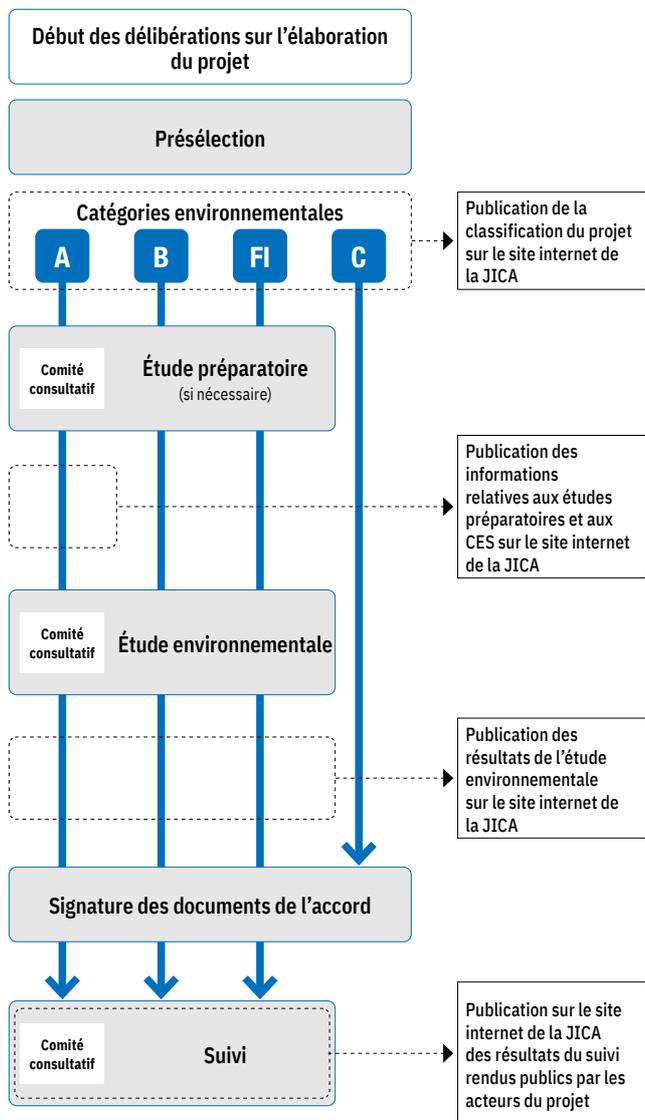
Dernière étape de la procédure, le suivi des mesures CES est réalisé par les acteurs du projet. Pour les projets de catégorie A, B et FI, la JICA confirme le résultat du suivi sur une certaine période pour les éléments ayant un impact environnemental important. Si une amélioration nécessaire est identifiée durant le suivi, la JICA engage les acteurs du projet à prendre les mesures appropriées et elle fournit l'aide nécessaire.

3. Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales

Le Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales a été créé par la JICA en tant qu'organe indépendant de conseil sur l'examen et le soutien des CES par la JICA. Ce comité est constitué d'experts externes dans le domaine concerné, sélectionnés de manière impartiale suite à une annonce publique. Au cours de l'exercice 2019, 11 réunions plénières et 23 réunions du groupe

* Les lignes directrices CES actuelles s'appliquent aux demandes de projets effectuées à compter de juillet 2010. Pour les demandes antérieures à cette date, les anciennes lignes directrices CES de la JICA (avril 2004) ou les lignes directrices pour la confirmation des considérations environnementales et sociales de la JBIC (avril 2002) s'appliquent en fonction du type d'aide.

Déroulement de la procédure de prise en compte des CES



de travail ont été organisées. Les groupes de travail – constitués de membres du comité désignés en plénière et chargés d'enquêter sur des projets spécifiques soumis au comité consultatif – ont fourni des conseils pour 17 projets durant l'année. Des réunions du groupe de travail pour la révision complète des lignes directrices ont eu lieu à six reprises. La liste des membres du comité et les minutes des sessions plénières (en japonais) sont disponibles sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA.

4. Procédure d'opposition

En plus des mesures mentionnées ci-dessus, la JICA a établi une procédure d'opposition pour garantir le respect des lignes directrices CES. En suivant cette procédure, les résidents d'un pays partenaire, ou leur représentant, qui sont affectés ou susceptibles d'être affectés par un projet en raison de sa non-conformité aux

lignes directrices CES de la JICA peuvent soumettre une objection auprès de la JICA.

Le contenu de la plainte est étudié par des examinateurs indépendants des départements opérationnels de la JICA. Ces examinateurs étudient les faits liés à la conformité ou à la non-conformité aux lignes directrices CES et font part de leurs conclusions au président de la JICA. En cas de problème ou de conflit résultant du non-respect des lignes directrices CES de la JICA, l'examineur encourage le dialogue entre le demandeur (le plaignant) et les acteurs du projet.

Des documents présentant les grandes lignes des procédures d'opposition et les rapports annuels des examinateurs sont disponibles (en anglais) sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA. Au cours de l'exercice 2019, aucune objection n'a été reçue.

5. Diffusion de l'information

Afin de garantir les principes de responsabilité et de transparence, la JICA diffuse activement les informations sur les CES. Les acteurs du projet sont les premiers responsables de la diffusion de l'information sur les CES, mais la JICA soutient également cette procédure en diffusant des informations clés conformément aux lignes directrices CES. Plus de détails et d'informations sont disponibles (en anglais) sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA.

6. Harmonisation avec les autres partenaires de développement

Les lignes directrices CES stipulent que les projets de la JICA ne doivent pas dévier significativement des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, et que la JICA doit se référer aux normes et aux bonnes pratiques reconnues au niveau international, notamment celles des organisations financières internationales, le cas échéant.

À cette fin, la JICA travaille en étroite collaboration avec ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, afin d'être en phase avec les tendances mondiales dans ce domaine et de partager ses expériences. Parallèlement, la JICA veille à harmoniser ses procédures CES avec celles de ses partenaires de développement en participant à des missions conjointes sur les CES pour les projets qu'elle cofinance avec ces derniers.

7. Examen des lignes directrices CES en vue d'éventuelles révisions

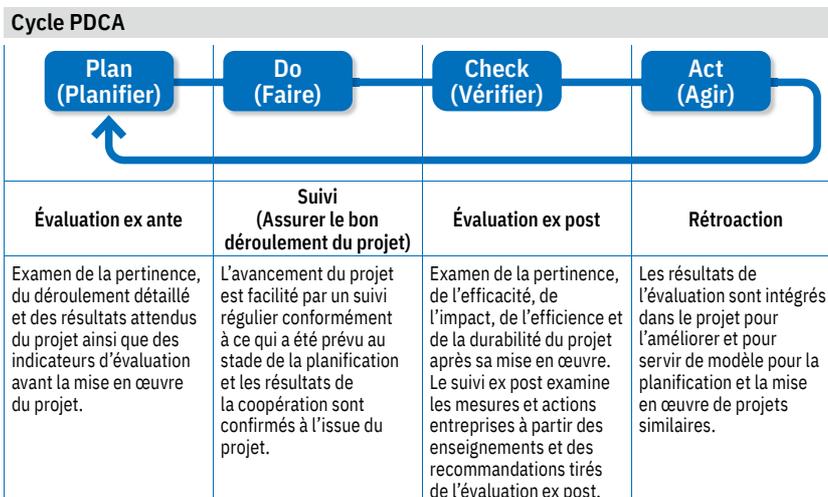
Les lignes directrices CES stipulent que : « Sur la base de ses conclusions, la JICA procèdera à un examen complet des lignes directrices dans les dix ans suivant leur application. Les révisions sont effectuées en fonction des besoins, à partir des résultats mentionnés ci-dessus. » De ce fait, la JICA s'est attelée à la mise à jour des lignes directrices en vigueur. Elle procède actuellement à une relecture approfondie des lignes directrices en passant en revue les projets concernés.

Évaluation des projets

Objectifs et politique de l'évaluation des projets

Pour améliorer encore ses projets et garantir sa responsabilité vis-à-vis des parties prenantes tout en poursuivant l'objectif d'accroître les résultats de l'aide en matière de développement, la JICA se sert d'un cadre commun d'évaluation et de suivi qui couvre l'élaboration du projet, la mise en œuvre, le suivi et la rétroaction.

De plus, la JICA procède à l'évaluation systématique de ses projets de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements, et de dons avec le cycle PDCA (plan-do-check-act, en français « planifier, faire, vérifier, agir »), conformément aux critères d'évaluation de l'aide au développement* définis par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en tant que critères internationaux d'évaluation de l'APD [→ voir le tableau ci-dessous], tout en utilisant son propre système de notation.



Au cours de l'exercice 2019, la JICA a mené un large éventail d'activités d'évaluation. Par exemple, à l'occasion du 40^e anniversaire de l'APD du Japon en Chine, la JICA a procédé à un examen approfondi de sa coopération dans deux domaines – la protection de l'environnement et la lutte contre les maladies infectieuses – pour en analyser les contributions. Les résultats de cet examen ont été partagés avec la Chine. Par ailleurs, afin de tirer les enseignements de son aide aux pays affectés par un conflit et d'adopter de nouvelles perspectives, la JICA a procédé à une analyse critique des évaluations ex post de ses projets d'aide aux déplacés internes en Ouganda.

Évaluation et analyse globales et intersectorielles

Parallèlement à l'évaluation de projets individuels, la JICA conduit des évaluations thématiques à travers lesquelles plusieurs projets sont sélectionnés en vue d'une évaluation et d'une analyse globales et intersectorielles ; les questions de développement et les méthodes spécifiques d'aide sont également soumises à une évaluation. Les évaluations et analyses menées selon une perspective différente des évaluations de projets fournissent des recommandations et des enseignements communs au secteur sélectionné.

Principes pour l'évaluation selon les critères du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement

Pertinence	Degré d'adéquation d'une activité d'aide avec les besoins du groupe cible et les priorités et politiques du bénéficiaire et du donneur. Les activités et les produits du programme sont-ils conformes à sa finalité générale et aux objectifs qui lui ont été assignés ? Les activités et les produits du programme sont-ils bien adaptés à l'impact et aux effets recherchés ?
Efficacité	Degré de réalisation des objectifs d'une activité d'aide.
Impact	Changements positifs et négatifs qu'une activité de développement a suscités, directement ou indirectement, volontairement ou involontairement.
Efficience	Mesure du rapport entre les produits – qualitatifs et quantitatifs – et les ressources mises en œuvre pour les obtenir. Notion économique, l'efficience signifie que l'aide fait appel à des ressources aussi peu coûteuses que possible pour assurer l'obtention des résultats souhaités.
Viabilité	Probabilité que les résultats positifs d'une activité perdureront après que le financement assuré par les donateurs aura cessé.

*En décembre 2019, le critère de « cohérence » a été ajouté dans les critères d'évaluation du CAD, ce qui porte le nombre total de critères à six. À la lumière de ce changement, la JICA travaille actuellement sur d'éventuelles révisions de sa méthode d'évaluation.

Garantir l'objectivité et la transparence

La JICA procède à des évaluations externes dans le cadre des évaluations ex post pour avoir une vision objective des résultats de l'exécution des projets. Une tierce partie évalue de manière impartiale les projets d'une certaine envergure, et les résultats sont publiés sur le site internet de la JICA afin de garantir la transparence de ces évaluations. De plus, afin d'améliorer la qualité des évaluations, des conseils sur la méthode, la structure et l'ensemble du système d'évaluation sont fournis périodiquement par le Comité consultatif sur les évaluations, constitué d'experts extérieurs à la JICA.

Renforcement de l'utilisation des résultats de l'évaluation

L'évaluation de projets de la JICA est également conçue pour intégrer les résultats ainsi obtenus dans le processus de planification et de mise en œuvre de projets similaires afin d'en améliorer la qualité. Cette rétroaction permet aussi de renforcer les stratégies de coopération de la JICA. Simultanément, la JICA redouble d'efforts pour refléter les résultats de l'évaluation dans ses politiques de développement et dans les projets respectifs des pays partenaires en rendant compte des résultats de l'évaluation.

Voir le rapport annuel d'évaluation pour les détails des évaluations des projets (en anglais) [→ Site internet de la JICA : https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/reports/2019/index.html]
Utiliser la fonction de recherche pour voir les évaluations de projets individuels [→ Site internet de la JICA : <https://www2.jica.go.jp/en/evaluation/index.php>]



Gestion organisationnelle

Cette partie présente la gouvernance d'entreprise et les activités de relations publiques de la JICA, ainsi que le développement des ressources humaines et la réforme des modes de travail menés par l'organisation.

Gouvernance d'entreprise

Contrôle interne

Afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ses opérations, de se conformer aux lois et autres règlements, et d'atteindre les objectifs énoncés dans la loi sur les institutions administratives indépendantes et l'Agence japonaise de coopération internationale, la JICA a mis en place une structure de gouvernance d'entreprise.

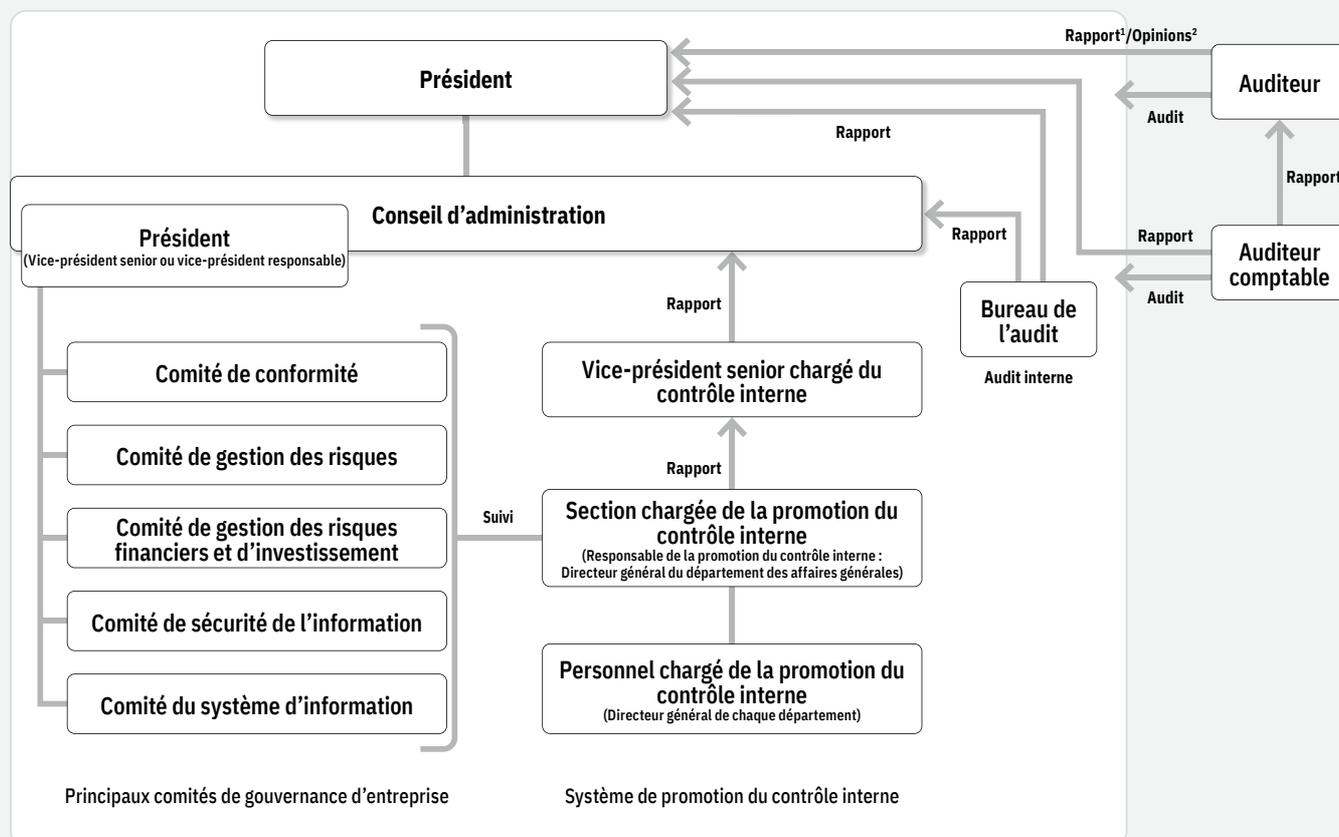
Concrètement, afin de promouvoir le contrôle interne tel que défini par la loi sur les règles générales des institutions administratives indépendantes, la JICA a établi un système de contrôle interne, dans lequel, sous l'autorité du président, qui représente la JICA et préside ses opérations, le vice-président senior chargé des affaires générales est responsable du contrôle interne avec le directeur général du département des affaires générales, qui est responsable de sa promotion au sein de l'organisation. Le processus de contrôle interne fait l'objet d'un suivi régulier, de rapports au conseil d'administration ainsi que de délibérations au sein de ce dernier.

La JICA a également créé le Bureau de l'audit en tant qu'entité indépendante qui effectue des audits internes pour assurer l'efficience et l'efficacité de ses opérations. Par ailleurs, la JICA reçoit des rapports d'auditeurs et d'auditeurs comptables, et maintient la qualité de sa gouvernance en améliorant ses opérations à partir des résultats de ces audits.

Dans le cadre de ses efforts de sensibilisation et de renforcement du contrôle interne, la JICA a élaboré des règles internes ainsi qu'une série de manuels pour établir des procédures opérationnelles normalisées. Elle a aussi compilé un document de référence : « Contrôle interne de la JICA », mis à la disposition du public.

Pour les domaines importants du contrôle interne, la JICA a créé des comités qui délibèrent sur les questions liées et prennent les précautions nécessaires. La JICA a également établi des mécanismes de réception de rapports en interne et en externe pour détecter rapidement et prévenir la non-conformité aux règlements.

Gouvernance d'entreprise



1. Le rapport d'audit est soumis au ministre compétent par l'intermédiaire du président.
2. Les opinions peuvent être soumises au ministre compétent.

Évaluation de la performance

Cadre de l'élaboration d'objectifs et de plans et d'évaluation de la performance

En vertu de l'article 21 de la loi sur les règles générales des institutions administratives indépendantes, la JICA élabore son plan quinquennal à moyen terme et son plan annuel et s'appuie sur ces plans afin d'atteindre les objectifs à moyen terme fixés par les ministres compétents (le ministre des Affaires étrangères et d'autres ministres). La JICA procède également à des auto-évaluations à la fin de chaque exercice et de chaque période définie par le plan quinquennal à moyen terme. Grâce à ces efforts, la JICA vise un fonctionnement plus efficace et efficient des projets dans le cadre du cycle PDCA (plan-do-check-act, en français « planifier, faire, vérifier, agir »).

Plus précisément, la JICA prépare des auto-évaluations sur sa performance opérationnelle annuelle, les compile dans un rapport de performance qui est soumis aux ministres compétents et publié. Les ministres évaluent le rapport et font part de leurs commentaires à la JICA avant de le publier. Ils peuvent demander à la JICA d'améliorer sa gestion opérationnelle sur la base des résultats de cette évaluation ministérielle. À la fin de chaque période à moyen terme, les ministres effectuent un examen global des activités et de l'organisation de la JICA, évaluent la nécessité de poursuivre chaque opération et de maintenir l'organisation, et prennent les mesures nécessaires pour intégrer ces décisions dans le prochain plan à moyen terme en fonction de ces résultats.

Simultanément, le Comité du système d'évaluation des institutions administratives indépendantes, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et des communications, donne son avis, le cas échéant, sur le contenu des objectifs à moyen terme, les évaluations à moyen terme réalisées par les ministres compétents, et sur les mesures à prendre à la fin d'une période à moyen terme, comme précisé dans le paragraphe précédent. Ce mécanisme garantit l'objectivité du système d'évaluation.

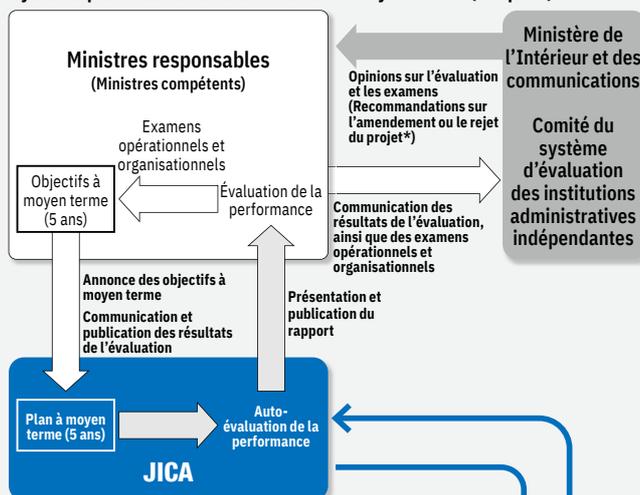
Résultats de l'évaluation de la performance pour l'exercice 2018

Dans le 4^e plan à moyen terme, la JICA a élaboré des plans basés sur la Charte de la coopération au développement et sur des cadres internationaux comme les objectifs de développement durable (ODD), portant sur des questions de développement telles que les infrastructures et la croissance économique, le développement centré sur l'être humain, les valeurs universelles et la consolidation de la paix, et les enjeux mondiaux, parallèlement aux questions prioritaires régionales, aux partenariats avec divers acteurs et aux contributions aux discussions internationales. La JICA établit également des mesures détaillées pour renforcer ses fondations organisationnelles et opérationnelles, la sécurité et les contrôles internes dans le cadre de ce plan.

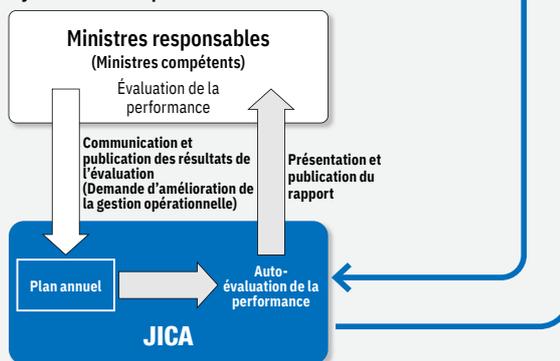
Les opérations de la JICA vers la réalisation du plan annuel de l'exercice 2018, deuxième année du 4^e plan à moyen terme, ont été considérées comme dépassant les objectifs définis par le plan

Cadre de l'évaluation de la performance et de l'examen de la gestion opérationnelle

Cycle de planification et d'évaluation à moyen terme (cinq ans)



Cycle annuel de planification et d'évaluation



* Basées sur les évaluations des ministres. Les ministres peuvent recommander l'amélioration ou l'arrêt des opérations, ou demander à la JICA d'améliorer sa gestion opérationnelle.

à moyen terme. Les items pour lesquels la JICA a dépassé les cibles initiales de l'exercice 2018 sont présentés dans un tableau page 82, avec les principaux résultats.

Les objectifs pour trois items liés à la gestion budgétaire pour lesquels l'évaluateur avait considéré qu'une amélioration était nécessaire durant l'exercice 2017 ont été atteints : l'item n° 9 (développement des fondements organisationnels de la gestion des opérations stratégiques), l'item n° 11 (amélioration financière) et l'item n° 16 (renforcement du contrôle interne). Les ministres compétents ont reconnu que la JICA avait procédé à des arrangements institutionnels – notamment via la création d'une nouvelle unité et l'amélioration de ses règlements – en réponse au rapport final du Comité consultatif sur le renforcement de la gestion de la dépense budgétaire. Les ministres compétents ont ensuite exprimé le souhait que la JICA, tout en s'assurant que ces arrangements ne deviennent pas des mesures vides, travaille à l'examen et à l'amélioration continus de ses opérations et favorise

la création de services de vérification des risques dans le but d'entretenir un système efficace de freins et de contrepoids au sein de son organisation. La JICA est résolue à prendre diverses

mesures pour renforcer sa gestion budgétaire et à veiller à ce que ces mesures soient mises en application.

Aperçu des résultats de l'évaluation de la performance pour l'exercice 2018 (Items notés S et A)¹

Item (n°)	Principaux résultats
Note S (Items ayant produit des résultats remarquables qui ont dépassé les objectifs initiaux)	
Construire une communauté internationale durable et résiliente en relevant les défis mondiaux (n° 4)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Développement des ressources humaines basé sur l'initiative de coopération de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe ■ Déploiement rapide des secours d'urgence et fourniture d'une coopération technique au lendemain du séisme et du tsunami de 2018 dans la province de Sulawesi central, en Indonésie ■ Doublement de la production rizicole via la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) ; formulation de stratégies nationales de développement de la riziculture dans 23 pays
Renforcer les liens entre les divers partenaires de développement et les régions en développement, et augmenter le nombre de partenaires de développement (n° 7)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Lancement complet du programme d'études du développement de la JICA (JICA-DSP) ■ Retour des bénéfices apportés par les expériences des gouvernements locaux via le programme de partenariat de la JICA auprès des communautés locales japonaises et promotion de la participation à la coopération au développement (Obihiro, Hokkaido ; Osaki, préfecture de Kagoshima) ■ Intégration de certains travaux récompensés par le concours de rédaction sur la coopération internationale pour les collégiens et les lycéens dans des contenus pédagogiques pour l'éducation morale et civique au collège

Note A

(Items ayant produit des résultats qui ont dépassé les objectifs initiaux)

Soutenir les fondements et les moteurs de la croissance économique dans les régions en développement (n° 1)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Aide à la réalisation d'une carte topographique numérique couvrant l'ensemble du Bangladesh, la première de ce type dans le pays ■ Participation d'entreprises japonaises à la gestion du terminal de l'aéroport international de Vientiane, au Laos ■ Promotion des activités commerciales des entreprises japonaises en Afrique en coopération avec de jeunes Africains ayant suivi une formation dans le cadre de l'initiative ABE (African Business Education for Youth) pour l'éducation commerciale des jeunes Africains
Promouvoir un développement centré sur l'être humain pour soutenir des conditions de vie fondamentales (n° 2)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réponse aux flambées épidémiques d'Ebola en République démocratique du Congo ■ Réduction significative de la mortalité infantile en Bolivie ■ Promotion de l'utilisation du carnet de santé maternelle et infantile (SMI) en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ■ Introduction et diffusion du modèle éducatif japonais en Égypte
Partager des valeurs universelles et réaliser une société pacifique et sûre (n° 3)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Promulgation d'un nouveau code civil par l'Assemblée nationale du Laos ■ Soutien au développement rapide des infrastructures dans la ville de Marawi, à Mindanao, aux Philippines
Questions prioritaires régionales (n° 5)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contribution à un « Indo-Pacifique libre et ouvert » ■ Soutien aux activités de recherche et de sauvetage pour les personnes coincées dans une grotte en Thaïlande ; remise d'un ordre national pour ce soutien ■ Réalisation des objectifs chiffrés de l'initiative ABE ; respect des engagements du gouvernement sur l'aide aux réfugiés syriens
Répondre aux problèmes de développement à travers des partenariats avec le secteur privé et d'autres partenaires (n° 6)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Attribution du grand prix du deuxième concours d'entrepreneuriat social des <i>Nikkei</i> pour l'évaluation de la faisabilité commerciale des services de télésanté au Bangladesh ■ Amélioration de la valeur ajoutée du poulpe <i>callistoctopus ornatus</i> à travers un soutien aux PME en Indonésie ; remise d'un ordre pour des travaux de mesure des fissures du pont Rama VIII en Thaïlande
Renforcer les bases de la mise en œuvre opérationnelle (n° 8)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Publication commerciale de travaux de recherche sur la sécurité humaine ■ Secours d'urgence après une éruption volcanique au Guatemala et un cyclone au Mozambique
Promouvoir une coopération au développement efficiente et efficace (n° 13)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Intensification des efforts de sensibilisation des entreprises aux ODD, etc. ; contribution à une meilleure compréhension des ODD dans les écoles ■ Attribution d'un ordre national au fondateur de l'association des anciens participants aux formations de la JICA en Turquie ; signature d'un protocole de coopération avec la Société de promotion des investissements privés à l'étranger (OPIC pour Overseas Private Investment Corporation)
Assurer l'adéquation de la coopération au développement (n° 15)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contribution à un meilleur environnement d'apprentissage pour les étudiantes conformément aux engagements pris par le Japon au sommet du G7 d'Ise-Shima ■ Augmentation de la part des projets d'intégration de la dimension de genre
Planification du personnel (n° 17)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Sélection de la JICA par le ministère de l'Intérieur et des communications comme l'un des 100 « Pionniers du télétravail » au Japon durant l'exercice 2018, en récompense des efforts accomplis par l'organisation dans ce domaine ■ Augmentation du nombre d'employés hommes ayant pris un congé parental et diminution du nombre d'heures supplémentaires effectuées dans le cadre du plan SMART JICA 2.0 de réforme des modes de travail

¹ Les détails des évaluations de la performance de la JICA par les ministres compétents, notamment celles de l'exercice 2018, sont disponibles (en japonais) sur le site internet du ministère des Affaires étrangères.

Conformité et gestion des risques

Politique de conformité de la JICA

- (1) La JICA doit améliorer la transparence et l'équité de ses opérations et activités financières afin de renforcer la confiance du public.
- (2) La JICA doit contribuer au développement viable de la communauté internationale grâce à l'aide au développement afin de renforcer la confiance de la communauté internationale.
- (3) La JICA doit répondre aux besoins des régions en développement et fournir des services de qualité de manière flexible et rapide.
- (4) La JICA doit prendre en compte l'environnement naturel et social lors de la conduite de ses opérations.
- (5) La JICA doit communiquer avec les différents niveaux de la société et entretenir une culture organisationnelle de la transparence.

Cadre de conformité et gestion des risques

En tant qu'institution administrative publique, la JICA est chargée d'une mission de service public et assume de lourdes responsabilités sociales. Pour assumer cette responsabilité sociale tout en répondant aux attentes du public japonais et de la communauté internationale, et en tenant compte des évolutions de l'environnement dans lequel s'inscrit le Japon, il est de plus en plus important d'assurer la transparence et l'équité de la gestion opérationnelle de la JICA conformément aux lois, règlements internes et normes sociales. Il est en outre essentiel de disposer d'un système de conformité pour assurer une gestion opérationnelle appropriée. Dans cette optique, la JICA a défini des lignes de conduite dans le cadre de ses politiques de conformité.

La conformité est l'un des objectifs du contrôle interne. Afin de faire respecter la conformité, un système de signalement des incidents et des systèmes de lanceurs d'alerte en interne et en externe ont été mis en place par la JICA pour prévenir les infractions aux lois et règlements internes, garantir une réponse rapide et appropriée aux infractions, et empêcher qu'elles ne se reproduisent. La JICA travaille également à la prévention de la fraude et de la corruption, notamment des pots-de-vin et autres pratiques frauduleuses identifiées dans les projets financés par la JICA, en s'appuyant sur le Bureau de consultation anticorruption et d'autres moyens. La JICA distribue en outre un manuel de conformité à tous ses dirigeants et employés. Le manuel explique clairement les enjeux liés à la conformité et sert de guide sur le comportement à observer par tous les dirigeants et employés.

Afin de délibérer sur les questions liées à la conformité, le Comité de conformité, présidé par le vice-président exécutif senior, se réunit régulièrement et examine toute infraction potentielle aux lois et règlements internes.

L'identification et l'évaluation des risques sont des éléments fondamentaux du contrôle interne. La JICA définit les risques comme des facteurs qui constitueront des obstacles à ses opérations. Pour réaliser les objectifs organisationnels et les plans, tels que les plans

à moyen terme, d'une manière efficace et efficiente, la JICA utilise des systèmes de gestion des risques et elle identifie et évalue les risques de manière à assurer le bon déroulement de ses projets.

Tous les départements de la JICA identifient chaque année les risques liés à leurs opérations. Ils évaluent comment ces risques affectent leurs opérations et examinent les mesures prises pour y faire face. Sur cette base, la JICA classe les risques majeurs potentiels pour l'ensemble de l'organisation. Parmi ces risques, les « risques matériels » sont identifiés par le conseil d'administration et le Comité de gestion des risques qui se réunit régulièrement sous la présidence du vice-président senior chargé du contrôle interne. Ces deux groupes discutent et examinent les mesures contre chaque risque afin de renforcer les réponses organisationnelles.

Activités de l'exercice 2019

La JICA a maintenu le Bureau de consultation anticorruption et les systèmes de lanceurs d'alerte en interne et en externe. L'Agence a également déployé des experts à l'étranger et invité du personnel de gouvernements partenaires au Japon pour suivre des formations sur la bonne gouvernance et la prévention de la corruption. Dans un effort de prévention de la corruption et du blanchiment d'argent à travers le financement des investissements du secteur privé, la JICA a procédé, à titre expérimental, à des vérifications d'antécédents lors de la fourniture de prêts ou de participations au capital d'une entreprise, et elle en a étudié les résultats afin de systématiser ces contrôles. En outre, la JICA a travaillé sur la prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels (HEAS), un enjeu central pour la communauté internationale qui déploie des efforts concertés pour intensifier ses actions. La JICA a largement diffusé sa politique HEAS et nommé un haut responsable pour clarifier les rôles et les responsabilités de chacun dans ce domaine au sein de l'organisation.

La JICA a également organisé des sessions de formation et des séminaires pour sensibiliser son personnel et le personnel sous contrat à la conformité et prévenir la récurrence des fraudes. Au niveau de ses départements, la JICA procède à une auto-évaluation pour identifier les risques.

Au cours de l'exercice 2019, les conclusions du processus d'auto-évaluation de chaque département ont été examinées par les départements les plus concernés par la gestion des risques (à savoir le département des affaires générales, le département du budget, des finances et de la comptabilité, le département du personnel et le département de la gestion de la sécurité), les six départements régionaux et le département de la stratégie intérieure et des partenariats. Ce nouveau dispositif a contribué à améliorer la perception et la gestion des risques au niveau des départements. Parmi eux, ceux qui jouent un rôle central dans la gestion des risques ont pris connaissance des tendances en adoptant une approche intersectorielle et partagé la perception des risques avec tous les départements. Cela a permis de renforcer le cadre de gestion des risques de l'ensemble de l'organisation.

Gestion des risques financiers de la coopération pour le financement et les investissements

Les opérations de la coopération pour le financement et les investissements comportent certains risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. La nature ainsi que l'étendue des risques et les moyens de les traiter diffèrent, selon qu'ils sont liés aux opérations de la JICA ou d'institutions financières privées. Néanmoins, il est essentiel que la JICA dispose, comme les institutions financières, d'outils appropriés de gestion des risques. Conformément à la tendance mondiale qui place la gestion des risques au cœur du fonctionnement des institutions financières et des organismes de réglementation, la JICA améliore constamment son système de gestion des risques de la coopération pour le financement et les investissements.

Concrètement, la gestion des risques de la coopération pour le financement et les investissements est considérée comme une question de gestion qui doit être abordée de façon systématique par l'organisation dans son ensemble. La JICA a donc adopté une politique de gestion des risques lui permettant d'identifier, de mesurer et de contrôler les divers risques auxquels ses opérations sont exposées. L'objectif de cette politique est d'assurer des opérations saines et efficaces et d'obtenir un rendement proportionnel à la prise de risques. La JICA a établi le Comité de gestion des risques pour le compte de financement et d'investissement afin d'examiner les questions importantes liées à la gestion intégrée des risques.

Risque de crédit

Le risque de crédit se réfère aux pertes potentielles liées aux difficultés ou à l'impossibilité de recouvrer une créance résultant de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. L'activité principale de la coopération pour le financement et les investissements consiste à octroyer des prêts. Par conséquent, la gestion du risque de crédit constitue une part importante de la gestion des risques de la JICA. Le risque souverain représente une part considérable du risque de crédit qui pèse sur les opérations de prêt d'APD. La JICA, en tant que bailleur de fonds, évalue le risque souverain en exploitant pleinement les informations acquises auprès des gouvernements et des autorités concernées du pays bénéficiaire, des institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, d'autres organismes donateurs régionaux et bilatéraux, et des institutions financières privées dans les pays développés. Pour le financement des investissements du secteur privé (PSIF), la JICA évalue le risque associé à l'entité privée ainsi que le risque pays et le risque de change.

1. Système de notation du crédit

La JICA a établi, dans le cadre de ses procédures opérationnelles, un système de notation du crédit pour l'ensemble des emprunteurs. La notation du crédit, en tant que pierre angulaire de la gestion du risque de crédit, est utilisée pour évaluer les crédits individuels, calculer les provisions pour pertes sur prêts et quantifier le risque financier. La notation du crédit se divise en deux catégories : les

emprunteurs souverains et les emprunteurs non souverains. Un système de notation différent est utilisé pour chacune de ces catégories. Les notations sont révisées dès que nécessaire.

2. Auto-évaluation du portefeuille d'actifs

Pour gérer le risque de crédit, il est important d'évaluer correctement la qualité du portefeuille de prêts et d'effectuer de manière adéquate et opportune les provisions en cas d'annulation ou de pertes sur prêts. Les règles internes d'auto-évaluation de la JICA sont conformes aux lois applicables aux institutions financières classiques. Pour assurer une évaluation fiable, le processus comprend deux étapes, la première est menée par les départements chargés des prêts et des investissements, tandis que la deuxième étape est prise en charge par le département d'analyse du risque de crédit.

3. Quantifier le risque de crédit

Parallèlement à la gestion du risque de crédit individuel, la JICA s'efforce de quantifier les risques de crédit dans une perspective d'évaluation globale du risque de son portefeuille de prêts. Pour cela, il est important de prendre en compte les caractéristiques du portefeuille de la JICA, qui contient une part significative de prêts à long terme et de prêts souverains à des pays en développement ou émergents. Par ailleurs, la JICA prend en compte les mécanismes de garantie des actifs, notamment ceux du Club de Paris, un cadre unique de gestion de la dette par les pays créanciers. En intégrant ces facteurs dans le modèle de quantification du risque de crédit, la JICA mesure le risque de crédit et utilise les résultats pour le contrôle interne de l'Agence.

Risque de marché

Le risque de marché fait référence aux pertes potentielles provoquées par une évolution de la valeur des actifs et des dettes dues aux fluctuations des taux de change et/ou des taux d'intérêt.

La JICA assume un risque inhérent à la nature de ses activités financières qui sont conduites sur de longues durées et à des taux d'intérêt fixes. À cet égard, la JICA renforce ses capacités d'absorption du risque de taux d'intérêt par injection de capitaux provenant du budget du compte général du gouvernement japonais.

De plus, les contrats d'échange de taux d'intérêt sont exclusivement mis en œuvre dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt. Afin de contrôler le risque de contrepartie lors des échanges de taux d'intérêt, la valeur de marché des transactions et la solvabilité de chaque contrepartie sont constamment évaluées, et le prêt est couvert par un collatéral si nécessaire.

La JICA supporte un risque de change lors de la conversion des prêts en devises étrangères pour le PSIF et des prêts d'APD avec une option de conversion monétaire, en émettant des obligations libellées en devises étrangères, des swaps de devises, etc.

De plus, lorsque des investissements en devises étrangères sont effectués dans le cadre du PSIF, le montant des investissements

est exposé au risque de change. La JICA gère ce risque à travers la surveillance régulière et constante des fluctuations du taux de change de la devise du pays dans lequel se trouve la contrepartie.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité fait référence au risque de difficultés de mobilisation de fonds lié à la détérioration du crédit de la JICA ou à une augmentation importante et imprévue des dépenses ou une diminution importante et imprévue des recettes.

La JICA prend de nombreuses mesures pour éviter le risque de liquidité dans la gestion de son flux de trésorerie. Cela comprend des efforts de diversification des sources de financement telles que

les obligations émises par l'Agence et les emprunts contractés via le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel fait référence aux pertes potentielles dues à une défaillance des systèmes ou des procédures de travail, à des activités du personnel ou à d'autres événements externes. Pour la JICA, cela recouvre plus précisément le risque lié à ses opérations, aux systèmes ou aux fautes commises en interne ou en externe. La JICA gère le risque opérationnel dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir sa politique de conformité.

Gestion de la sécurité et de la sûreté

La JICA s'engage pour la sécurité de ses partenaires de coopération internationale afin d'assurer le bon déroulement de ses opérations sur le terrain. Depuis l'attaque terroriste de Dhaka et l'évacuation du personnel lié à la JICA au Soudan du Sud, en juillet 2016, la JICA renforce ses mesures de sécurité conformément au « Rapport final du Conseil sur les mesures de sécurité pour les projets de coopération internationale ». Ce rapport a été compilé par le ministère des Affaires étrangères du Japon et la JICA en se basant sur les demandes d'entreprises et d'organisations partenaires.

À partir de ces mesures de sécurité renforcées, la JICA a publié en novembre 2017 la « Déclaration de la JICA sur les mesures de sécurité », axée autour des trois politiques clés exposées ci-dessous. Les paragraphes suivants décrivent les efforts de la JICA basés sur ces piliers pour garantir la sécurité de ses partenaires de coopération internationale, y compris du personnel de la JICA.

- 1 Sensibiliser à la gestion de crise pour prévenir toute menace.
- 2 Renforcer les capacités de protection sur les aspects physiques et non physiques.
- 3 Réagir rapidement et avec bon sens en cas d'urgence.

1 Sensibiliser à la gestion de crise pour prévenir toute menace

Renforcement du cadre de la collecte, de l'analyse et du partage des informations sur les menaces

La JICA s'efforce de collecter et d'analyser continuellement des informations sur la sécurité afin de s'adapter aux évolutions dans ce domaine, notamment face au terrorisme international. La fourniture rapide et adaptée d'informations récentes, d'instructions claires et d'alertes permet aux partenaires de la JICA sur le terrain d'éviter les situations dangereuses. La JICA prend donc des dispositions pour collecter des informations à partir de sources diverses au Japon et à l'étranger et crée des réseaux avec des organisations internationales ainsi que des agences d'aide et des institutions de recherche d'autres pays. La JICA travaille actuellement à la mise

en place d'une structure organisationnelle permettant de prendre des mesures de sécurité plus appropriées et qui reflètent mieux la situation d'autres pays et régions. L'information ainsi collectée constitue une base pour évaluer le niveau de menace sur les sites de projets et élaborer les mesures de sécurité (réglementation sur les voyages à l'étranger et code de conduite) pour chaque pays.

Pour inciter ses partenaires à mieux se préparer, la JICA a élaboré et distribué un manuel qui décrit les mesures de préparation à prendre pour la sécurité à l'étranger et répertorie des études de cas sur les crimes, les attaques terroristes, les émeutes et les accidents de la circulation.

Renforcement des mesures de sécurité routière

Les partenaires de la JICA sont confrontés à divers risques à l'étranger. Le risque d'être impliqué dans un accident de la circulation est particulièrement élevé. Les accidents de la circulation peuvent avoir de graves conséquences dans les pays en développement, où les systèmes de soins de santé sont inadéquats. Et pourtant, ils peuvent être évités dans une large mesure si les partenaires de la JICA ont conscience de l'importance de la sécurité routière et agissent en conséquence. C'est dans cet esprit que la JICA a mené une campagne pour la sécurité routière à l'étranger afin de sensibiliser ses partenaires à cet enjeu dans tous ses bureaux à l'étranger, d'octobre 2019 à mars 2020.

2 Renforcer les capacités de protection sur les aspects physiques et non physiques

Renforcement des mesures de protection des bureaux à l'étranger et des sites de projets

Compte tenu de la nécessité de renforcer les mesures de sécurité physiques et non physiques pour chaque projet de coopération technique et d'assistance financière, la JICA a identifié, au cours de l'exercice 2018, les types d'informations de sécurité requises selon le niveau de menace et la nature du projet, et elle a établi un système d'examen pour concevoir des mesures de sécurité appropriées dès la phase de formulation du projet. Grâce à ce système, la JICA a élaboré des mesures concrètes et renforcé les

mesures de protection existantes, en particulier pour 45 sites de projets dans 18 pays, au cours de l'exercice 2019. De plus, la JICA a renforcé les mesures de protection physique dans ses bureaux à l'étranger, notamment en équipant les immeubles de bureaux de pièces sécurisées. Elle a également vérifié et renforcé le système de sécurité de ses bureaux à l'étranger, en particulier les bureaux situés dans des pays à haut risque.

Mise en œuvre et développement des formations sur la sécurité au Japon et à l'étranger

Lors de l'exercice 2019, la JICA a continué de proposer diverses formations sur la sécurité à des entreprises et organisations partenaires engagées dans la coopération internationale. Les formations spécifiques comprenaient des conférences sur les tendances récentes en matière de criminalité, de sécurité routière et de terrorisme à l'étranger, ainsi que des formations pratiques d'autodéfense pour faire face au terrorisme et aux risques sécuritaires. La JICA a commencé à proposer des formations de haut niveau aux chargés de sécurité des entreprises et organisations partenaires. Elle a également fourni des formations sur la sécurité générale et des formations de haut niveau à Tokyo et dans trois autres grandes villes japonaises. En dehors du Japon, la JICA a organisé des formations sur la sécurité pour ses partenaires.

En octobre 2019, la JICA a diffusé du matériel pédagogique sur son site internet, notamment des vidéos et des tests de connaissances, permettant ainsi à ses partenaires dans les régions isolées d'avoir accès aux mêmes contenus que ceux assignés à l'étranger.

La JICA travaille avec le eCentre du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) basé à Bangkok, en Thaïlande,

Formations sur la sécurité de l'exercice 2019

Type de séminaire et de formation	Nombre de séminaires/formations ou de pays hôtes	Nombre de participants et de vues
Conférences (au Japon)	20	776 participants
Formations pratiques (au Japon)	13	417 participants
Formations pratiques (à l'étranger)	18 pays	860 participants
Total	—	2 053 participants
Webinaires	—	3 210 vues



Les participants à une formation pratique sur la lutte contre le terrorisme se jettent à terre et regardent autour d'eux lors d'une simulation d'explosion de bombe.

principalement pour proposer des formations sur la gestion de la sécurité.

3 Réagir rapidement et avec bon sens en cas d'urgence

Préparation et formation en cas d'urgence

Pour faire face de manière rapide et appropriée à une crise, il est essentiel de réfléchir et de réagir posément en fonction de la situation, et d'assurer une coordination étroite entre les partenaires de la JICA. Des exercices de contact d'urgence ont donc lieu dans tous les bureaux à l'étranger afin de garantir la fourniture systématique d'informations aux partenaires de la JICA et d'apporter les premières réponses appropriées, notamment pour confirmer la sécurité en cas d'urgence ou de catastrophes. Lors de l'exercice 2019, la JICA a continué d'organiser des exercices théoriques et des simulations afin de préparer ses bureaux à l'étranger et les départements concernés de son siège aux situations d'urgence internationale. Grâce à ces processus, la JICA a confirmé plusieurs éléments fondamentaux, notamment la procédure de réponse initiale en cas d'incident grave, la structure de coordination entre les départements concernés, et les chaînes de commandement et de rapport.

Sensibilisation à la gestion de crise et respect du code de conduite

Parallèlement au renforcement des mesures de sécurité, la JICA fournit des conseils et sensibilise ses partenaires à la sécurité à travers des séances d'information avant le départ, l'envoi de missions de conseil sur la sécurité dans certains pays et l'organisation de séminaires sur la sécurité pour les partenaires qui travaillent sur le terrain. Le siège de la JICA a un système d'alerte 24 heures sur 24 et 365 jours par an pour recevoir et traiter les appels urgents de l'étranger et prendre rapidement les mesures qui s'imposent. De plus, un accent particulier est mis sur les partenaires de la JICA travaillant pour la consolidation de la paix ou la reconstruction dans des pays à haut risque. La JICA fournit de manière continue des informations à jour sur la sécurité publique et des alertes afin de se conformer strictement au code de conduite et garantir leur sécurité. La JICA renforce également les mesures de protection en se basant sur leur environnement.

Réponses aux situations d'urgence

Répondre à une dégradation majeure de la sécurité publique

La JICA a réagi de manière appropriée à plusieurs incidents majeurs relevant de la sécurité publique, notamment les attentats du 21 avril 2019 au Sri Lanka, le changement de gouvernement et les troubles qui ont suivi au Soudan à partir d'avril 2019, les manifestations de grande envergure en Amérique du Sud fin 2019, et la montée des tensions au Moyen-Orient en raison de la dégradation des relations entre les États-Unis et l'Iran en janvier 2020.

Réponse à l'épidémie de COVID-19

En réponse à l'épidémie de COVID-19 qui s'est répandue dans le monde entier à partir du début de l'année 2020, la JICA a ordonné le

retour temporaire chez eux des volontaires de la JICA, des membres de la famille du personnel – ainsi que des personnels vulnérables en

raison de leur âge, de maladies préexistantes ou d'autres facteurs – comme première étape visant à protéger les partenaires de la JICA.

Sécurité de l'information et protection des données personnelles

La JICA s'est engagée de longue date à veiller à la sécurité de l'information et à la protection des données personnelles en élaborant des règlements internes sur la sécurité de l'information et la protection des données personnelles.

La JICA a renforcé sa structure interne pour la sécurité de l'information. En janvier 2020, elle a entièrement révisé le règlement de gestion de la sécurité de l'information et le règlement administratif sur la gestion de la sécurité de l'information afin de se conformer aux normes communes de mesures de sécurité de l'information pour les agences gouvernementales prévues par la loi fondamentale sur la cybersécurité. La JICA a également pris d'autres mesures pertinentes durant l'exercice 2019.

La JICA a renforcé la protection des données personnelles. En décembre 2018, elle a révisé ses règlements sur la protection des données personnelles pour se conformer aux Lignes directrices sur les mesures de gestion des données personnelles détenues par les institutions administratives indépendantes, etc., (publiées

en octobre 2018 par le Bureau de la gestion administrative au sein du ministère de l'Intérieur et des communications) ainsi qu'au règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, entré en vigueur en mai 2018. La JICA a également révisé ses modèles de contrat et le manuel correspondant. La JICA recueille actuellement des informations pour réagir aux mesures prises par ses pays partenaires en vue de modifier leur législation relative à la protection des informations personnelles conformément à la RGPD de l'UE.

Aujourd'hui, il existe un besoin croissant de sécurité de l'information et de protection des données personnelles plus strictes. La JICA prend diverses mesures pour répondre à ce besoin, notamment (1) en organisant des exercices et des formations pour son personnel, (2) en mettant les informations pertinentes à jour et en alertant son personnel, et (3) en établissant et formant l'équipe d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique (CSIRT pour Computer Security Incident Response Team).

Diffusion de l'information

Conformément à la loi sur l'accès aux informations détenues par les institutions administratives indépendantes, la JICA, via son site internet et d'autres moyens, donne accès aux informations suivantes :

Informations sur l'organisation

Objectifs, aperçu des opérations, relations avec les programmes du gouvernement japonais ; aperçu de l'organisation ; lois et règlements ; salaires et pensions de retraite des membres du conseil d'administration ; salaires et pensions de retraite du personnel ; résumé des activités de contrôle interne de la JICA ; etc.

Informations sur les opérations

Rapports d'évaluation de la performance ; objectifs à moyen terme ; plans à moyen terme, plans annuels ; etc.

Informations financières

États financiers ; etc.

Informations sur les évaluations et audits de l'organisation, les opérations et les finances

Documents d'évaluation des performances ; rapports d'audit comptable ; etc.

Informations sur les marchés publics et les contrats

Informations relatives aux contrats non concurrentiels négociés ; liste des appels d'offres ; etc.

Informations sur les entités liées

Informations relatives aux contrats passés avec des entités avec lesquelles la JICA maintient un certain niveau de relation ; etc.

Efforts pour améliorer la gestion de l'organisation et des opérations

Sur la base des objectifs et du plan à moyen terme, la JICA travaille à améliorer la gestion de l'organisation et des opérations. La JICA a accordé la priorité au développement des fondements organisationnels de la gestion des opérations stratégiques et à l'optimisation et la rationalisation des opérations administratives.

Développement des fondements organisationnels de la gestion des opérations stratégiques

Dans le cadre des efforts entrepris pour promouvoir l'innovation en interne, la JICA a créé le Bureau pour l'innovation et les ODD au sein du département de la stratégie opérationnelle. Elle a également changé le nom du Bureau de la coopération scientifique et technologique du département des infrastructures et de la consolidation de la paix, devenu Bureau pour la science, la technologie et l'innovation (bureau STI), et placé les opérations liées à la communication de l'information et l'espace sous le contrôle du bureau STI. De plus, la JICA a transféré les études en appui aux activités ODD du département de la stratégie intérieure et des partenariats au département des partenariats et du financement du secteur privé afin de renforcer la coopération avec les entreprises privées. Enfin, la JICA a étudié la mise en place d'un cadre

organisationnel permettant une meilleure coopération avec divers acteurs au Japon et à l'étranger ainsi que la formation stratégique de ressources humaines pour le développement.

Optimisation et rationalisation des opérations administratives

La JICA s'efforce de rationaliser ses opérations administratives pour répondre aux attentes nationales et internationales vis-à-vis de l'APD du Japon. À cette fin, la JICA s'est concentrée sur la réduction des dépenses fixes, l'optimisation des dépenses de personnel, la rationalisation des actifs et l'amélioration des procédures d'achat.

Les efforts entrepris par la JICA durant l'exercice 2019 étaient centrés sur les procédures d'achat, notamment (1) l'introduction partielle de la sélection basée sur la qualité et les coûts pour l'embauche de consultants, (2) l'augmentation du nombre d'items soumis à la concurrence sur les prix, et (3) la rationalisation et la simplification des procédures de règlement grâce à l'introduction de prix unitaires préalablement convenus.

Efforts pour améliorer l'environnement mondial

La JICA s'engage à répondre aux problèmes environnementaux dans une perspective de développement durable afin de préserver l'environnement mondial. En 2004, la JICA a annoncé sa politique environnementale (mise à jour en 2015) et obtenu la certification ISO 14001, un système de gestion environnemental (SGE) normalisé au niveau international. En 2013, la JICA a établi son propre SGE pour répondre de manière plus appropriée et flexible à divers problèmes et règlements environnementaux.

Politique environnementale de la JICA

Conformément à la loi sur les règles générales de l'Agence japonaise de coopération internationale, la mission de la JICA est de « promouvoir la coopération internationale et le développement durable du Japon et de la situation socioéconomique internationale en contribuant au développement ou à la reconstruction de l'économie et de la société, ou à la stabilité économique des régions en développement », en particulier pour la protection de l'environnement mondial conformément aux lois et règlements environnementaux. En outre, afin de prévenir et de réduire les incidences négatives des activités de la JICA sur l'environnement, la JICA utilisera un système de gestion de l'environnement et

travaillera constamment à son amélioration.

Le système sera basé sur les politiques suivantes :

1. Promotion de mesures environnementales à travers des activités de coopération internationale

En se basant sur les politiques d'aide publique au développement (APD) du gouvernement japonais, la JICA encouragera les activités de coopération dans le domaine de la protection et de l'amélioration de l'environnement.

2. Promotion des activités de sensibilisation générale à l'environnement

Afin de sensibiliser le public, la JICA collecte des informations sur les questions environnementales.

3. Promotion des activités respectueuses de l'environnement dans les bureaux et installations de la JICA

La JICA promeut des programmes environnementaux visant à réduire tout impact négatif causé par ses activités dans toutes ses installations.

4. Respect des lois et règlements environnementaux

La JICA respecte systématiquement les lois et règlements environnementaux pertinents.

Ressources humaines (capital humain)

La JICA s'efforce de créer une structure où toutes les formes de « capital humain » des professionnels de la coopération au développement sont valorisées. Travailler à la JICA implique de partir en mission à l'étranger et en voyage d'affaires, c'est pourquoi diverses mesures innovantes sont prises pour instaurer un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Dans ce contexte, et pour permettre à chaque employé de contribuer à la mission de la JICA, l'Agence introduit des systèmes compatibles avec un large éventail de modes de travail, crée une culture organisationnelle encourageant la diversité et l'assistance mutuelle, et travaille activement à la formation des employés afin de libérer pleinement le potentiel et les ressources de chacun.

Promouvoir la réforme des modes de travail « Smart JICA »

En 2015, la JICA a lancé le projet Smart JICA afin de réformer les modes de travail au sein de l'organisation. Depuis, la JICA promeut la flexibilité du travail et l'équilibre entre travail et vie personnelle tout en allégeant le volume d'heures supplémentaires [→ voir graphique]. En 2018, les efforts de la JICA ont été largement reconnus lorsque l'organisation a été la seule agence publique récompensée par un prix du ministère de l'Intérieur et des communications décerné aux « Pionniers du télétravail ».

Au cours de l'exercice 2019, la JICA a introduit « Smart JICA 3.0 : Le travail d'équipe dans la diversité » [→ voir le schéma ci-dessous], Dans le cadre de cette politique, et parallèlement aux initiatives existantes sur la promotion de nouvelles approches et la rationalisation et

l'efficacité du travail, la JICA encourage un travail d'équipe pour créer de nouvelles valeurs dans la diversité et un environnement de travail permettant aux employés de réaliser leur potentiel. En outre, pour relever les défis posés par l'épidémie de COVID-19 depuis le début de l'année 2020, la JICA a renforcé la souplesse de son système de télétravail et introduit des horaires de travail flexibles pour éviter aux employés d'emprunter les transports en commun pendant les heures de pointe [→ voir graphique].

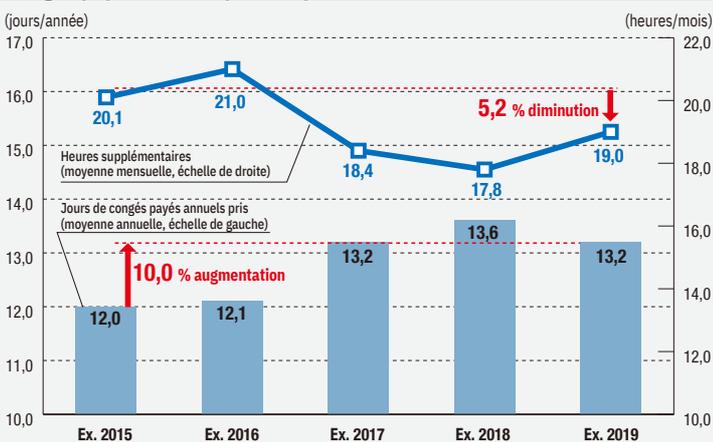
Pour l'exercice 2020, la JICA poursuivra ses réformes ambitieuses des modes de travail afin de permettre à l'organisation de remplir sa mission auprès des pays en développement et de la société japonaise tout en prenant toutes les mesures nécessaires pour prévenir la propagation de la COVID-19.

Atteindre la diversité et l'inclusion

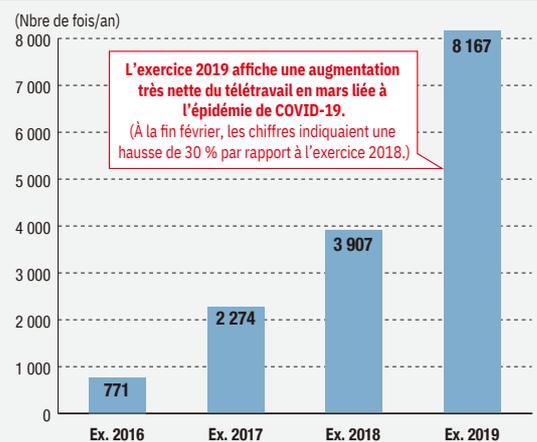
La JICA redouble d'efforts pour créer un environnement de travail où les femmes peuvent assumer plus souvent des rôles de leaders, et prévoit plus particulièrement de porter à 20 % au moins la part des femmes aux postes de direction au cours du 4^e plan à moyen terme (avril 2017-mars 2022). À la fin mars 2020, cette part, en progression régulière, était de 18,6 %. La JICA a déjà atteint l'objectif global de 15 % de femmes aux postes de direction, fixé par le gouvernement pour les institutions administratives indépendantes d'ici mars 2021 [→ voir le graphique page 88].

La JICA encourage également tous ses employés à tirer parti des différents systèmes de soutien disponibles pour les aider à atteindre un équilibre entre travail et vie personnelle. Les femmes qui ont eu

Évolution des heures supplémentaires (moyenne mensuelle) et des jours de congés payés annuels pris (moyenne annuelle) **à l'exclusion des postes de direction



Fréquence du télétravail



Aperçu de Smart JICA 3.0 : Le travail d'équipe dans la diversité

Objectif

Pour maximiser sa valeur à l'ère Reiwa, l'Agence crée une culture organisationnelle poursuivant de nouveaux objectifs qui incluent des acteurs internes et externes tout en promouvant de nouvelles approches et un environnement de travail permettant à tous les employés de réaliser leur potentiel. Pour ce faire, la JICA valorisera le travail d'équipe basé sur l'empathie et des objectifs innovants tout en encourageant la rationalisation et l'efficacité du travail.

Pilier 1

Encourager un travail d'équipe pour créer de nouvelles valeurs dans la diversité

Pilier 2

Promouvoir de nouvelles approches du travail pour des ressources humaines diverses

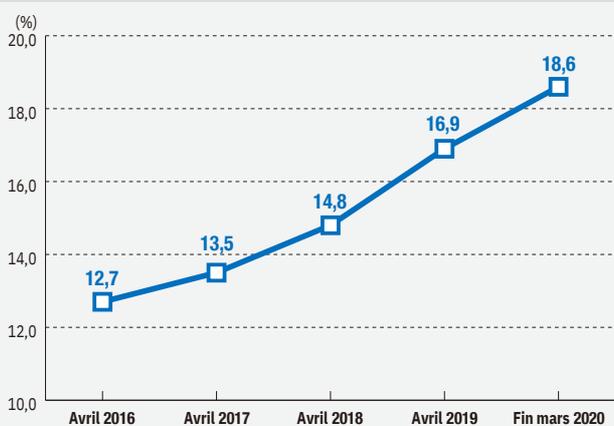
Pilier 3

Promouvoir un environnement de travail permettant aux employés de réaliser leur potentiel

Pilier 4

Encourager la rationalisation et l'efficacité des activités

Évolution de la représentation des femmes aux postes de direction



un enfant participant plus fréquemment à des missions à l'étranger, leur nombre est resté constant autour de 30 ces dernières années, tandis que davantage d'hommes prennent des congés parentaux (neuf au cours de l'exercice 2019). Par ailleurs, pour instaurer un environnement où les employés peuvent continuer de travailler tout en recevant un traitement médical, la JICA a reçu la médaille d'argent des prix Gan-Ally-Bu 2019*, en reconnaissance des initiatives prises directement par ses employés malades du cancer et des différents systèmes de soutien de la JICA.

Tout en œuvrant activement à l'embauche de personnes handicapées, la JICA crée des lieux de travail accessibles à ces personnes (par exemple en organisant régulièrement des réunions en interne et en dispensant des téléformations à l'ensemble du personnel).

Au cours des dernières années, la JICA a également déployé des efforts considérables pour la formation du personnel local (« personnel national ») recruté dans les bureaux de la JICA à l'étranger. Parallèlement à la formation sur place et à l'apprentissage à distance par vidéoconférence, la JICA offre des possibilités de travail au Japon à ces employés.

Des formations centrées sur l'ingéniosité et l'indépendance

La JICA propose une large gamme de formations à son personnel à travers les formations sur le lieu et en dehors du lieu de travail. Elle soutient également le développement personnel de tous ses employés afin de leur permettre de devenir des professionnels de la coopération internationale qui embrassent les cinq aspects du code de conduite de la JICA : « Engagement », « Gemba » (le travail de terrain), « Stratégie », « Co-création » et « Innovation » tout en contribuant à la vision de la JICA consistant à « Guider le monde en tissant des liens de confiance ».

La JICA met plus particulièrement l'accent sur la formation sur le lieu de travail, qui favorise la progression et le perfectionnement de soi à travers des tâches quotidiennes. Par exemple, la JICA a désigné quatre membres de son personnel pour fournir des conseils et des formations aux nouveaux employés pendant un an. Elle a aussi introduit la formation sur le lieu de travail à l'étranger pour



Formation de nouveaux employés de la JICA pour l'exercice 2020

les nouveaux employés afin de tirer parti de ses nombreux sites de projets partout dans le monde. Au cours de leur première année, les nouveaux employés sont envoyés à l'étranger pendant quelques mois pour acquérir le sens du travail de terrain, exprimé par le mot japonais *gemba*.

En mettant l'accent sur la spontanéité, la JICA établit et développe des systèmes encourageant le développement individuel de carrière de tous les employés. Citons notamment le dispositif permettant d'effectuer une partie du travail ailleurs que sur le lieu assigné (« règle de partage des 10 % ») ; le système de formation interne où les employés choisissent de travailler, à titre d'essai et à court terme, dans une section différente qui les intéresse ; et le système d'orientation professionnelle où les employés disposant d'une certaine ancienneté peuvent être accompagnés d'un mentor qui, pendant une période de trois mois, les aidera à faire le point sur leur carrière et à en examiner les évolutions possibles.

En outre, les employés de chaque catégorie, des nouveaux employés aux directeurs de département, reçoivent une formation, adaptée à leur nombre d'années de service et à leur poste, visant à favoriser les compétences en matière de leadership et de gestion. La JICA organise également des cours tout au long de l'année à l'Académie JICA pour former l'ensemble de ses employés aux compétences de base requises par l'organisation. Elle encourage les employés à suivre ces cours dans un délai déterminé après avoir rejoint la JICA. La JICA a introduit un système d'études à long terme où les employés peuvent prendre un congé pour obtenir un diplôme de troisième cycle dans un établissement à l'étranger ou au Japon, ainsi qu'un système de détachement à travers lequel les employés peuvent élargir leurs connaissances et leurs compétences en travaillant dans une autre organisation.

Parallèlement, avec la création du Bureau des ressources humaines pour la coopération au développement au sein du département des ressources humaines, en avril 2020, la JICA intensifie de manière stratégique la formation du personnel à moyen et long terme et l'orientation professionnelle pour le personnel de la coopération au développement, notamment en dehors de la JICA.

* Prix décernés par Gan-Ally-Bu, initiative non gouvernementale visant à soutenir les personnes malades du cancer qui continuent de travailler tout en suivant un traitement médical.



Information sur l'organisation

Histoire de la JICA

Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

Janvier 1954	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger
Avril 1954	Création de l'Organisation de coopération économique en Asie
Septembre 1955	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.
Juin 1962	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)
Juillet 1963	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)
Avril 1965	Création par l'OTCA du Bureau des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)
Mai 1974	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale
Août 1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Avril 1986	Création de l'Équipe du Secours d'urgence du Japon (JDR)
Décembre 2001	Annnonce par le gouvernement japonais du plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales. Ce plan de réforme prévoit notamment de transformer la JICA en institution administrative indépendante.
Décembre 2002	Promulgation de la loi instituant la JICA en tant qu'institution administrative indépendante
Septembre 2003	Dissolution de la JICA en tant qu'organisme public spécial
Octobre 2003	Transformation de la JICA en institution administrative indépendante

Ancien Fonds de coopération économique à l'étranger et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

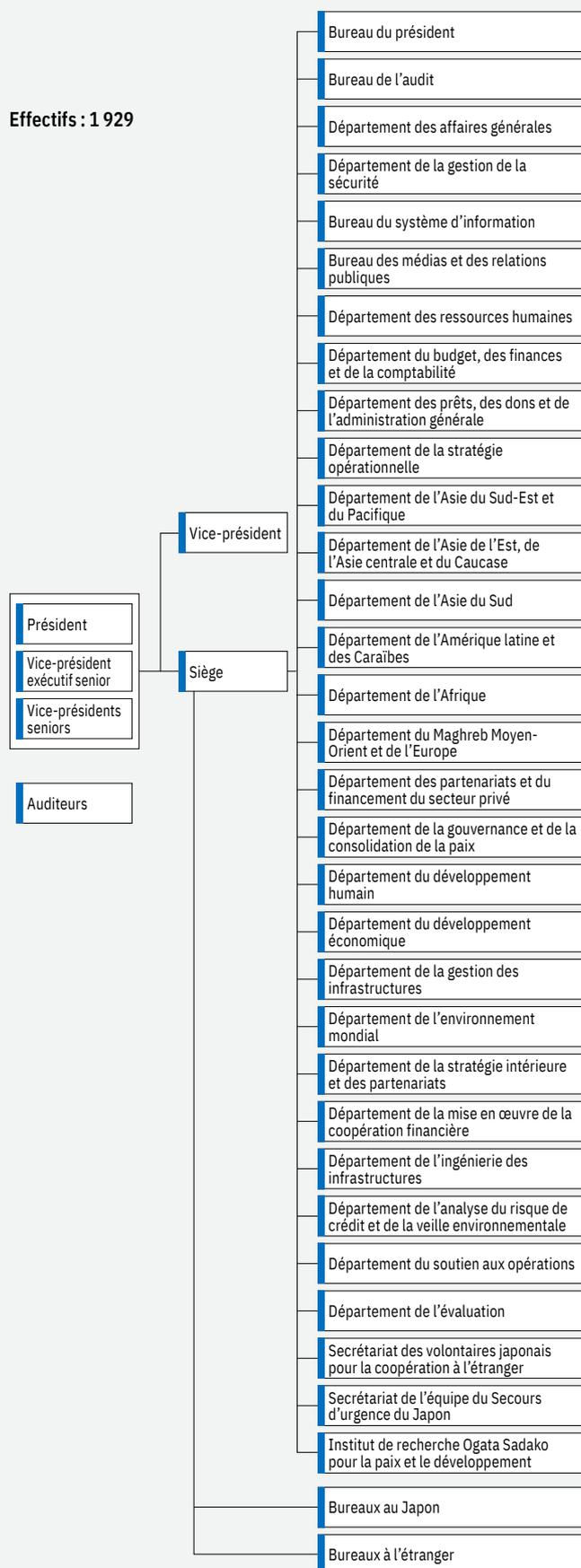
Décembre 1960	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique à l'étranger (OECF)
Mars 1961	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'import-export du Japon (JEXIM).
Mars 1966	Premier prêt d'APD de l'OECF (à la Corée du Sud)
Mars 1995	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF
Avril 1999	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Octobre 1999	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)

Nouvelle JICA

Novembre 2006	Promulgation d'une loi portant modification partielle de la loi sur l'institution administrative indépendante – Agence japonaise de coopération internationale
Octobre 2008	Reprise par la JICA des opérations de prêts d'APD gérées par l'ancienne JBIC (opérations économiques à l'étranger) et d'une partie des dons gérés par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA)
Décembre 2008	Première émission obligataire (sans garantie publique) du programme budgétaire d'investissements et de prêts (FILP) de la JICA
Mars 2012	Révision du dispositif de soutien à l'internationalisation des PME japonaises marquant le début de l'aide de la JICA dans ce secteur
Octobre 2012	Reprise intégrale du programme de financement des investissements du secteur privé
Novembre 2014	Première émission obligataire en euros et en dollars garantie par le gouvernement du Japon
Novembre 2015	Établissement des prêts d'APD japonais libellés en dollars
Juillet 2016	Remise du prix Ramon Magsaysay, équivalent asiatique du prix Nobel de la paix, aux volontaires japonais pour la coopération à l'étranger
Avril 2017	Annonce du 4 ^e plan à moyen terme

Organigramme / Hauts dirigeants et auditeurs (Au 1^{er} juillet 2020)

Effectifs : 1 929



Voir la liste des bureaux de la JICA pages 94 et 95.

1. Nombre de hauts dirigeants et d'auditeurs : L'article 7 de la loi JICA, prévoit de désigner un président et trois auditeurs, le cas échéant un vice-président exécutif senior et jusqu'à huit vice-présidents seniors.
2. Mandat des hauts dirigeants et des auditeurs : En vertu de l'article 21 de la loi sur les règles générales des institutions administratives indépendantes, le mandat du président va de la date de sa nomination jusqu'au dernier jour du plan à moyen terme en vigueur au moment de sa nomination, et le mandat des auditeurs va de la date de leur nomination à la date d'approbation des états financiers vérifiés du dernier exercice du plan à moyen terme dont ils sont responsables. En vertu de l'article 9 de la loi JICA, la durée du mandat du vice-président exécutif senior est de quatre ans et celle des vice-présidents seniors est de deux ans.
3. Noms et fonctions des hauts dirigeants et auditeurs :

Titre	Nom	Date de nomination
Président	KITAOKA Shinichi	1 ^{er} octobre 2015 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Président, Université internationale du Japon		
Vice-président exécutif senior	YAMADA Junichi	23 mai 2020
Fonctions précédentes : Vice-président senior, JICA		
Vice-présidente senior	SUZUKI Noriko	1 ^{er} octobre 2016 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Directrice générale, Secrétariat de l'équipe du Secours d'urgence du Japon, JICA		
Vice-président senior	TANAKA Yasushi	1 ^{er} août 2018 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Directeur général, département de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, JICA		
Vice-président senior	UESHIMA Takumi	1 ^{er} décembre 2018
Fonctions précédentes : Premier secrétaire, Bureau du président, JICA		
Vice-président senior	AMANO Yusuke	1 ^{er} avril 2019
Fonctions précédentes : Directeur, gestion des bassins versants, département de la gestion des eaux usées, bureau de la gestion de l'eau et des catastrophes, ministère du Territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme		
Vice-présidente senior	KAYASHIMA Nobuko	1 ^{er} octobre 2019
Fonctions précédentes : Vice-présidente, JICA/ chargée de recherche principale, Institut de recherche de la JICA		
Vice-président senior	YOKOYAMA Tadashi	1 ^{er} octobre 2019
Fonctions précédentes : Vice-ministre adjoint chargé des affaires internationales, ministère des Finances		
Vice-président senior	NAKAZAWA Keiichiro	23 mai 2020
Fonctions précédentes : Directeur général, département de la stratégie opérationnelle, JICA		
Vice-président senior	SHIBATA Hironori	1 ^{er} juillet 2020
Fonctions précédentes : Directeur général adjoint de la politique commerciale internationale du bureau de la politique commerciale, ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie		
Auditeur	MACHII Hiromi	1 ^{er} janvier 2014 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes : Responsable de la vérification de la conformité, SG Asset Max Co., LTD		
Auditeur	HAYAMICHI Nobuhiro	1 ^{er} juillet 2017
Fonctions précédentes : Contrôleur de gestion senior, bureau de l'audit interne, Panasonic Healthcare Holdings Co., Ltd.		
Auditeur	TOGAWA Masato	1 ^{er} février 2019
Fonctions précédentes : Directeur général, Département du personnel, JICA		

(Pour les vice-présidents seniors et les auditeurs, l'ordre du tableau est déterminé par l'ancienneté de leur nomination.)

[→ Voir le [site internet de la JICA](#) pour les données actualisées]

Bureaux au Japon et dans le monde (au 1^{er} juillet 2020)

Siège de la JICA

(Kojimachi)

TÉL. : +81-3-5226-6660

Nibancho Center Building, 5-25 Niban-cho, Chiyoda-ku,
Tokyo 102-8012, Japan

(Takebashi)

TÉL. : +81-3-5226-6660

Takebashi Building, 4-1 Ohtemachi 1-chome, Chiyoda-ku,
Tokyo 100-0004, Japan

(Ichigaya/JICA Global Plaza)

TÉL. : +81-3-3269-2911

Ichigaya Building, 10-5 Ichigayahonmuracho, Shinjuku-ku,
Tokyo 162-8433 Japan

La JICA au Japon

Hokkaido Center

(Sapporo/Hokkaido Global Plaza)

TÉL. : +81-11-866-8333

4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,
Hokkaido 003-0026

(Obihiro)

TÉL. : +81-155-35-1210

1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,
Hokkaido 080-2470

Tohoku Center

TÉL. : +81-22-223-5151

20th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg.,
6-1, Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City,
Miyagi 980-0811

Nihonmatsu Training Center

TÉL. : +81-243-24-3200

4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,
Fukushima 964-8558

Tsukuba Center

TÉL. : +81-29-838-1111

3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

Tokyo Center

TÉL. : +81-3-3485-7051

49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

Yokohama Center

TÉL. : +81-45-663-3251

3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City,
Kanagawa 231-0001

Komagane Training Center

TÉL. : +81-265-82-6151

15, Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117



Hokuriku Center

TÉL. : +81-76-233-5931

4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2, Honmachi 1-chome,
Kanazawa City, Ishikawa 920-0853

Chubu Center/Nagoya Global Plaza

TÉL. : +81-52-533-0220

60-7, Hiraike-cho 4-chome, Nakamura-ku,
Nagoya City, Aichi 453-0872

Kansai Center

TÉL. : +81-78-261-0341

1-5-2, Wakinohama Kaigandori, Chuo-ku,
Kobe City, Hyogo 651-0073

Chugoku Center

TÉL. : +81-82-421-6300

3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City,
Hiroshima 739-0046

Shikoku Center

TÉL. : +81-87-821-8824

First Floor, Kagawa Sanyu Bldg., 3 Kajiya-machi, Takamatsu City,
Kagawa 760-0028

Kyushu Center

TÉL. : +81-93-671-6311

2-1, Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,
Fukuoka 805-8505

Okinawa Center

TÉL. : +81-98-876-6000

1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

La JICA à l'étranger



Asie

Bureau en Afghanistan
Bureau au Bangladesh
Bureau au Bhoutan
Bureau au Cambodge
Bureau en Chine
Bureau en Géorgie
Bureau en Inde
Bureau en Indonésie
Bureau au Kirghizstan
Bureau au Laos
Bureau en Malaisie
Bureau aux Maldives
Bureau en Mongolie
Bureau au Myanmar
Bureau au Népal
Bureau au Pakistan
Bureau aux Philippines
Bureau au Sri Lanka
Bureau au Tadjikistan
Bureau en Thaïlande
Bureau au Timor-Leste
Bureau en Ouzbékistan
Bureau au Vietnam

Pacifique

Bureau aux Fidji
Bureau aux Îles Marshall
Bureau en Micronésie
Bureau aux Palaos
Bureau en Papouasie-Nouvelle-Guinée
Bureau aux Samoa
Bureau aux Îles Salomon
Bureau aux Tonga
Bureau au Vanuatu

Amérique du Nord et Amérique latine

Bureau en Argentine
Bureau au Belize
Bureau en Bolivie
Bureau au Brésil
Bureau au Chili
Bureau en Colombie
Bureau au Costa Rica
Bureau à Cuba
Bureau en République dominicaine
Bureau en Équateur
Bureau au Salvador
Bureau au Guatemala
Bureau en Haïti
Bureau au Honduras
Bureau en Jamaïque
Bureau au Mexique
Bureau au Nicaragua
Bureau au Panama
Bureau au Paraguay
Bureau au Pérou
Bureau à Sainte-Lucie
Bureau en Uruguay
Bureau aux États-Unis
Bureau au Vénézuéla

Afrique

Bureau en Angola
Bureau au Bénin
Bureau au Botswana
Bureau au Burkina Faso
Bureau au Cameroun
Bureau en Côte d'Ivoire
Bureau en République démocratique du Congo
Bureau à Djibouti
Bureau en Éthiopie

Bureau au Gabon
Bureau au Ghana
Bureau au Kenya
Bureau à Madagascar
Bureau au Malawi
Bureau au Mozambique
Bureau en Namibie
Bureau au Niger
Bureau au Nigéria
Bureau au Rwanda
Bureau au Sénégal
Bureau en Sierra Leone
Bureau en Afrique du Sud
Bureau au Soudan du Sud
Bureau au Soudan
Bureau en Tanzanie
Bureau en Ouganda
Bureau en Zambie
Bureau au Zimbabwe

Maghreb Moyen-Orient

Bureau en Égypte
Bureau en Iran
Bureau en Irak
Bureau en Jordanie
Bureau au Maroc
Bureau en Palestine
Bureau en Syrie
Bureau en Tunisie
Bureau au Yémen

Europe

Bureau dans les Balkans
Bureau en France
Bureau en Turquie

Budget

1 Compte général : Opérations budgétaires en recettes et en dépenses (exercice 2020)

(Unité : millions JPY)

Postes	Ex. 2020
Recettes	155 840
Subventions de fonctionnement	153 625
Subventions d'équipement, etc.	1 708
Intérêts créditeurs et recettes accessoires	273
Programmes contractés	190
Donations	38
Autres recettes	6
Reprise des fonds de réserve reportés de la période précédente des objectifs à moyen terme	0
Dépenses	155 840
Dépenses de fonctionnement	144 838
Domaines prioritaires de la coopération au développement	109 096
Partenariats avec le secteur privé	5 683
Partenariats avec divers acteurs du développements	24 845
Renforcement des bases de la mise en œuvre opérationnelle	5 215
Installations	1 708
Programmes contractés	190
Programmes de donation	38
Frais généraux administratifs	9 065

Notes :

1. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

2. La programmation budgétaire des dons étant déterminée par décision du Cabinet, le budget, le plan des recettes et des dépenses, et le plan financier prévus à l'article 13, paragraphe 1, alinéa 3 (i) de la loi sur la JICA (loi n° 136 de 2002) ne sont pas inclus.

3. Ce tableau ne reprend pas le budget initial, il synthétise les budgets rectificatifs n° 1 (approuvé le 30 avril 2020) et n° 2 (approuvé le 12 juin 2020).

2 Plan financier du compte de financement et d'investissement (exercice 2020)

(100 millions JPY)

		Ex. 2020
Investissements et prêts	Prêts d'APD	15 940
	Financement des investissements du secteur privé	560
	Total	16 500
Sources de financement	Apport de capital du compte général du gouvernement japonais	475
	Emprunts du programme budgétaire d'investissements et de prêts (FILP)	8 202
	Fonds propres, etc.	7 823
	– Obligations FILP	800
	Total	16 500

Note 1. Ce tableau ne reprend pas le budget initial, il synthétise le budget rectificatif n° 1 (approuvé le 30 avril 2020).

Données chiffrées

Résumé financier 96

- 1. Compte général..... 96
- 2. Compte de financement et d'investissement 97

Statistiques sur les résultats des programmes 98

- Interprétation des statistiques 98
- Répartition des pays et régions..... 98

Tour d'horizon des activités de la JICA

- 1. Répartition de l'APD du Japon en 2019 (données provisoires)..... 99
- 2. Aperçu du budget d'APD du MOFA..... 99
- 3. Synthèse des activités de la JICA..... 100
- 4. Répartition géographique des activités de la JICA 100
- 5. Répartition régionale et sectorielle de la coopération technique (ex. 2019) 110
- 6. Répartition sectorielle des projets de coopération technique (ex. 2019) 112
- 7. Répartition sectorielle des projets de dons (ex. 2019) 112
- 8. Aperçu de la coopération pour le financement et les investissements
(cinq derniers exercices) 113

Présentation détaillée de la coopération pour le financement et les investissements

- 9. Répartition sectorielle de la coopération pour le financement et les investissements 113
- 10. Répartition géographique des prêts d'APD (ex. 2019) 114
- 11-1. Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (ex. 2019)..... 115
- 11-2. Annulation de la dette (ex. 2019) 115
- 12-1. Principaux contractants des prêts d'APD
(ex. 2019 / biens et services / contrat supérieur à 1 milliard JPY) 116
- 12-2. Principaux contractants des prêts d'APD
(ex. 2019 / services de consultants / contrat supérieur à 100 millions JPY) 118
- 13-1. Modalités et conditions des prêts d'APD (depuis le 1^{er} avril 2020) 120
- 13-2. Degré de libéralité des prêts d'APD (sur la base des engagements) 123
- 13-3. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale) 123
- 13-4. Nationalité des contractants
(dont marchés en monnaie locale, hors prêts-programmes et autres prêts d'APD) 123
- 13-5. Nationalité des contractants
(monnaie étrangère uniquement, hors prêts-programmes et autres prêts d'APD) 123

Listes des projets

- 14-1. Projets de coopération technique (procès-verbal des discussions [R/D] signés durant l'ex. 2019)..... 124
- 14-2. Projets de partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (R/D signés durant l'ex. 2019) 126
- 14-3. Prêts d'APD (accords de prêts [L/A] signés durant l'ex. 2019) 127
- 14-4. Projets de financement des investissements du secteur privé
(approuvés durant l'ex. 2019) 128
- 14-5. Principaux projets de financement des investissements du secteur privé
(au 31 mars 2020)..... 129
- 14-6. DONS (accords de dons [G/A] signés durant l'ex. 2019) 130

Résumé financier

1 Compte général

Bilan		(Unité : million JPY)	
	Au 31 mars 2019	Au 31 mars 2020	
Actifs			
Actifs courants			
Liquidités et dépôts bancaires	214 926	232 485	
Autres	27 155	26 493	
Total des actifs courants	242 081	258 978	
Actifs non courants			
Actifs corporels	39 141	38 651	
Actifs incorporels	3 323	4 072	
Placements et autres actifs	1 666	16 896	
Total des actifs non courants	44 130	59 619	
Total des actifs	286 211	318 597	
Passifs			
Passifs courants			
Passifs liés aux subventions de fonctionnement	31 300	40 669	
Fonds pour les projets de dons	174 791	178 788	
Autres	17 513	22 776	
Total des passifs courants	223 604	242 234	
Passifs non courants			
Comptes de contrepartie pour les actifs	6 999	7 873	
Provisions pour les prestations de retraite	—	14 982	
Autres	627	489	
Total des passifs non courants	7 626	23 344	
Total des passifs	231 230	265 578	
Actifs nets			
Capital			
Investissements publics	62 452	62 452	
Total des capitaux	62 452	62 452	
Gains en capital			
Gains en capital	(21 957)	(22 442)	
Total des gains en capital	(21 957)	(22 442)	
Bénéfices non distribués			
Bénéfices non distribués	14 485	13 008	
Total des bénéfices non distribués	14 485	13 008	
Total des actifs nets	54 981	53 019	
Total des passifs et des actifs nets	286 211	318 597	

(Actifs)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le total des actifs s'éleva à 318,597 milliards JPY, soit une progression de 32,386 milliards JPY ou 11,3 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à une hausse de 17,559 milliards JPY ou 8,2 % des liquidités et dépôts bancaires et à un sursaut de 14,982 milliards JPY des comptes de contrepartie pour la provision des prestations de retraite (enregistrés à partir de l'exercice en cours en raison d'un changement de normes comptables). Le solde de clôture des liquidités et dépôts bancaires de 232,485 milliards JPY comprend les fonds pour les projets de dons à hauteur de 180,918 milliards JPY.

(Passifs)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le total des passifs se monte à 265,578 milliards JPY, soit une hausse de 34,348 milliards JPY ou 14,9 % en glissement annuel, principalement due à un bond de 9,369 milliards JPY ou 29,9 % des passifs liés aux subventions de fonctionnement et à une augmentation de 14,982 milliards JPY des provisions pour les prestations de retraite (enregistrées à partir de l'exercice en cours en raison d'un changement de normes comptables).

Compte de résultat		(Unité : million JPY)	
	1 ^{er} avril 2018–31 mars 2019	1 ^{er} avril 2019–31 mars 2020	
Dépenses ordinaires			
Dépenses de fonctionnement			
Dépenses pour les secteurs et régions prioritaires	78 686	71 030	
Dépenses pour les partenariats avec le secteur privé	5 016	4 479	
Dépenses pour les partenariats intérieurs	18 506	17 184	
Dépenses pour d'autres opérations	3 384	3 217	
Dépenses pour le soutien aux opérations	37 417	38 806	
Dépenses pour les projets de dons	94 985	89 236	
Autres	711	1 375	
Frais généraux administratifs	8 593	8 989	
Charges financières	243	108	
Dépenses à des fins spécifiques	—	250	
Autres	1	0	
Total des dépenses ordinaires	247 543	234 674	
Recettes ordinaires			
Recettes des subventions de fonctionnement	139 031	137 013	
Recettes des projets de dons	94 985	89 236	
Autres	4 434	7 101	
Total des recettes ordinaires	238 451	233 350	
Recettes ordinaires (pertes)	(9 093)	(1 324)	
Pertes exceptionnelles	34	16 057	
Recettes exceptionnelles	68	16 042	
Reprise des fonds de réserve de la période précédente des objectifs à moyen terme	12 227	4 459	
Total des recettes pour l'exercice courant	3 168	3 121	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le total des dépenses ordinaires s'éleva à 234,674 milliards JPY, soit une baisse de 12,869 milliards JPY ou 5,2 % par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est essentiellement imputable à une diminution des dépenses pour les secteurs et régions prioritaires financées par des subventions de fonctionnement de 7,656 milliards JPY ou 9,7 % en glissement annuel et à un recul de 5,750 milliards JPY ou 6,1 % des dépenses pour les programmes de dons.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les recettes ordinaires se montent à 233,350 milliards JPY, soit une baisse de 5,101 milliards JPY ou 2,1 % en glissement annuel, principalement due à une contraction de 2,018 milliards JPY ou 1,5 % des recettes liées aux subventions de fonctionnement et à une diminution de 5,750 milliards JPY ou 6,1 % des recettes des programmes de dons.

(Total des recettes pour l'exercice courant)

En plus des recettes ordinaires mentionnées ci-dessus, il faut noter des recettes exceptionnelles de 37 millions JPY résultant des pertes sur cession d'actifs non courants, 3 millions JPY de pertes sur la vente d'actifs non courants, et 26 millions JPY de gains sur la vente d'actifs non courants. À ceci s'ajoutent 4,459 milliards JPY correspondant à la reprise des fonds de réserve de la période précédente des objectifs à moyen terme. De ce fait, le total des recettes pour l'exercice comptable sous revue est de 3,121 milliards JPY, en baisse de 47 millions JPY ou 1,5 % par rapport à l'exercice précédent.

État des flux de trésorerie

État des flux de trésorerie		(Unité : million JPY)	
	1 ^{er} avril 2018–31 mars 2019	1 ^{er} avril 2019–31 mars 2020	
I. Flux de trésorerie des activités de fonctionnement			
Paiement des dépenses de fonctionnement	(130 351)	(120 977)	
Paiement des projets de dons	(95 355)	(88 121)	
Paiement des dépenses de personnel	(17 221)	(17 346)	
Recettes des subventions de fonctionnement	152 364	150 476	
Recettes des projets de dons	105 714	93 258	
Autres	4 314	3 247	
II. Flux de trésorerie des activités d'investissement	(2 477)	(2 524)	
III. Flux de trésorerie des activités de financement	(145)	(115)	
IV. Effet des fluctuations des taux de change sur les fonds	(128)	(40)	
V. Augmentation (diminution) nette des fonds	16 716	17 859	
VI. Fonds au début de l'exercice	191 910	208 626	
VII. Fonds à la fin de l'exercice	208 626	226 485	

(Flux de trésorerie des activités de fonctionnement)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les flux de trésorerie des activités de fonctionnement s'élevèrent à 20,538 milliards JPY, soit une hausse de 1,072 milliard JPY ou 5,5 % en glissement annuel. Cette progression est principalement due à une contraction de 9,374 milliards JPY ou 7,2 % des paiements des dépenses de fonctionnement, à un recul de 7,234 milliards JPY ou 7,6 % des paiements des projets de dons, à une diminution de 1,888 milliard JPY ou 1,2 % des recettes des subventions de fonctionnement, et à un repli de 12,456 milliards JPY ou 11,8 % des recettes des projets de dons.

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les flux de trésorerie des activités d'investissement représentent une sortie de fonds de 2,524 milliards JPY, soit une baisse de 47 millions JPY ou 1,9 % par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par l'absence de recettes liées aux subventions d'équipement qui s'élevaient à 159 millions JPY lors de l'exercice précédent.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les flux de trésorerie des activités de financement représentent une sortie de fonds de 115 millions JPY, soit une augmentation de 30 millions JPY ou 20,6 % par rapport à l'exercice précédent. La principale cause de cette diminution est la baisse de 30 millions JPY ou 20,6 % des remboursements des obligations de location.

2 Compte de financement et d'investissement

Bilan	(Unité : million JPY)	
	Au 31 mars 2019	Au 31 mars 2020
Actifs		
Actifs courants		
Prêts	12 300 294	12 614 846
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(165 844)	(142 053)
Autres	385 840	233 445
Total des actifs courants	12 520 290	12 706 238
Actifs non courants		
Actifs corporels	9 431	9 370
Actifs incorporels	5 758	5 655
Placements et autres actifs		
Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres	87 063	87 063
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(83 193)	(87 063)
Autres	91 581	104 200
Total des actifs non courants	110 639	119 225
Total des actifs	12 630 929	12 825 464
Passifs		
Passifs courants		
Part des obligations exigibles	67 305	—
Part des emprunts exigibles souscrits auprès du fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	138 032	106 613
Autres	40 805	40 341
Total des passifs courants	246 141	146 954
Passifs non courants		
Obligations	733 299	791 079
Emprunts souscrits auprès du fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 899 402	1 962 569
Autres	8 757	9 582
Total des passifs non courants	2 641 459	2 763 230
Total des passifs	2 887 600	2 910 185
Actifs nets		
Capital		
Investissements publics	8 083 418	8 150 728
Total des capitaux	8 083 418	8 150 728
Bénéfices non distribués		
Réserves	1 626 110	1 703 881
Autres	77 771	95 645
Total des bénéfices non distribués	1 703 881	1 799 526
Évaluation et écarts de conversion	(43 969)	(34 974)
Total des actifs nets	9 743 329	9 915 279
Total des passifs et des actifs nets	12 630 929	12 825 464

(Actifs)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, le total des actifs s'élève à 12 825,464 milliards JPY, soit une hausse de 194,535 milliards JPY ou 1,5 % par rapport à l'exercice précédent, principalement due à une augmentation de 314,552 milliards JPY ou 2,6 % des prêts.

(Passifs)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, le total des passifs se monte à 2 910,185 milliards JPY, soit une progression de 22,585 milliards JPY ou 0,8 % en glissement annuel, principalement due à une augmentation de 31,748 milliards JPY ou 1,6 % des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

Compte de résultat	(Unité : million JPY)	
	1 ^{er} avril 2018–31 mars 2019	1 ^{er} avril 2019–31 mars 2020
Dépenses ordinaires		
Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements		
Intérêts sur les obligations et les bons	9 331	9 515
Intérêts sur les emprunts	16 541	21 707
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	6 720	6 222
Dépenses d'externalisation des opérations	33 865	29 138
Dépenses opérationnelles et administratives	13 621	12 296
Provisions pour les pertes liées aux prêts	1 779	—
Autres	8 089	7 959
Total des dépenses ordinaires	89 945	86 837
Recettes ordinaires		
Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements		
Intérêts sur les prêts	138 201	131 739
Dividendes sur les placements	20 872	15 852
Reprise des provisions pour les pertes liées aux prêts	—	19 922
Autres	6 872	13 392
Autres	1 775	1 582
Total des recettes ordinaires	167 721	182 486
Recettes exceptionnelles	6	9
Recettes exceptionnelles	2	3
Total des recettes pour l'exercice courant	77 771	95 645

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, le total des dépenses ordinaires s'élève à 86,837 milliards JPY, soit une baisse de 3,109 milliards JPY ou 3,5 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est essentiellement imputable à une diminution de 4,727 milliards JPY ou 14,0 % des dépenses d'externalisation des opérations.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, le total des recettes ordinaires se monte à 182,486 milliards JPY, soit une augmentation de 14,765 milliards JPY ou 8,8 %. Cette progression s'explique principalement par la reprise des provisions pour les pertes liées aux prêts, qui s'élèvent à 19,922 milliards JPY alors qu'elles étaient nulles lors de l'exercice précédent.

(Total des recettes pour l'exercice courant)

En plus des recettes ordinaires mentionnées ci-dessus, il faut noter des pertes exceptionnelles de 9 millions JPY, notamment sur la cession d'actifs non courants, ainsi que des recettes exceptionnelles de 3 millions JPY provenant des gains sur la vente d'actifs non courants. De ce fait, le total des recettes pour l'exercice comptable sous revue est de 95,645 milliards JPY, soit une hausse de 17,873 milliards JPY ou 23,0 % par rapport à l'exercice précédent.

État des flux de trésorerie	(Unité : million JPY)	
	1 ^{er} avril 2018–31 mars 2019	1 ^{er} avril 2019–31 mars 2020
I. Flux de trésorerie des activités de fonctionnement	22 218	(200 800)
Paiement des prêts	(1 079 145)	(1 090 516)
Remboursement des emprunts auprès du fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	(206 179)	(200 152)
Recettes de la collecte de prêts	789 222	779 398
Recettes des emprunts auprès du fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	332 100	231 900
Recettes de l'émission d'obligations	113 966	59 639
Recettes des intérêts sur les prêts	135 396	128 416
Autres	(63 141)	(109 485)
II. Flux de trésorerie des activités d'investissement	(13 525)	4 584
III. Flux de trésorerie des activités de financement	45 848	67 156
IV. Effet des fluctuations des taux de change sur les fonds	1 122	0
V. Augmentation (diminution) nette des fonds	55 663	(129 060)
VI. Fonds au début de l'exercice	248 954	304 618
VII. Fonds à la fin de l'exercice	304 618	175 558

(Flux de trésorerie des activités de fonctionnement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, les flux de trésorerie des activités de fonctionnement représentent une sortie de fonds de 200,800 milliards JPY, soit une baisse de 223,017 milliards JPY ou 1 003,8 % en glissement annuel. Ce recul s'explique principalement par une diminution de 100,200 milliards JPY ou 30,2 % des recettes des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, les flux de trésorerie des activités d'investissement s'élèvent à 4,584 milliards JPY, soit une augmentation de 18,109 milliards JPY ou 133,9 % par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est principalement due à un bond de 46,184 milliards JPY ou 93,4 % du produit du remboursement des dépôts à terme.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, les flux de trésorerie des activités de financement s'élèvent à 67,156 milliards JPY, soit une augmentation de 21,308 milliards JPY ou 46,5 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement imputable à une progression de 21,300 milliards JPY ou 46,3 % des revenus d'investissements publics.

Statistiques sur les résultats des programmes

Interprétation des statistiques

Cette partie présente les statistiques sur la coopération de la JICA durant l'exercice 2019. Les données sont traitées et ventilées comme suit :

- La répartition des données de la coopération bilatérale par région distingue les six zones géographiques suivantes :
 - Asie (Asie centrale et Caucase, hors Maghreb Moyen-Orient) ;
 - Pacifique ;
 - Amérique du Nord et Amérique latine ;
 - Maghreb Moyen-Orient (ouest de l'Iran et nord du Sahara, hors Soudan) ;
 - Afrique (hors Maghreb Moyen-Orient) ;
 - Europe (Turquie incluse)
- Les résultats des programmes de coopération technique exprimés en nombre de participants sont répartis en cinq rubriques.
 - Formation de participants étrangers ;
 - Envoi d'experts ;
 - Envoi de missions d'étude ;
 - Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV pour Japan Overseas Cooperation Volunteers) ;
 - Envoi d'autres volontaires
- D'autres informations sur les activités et résultats de la JICA ainsi que l'actualisation des données de ce rapport sont disponibles sur le site internet de la JICA.

Répartition des pays et régions

Asie	Asie du Sud-Est	Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Est, Vietnam
	Asie de l'Est	Chine, Hong Kong, Macao, Mongolie, Corée du Sud
	Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka
	Asie centrale et Caucase	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan
Pacifique	Pacifique	Australie, Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Îles Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Niue, Mariannes du Nord, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Antilles néerlandaises (Curaçao), Nicaragua, Panama, Porto Rico, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago
	Amérique du Sud	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Vénézuéla
	Amérique du Nord	Canada, États-Unis d'Amérique
Maghreb Moyen-Orient	Maghreb Moyen-Orient	Algérie, Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Syrie, Tunisie, Émirats arabes unis, Yémen
Afrique	Afrique	Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissao, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe
Europe	Europe	Albanie, Autriche, Biélorussie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine, Royaume-Uni
Autres	Organisations internationales, etc.	
	International	Coopération multirégionale

Notes :

Pour les prêts d'APD antérieurs à l'ex. 2007, les données pour l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont comptabilisées dans la région Afrique (nord du Sahara) et dans la région Maghreb Moyen-Orient pour la Turquie.

Pour la coopération technique et les dons antérieurs à l'ex. 2007, les données pour l'Afghanistan, le Soudan et la Turquie sont comptabilisées dans la région Maghreb Moyen-Orient.

La liste des pays par région suit l'ordre alphabétique du rapport original en japonais.

1 Répartition de l'APD du Japon en 2019 (données provisoires)

Type	Décassements d'APD (année civile 2019)	Dollars (1 million USD)			Yens (1 milliard JPY)			En %	
		2019	2018	Variation (%)	2019	2018	Variation (%)	APD totale (sur la base des décaissements nets)	APD totale (sur la base de l'équivalent-don)
APD bilatérale	Dons	2 553,02	2 639,75	-3,3	278,397	291,528	-4,5	22,0	
	Réductions de dette	—	23,72	-100,0	—	2,619	-100,0	—	—
	Dons octroyés par le biais d'organisations internationales	1 162,48	1 315,96	-11,7	126,763	145,331	-12,8	10,0	
	Dons excluant ce qui précède	1 390,54	1 300,07	7,0	151,633	143,577	5,6	12,0	
	Dons (hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	2 551,61	2 630,91	-3,0	278,243	290,552	-4,2	21,9	16,5
	Réductions de dette	—	23,72	-100,0	—	2,619	-100,0	—	—
	Dons octroyés par le biais d'organisations internationales	1 162,04	1 314,79	-11,6	126,715	145,202	-12,7	10,0	7,5
	Dons excluant ce qui précède	1 389,57	1 292,40	7,5	151,527	142,730	6,2	11,9	9,0
	Coopération technique*	2 721,18	2 651,71	2,6	296,734	292,849	1,3	23,5	
	Coopération technique (hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)*	2 717,10	2 647,54	2,6	296,289	292,389	1,3	23,3	17,5
	Total des dons	5 274,21	5 291,46	-0,3	575,131	584,377	-1,6	45,5	
	Total des dons (hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	5 268,71	5 278,45	-0,2	574,531	582,940	-1,4	45,3	34,0
	Prêts (décaissements bruts)	9 398,92	8 006,18	17,4	1 024,914	884,185	15,9		
	(Montant des remboursements)	7 248,12	7 237,03	0,2	790,378	799,242	-1,1		
	(Montant des remboursements hors réductions de dette)	7 248,12	7 237,03	0,2	790,378	799,242	-1,1		
	(Décaissements nets)	2 150,80	769,15	179,6	234,535	84,943	176,1	18,5	
	(Décaissements nets hors réductions de dette)	2 150,80	769,15	179,6	234,535	84,943	176,1		
	Prêts (décaissements bruts, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	9 398,92	8 006,18	17,4	1 024,914	884,185	15,9		
	(Montant des remboursements)	7 199,60	7 185,74	0,2	785,087	793,578	-1,1		
	(Montant des remboursements hors réductions de dette)	7 199,60	7 185,74	0,2	785,087	793,578	-1,1		
	(Décaissements nets)	2 199,32	820,44	168,1	239,827	90,607	164,7	18,9	
(Décaissements nets hors réductions de dette)	2 199,32	820,44	168,1	239,827	90,607	164,7			
(Équivalent-don)	6 515,53	5 477,69	18,9	710,492	604,944	17,4		42,0	
APD bilatérale totale (sur la base des décaissements bruts)	14 673,13	13 297,64	10,3	1 600,044	1 468,562	9,0			
APD bilatérale totale (sur la base des décaissements bruts, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	14 667,63	13 284,63	10,4	1 599,445	1 467,126	9,0			
APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets)	7 425,00	6 060,61	22,5	809,666	669,320	21,0	64,0		
APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	7 468,03	6 098,89	22,4	814,359	673,548	20,9	64,2		
APD bilatérale totale (sur la base de l'équivalent-don, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	11 784,24	10 756,13	9,6	1 285,023	1 187,884	8,2		76,0	
Dons	3 051,47	2 639,86	15,6	332,751	291,540	14,1	26,2	19,7	
Prêts (montant des décaissements)	1 119,72	1 325,52	-15,5	122,101	146,388	-16,6	9,6		
Prêts (équivalent-don)	671,00	767,53	-12,6	73,170	84,764	-13,7		4,3	
Contributions et souscriptions aux organisations internationales (sur la base des décaissements bruts et nets)	4 171,19	3 965,38	5,2	454,852	437,928	3,9	35,8		
Contributions et souscriptions aux organisations internationales (sur la base de l'équivalent-don)	3 722,48	3 407,38	9,2	405,921	376,304	7,9		24,0	
APD totale (décaissements bruts)	18 844,32	17 263,02	9,2	2 054,896	1 906,490	7,8			
APD totale (décaissements bruts, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	18 838,82	17 250,01	9,2	2 054,297	1 905,053	7,8			
APD totale (décaissements nets)	11 596,20	10 025,99	15,7	1 264,518	1 107,248	14,2	100,0		
APD totale (décaissements nets, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	11 639,23	10 064,27	15,6	1 269,210	1 111,475	14,2	100,0		
APD totale (équivalent-don, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	15 506,72	14 163,52	9,5	1 690,944	1 564,188	8,1		100,0	
Estimation provisoire du revenu national brut (RNB) nominal (milliards USD, milliards JPY)	5 266,61	5 135,33	2,6	57 430,240	56 713,450	1,3			
% du RNB	0,22	0,20		0,022	0,020				
% du RNB (sur la base des décaissements nets, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	0,22	0,20		0,022	0,020				
% du RNB (sur la base de l'équivalent-don, hors décaissements pour les pays inéligibles à l'APD)	0,29	0,28		0,029	0,028				

(Notes) *1. Le Japon a réalisé des décaissements en faveur des 16 pays et régions suivants retirés de la Liste du CAD et non membres de l'OCDE : Bahreïn, Barbade, Brunei, Chili, [Polynésie française], Koweït, [Nouvelle-Calédonie], Oman, Saint-Christophe-et-Nièves, Roumanie, Arabie saoudite, Seychelles, Singapour, Trinité-et-Tobago, Émirats arabes unis et Uruguay.

2. Taux de change moyen annuel pour les membres du CAD en 2019 : 1,00 USD = 109,0459 JPY (appréciation du yen, en hausse de 1,3919 par rapport à 2018).

3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

4. L'allègement de la dette désigne l'exemption de la dette commerciale hors report de remboursement.

5. Avant 2006, les dons transitant par le canal des organisations internationales étaient comptabilisés dans les « Contributions et souscriptions aux organisations internationales ». Depuis cette date, ils sont comptabilisés dans les « Dons » aux pays bénéficiaires désignés au moment des contributions.

6. À compter des résultats de 2011, les dons accordés aux projets des ONG sont comptabilisés dans les dons aux pays bénéficiaires.

7. Les données de 2018 sont calculées avec la méthode de l'équivalent-don adoptée en 2019. Le calcul étant basé sur la Liste du CAD et différencié selon le RNB, il exclut les pays inéligibles à l'APD.

8. Les données proviennent du ministère des Affaires étrangères. Les résultats de l'année 2018 sont établis à partir des chiffres définitifs.

* La coopération technique comprend les coûts administratifs et de conscientisation du développement.

2 Aperçu du budget d'APD du MOFA

(Unité : milliard JPY)

	Ex. 2019		Ex. 2020	
	Budget	Variation (%)	Budget	Variation (%)
Budget du gouvernement	556,6	0,5%	561,0	0,8%
Budget du ministère	437,6	0,7%	442,9	1,2%
Dons	163,1	1,6%	163,2	0,06%
Subventions de gestion (compte général)	151,0	0,3%	151,6	0,4%
Contributions et donations	49,3	-4,7%	54,9	11,4%
Aide pour les activités de soutien	74,2	3,5%	73,2	-1,4%

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Région / Pays	APD du Japon (2019)			Coopération technique de la JICA (ex. 2019)										CF et 1* de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique** (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Décaissements (ex. 2019) (1 milliard JPY)	Dons (Ex. 2019) (1 milliard JPY)**	
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements**	Autres dépenses**	JOCV					Autres volontaires
4-3 Amérique du Nord et Amérique latine _ Amérique Centrale et Caraïbes (suite)																		
Barbade		0,04		2019	0,003	Personnes	2											
				Dépenses		3 452												
Total cumulé	1,298	Personnes		116		72		11										
Belize		0,92		2019	0,090	Personnes	14	1	1	1				8	13			
				Dépenses		20 080		13 420		226		82			56 642			
Total cumulé	2,554	Personnes		317		9							180		11			
Costa Rica	0,52	3,18	14,93	2019	0,325	Personnes	62		15	7	5			29	19	2	9	
				Dépenses		51 498		87 601		9 551		229		4 831		128 717		42 663
Total cumulé	23,982	Personnes		2 366		626		932					634		104			
Cuba	10,72	3,51		2019	0,555	Personnes	65	1	3	51	2						1	
				Dépenses		76 583		309 951		139 164		3 264		24 633				1 492
Total cumulé	8,084	Personnes		1 073		311		537								1		
Dominique	0,06	0,48		2019	0,057	Personnes	4	1			2							
				Dépenses		8 351		16 649		31 663								
Total cumulé	1,680	Personnes		158		10		96						41				
République dominicaine	1,11	4,99	-3,95	2019	0,520	Personnes	76	3	36	8	3			21	29	7	12	
				Dépenses		86 376		224 064		2 929		268		26 659		128 046		51 274
Total cumulé	35,775	Personnes		2 223		860		1 257					678		309			
Salvador	1,74	6,99	-12,35	2019	0,786	Personnes	92	4	58	25	31			8	8	1		
				Dépenses		83 838		589 309		5 467		70		57 668		46 719		3 292
Total cumulé	27,156	Personnes		2 352		968		1 244					550		27			
Grenade	0,07	0,05		2019	0,005	Personnes	2	1										
				Dépenses		4 619												
Total cumulé	1,194	Personnes		158		5		95										
Guatemala	0,99	4,83	4,06	2019	0,593	Personnes	80		26	9	1			25	23		3	
				Dépenses		52 782		401 056		3 228		198		1 681		126 894		7 501
Total cumulé	32,027	Personnes		2 542		876		1 747					767		35			
Guyana	2,70	0,13		2019	0,031	Personnes	8				2							
				Dépenses		16 073				15 123								
Total cumulé	2,003	Personnes		219		28		127								51		
Haïti	21,99	0,84		2019	0,081	Personnes	8		14	3								
				Dépenses		10 122		56 005		568		14 433						
Total cumulé	4,124	Personnes		613		131		308										
Honduras	19,50	4,24	0,53	2019	0,504	Personnes	66	1	36	14	14			14	24			
				Dépenses		79 149		268 791		45 916		147		4 314		105 928		
Total cumulé	45,381	Personnes		3 183		1 228		1 809					1 253		155			
Jamaïque	0,48	1,86	-4,18	2019	0,230	Personnes	16	1	3	3				13	17	2	12	
				Dépenses		26 215		33 757		509		171		700		108 310		60 313
Total cumulé	10,532	Personnes		632		145		248					392		73			
Mexique	0,07	8,68		2019	0,725	Personnes	140	4	74	12	12			1	1	3	9	
				Dépenses		239 743		341 998		74 489		92		18 741		7 154		42 829
Total cumulé	78,080	Personnes		7 502		2 649		2 771					237		204			
Montserrat				2019		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	0,007	Personnes		1														
Antilles néerlandaises (Curaçao)				2019		Personnes												
				Dépenses		529						6 144						
Total cumulé	0,006	Personnes		1		1												
Nicaragua	5,72	6,03	4,67	2019	0,671	Personnes	61	1	19	16	5			2	1	1		
				Dépenses		101 711		412 005		41 283		540		107 232		5 885		2 605
Total cumulé	27,251	Personnes		2 174		677		1 331					604		56			
Panama		2,44	-9,60	2019	1,441	Personnes	39		1	4	9	1		8	14	1	1	
				Dépenses		30 220		53 640		1 281 846		93		760		68 197		6 527
Total cumulé	33,050	Personnes		2 014		720		1 407					432		118			
Porto Rico				2019		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	0,002	Personnes		1		1												
Saint-Christophe-et-Niévès	0,16	0,02		2019	0,008	Personnes	4											
				Dépenses		7 718												
Total cumulé	0,520	Personnes		101		2		46										
Sainte-Lucie	1,83	1,68		2019	0,236	Personnes	13	1	1	2	2			27	6			
				Dépenses		22 387		31 610		99 746		128		309		81 560		
Total cumulé	3,743	Personnes		254		27		118					246		16			
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	3,70	0,34		2019	0,032	Personnes	8	1										
				Dépenses		14 547		4 951				16				12 205		
Total cumulé	1,867	Personnes		187		15		79					54					
Dépenses		457 836		462 289		312 161		71 770		8 384			554 545					

Région / Pays	APD du Japon (2019)			Coopération technique de la JICA (ex. 2019)										CF et 1 ^{er} de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique** (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Décaissements (ex. 2019) (1 milliard JPY)	(Ex. 2019) (1 milliard JPY)	
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements**	Autres dépenses**	JOCV					Autres volontaires
				Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	

4-3 Amérique du Nord et Amérique latine_ Amérique Centrale et Caraïbes (suite)

Suriname	3,75			2019	0,003	Personnes	2											
				Total cumulé	0,767	Dépenses	3 394											
Trinité-et-Tobago	0,03			2019	0,004	Personnes	3											
				Total cumulé	3,301	Dépenses	4 311											

Amérique du Sud

Argentine	0,17	4,10	-16,19	2019	0,470	Personnes	101	5	28	4	1						19	25	
				Total cumulé	50,063	Dépenses	122 387		151 833		35 597		171		4 417				
Bolivie	13,68	7,59	0,76	2019	0,652	Personnes	73	2	22	12	4	1				31	42	2	5
				Total cumulé	75,234	Dépenses	91 778		300 107		14 416		311		17 798		211 731		
Brésil	5,05	12,14	-46,48	2019	1,133	Personnes	232	12	12	9	27							49	89
				Total cumulé	120,154	Dépenses	330 615		215 432		108 494		653		28 177				
Chili	0,41	2,28	-0,93	2019	0,378	Personnes	27	2	14	3	4						6	1	4
				Total cumulé	44,035	Dépenses	48 146		275 047		5 079		43		12 999		16 637		
Colombie	6,56	4,70		2019	0,511	Personnes	123	1	3	11	5				16	12	1	15	
				Total cumulé	34,714	Dépenses	120 169		214 992		5 317		171		12 502		88 262		
Équateur	7,85	10,92	-4,54	2019	0,546	Personnes	58	1	22	7	3				10	47	2	5	
				Total cumulé	27,889	Dépenses	78 710		173 726		85 733		248		3 965		182 449		
Paraguay	6,03	6,52	13,91	2019	0,808	Personnes	52	3	15	10	9	1			26	38	7	14	
				Total cumulé	89,745	Dépenses	68 256		259 178		198 636		1 461		17 269		191 397		
Pérou	1,31	8,21	-23,01	2019	1,049	Personnes	68	3	52	5	23				26	40	4	5	
				Total cumulé	58,509	Dépenses	77 811		375 752		343 948		291		35 067		186 095		
Uruguay	0,39	0,59		2019	0,056	Personnes	12			1								1	7
				Total cumulé	15,629	Dépenses	8 629		15 157		64		31		876				
Vénézuéla	0,25	0,23		2019	0,014	Personnes	2												
				Total cumulé	10,778	Dépenses	2 037								11 584				

Amérique du Nord

Canada				2019	0,003	Personnes	4											
				Total cumulé	0,581	Dépenses	3 163											
États-Unis d'Amérique				2019		Personnes												
				Total cumulé	1,903	Dépenses	146		13		25							

4-4 Maghreb Moyen-Orient

Algérie	0,23	0,23	-0,74	2019	0,030	Personnes	15	4										
				Total cumulé	7,789	Dépenses	24 336				50				5 497			
Bahreïn				2019	0,000	Personnes												
				Total cumulé	1,368	Dépenses	875		404		418							
Égypte	13,99	25,16	122,37	2019	2,075	Personnes	181	29	168	30	55				11	14	2	3
				Total cumulé	86,423	Dépenses	2 227 757		1 849 611		1 790 473		1 618 435		302 578			
Iran	5,81	11,17	-4,81	2019	0,828	Personnes	66	1	51	7	45							1
				Total cumulé	30,673	Dépenses	69 198		428 449		318 536		4		8 955			
Irak	51,10	6,44	154,22	2019	0,672	Personnes	396	10	7	3	1							
				Total cumulé	22,017	Dépenses	3 760		1 457		2 297							
Israël				2019		Personnes												
				Total cumulé	0,046	Dépenses	6 564 869		8 999 526		11 137 665		2 910 639		1 047 195		10 923	

Région / Pays	APD du Japon (2019)			Coopération technique de la JICA (ex. 2019)										CF et 1 ^{er} de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique** (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Décaissements (ex. 2019) (1 milliard JPY)	Dons de la JICA (Ex. 2019) (1 milliard JPY)	
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements**	Autres dépenses**	JOCV					Autres volontaires
4-4 Maghreb Moyen-Orient (suite)																		
Jordanie	30,43	7,37	48,64	2019	0,724	Personnes	91	40	21	22					23	28	1	
				Dépenses	91 744	384 227	88 337	333	7 202	145 843	5 868							
				Total cumulé	38,041	Personnes	2 941	1 091	1 909									
Koweït		0,01		2019	0,001	Personnes				1								
				Dépenses				1 025										
				Total cumulé	0,963	Personnes	205	35	2									
Liban	10,37	0,44	-6,39	2019	0,033	Personnes	6			1								
				Dépenses		9 068		10 364	14 030									
				Total cumulé	1,903	Personnes	271	17	230									
Libye	3,21	0,02		2019	0,002	Personnes	1											
				Dépenses		2 095												
				Total cumulé	0,218	Personnes	126	10	20									
Maroc	1,04	4,88	-65,40	2019	0,447	Personnes	41	30	4	6	10				7	21	6	
				Dépenses		87 107	92 355	147 276	135	7 104	85 039	28 482						
				Total cumulé	40,673	Personnes	1 827	712	1 986				1 010	155				
Oman		0,04		2019	0,004	Personnes				3								
				Dépenses				912	3 217									
				Total cumulé	14,401	Personnes	618	185	1 313									
Palestine	44,05	7,92		2019	0,830	Personnes	119	2	56	15	10							
				Dépenses		89 337	617 444	107 781	15 834									
				Total cumulé	17,543	Personnes	6 414	1 007	684									
Qatar				2019		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	1,106	Personnes	116	37	33									
Arabie saoudite		0,52		2019	0,062	Personnes	13			2								
				Dépenses		5 662	26 936	414	29 320									
				Total cumulé	21,654	Personnes	2 111	818	1 188									
Syrie	65,33	3,73		2019	0,491	Personnes	12	39										
				Dépenses		264 426		220 090	6 648									
				Total cumulé	31,205	Personnes	2 445	664	1 410			568	112					
Tunisie	0,71	4,85	96,59	2019	0,566	Personnes	62	17	19	3	31				6			
				Dépenses		101 131	241 780	209 957	23	1 539	11 600							
				Total cumulé	28,101	Personnes	1 641	709	1 539			358	158					
Émirats arabes unis		0,02		2019	0,005	Personnes			5									
				Dépenses			3 935	664										
				Total cumulé	3,786	Personnes	197	150	248									
Yémen	59,97	0,39		2019	0,066	Personnes	64	1										
				Dépenses		47 321			486	11 903								
				Total cumulé	11,108	Personnes	1 881	319	659			68						
				2019		Personnes												
				Dépenses		1 928 316	3 171 176	2 981 443	1 686 389	786 544	553 984							
				Total cumulé														
4-5 Afrique																		
Angola	5,90	2,77		2019	0,351	Personnes	44	1	15	8	27	2						
				Dépenses		44 614	230 665	74 722	1 326									
				Total cumulé	7,657	Personnes	1 865	251	568									
Bénin	5,11	5,44		2019	0,733	Personnes	27	7	25	6	19			21	46			
				Dépenses		56 331	264 830	173 557	21 579	17 197	199 423							
				Total cumulé	10,211	Personnes	1 365	199	391			333						
Botswana	0,72	3,16	-1,28	2019	0,336	Personnes	30	7	3	1	3	1		33	11			
				Dépenses		50 822	165 605	1 917	171	530	116 525							
				Total cumulé	9,326	Personnes	1 083	233	274			367	43					
Burkina Faso	18,09	6,07		2019	0,542	Personnes	61	9	14	12	7							
				Dépenses		102 917	314 557	74 676	75	13 605	36 373							
				Total cumulé	19,435	Personnes	1 422	504	918			400						
Burundi	10,83	0,82		2019	0,100	Personnes	25	6	3	2								
				Dépenses		43 507	31 977	1 137	83	23 706								
				Total cumulé	4,926	Personnes	770	127	370			12						
Cameroun	8,02	9,07	16,87	2019	0,628	Personnes	38	15	77	12	3			13	22	1	1	
				Dépenses		80 575	431 524	1 433	226	4 319	102 401	7 431						
				Total cumulé	11,776	Personnes	1 306	433	484			159	8					
Cap-Vert	6,25	0,09	2,17	2019	0,008	Personnes	13	1										
				Dépenses		8 111												
				Total cumulé	2,461	Personnes	400	12	289									
République centrafricaine	5,71	0,10		2019	0,011	Personnes	6	1										
				Dépenses		11 232												
				Total cumulé	2,823	Personnes	243	9	223									
				2019		Personnes												
				Dépenses		588 400	369 622	1 400 958	451 204	13 254								
				Total cumulé														

Statistiques sur les résultats des programmes 4. Répartition géographique des activités de la JICA

Région / Pays	APD du Japon (2019)			Coopération technique de la JICA (ex. 2019)										CF et 1* de la JICA	Dons de la JICA					
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique** (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Décaissements (ex. 2019) (1 milliard JPY)	(Ex. 2019) (1 milliard JPY)**			
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements**	Autres dépenses**	JOCV					Autres volontaires		
4-5 Afrique (suite)																				
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours				
Tchad	5,55	0,23		2019	Personnes	18	2													
				Dépenses	25 784						472									
Total cumulé	1,028			Personnes	348	5			43											
				Dépenses	564 889	136 736			225 987	58 402	42 184									
Comores	3,36	0,20		2019	Personnes	12	2													
				Dépenses	21 865					299										
Total cumulé	1,421			Personnes	245	48			42											
				Dépenses	401 587	596 078			213 466	139 641	70 032									
Congo	2,24	0,89		2019	Personnes	7	5	1												
				Dépenses	17 467	28 809			41 342											
Total cumulé	1,317			Personnes	214	4			140											
				Dépenses	326 911	30 386			889 504	60 176	10 055									
Côte d'Ivoire	25,55	13,01	14,22	2019	Personnes	79	10	68	12	27	8									
				Dépenses	211 711	296 965			163 518		2 745									
Total cumulé	20,875			Personnes	11 369	572			1 174						173					
				Dépenses	3 983 487	5 743 461			6 855 652	933 187	1 078 628			2 280 540					1,456	0,721
République démocratique du Congo	20,64	6,64		2019	Personnes	61	12	81	9	4	1									
				Dépenses	98 932	932 691			70 146		107 907									
Total cumulé	19,616			Personnes	24 737	604			911											
				Dépenses	3 930 232	7 946 868			5 452 607	1 335 989	950 718									
Djibouti	37,54	6,46		2019	Personnes	41	6	22	3	45				4	10					
				Dépenses	74 453	262 680			320 921		54	787	52 662							
Total cumulé	7,281			Personnes	645	153			616						148					
				Dépenses	1 149 097	1 068 655			3 103 252	140 055	473 171			1 346 295						
Guinée équatoriale		0,09		2019	Personnes	3	3													
				Dépenses	11 992															
Total cumulé	0,381			Personnes	98	1														
				Dépenses	290 821	54 983			4 369	29 240	1 657									
Érythrée	6,25	0,93		2019	Personnes	14	4	6		5										
				Dépenses	24 464	33 278			43 800											
Total cumulé	2,816			Personnes	328	47			183											
				Dépenses	589 672	628 331			909 626	400 637	287 476									
Eswatini	6,10	0,43	-1,85	2019	Personnes	24	2			1					4			1		
				Dépenses	34 472				423		19					22 549		3 140		
Total cumulé	4,712			Personnes	1 367	64			259					4			4			
				Dépenses	1 285 806	876 569			1 962 150	251 606	258 388			53 315		24 268				
Éthiopie	34,11	19,15	14,15	2019	Personnes	105	31	138	37	83	10			8	30					
				Dépenses	184 555	1 229 948			345 908		1 172	23 166	120 002							
Total cumulé	52,117			Personnes	3 267	1 964			2 311					726			40			
				Dépenses	6 307 729	18 812 817			13 063 238	3 536 322	3 611 788			6 452 227		332 392				
Gabon	1,81	3,68	-0,49	2019	Personnes	29	2	4	5	7				8	18	3	9			
				Dépenses	44 482	193 305			147		56 322	93 564	42 385							
Total cumulé	6,182			Personnes	629	127			213					161		15				
				Dépenses	993 033	1 705 676			1 294 287	229 275	218 539			1 516 037		225 544				
Gambie	3,28	0,97		2019	Personnes	10	8													
				Dépenses	31 007				92 690		83									
Total cumulé	3,259			Personnes	379	12			244											
				Dépenses	755 525	417 485			1 367 018	488 247	226 246									
Ghana	30,24	17,89		2019	Personnes	118	10	54	29	10				35	41		2			
				Dépenses	165 582	1 283 627			157 230		303	99 653	222 460			6 768				
Total cumulé	62,537			Personnes	4 736	2 032			1 984					1 404		33				
				Dépenses	9 308 626	20 167 468			9 804 572	4 816 720	4 415 764			13 693 219		331 052				
Guinée	14,30	2,01		2019	Personnes	30	3	1	3	13										
				Dépenses	55 915	83 239			45 519		15 226									
Total cumulé	8,795			Personnes	829	59			794											
				Dépenses	1 526 245	1 262 373			4 672 203	815 925	518 546									
Guinée-Bissao	4,95	0,19		2019	Personnes	9	4													
				Dépenses	17 485				83											
Total cumulé	0,975			Personnes	197	11			81											
				Dépenses	358 574	191 542			369 766	29 413	26 000									
Kénya	19,02	28,66	166,17	2019	Personnes	186	40	119	44	70	4			23	37		6			
				Dépenses	260 185	1 981 955			2 092 516		951	71 806	191 724			19 251				
Total cumulé	133,819			Personnes	14 624	4 271			4 880					1 679		49				
				Dépenses	18 273 492	51 431 829			30 321 057	12 179 093	5 410 644			15 815 978		387 210				
Lésotho	4,01	0,58		2019	Personnes	21	6			2					1		1			
				Dépenses	44 188				22 880		8	4 579			3 300		3 176			
Total cumulé	1,427			Personnes	793	74			74					1		4				
				Dépenses	844 528	307			295 217	182 332	64 103			20 971		19 226				
Libéria	23,76	1,80		2019	Personnes	49	5	1	2											
				Dépenses	97 643	32 853			201		321	21 543								
Total cumulé	6,468			Personnes	718	85			228					170						
				Dépenses	1 512 747	987 355			1 650 967	451 468	201 494			1 663 981						
Madagascar	10,53	8,72	13,39	2019	Personnes	63	12	38	17	22	5			20	32	1				
				Dépenses	88 544	437 966			145 281		206	9 586	153 655			2 020				
Total cumulé	22,763			Personnes	1 270	605			1 294					210		1				
				Dépenses	2 512 549	8 341 399			6 997 231	1 697 239	1 346 999			1 865 677		2 020				
Malawi	40,21	10,75		2019	Personnes	137	15	48	17	22	2			16	58					
				Dépenses	171 239	614 828			32 048		666	8 816	188 156							
Total cumulé	47,970			Personnes	3 584	1 079			1 440					1 837		50				
				Dépenses	5 857 047	12 537 757			7 934 760	2 611 189	1 825 516			16 759 315		444 291				
Mali	7,09	1,51		2019	Personnes	608	1	8		8										
				Dépenses	74 827	60 883			58 969		436									
Total cumulé	10,734			Personnes	2 210															

Région / Pays	APD du Japon (2019)			Coopération technique de la JICA (ex. 2019)										CF et 1* de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique** (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Décaissements (ex. 2019) (1 milliard JPY)	Dons de la JICA (Ex. 2019) (1 milliard JPY)**	
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements**	Autres dépenses**	JOCV					Autres volontaires
						Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		
4-5 Afrique (suite)																		
Maurice	3,84	0,19	-2,97	2019	0,095	Personnes	19	1	23		1							
				Dépenses	22 883		67 905		397		3 560							
Mozambique	19,51	18,32	53,80	Total cumulé	6,265	Personnes	576	127	493									
				Dépenses	918 044		2 376 423		2 478 177		363 406		129 309					
Namibie	1,73	1,87	-8,61	2019	1,867	Personnes	196	38	133	50	56	5			16	35	3	
				Dépenses	260 413		939 438		476 844		448		18 560		157 086		14 290	
Niger	11,51	1,86		Total cumulé	32,993	Personnes	16 719	1 874	1 851						317		15	
				Dépenses	3 728 798		13 114 620		10 255 308		801 123		2 045 073		2 859 278		188 516	
Nigeria	6,97	8,07		2019	0,167	Personnes	62	4	1	2	1				8	13		
				Dépenses	41 377		60 852		997		82		387		63 077			
Rwanda	13,52	9,86	55,26	Total cumulé	6,007	Personnes	1 535	121	121		301				146			
				Dépenses	1 087 869		1 180 683		1 921 223		195 554		311 703		1 309 966			
Sao Tomé-et-Principe	1,93	0,16		2019	0,190	Personnes	32	5	32	7								
				Dépenses	60 966		113 063		14 299				1 255					
Sénégal	11,18	16,48	1,19	Total cumulé	21,787	Personnes	1 117	270	270		827				694			
				Dépenses	1 964 483		4 278 533		5 692 458		1 203 455		834 806		7 812 803			
Seychelles	0,01	0,08		2019	0,502	Personnes	92	19	20	10								
				Dépenses	177 724		235 156		68 046		4		20 788					
Sierra Leone	11,69	7,26		Total cumulé	22,036	Personnes	6 968	672	672		1 151							
				Dépenses	5 261 767		6 993 693		7 158 673		1 812 096		808 495					
Somalie	13,19	1,19		2019	1,117	Personnes	39	23	60	16	42	4			19	37		
				Dépenses	100 869		616 162		204 901		348		32 118		162 881			
Soudan	20,14	8,25		Total cumulé	18,197	Personnes	1 374	874	874		727				303		4	
				Dépenses	2 728 695		7 061 791		3 611 309		489 795		1 698 355		2 580 481		26 224	
Soudan du Sud	49,47	6,72		2019	0,018	Personnes	13	3										
				Dépenses	18 213													
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	0,855	Personnes	298	6		48								
				Dépenses	385 165		150 474		242 081		72 816		4 896					
Togo	17,52	0,78		2019	1,728	Personnes	71	38	101	24	26	1			23	42	1	
				Dépenses	158 542		1 195 517		161 177		351		15 702		186 759		9 823	
Togo	17,52	0,78		Total cumulé	54,838	Personnes	4 587	1 241	1 241		2 274				1 151		29	
				Dépenses	5 464 886		17 216 302		13 529 732		3 183 115		3 695 928		11 582 459		165 954	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	0,006	Personnes	4	3										
				Dépenses	6 478													
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	1,952	Personnes	373	14		149								
				Dépenses	881 826		257 752		678 235		56 767		77 312					
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	0,638	Personnes	43	7	10	8	15							
				Dépenses	90 036		468 438		51 810		239		27 115					
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	8,930	Personnes	698	540		216								
				Dépenses	1 389 023		4 582 368		1 461 938		261 785		1 234 479					
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	0,302	Personnes	39	3	6	2								
				Dépenses	27 180		264 284						10 730					
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	1,454	Personnes	219	42		51								
				Dépenses	407 585		660 146		247 807		106 032		32 277					
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	0,770	Personnes	62	31	50	23	14			8	5	1		
				Dépenses	112 391		535 536		40 871		78		15 785		41 191		24 630	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	16,580	Personnes	1 959	740		912				116		23		
				Dépenses	3 934 405		5 560 409		4 416 655		521 186		982 190		991 558		179 866	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	0,495	Personnes	57	10	31	2	2							
				Dépenses	87 582		312 111		69 531		25 479							
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	10,679	Personnes	637	619		491								
				Dépenses	901 283		4 980 736		4 279 787		271 690		245 062					
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	0,982	Personnes	101	12	49	23	15	9			21			
				Dépenses	163 432		489 016		276 408		82		14 903		38 331			
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	25,830	Personnes	3 713	1 377		1 093				95		1		
				Dépenses	3 986 318		10 322 212		5 062 645		2 541 563		3 251 987		663 758		1 799	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	2,167	Personnes	120	22	95	32	77			36	58	2		
				Dépenses	177 172		1 352 690		333 252		706		21 548		269 082		12 276	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	96,044	Personnes	22 036	2 353		3 956				1 671		9		
				Dépenses	13 900 514		32 729 242		22 172 276		7 093 116		4 879 670		15 215 148		53 844	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	0,088	Personnes	32	7		1								
				Dépenses	68 692		19 065											
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	2,744	Personnes	589	9		212								
				Dépenses	857 427		184 068		1 617 912		27 603		55 733		1 465			
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	1,369	Personnes	87	18	87	32	22	7		25	42	1		
				Dépenses	133 475		915 045		39 176		75 074		11 713		183 770		10 801	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	35,006	Personnes	3 572	1 066		1 516				745		23		
				Dépenses	4 753 300		12 304 341		9 056 630		1 896 216		1 994 790		4 821 312		179 105	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	1,268	Personnes	104	30	50	30	32	6		22	71	1		
				Dépenses	173 602		611 424		106 307		2 048		37 275		276 756		60 207	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	66,744	Personnes	4 300	1 428		2 183				1 512		95		
				Dépenses	8 099 023		22 346 750		11 655 305		5 820 381		2 969 903		14 739 429		1 113 101	
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	2019	0,243	Personnes	53	13	6	3	4			8	5			
				Dépenses	100 026		110 535		1 735		50		2 499		28 130			
Tanzanie	15,16	19,98	19,82	Total cumulé	19,941	Personnes	2 053	113		895				552				
				Dépenses	3 557 748		2 437 406		5 767 391		1 079 149		406 285		6 693 425			
4-6 Europe																		
Albanie	0,63	3,40	-5,17	2019	0,267	Personnes	30	1	13		16							
				Dépenses	35 862		164 127		62 435		4 859							
Autriche				Total cumulé	3,854	Personnes	558	131		275								
				Dépenses	1 054 223		741 564		1 617 720		280 007		160 562					
Autriche				2019	0,525													

Statistiques sur les résultats des programmes 4. Répartition géographique des activités de la JICA

Région / Pays	APD du Japon (2019)			Coopération technique de la JICA (ex. 2019)										CF et 1 ^{er} de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique** (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Décaissements (ex. 2019) (1 milliard JPY)	Dons de la JICA (Ex. 2019) (1 milliard JPY)**	
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements**	Autres dépenses**	JOCV					Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			
4-6 Europe (suite)																		
Biélorussie	0,23	0,04		2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes														
Belgique				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,238	Personnes		10		7									
Bosnie-Herzégovine	1,04	0,82	18,12	2019	Personnes	29		1	1	6								
				Dépenses	24 455		21 794		28 128		7 781							
Total cumulé				7,219	Personnes		830		106		558							
Bulgarie			-14,61	2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				11,280	Personnes		842		243		617			253		2		
Croatie				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				1,108	Personnes		148		140		73							
Chypre				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,093	Personnes		30											
Tchécoslovaquie				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,590	Personnes		139		3		33							
République tchèque				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,579	Personnes		185		11		1							
Danemark				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,035	Personnes						6							
Estonie				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,129	Personnes		75											
Finlande				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,005	Personnes						5							
France				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				1,124	Personnes		1		32		263							
Allemagne				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,138	Personnes		1		2		28							
Grèce				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,348	Personnes		27		8		41							
Hongrie				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				7,697	Personnes		800		103		375				138			
Islande				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,003	Personnes						369							
Irlande				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,000	Personnes						2							
Italie				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,117	Personnes				1		8							
Kosovo	2,74	1,42		2019	Personnes	49	1	15	5	2								
				Dépenses	47 792		288 009		853		26		3 650					
Total cumulé				2,463	Personnes		474		204		48							
Lettonie				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,431	Personnes		76		6		50							
Lituanie				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				1,117	Personnes		114		10		105							
Luxembourg				2019	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				0,003	Personnes						1 595							
					Dépenses						925							

Région / Pays	APD du Japon (2019)			Coopération technique de la JICA (ex. 2019)										CF et 1* de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (1 million USD)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique** (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Décaissements (ex. 2019) (1 milliard JPY)	(Ex. 2019) (1 milliard JPY)**	
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements**	Autres dépenses**	JOCV					Autres volontaires
Malte				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,399	77	18	16									
Moldavie	0,76	0,20		2019	Personnes	0,023	8	1	3	3								
				Total cumulé	Dépenses	2,506	10 513	9 029	1 296				1 708					
Monaco				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,002				2								
Monténégro	0,18	0,09		2019	Personnes	0,012	6											
				Total cumulé	Dépenses	0,882	5 914	6 209				332						
Pays-Bas				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,019	7			10								
Macédoine du Nord	0,84	2,69	-4,80	2019	Personnes	0,023	16	28	1	2								
				Total cumulé	Dépenses	5,011	16 621	152	2 563			3 664						
Norvège				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,016			54	12 997				3 105				
Pologne				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	8,993	830	287	593				106		1			
Portugal				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,210	9		41									
Roumanie			-27,57	2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	10,073	988	178	617				118			0,286		
Russie				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,130	2	4	8									
Serbie	0,41	2,45	24,10	2019	Personnes	0,385	24	29	9	1	4		5	1	2			
				Total cumulé	Dépenses	5,641	24 801	265 360	58 836	35	9 396	19 132	7 939					
Slovaquie				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	1,487	349	23	110									
Slovénie				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,475	92	7	40									
Union soviétique				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,133		34										
Espagne				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,008		3	2									
Suède				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,034		2	7									
Suisse				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,431		38	44									
Turquie	9,56	1,71	-95,68	2019	Personnes	0,158	66		1	9								
				Total cumulé	Dépenses	46,655	67 886	9 760	75 917			4 887						
Ukraine	5,65	2,31	-7,40	2019	Personnes	0,334	35	1	13	4	2							
				Total cumulé	Dépenses	5,475	49 260	194 170	70 126			20 320						
Royaume-Uni				2019	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	0,493		2	8	67								

5 Répartition régionale et sectorielle de la coopération technique (ex. 2019)

Type de coopération	Nouveaux en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communications/radiodiffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/culture			
Participants à des formations	Nouveaux	5 918	141	1 713	187	538	268	75	435	32	56	48	10	43	186	444	56	706		515	455	10
	En cours	735	27	90	14	9	9		36	3	1	1	20		4	2		514		5		
	Total	6 653	168	1 803	201	547	277	75	471	35	57	49	30	43	190	446	56	1 220		520	455	10
Experts	Nouveaux	5 203	104	681	609	892	153	65	457	106	169	46	4	54	99	353	29	677		492	159	54
	En cours	747	26	103	41	84	26	9	87	12	19	5	3	8	14	38	2	84		62	27	97
	Total	5 950	130	784	650	976	179	74	544	118	188	51	7	62	113	391	31	761		554	186	151
Membres de missions d'étude	Nouveaux	3 709	94	284	260	1 372	309	4	176	14	23	17	32	4	175	245		257	1	209	38	195
	En cours	338	5	9	25	182	46		16			4	2		6	18		17		1		7
	Total	4 047	99	293	285	1 554	355	4	192	14	23	21	34	4	181	263		274	1	210	38	202
JOCV	Nouveaux	230	14	5	1		1		4	3		1		2		5	5	132	5	33	19	
	En cours	440	24	15	3		2	2	11	6	1	1		5		10	11	223	17	78	31	
	Total	670	38	20	4		3	2	15	9	1	2		7		15	16	355	22	111	50	
Autres volontaires	Nouveaux	21		5								1		2	1	4		4		4		
	En cours	65	1	7	1	1	1	1	5	1		2		11	1	4	2	15	4	7	1	
	Total	86	1	12	1	1	1	1	5	1		3		13	2	8	2	19	4	11	1	

5-2 Pacifique

Participants à des formations	Nouveaux	319	2	52	35	40	7	2	10	1	14	12	4		13	6	19	62		34	6	
	En cours	68		1					1			4	1					61				
	Total	387	2	53	35	40	7	2	11	1	14	16	5		13	6	19	123		34	6	
Experts	Nouveaux	344		98	70		9		13		42	18			52			9		10	1	22
	En cours	53	5	6	4	1	3				4	1								7		22
	Total	397	5	104	74	1	12		13		46	19			52			9		17	1	44
Membres de missions d'étude	Nouveaux	123		1	17	61	9						2		15			2		1		15
	En cours	7				6									1							
	Total	130		1	17	67	9						2		16			2		1		15
JOCV	Nouveaux	106	7	5							1			3		1	1	51	3	32	2	
	En cours	160	6	3			1		2	2	1	1		3		2	3	90	3	39	4	
	Total	266	13	8			1		2	2	2	1		6		3	4	141	6	71	6	
Autres volontaires	Nouveaux	8	1						1			1						2	2	1		
	En cours	35		3	2	3	1		3			1		2				11	1	6	2	
	Total	43	1	3	2	3	1		4			2		2				13	3	7	2	

5-3 Amérique du Nord et Amérique latine

Participants à des formations	Nouveaux	1 520	82	188	109	47	64	20	133	2	36	4	1	32	34	128	30	369	34	118	38	51
	En cours	49		17			4		2			4	3					18				1
	Total	1 569	82	205	109	47	68	20	135	2	36	8	4	32	34	128	30	387	34	118	38	52
Experts	Nouveaux	495	14	23	19	7	77	1	27		47			69	15	29	49	15		44	10	49
	En cours	173	10	8	9	3	19		12	4	6			7	1	6	2	6		12	2	66
	Total	668	24	31	28	10	96	1	39	4	53			76	16	35	51	21		56	12	115
Membres de missions d'étude	Nouveaux	233	3	1	8	100	3		11		1	3	3	1	6	3	7	16		5	2	60
	En cours	9			4	3			1													1
	Total	242	3	1	12	103	3		12		1	3	3	1	6	3	7	16		5	2	61
JOCV	Nouveaux	265	12	4	7		1		6	11		25		2	1	6	5	147	4	25	9	
	En cours	344	28	9	1		2	2	13	4	1	2		3		10	5	176	13	62	13	
	Total	609	40	13	8		3	2	19	15	1	27		5	1	16	10	323	17	87	22	
Autres volontaires	Nouveaux	103	1		2		2		1	1				1	1	6		70	7	4	7	
	En cours	216	2	5	2		1	2	5			3	1	7	2	18	3	98	40	13	14	
	Total	319	3	5	4		3	2	6	1		3	1	8	3	24	3	168	47	17	21	

Type de coopération	Nouveaux/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communications/radio/TV	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/culture			
5-4 Maghreb Moyen-Orient																						
Participants à des formations	Nouveaux	1 066	82	160	47	41	23	1	164	1	10	21		9	205	23	9	114	8	45	103	
	En cours	134		6		1			8			6			1			104		8		
	Total	1 200	82	166	47	42	23	1	172	1	10	27		9	206	23	9	218	8	53	103	
Experts	Nouveaux	350		29	14				22		17	3		43	19		22	129		15	26	11
	En cours	87	3	9	10		1		6		1	1		3		1	4	21		8	19	
	Total	437	3	38	24		1		28		18	4		46	19	1	26	150		15	34	30
Membres de missions d'étude	Nouveaux	179	1	67	25	14	25	4	3						11		8	8		4	4	5
	Total	179	1	67	25	14	25	4	3						11		8	8		4	4	5
JOCV	Nouveaux	47		1												1		29	2	5	9	
	En cours	63	1	1												1		40	7	7	6	
	Total	110	1	2												2		69	9	12	15	
Autres volontaires	Nouveaux	4					1							1		1		1				
	En cours	9																7	1		1	
	Total	13						1						1		1		8	1		1	

5-5 Afrique																						
Participants à des formations	Nouveaux	3 101	35	854	188	144	51	16	394	12	28	46	27	17	97	270	11	482		403	26	
	En cours	520		11	1				39			17	24		6			408		14		
	Total	3 621	35	865	189	144	51	16	433	12	28	63	51	17	103	270	11	890		417	26	
Experts	Nouveaux	1 515	7	104	108	78	65	27	350	12	171	46		53	11	83		142		126	16	116
	En cours	485	16	21	22	16	8	1	131	3	13	6	3	9	5	7		42		52	35	95
	Total	2 000	23	125	130	94	73	28	481	15	184	52	3	62	16	90		184		178	51	211
Membres de missions d'étude	Nouveaux	776	4	21	80	60	37		81		2	17	43	109	152	10		73	2	46		39
	En cours	73		1	20	18	5		8			5	1	3	1	3				8		
	Total	849	4	22	100	78	42		89		2	22	44	112	153	13		73	2	54		39
JOCV	Nouveaux	346	58	5	2		4	3	12	2	1			6		4	2	187	10	44	6	
	En cours	656	153	13	2		2	1	28	5	2	2		6			1	310	10	98	23	
	Total	1 002	211	18	4		6	4	40	7	3	2		12		4	3	497	20	142	29	
Autres volontaires	Nouveaux	11												2		1	1	5		2		
	En cours	48	1	3	1		1		2			1		3		7	1	19	2	5	2	
	Total	59	1	3	1		1		2			1		5		8	2	24	2	7	2	

5-6 Europe																						
Participants à des formations	Nouveaux	263	14	101	13	18	2	11	23		9				12	29	5	21		3	2	
	En cours	4							4													
	Total	267	14	101	13	18	2	11	27		9				12	29	5	21		3	2	
Experts	Nouveaux	101		19	2		1	12	13		28					24						2
	En cours	21	1	5			1	2			1		1			3				2		5
	Total	122	1	24	2		2	14	13		29		1			27				2		7
Membres de missions d'étude	Nouveaux	36		6	1		20									2		1				6
	En cours	10				6									4							
	Total	46		6	1	6	20								4	2		1				6
JOCV	Nouveaux	5		2												1		1				1
	En cours	1																				1
	Total	6		2												1		1				2
Autres volontaires	En cours	2																1				1
	Total	2																1				1

5-7 International																						
Experts	Nouveaux	4																				4
	En cours	9	1	1																		7
	Total	13	1	1																		11
Membres de missions d'étude	Nouveaux	201	1	2		14	23							16		45					8	92
	En cours	6																				6
	Total	207	1	2		14	23							16		45					8	98

5-8 Organisations internationales																						
Autres volontaires	Nouveaux	5																				5
	En cours	6	6																			
	Total	11	6																			5

6 Répartition sectorielle des projets de coopération technique (ex. 2019)

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur		Nouveaux			En cours			Total		
		Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%
Planification/ administration	Planification du développement	2	0,1	0,5	6	5,9	1,7	8	6,0	1,6
	Administration	18	4,0	21,8	70	50,1	14,5	88	54,0	14,9
	Sous-total	20	4,0	22,2	76	55,9	16,2	96	60,0	16,5
Travaux/ services publics	Services publics	7	3,0	16,2	22	18,6	5,4	29	21,6	6,0
	Transport/trafic	6	1,6	8,9	33	21,9	6,4	39	23,5	6,5
	Infrastructure sociale	6	1,1	6,1	18	17,0	4,9	24	18,1	5,0
	Communications/radiodiffusion				12	9,0	2,6	12	9,0	2,5
	Sous-total	19	5,7	31,2	85	66,5	19,3	104	72,2	19,9
Agriculture/ forêts/pêche	Agriculture	12	2,5	14,0	71	58,4	17,0	83	60,9	16,8
	Industrie animale	1	0,0	0,2	7	2,1	0,6	8	2,2	0,6
	Forêts	2	0,1	0,3	22	23,1	6,7	24	23,2	6,4
	Pêche	3	0,1	0,7	6	4,6	1,3	9	4,7	1,3
	Sous-total	18	2,8	15,3	106	88,3	25,6	124	91,0	25,1
Mines/industrie	Mines				2	1,0	0,3	2	1,0	0,3
	Industrie	3	0,0	0,1	12	10,2	3,0	15	10,2	2,8
	Sous-total	3	0,0	0,1	14	11,2	3,2	17	11,2	3,1
Énergie		6	2,0	10,8	8	11,0	3,2	14	12,9	3,6
Commerce/ tourisme	Commerce/échanges	6	1,8	9,7	18	17,9	5,2	24	19,6	5,4
	Tourisme				2	1,3	0,4	2	1,3	0,4
	Sous-total	6	1,8	9,7	20	19,1	5,6	26	20,9	5,8
Ressources humaines	Ressources humaines	8	0,9	4,9	38	43,1	12,5	46	44,0	12,1
	Sciences/culture	1	0,0	0,2	1	0,0	0,0	2	0,1	0,0
	Sous-total	9	0,9	5,1	39	43,1	12,5	48	44,1	12,2
Santé/soins médicaux		7	1,0	5,5	51	42,4	12,3	58	43,4	12,0
Protection sociale					12	6,2	1,8	12	6,2	1,7
Autres					2	0,7	0,2	2	0,7	0,2
Total général		88	18,2	100,0	413	344,3	100,0	501	362,5	100,0

Notes : Les projets dont le procès-verbal des discussions (R/D) a été signé durant l'ex. 2019 sont classés dans la catégorie « Nouveaux ». Les projets dont le R/D a été signé durant l'ex. 20178 ou antérieurement, et dont le décaissement a eu lieu durant l'ex. 2019 sont classés dans la catégorie « En cours ».

Projets de coopération technique uniquement (hors partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) et coopération technique pour la planification du développement).

Montant : Décaissements effectués durant l'ex. 2019.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

7 Répartition sectorielle des projets de dons (ex. 2019)

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur		Nombre	Total *	%	Secteur		Nombre	Total *	%	
										Planning/ Administration
	Sous-total	2	20,54	2,4		Sous-total	2	43,70	5,1	
Travaux/ services publics	Approvisionnement en eau	8	61,61	7,2	Commerce/ tourisme	Gestion des affaires	1	7,25	0,8	
	Égouts	4	16,70	1,9			Sous-total	1	7,25	0,8
	Assainissement urbain	2	22,78	2,7	Ressources humaines	Éducation	4	38,43	4,5	
	Routes	24	197,29	23,0			Éducation de base	1	10,39	1,2
	Trafic maritime et navires	2	16,35	1,9			Éducation secondaire	1	22,83	2,7
	Ports	2	36,12	4,2			Éducation supérieure	58	47,19	5,5
	Aviation et aéroports	2	34,47	4,0			Formation professionnelle	2	6,85	0,8
	Météorologie et séismes	3	39,05	4,6			Culture	2	1,74	0,2
	Relevés topographiques et cartographie	1	12,58	1,5			Sous-total	68	127,43	14,9
	Sous-total	48	436,95	51,0		Santé/soins médicaux	Santé et soins médicaux	15	150,26	17,5
							Sous-total	15	150,26	17,5
	Agriculture/ forêts/pêche	Agriculture générale	1	5,60	0,7	Autres		1	12,69	1,5
Ingénierie agricole		5	34,59	4,0	Total général		147	856,46	100,0	
Machines agricoles		1	4,27	0,5						
Pêche		3	13,18	1,5						
Sous-total		10	57,64	6,7						

* Le montant est calculé sur la base du budget de l'ex. 2019 ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A) conclus durant ce même exercice.

8 Aperçu de la coopération pour le financement et les investissements (cinq derniers exercices)

(Unité : 100 millions JPY, %)

		Ex. 2015			Ex. 2016			Ex. 2017			Ex. 2018			Ex. 2019			
		Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	
Prêts d'APD	Engagements	Asie	51	14 748	71,1	36	11 239	76,6	35	11 263	61,0	28	11 476	91,6	33	12 274	84,1
		Pacifique	2	315	1,5										1	50	0,3
		Amérique du Nord et Amérique latine				3	961	6,5	3	326	1,8				1	77	0,5
		Maghreb Moyen-Orient	8	2 077	10,0	4	1 259	8,6	6	1 443	7,8	4	710	5,7	1	1 100	7,5
		Afrique	6	1 344	6,5	8	1 216	8,3	5	418	2,3	2	347	2,8	4	1 093	7,5
		Europe	3	1 902	9,2												
		Organisations internationales, etc.	1	359	1,7				4	5 004	27,1						
		Autres															
		Total	71	20 745	100,0	51	14 674	100,0	53	18 454	100,0	34	12 533	100,0	40	14 594	100,0
		Décassements		9 700			8 790			11 099			10 686			10 861	
Remboursements		6 960			7 003			7 742			7 903			7 800			
Montants non remboursés		117 825			119 611			122 968			125 751			128 806			
Financement des investissements du secteur privé	Engagements (prêts)	2	39		2	99		6	430		2	88		7	574		
	(financement)	2	1 824		4	84					2	41		4	63		
	Décassements		15			257			286			208			214		
	Montants recouvrés		8			4			11			12			59		
	Montants non remboursés		429			682			953			1 155			1 323		

Notes : Pour les ex. 2015, 2018 et 2019, les engagements de prêts supplémentaires des projets ne sont pas pris en compte dans le nombre total d'engagements de prêts alors qu'ils sont comptabilisés dans le montant total, soit 8,9 milliards JPY pour l'ex. 2015, 4,9 milliards JPY pour l'ex. 2018 et 4,8 milliards pour l'ex. 2019.
 Le montant des remboursements avancés (montants supplémentaires et non prévus remboursés durant l'exercice pour alléger les remboursements du ou des exercices suivants) par exercice est le suivant : 12,3 milliards JPY pour l'ex. 2015 ; 4,9 milliards JPY pour l'ex. 2016 ; 45,1 milliards JPY pour l'ex. 2017 ; 56,4 milliards JPY pour l'ex. 2018 ; et 55,2 milliards JPY pour l'ex. 2019.
 Les données intègrent les emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.
 Taux d'augmentation des montants non remboursés en 2019 par rapport à l'exercice précédent : prêts d'APD 2,4 % ; financement des investissements du secteur privé 14,6 % ; total des prêts d'APD et du financement des investissements du secteur privé 2,5 %.

9 Répartition sectorielle de la coopération pour le financement et les investissements

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Ex. 2019									Cumulé								
	Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total			Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total		
	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%
Électricité et gaz	8	4 701	32,2	2	220	34,5	10	4 922	32,3	704	81 795	20,8	27	687	8,1	731	82 482	20,5
Barrages polyvalents										61	2 738	0,7	3	8	0,1	64	2 746	0,7
Centrales électriques	4	3 201	21,9	2	220	34,5	6	3 421	22,5	414	54 561	13,9	18	533	6,3	432	55 094	13,7
Lignes de transmission et systèmes de distribution	1	123	0,8				1	123	0,8	184	17 638	4,5	2	15	0,2	186	17 652	4,4
Gaz										17	2 884	0,7	3	95	1,1	20	2 979	0,7
Autres	3	1 377	9,4				3	1 377	9,0	28	3 974	1,0	1	37	0,4	29	4 010	1,0
Transports	15	5 482	37,6				15	5 482	36,0	1 003	138 398	35,2	34	278	3,3	1 037	138 676	34,5
Routes	6	1 430	9,8				6	1 430	9,4	338	36 425	9,3	10	104	1,2	348	36 528	9,1
Ponts	2	522	3,6				2	522	3,4	88	9 431	2,4				88	9 431	2,3
Chemins de fer	5	2 771	19,0				5	2 771	18,2	273	62 074	15,8	8	34	0,4	281	62 109	15,5
Aéroports										82	11 861	3,0	2	32	0,4	84	11 894	3,0
Ports	2	760	5,2				2	760	5,0	153	14 441	3,7	6	83	1,0	159	14 524	3,6
Transport maritime										50	2 648	0,7	5	18	0,2	55	2 665	0,7
Autres										19	1 518	0,4	3	7	0,1	22	1 525	0,4
Télécommunications										203	10 478	2,7	11	73	0,9	214	10 551	2,6
Télécommunications										177	9 313	2,4	11	73	0,9	188	9 387	2,3
Radiodiffusion										25	1 146	0,3				25	1 146	0,3
Autres										1	19	0,0				1	19	0,0
Irrigation et lutte contre les inondations										267	17 834	4,5	4	24	0,3	271	17 858	4,4
Agriculture, forêts et industrie de la pêche	3	434	3,0	2	188	29,6	5	623	4,1	169	12 060	3,1	263	1 721	20,2	432	13 781	3,4
Agriculture	2	330	2,3	1	109	17,1	3	439	2,9	101	7 336	1,9	126	926	10,9	227	8 262	2,1
Forêts	1	104	0,7	1	79	12,4	2	183	1,2	48	4 217	1,1	76	631	7,4	124	4 848	1,2
Pêche										20	508	0,1	60	160	1,9	80	668	0,2
Élevage													1	3	0,0	1	3	0,0
Mines et industrie manufacturière										245	20 286	5,2	410	2 512	29,5	655	22 799	5,7
Mines										57	2 372	0,6	158	563	6,6	215	2 936	0,7
Industrie manufacturière										185	17 845	4,5	251	1 916	22,5	436	19 761	4,9
Autres										3	70	0,0	1	33	0,4	4	103	0,0
Services sociaux	11	3 397	23,3	1	32	5,0	12	3 429	22,5	588	57 743	14,7	44	838	9,8	632	58 581	14,6
Approvisionnement en eau, égouts et assainissement	5	2 185	15,0				5	2 185	14,3	307	35 972	9,1	9	267	3,1	316	36 240	9,0
Éducation	1	94	0,6				1	94	0,6	87	5 741	1,5	4	8	0,1	91	5 749	1,4
Santé publique et médecine										42	2 601	0,7	3	17	0,2	45	2 618	0,7
Tourisme										20	1 836	0,5	7	155	1,8	27	1 992	0,5
Infrastructures communautaires urbaines/rurales	2	627	4,3	1	32	5,0	3	659	4,3	61	6 396	1,6	17	220	2,6	78	6 616	1,6
Renforcement de la gestion administrative										17	731	0,2				17	731	0,2
Protection environnementale multisecteurs	1	138	0,9				1	138	0,9	45	3 019	0,8	4	170	2,0	49	3 190	0,8
Autres	2	353	2,4				2	353	2,3	9	1 446	0,4				9	1 446	0,4
Prêts-programmes	2	368	2,5				2	368	2,4	322	51 451	13,1				322	51 451	12,8
Autres	1	211	1,4	6	197	30,9	7	408	2,7	22	3 183	0,8	48	2 380	28,0	70	5 563	1,4
Total général	40	14 594	100,0	11	637	100,0	51	15 232	100,0	3 523	393 228	100,0	841	8 514	100,0	4 364	401 742	100,0
Rééchelonnement										209	21 181					209	21 181	

Notes : Pour l'ex. 2019, les engagements de prêts supplémentaires ne sont pas pris en compte dans le nombre total d'engagements de prêts alors qu'ils sont comptabilisés dans le montant total, soit 4,8 milliards JPY.
 Le montant cumulé des prêts d'APD correspond au total des engagements de prêts depuis l'ex. 1966 et le montant cumulé du financement des investissements du secteur privé correspond au total des engagements de prêts depuis l'ex. 1961.

10 Répartition géographique des prêts d'APD (ex. 2019)

(Unité : nombre, 1 milliard JPY)

Région/Pays			Engagements		Décassements	Remboursements	Montants non remboursés	Cumulé		
			Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total	
Asie	Asie du Sud-Est	Cambodge	2	29,4	10,3	1,1	49,3	26	182,3	
		Indonésie	5	155,1	65,8	162,7	1 271,5	695	5 223,6	
		Laos			1,1	0,6	25,1	13	48,4	
		Malaisie			3,4	11,0	195,4	75	923,8	
		Myanmar	6	168,9	58,8		360,5	100	1 305,7	
		Philippines	2	26,5	80,3	54,6	760,1	302	3 118,5	
		Singapour						2	1,2	
		Thaïlande	1	9,4	29,4	82,9	315,4	245	2 378,9	
		Timor-Est			0,8		2,7	1	5,3	
		Vietnam			37,5	55,1	1 583,3	204	2 724,9	
	Sous-total	16	389,3	287,5	368,0	4 563,1	1 663	15 912,5		
	Asie de l'Est	Chine				94,5	947,5	369	3 359,7	
		Mongolie			5,4	3,1	124,1	17	157,9	
		Corée du Sud						92	596,2	
		Autres						5	12,5	
		Sous-total			5,4	97,6	1 071,7	483	4 126,4	
	Asie du Sud	Afghanistan						1	0,7	
		Bangladesh	5	275,8	161,1	13,0	755,8	129	2 022,6	
		Bhoutan			0,3	0,1	4,6	2	5,8	
		Inde	9	374,4	254,7	105,0	2 323,9	299	6 209,8	
		Maldives				0,1	2,1	1	2,7	
		Népal			7,0	1,2	32,9	13	121,3	
		Pakistan			3,9	28,9	560,4	87	817,5	
		Sri Lanka			23,1	22,1	370,4	135	1 126,7	
		Sous-total	14	650,2	450,1	170,3	4 050,1	667	10 307,1	
	Asie centrale et Caucase	Arménie				1,1	24,1	2	31,8	
		Azerbaïdjan			2,5	3,6	78,1	4	101,2	
		Géorgie			0,0	0,6	23,0	4	66,2	
		Kazakhstan				4,6	45,5	6	95,1	
		Kirghizstan			0,1	1,0	25,6	7	37,6	
		Turkménistan				0,2	1,7	1	4,5	
		Ouzbékistan	3	187,9	26,3	3,1	180,7	18	464,5	
	Sous-total	3	187,9	29,0	14,3	378,7	42	800,9		
	Total	33	1 227,4	771,9	650,1	10 063,6	2 855	31 147,0		
	Pacifique	Îles Fidji	1	5,0		0,1	0,4	2	7,3	
		Papouasie-Nouvelle-Guinée			8,6	1,4	23,3	17	105,7	
		Samoa				0,2	3,6	1	4,6	
		Vanuatu			0,0		8,2	2	9,5	
		Total	1	5,0	8,6	1,8	35,5	22	127,2	
	Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Costa Rica			3,0	1,8	30,7	7	102,2
			République dominicaine				0,4	1,7	4	31,6
Salvador					5,5	1,8	16,0	7	56,8	
Guatemala					2,7	1,4	15,5	6	36,8	
Honduras					0,1		0,3	7	50,8	
Jamaïque						0,5	0,8	10	55,1	
Mexique								9	205,4	
Nicaragua					0,1		1,7	5	27,5	
Panama						1,0	13,1	3	61,9	
Sous-total				11,5	7,0	79,8	58	628,0		
Amérique du Sud		Argentine				1,8	1,8	1	8,2	
		Bolivie			0,2		0,4	9	111,0	
		Brésil			4,1	9,0	71,4	20	331,3	
		Chili						3	24,4	
		Colombie						4	46,6	
		Équateur	1	7,7		0,5	2,7	8	71,4	
		Paraguay			4,9	3,2	19,0	17	154,8	
		Pérou			2,3	5,2	42,2	48	421,6	
		Uruguay						1	7,2	
		Sous-total	1	7,7	11,4	19,6	137,6	111	1 176,4	
	Total	1	7,7	22,9	26,6	217,4	169	1 804,5		
Maghreb Moyen-Orient	Algérie				0,1	0,8	8	13,9		
	Égypte			30,5	22,0	269,2	58	713,6		
	Iran				0,4	2,4	2	46,1		
	Irak	1	110,0	29,0	10,5	367,6	31	830,3		
	Jordanie			22,2	8,9	122,6	22	302,4		
	Liban				0,7	1,4	1	13,0		
	Maroc			5,5	10,0	132,8	37	311,6		
	Syrie					44,0	4	138,6		
	Tunisie			15,7	8,4	90,5	42	341,2		
	Yémen					23,2	5	49,3		
	Total	1	110,0	102,9	61,1	1 054,5	210	2 760,2		

Région/Pays	Engagements		Décaissements	Remboursements	Montants non remboursés	Cumulé	
	Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total
Afrique							
Angola					23,6	1	23,6
Bénin						1	3,8
Botswana			0,7	0,7	3,4	5	22,0
Burkina Faso						1	5,7
Burundi						2	3,3
Cameroun			1,9	0,1	9,8	6	29,2
Cap-Vert			0,3	0,1	10,0	3	25,9
République centrafricaine						1	0,6
Côte d'Ivoire			1,5		1,6	4	39,2
République démocratique du Congo						2	35,6
Eswatini				0,2	2,5	1	4,4
Éthiopie	1	9,7	1,5		5,5	4	18,9
Ghana			0,1		0,1	18	136,3
Guinée						4	16,0
Kenya	2	84,9	18,5	8,7	154,9	43	483,0
Libéria						1	4,0
Madagascar			1,3		4,0	6	55,9
Malawi						8	33,1
Mali						2	8,7
Mauritanie						3	11,1
Maurice			0,8	0,3	1,8	4	16,1
Mozambique		4,8	5,8	0,2	40,1	6	75,2
Namibie				0,9	1,4	1	10,1
Niger						1	3,2
Nigéria					8,3	4	63,4
Rwanda	1	10,0	5,9		8,4	6	29,2
Sénégal			0,3	0,0	9,8	6	51,4
Sierra Leone						1	2,0
Somalie					6,5	2	6,5
Afrique du Sud				0,1	0,1	3	14,1
Soudan					7,8	4	10,5
Tanzanie			2,8	0,5	53,6	22	80,1
Togo						3	9,3
Ouganda			2,2	0,2	23,8	7	66,3
Zambie			0,7	0,3	4,6	8	46,5
Zimbabwe					19,8	6	38,1
Total	4	109,3	44,2	12,4	401,5	200	1 482,4
Europe							
Albanie			0,1	0,7	9,8	4	18,1
Bosnie-Herzégovine			2,1	0,4	12,9	2	16,7
Bulgarie				1,6	15,4	6	77,0
Hongrie						1	4,9
Moldavie					5,7	1	5,9
Macédoine du Nord				0,5	4,7	1	9,7
Pologne						1	21,4
Roumanie			0,3	3,0	44,6	5	118,2
Serbie			2,7	0,1	8,2	1	28,3
Slovaquie				0,6	2,5	1	11,1
Turquie			8,2	18,7	228,8	29	697,2
Ukraine			0,1	0,9	61,4	4	174,3
Total			13,5	26,7	394,1	56	1 182,8
Organisations internationales, etc. Total			122,1	1,4	714,1	11	818,9
Total général	40	1 459,4	1 086,1	780,0	12 880,6	3 523	39 322,8

Notes : Les montants non remboursés concernent les emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.
 Les nombres et totaux ne prennent pas en compte les allègements de dette. Les engagements de prêts supplémentaires ne sont pas inclus dans le nombre de prêts.
 Le montant total des engagements cumulés comptabilise les engagements de prêts depuis l'ex. 1966.

11-1 Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (ex. 2019)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Date de l'accord du Club de Paris	Date de signature de l'accord de rééchelonnement par la JICA	Montant rééchelonné
Non applicable			

11-2 Annulation de la dette (ex. 2019)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Montant annulé
Non applicable	

12-1 Principaux contractants des prêts d'APD (ex. 2019 / biens et services / contrat supérieur à 1 milliard JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant/partie à une coentreprise* (nationalité)
Cambodge	Projet d'extension de l'approvisionnement en eau à Siem Reap	29/03/2012	3 690	KOBELCO ECO-SOLUTIONS CO., LTD. (Japon)
	Projet d'extension de l'approvisionnement en eau à Siem Reap	29/03/2012	4 040	SUMEC COMPLETE EQUIPMENT & ENGINEERING CO., LTD. (Chine) / PERKASA TINGGI SDN. BHD. Malaisie
Indonésie	Projet de construction de la centrale électrique n° 3 à Asahan	29/03/2006	2 574	ANDRITZ HYDRO GMBH (Autriche) / PT. ANDRITZ HYDRO (Indonésie)
	Projet de développement d'une université de rang mondial avec un esprit d'entreprenariat social à l'Université Gadjah Mada	15/11/2017	1 831	PT. PEMBANGUNAN PERUMAHAN (Indonésie)
	Projet de construction d'un système de transport en commun rapide à Jakarta (phase 2) (I)	24/10/2018	35 246	SHIMIZU CORPORATION (Japon) / PT. ADHI KARYA (Indonésie)
	Projet de développement du port de Patimban	15/11/2017	4 569	PT. WIJAYA KARYA (Indonésie) / PT. PEMBANGUNAN PERUMAHAN (Indonésie)
Myanmar	Projet de réhabilitation des centrales hydroélectriques	25/04/2017	2 914	HITACHI MITSUBISHI HYDRO CORPORATION (Japon)
	Projet de réhabilitation des centrales hydroélectriques	25/04/2017	4 362	TOYOTA TSUSHO CORPORATION (Japon)
	Projet de développement du réseau national de transmission (phase I)	26/03/2015	14 385	MARUBENI CORPORATION (Japon)
	Projet de développement du réseau national de transmission (phase II)	16/10/2015	5 707	MITSUBISHI CORPORATION (Japon)
	Projet d'amélioration du réseau de communication	26/03/2015	6 819	SOJITZ CORPORATION (Japon)
	Projet d'amélioration du corridor économique est-ouest	16/10/2015	15 953	IHI INFRASTRUCTURE SYSTEMS CO., LTD. (Japon)
Philippines	Projet d'amélioration des capacités de sécurité maritime pour les gardes-côtes philippins (phase II)	26/10/2016	14 550	MITSUBISHI SHIPBUILDING CO., LTD. (Japon)
	Projet de construction d'une ligne ferroviaire de banlieue nord-sud (Malolos-Tutuban)	27/11/2015	25 394	JAPAN TRANSPORT ENGINEERING COMPANY (Japon) / SUMITOMO CORPORATION (Japon)
	Projet de construction d'une ligne ferroviaire de banlieue nord-sud (Malolos-Tutuban)	27/11/2015	115 465	TAISEI CORPORATION (Japon) / D.M. CONSUNJI INC. (Philippines)
Vietnam	Projet d'amélioration de l'Université Can Tho	04/07/2015	1 732	THANH AN CORPORATION (Vietnam) / 789 CORPORATION (Vietnam)
	Projet d'amélioration de l'Université Can Tho	04/07/2015	2 353	URBAN INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT INVESTMENT CORPORATION (Vietnam)
	Projet de modernisation du système d'irrigation du nord de Nghe An	22/03/2013	1 312	TAN NAM CONSTRUCTION JSC (Vietnam) / KC2 (Vietnam)
	Projet de modernisation du système d'irrigation du nord de Nghe An	22/03/2013	1 446	VIET NAM AGRICULTURAL OF CONSTRUCTION JS CORPORATION (Vietnam) / 36 CORPORATION (Vietnam)
	Projet de système d'égouts de Yen Xa à Hanoï (I)	22/03/2013	2 763	AN XUAN THINH CONSTRUCTION - TRADE JOINT STOCK COMPANY (Vietnam) / SONG DA 9 JOINT STOCK COMPANY (Vietnam)
	Projet de système d'égouts de Yen Xa à Hanoï (I)	22/03/2013	3 720	AN XUAN THINH CONSTRUCTION - TRADE JOINT STOCK COMPANY (Vietnam) / SONG DA 9 JOINT STOCK COMPANY (Vietnam)
	Projet de système d'égouts de Yen Xa à Hanoï (I)	22/03/2013	9 197	TEKKEN CORPORATION (Japon)
	Projet de lutte contre les catastrophes et le changement climatique utilisant des satellites d'observation terrestre (I)	02/11/2011	20 778	SUMITOMO CORPORATION (Japon)
Bangladesh	Projet de renforcement du principal réseau électrique Dhaka-Chittagong	13/12/2015	3 121	SIEMENS AG (Allemagne) / SIEMENS LTD. (Inde)
	Projet de renforcement du principal réseau électrique Dhaka-Chittagong	13/12/2015	6 959	JIANGSU ETERN CO., LTD. (Chine) / HITACHI, LTD. (Japon)
	Projet d'extension de l'aéroport international Hazrat Shahjalal (I)	29/06/2017	271 080	MITSUBISHI CORPORATION (Japon) / FUJITA CORPORATION (Japon) / SAMSUNG C&T CORPORATION (Corée du Sud)
	Projet de centrale au charbon ultra supercritique à Matarbari (II)	29/06/2016	3 489	HALLA RESOURCES CORPORATION (Corée du Sud) / MIR AKHTER HOSSAIN LTD. (Bangladesh)
	Projet de promotion des investissements directs étrangers (II)	29/05/2019	14 137	TOA CORPORATION (Japon)
Inde	Projet de développement du campus de l'Institut indien de technologie d'Hyderabad	28/01/2014	11 078	SHAPOORJI PALLONJI AND COMPANY PVT. LTD. (Inde)
	Projet d'amélioration du système de transmission de l'Odisha	15/05/2015	1 895	SIDDHARTHA ENGG (Inde) / ASHTAVINAYAKA CONSTRUCTION (Inde)
	Projet d'amélioration du système de transmission de l'Odisha	15/05/2015	2 309	STELMEC LIMITED (Inde) / LAXMI TRANSMISSION (Inde)
	Projet de ligne de métro est-ouest à Calcutta (III)	28/09/2018	1 827	VOLTAS LIMITED (Inde)
	Projet de système de transport en commun rapide à Delhi (phase 3) (III)	29/10/2018	1 779	ETA ENGINEERING PVT. LTD. (Inde) / TRICOLITE ELECTRICAL INDUSTRIES LIMITED (Inde)
	Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau à Delhi	29/10/2012	9 453	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
	Projet d'assainissement et d'approvisionnement en eau à Bangalore (phase 3) (I)	24/01/2018	6 962	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
	Projet d'assainissement et d'approvisionnement en eau à Bangalore (phase 3) (I)	24/01/2018	9 016	SPML INFRA LIMITED (Inde)
	Projet de renforcement du système de transmission dans le Madhya Pradesh	31/03/2016	1 094	STERLITE POWER TRANSMISSION LTD. (Inde)
Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	1 131	MITSUI & CO., LTD. (Japon)	

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant/partie à une coentreprise* (nationalité)
Inde	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	1 768	KALINDEE RAIL NIRMAN(ENGINEERS) LIMITED (Inde) / ASIS ELEKTRONIK VE BILISIM SISTEMLERI A.S. (Turquie)
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	2 054	SHENYANG YUANDA INTELLECTUAL INDUSTRY GROUP CO., LTD. (Chine) / ROYAL INFRACONSTRU LTD. (Inde)
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	2 357	JOHNSON LIFTS PVT. LTD. (Inde) / SJEC CORPORATION (Chine)
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	3 609	VOLTAS LIMITED (Inde)
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	3 706	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	3 897	BLUE STAR LTD. (Inde)
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	4 653	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	5 086	SHANGHAI TUNNEL ENGINEERING COMPANY LIMITED (Chine)
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (II)	29/03/2018	13 541	ALSTOM TRANSPORT INDIA LIMITED (Inde) / ALSTOM TRANSPORT SA (France)
	Projet de plan d'action de Yamuna (3)	17/02/2011	18 182	SUEZ INDIA PVT. LTD. (Inde) / SUEZ INTERNATIONAL (France)
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 1) (I)	31/03/2017	6 072	ABCI INFRASTRUCTURES PVT. LTD. (Inde)
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 1) (I)	31/03/2017	6 765	ABCI INFRASTRUCTURES PVT. LTD. (Inde)
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 1) (I)	31/03/2017	7 944	GAMMON ENGINEERS AND CONTRACTORS PRIVATE LIMITED (Inde)
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 1) (I)	31/03/2017	8 472	ABCI INFRASTRUCTURES PVT. LTD. (Inde) / BHARTIA INFRA PROJECTS LTD. (Inde)
	Népal	Projet de construction du tunnel de Nagdhunga	22/12/2016	15 166
Pakistan	Projet de stations de réseau et de lignes de transmission dans le Pendjab (I)	03/05/2008	1 003	CHINA ENERGY ENGINEERING GROUP HUNAN ELECTRIC POWER DESIGN INSTITUTE CO., LTD. (Chine)
	Projet de stations de réseau et de lignes de transmission dans le Pendjab (I)	03/05/2008	3 747	GRID SOLUTIONS SAS (France)
Sri Lanka	Projet de développement et d'amélioration de l'efficacité du réseau national de transmission et de distribution	11/08/2015	7 672	KINDEN CORPORATION (Japon) / KALPATARU POWER TRANSMISSION LTD. (Inde)
	Projet de développement et d'amélioration de l'efficacité du réseau national de transmission et de distribution	11/08/2015	8 421	MITSUBISHI CORPORATION (Japon) / SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD. (Japon) / CEYLEX ENGINEERING PVT. LTD. (Sri Lanka)
Ouzbékistan	Projet de réhabilitation du système d'irrigation d'Amu-Bukhara	27/01/2015	2 648	CHINA NUCLEAR INDUSTRY 22ND CONSTRUCTION CO., LTD. (Chine)
	Projet de réhabilitation du système d'irrigation d'Amu-Bukhara	27/01/2015	5 082	CHINA NUCLEAR INDUSTRY 22ND CONSTRUCTION CO., LTD. (Chine)
	Projet de construction de la centrale électrique de Turakurgan	10/11/2014	2 893	MK-11 BRANCH OF JSC "ELEKTRQISHLOQQURILISH" (Ouzbékistan)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de développement de l'aéroport international de Nadzab	14/10/2015	21 040	DAI NIPPON CONSTRUCTION (Japon) / NIPPO CORPORATION (Japon)
Salvador	Projet de construction d'une route de contournement à San Miguel	20/08/2014	1 705	GRUPO EQUIPOS DE CONSTRUCCION, S.A. DE C.V. (Salvador)
Brésil	Projet d'amélioration environnementale dans le bassin du lac Billings	14/10/2010	1 391	TRAIL INFRAESTRUTURA EIRELI (Brésil) / AUGUSTO VELLOSO ENGENHARIA S/A (Brésil) / VAD ENGENHARIA E EMPREENDIMENTOS LTDA (Brésil)
Pérou	Projet de construction de centrales hydroélectriques à Moquegua	07/11/2014	12 457	SACYR CONSTRUCCION S.A. SUCURSAL DEL PERU (Espagne) / SACYR INDUSTRIAL S.L.U. (Espagne) / GCZ INGENIEROS S.A.C. (Pérou)
Égypte	Projet de modernisation de l'aéroport international de Borg El Arab	29/02/2016	15 693	TAISEI CORPORATION (Japon) / ORASCOM CONSTRUCTION (Égypte)
	Projet d'amélioration et de réhabilitation du secteur de l'électricité	24/10/2016	13 373	MH POWER SYSTEMS EGYPT (LLC) (Égypte)
	Projet d'amélioration et de réhabilitation du secteur de l'électricité	24/10/2016	13 477	MH POWER SYSTEMS EGYPT (LLC) (Égypte)
Irak	Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau à Bassora (II)	03/05/2018	13 692	ALMEER TECHNICAL SERVICES CO. W.L.L. (Koweït)
	Projet de reconstruction du secteur électrique (phase 2)	29/06/2015	10 445	TOYOTA TSUSHO CORPORATION (Japon) / ELSEWEDY ELECTRIC POWER SYSTEMS PROJECTS (Égypte)
	Projet de reconstruction du secteur électrique (phase 3)	26/10/2017	1 680	MATELEC S.A.L. (Liban)
Maroc	Projet de développement du système d'égouts (III)	26/03/2013	1 440	ATNER (ATLAS ENERGIE ATNER SARL) (Maroc) / VIALES Y OBRAS PUBLICAS S.A. (Espagne)
Burkina Faso	Projet d'amélioration de la route Gounghin - Fada N'Gourma	02/03/2018	5 331	SINTRAM (Maroc)
Côte d'Ivoire	Projet de construction d'un terminal céréalier au port d'Abidjan	30/03/2017	9 464	TOA CORPORATION (Japon)
Kénya	Projet de développement routier de la zone portuaire de Mombasa	02/06/2012	25 639	FUJITA CORPORATION (Japon) / MITSUBISHI CORPORATION (Japon)
Maurice	Projet de système d'égouts à Grand Baie	08/07/2010	5 700	HENAN WATER & POWER ENGINEERING CONSULTING CO., LTD. (HWPC) (Chine) / ANHUI SHUI'AN CONSTRUCTION GROUP CO., LTD. (ASCG) (Chine)
Mozambique	Projet de développement d'une centrale électrique à cycle combiné au gaz à Maputo	13/01/2014	3 138	SUMITOMO CORPORATION (Japon) / IHI CORPORATION (Japon)

* Une coentreprise est un accord contractuel unissant deux parties ou plus sur un contrat spécifique pour lequel elles sont « conjointement et solidairement » responsables de l'ensemble de son exécution.

12-2 Principaux contractants des prêts d'APD (ex. 2019 / services de consultants / contrat supérieur à 100 millions JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant/partie à une coentreprise* (nationalité)
Cambodge	Projet de développement d'un nouveau terminal à conteneurs dans le port de Sihanoukville	07/08/2017	1 233	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon)
Indonésie	Projet de construction d'un système de transport en commun rapide à Jakarta (phase 2) (I)	24/10/2018	7 137	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / PACIFIC CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / CHODAI CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Myanmar	Projet d'amélioration des voies ferrées entre Rangoun et Mandalay (phase II) (I)	29/03/2018	6 678	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / JAPAN INTERNATIONAL CONSULTANTS FOR TRANSPORTATION CO., LTD. (Japon) / TONICHI ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (Japon) / PACIFIC CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS Japon CO., LTD. (Myanmar)
	Projet d'amélioration du système de distribution d'électricité	01/03/2017	324	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / JERA CO., INC. (Japon)
	Projet de développement des financements pour les petites et moyennes entreprises (phase 2)	29/03/2018	435	JAPAN ECONOMIC RESEARCH INSTITUTE INC. (Japon) / DAIWA INSTITUTE OF RESEARCH LTD. (Japon)
	Projet d'amélioration des revenus agricoles	29/03/2018	1 947	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / KOREAN RURAL COMMUNITY CORPORATION (Corée du Sud)
	Projet de développement régional pour la réduction de la pauvreté (phase II)	01/03/2017	845	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon)
	Projet de développement régional pour la réduction de la pauvreté (phase II)	01/03/2017	560	YACHIYO ENGINEERING CO., LTD. (Japon)
	Projet de développement régional pour la réduction de la pauvreté (phase II)	01/03/2017	766	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Philippines	Projet de réhabilitation de la ligne n° 3 du métro	08/11/2018	1 547	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / TONICHI ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS PHILIPPINES, INC. (Japon) / URBAN INTEGRATED CONSULTANTS, INC. (Philippines)
	Projet d'extension de la ligne ferroviaire de banlieue nord-sud (I)	21/01/2019	49 505	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon) / PACIFIC CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / TONICHI ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Bangladesh	Projet de construction d'une sous-station souterraine à Dhaka	29/06/2017	1 266	TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon) / TEPCO POWER GRID INC. (Japon)
	Projet de développement d'un système de transport en commun rapide à Dhaka (ligne 5) (SI)	14/06/2018	20 774	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / SYSTRA S.A. (France) / DELHI METRO RAIL CORPORATION LTD. (Inde) / NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (Inde) / KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon) / DEVELOPMENT DESIGN CONSULTANTS LTD. (Bangladesh)
	Projet de promotion des investissements directs à l'étranger	13/12/2015	2 274	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / KOEI RESEARCH & CONSULTING INC. (Japon)
	Projet de financement pour la promotion de l'efficacité et de la conservation énergétiques	29/06/2016	791	MITSUBISHI RESEARCH INSTITUTE, INC. (Japon)
Inde	Projet de construction d'une usine de dessalement à Chennai (I)	29/03/2018	1 927	SMEC INTERNATIONAL PTY LIMITED (Australie) / NJS ENGINEERS INDIA PVT. LTD. (Inde) / TATA CONSULTING ENGINEERS LIMITED (Inde) / SMEC INDIA PRIVATE LIMITED (Inde)
	Projet de construction du périphérique de Chennai (phase 1)	18/01/2019	1 016	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (Inde) / IBI GROUP INDIA PRIVATE LIMITED (Inde) / STUP CONSULTANTS PVT. LTD. (Inde) / AARVEE ASSOCIATES ARCHITECTS ENGINEERS & CONSULTANTS PVT. LTD. (Inde)
	Projet de métro à Chennai (phase 2) (I)	21/12/2018	16 105	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / AARVEE ASSOCIATES ARCHITECTS ENGINEERS & CONSULTANTS PVT. LTD. (Inde) / BALAJI RAILROAD SYSTEMS PVT. LTD. (Inde)
	Projet d'installation de systèmes de transports intelligents dans la zone métropolitaine de Chennai	29/03/2018	1 370	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (Inde) / IBI GROUP (Canada) / IBI GROUP INDIA PRIVATE LIMITED (Inde)
	Projet de gestion durable des bassins versants forestiers dans l'État de Tripura	29/10/2018	334	NR MANAGEMENT CONSULTANTS INDIA PVT. LTD. (Inde) / IDES INC. (Japon) / JPS ASSOCIATES PVT. LTD. (Inde)
	Projet de gestion des forêts du Nagaland	31/03/2017	213	NR MANAGEMENT CONSULTANTS INDIA PVT. LTD. (Inde) / GFA CONSULTING GROUP GMBH (Allemagne)
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 1) (I)	31/03/2017	764	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / STUP CONSULTANTS PVT. LTD. (Inde)
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 1) (I)	31/03/2017	1 056	INTERCONTINENTAL CONSULTANTS AND TECHNOCRATS PVT. LTD. (Inde)
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 1) (I)	31/03/2017	1 092	TPF GETINSA EUROSTUDIOS S.L. (Espagne) / RODIC CONSULTANTS PVT. LTD. (Inde)
Pakistan	Projet de renforcement de la ligne de transmission entre Islamabad et Burhan (phase 1)	04/05/2017	281	NEWJEC INC. (Japon) / NATIONAL ENGINEERING SERVICES PAKISTAN (PVT) LIMITED (Pakistan)
Sri Lanka	Projet de développement des infrastructures rurales dans les régions émergentes	07/07/2017	399	CEYWATER CONSULTANTS (PVT) LTD. (Sri Lanka)
	Projet de développement des infrastructures rurales dans les régions émergentes	07/07/2017	975	MG CONSULTANTS (PVT) LTD. (Sri Lanka) / ENGINEERING CONSULTANTS (PVT) LTD. (Sri Lanka)
	Projet d'amélioration de la santé et des services médicaux	11/07/2018	870	KOEI RESEARCH & CONSULTING INC. (Japon) / BINKO INTERNATIONAL LIMITED (Japon)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant/partie à une coentreprise* (nationalité)
Ouzbékistan	Projet de construction d'une centrale thermique à cogénération à Tachkent	25/10/2015	743	TRACTEBEL ENGINEERING GMBH (Allemagne) / EURASIAN CONSULTING AND ENGINEERING SERVICES GMBH (Allemagne)
Costa Rica	Projet de développement géothermique de Borinquen I (prêt au secteur géothermique de Guanacaste)	20/06/2017	238	WEST JAPON ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (Japon)
Pérou	Projet de protection des bassins fluviaux contre les inondations dans les zones côtières du Pérou	07/11/2014	508	INYPSA INFORMES Y PROYECTOS S.A. (Espagne) / GRUPO PROFESIONAL PLANEACION Y PROYECTOS S.A. DE C.V. (Mexique)
Irak	Projet de construction d'égouts dans la région du Kurdistan (I)	29/06/2015	3 326	UNICO INTERNATIONAL CORPORATION (Japon) / YACHIYO ENGINEERING CO., LTD. (Japon) / JAPAN TECHNO CO., LTD. (Japon) / ASIA ENGINEERING CONSULTANT CO., LTD. (Japon) / WATER AGENCY INC. (Japon)
	Projet de reconstruction du secteur électrique (phase 3)	26/10/2017	1 869	ETUDES TECHNIQUES SAL (Liban) / POWER GENERATION ENGINEERING AND SERVICES COMPANY (Égypte)
Maroc	Projet d'approvisionnement en eau des villes provinciales	19/03/2010	1 286	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / FICHTNER WATER & TRANSPORTATION GMBH (Allemagne) / CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT (Maroc) / TEAM MAROC, S.A. (Maroc)
Ghana	Projet de construction d'un nouveau pont traversant la Volta sur le corridor est	05/12/2016	1 111	CENTRAL CONSULTANT INC. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / HAG CONSULT LTD. (Ghana) / ASSOCIATED CONSULTANTS LTD. (Ghana)
Rwanda	Projet d'amélioration de la route Ngoma-Ramiro	22/03/2018	749	PADECO CO., LTD. (Japon) / NIPPON ENGINEERING CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD. (Japon) / HYCOGEC CONSULTANTS LTD. (Rwanda) / CORE CONCEPT CONSULTANTS (Rwanda)
Ouganda	Projet d'amélioration du système de transmission de la zone métropolitaine de Kampala	26/04/2018	1 669	YACHIYO ENGINEERING CO., LTD. (Japon) / TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon)

* Une coentreprise est un accord contractuel unissant deux parties ou plus sur un contrat spécifique pour lequel elles sont « conjointement et solidairement » responsables de l'ensemble de son exécution.

- * Pour les PMA à faible revenu, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et de période de remboursement de 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, s'appliquent quels que soient les secteurs et les domaines. Une période de transition de trois ans sera accordée aux pays bénéficiaires qui sortiront de la catégorie des PMA à faible revenu et, au cours de cette période, les modalités et conditions applicables aux PMA à faible revenu seront appliquées aux projets des pays concernés.
- ** Les conditions préférentielles pour spécifications élevées s'appliquent aux projets promouvant des infrastructures de qualité. L'applicabilité des conditions sera décidée au cas par cas.
- *** Les conditions préférentielles s'appliquent aux secteurs et domaines suivants :
(i) Environnement mondial et changement climatique
(ii) Santé, services et soins médicaux
(iii) Prévention et réduction des catastrophes
(iv) Développement des ressources humaines
- **** Le taux de base du prêt à taux variable est la valeur du LIBOR en yens à 6 mois, et l'écart entre les taux fixes reste constant pendant la durée du prêt. Si l'écart entre le taux de base et les taux fixes est inférieur à 0,1 %, l'intérêt est de 0,1 %.
- ***** Les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) s'appliquent aux projets pour lesquels les technologies et le savoir-faire japonais sont largement mobilisés, en se basant sur la demande du pays bénéficiaire de transférer et d'utiliser les technologies d'exception japonaises. Les pays (à l'exception des PMA) qui sont éligibles à l'aide liée au titre de l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public de l'OCDE, sont éligibles aux conditions du STEP.
- ***** QUELLE que soit la catégorie de revenu, les modalités et conditions d'un taux d'intérêt de 0,01 % et une période de remboursement de 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, s'appliquent aux projets d'aide au rétablissement après des catastrophes, notamment le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE). Pour SECURE, les modalités et conditions de remboursement sur 20 ans dont un délai de grâce de 6 ans, ou une période de remboursement de 15 ans et un délai de grâce de 5 ans, sont disponibles afin d'appliquer l'option de conversion monétaire.
- ***** Pour le mécanisme de rehaussement de crédit conditionnel pour le développement des infrastructures en PPP (CCCF-PPP), seul le taux variable est appliqué, quelle que soit la catégorie de revenu. Les conditions sont fixées individuellement dans la fourchette de taux d'intérêt et la période de remboursement suivantes (toutefois, dans le cas d'une aide financière à court terme, la période de remboursement est de 10 ans) :
– Taux d'intérêt : JPY LIBOR + 30-50bp
– Période de remboursement : maximum 40 ans (période maximale de prélèvement 30 ans plus 10 ans)

Notes :

Dans le cadre de l'initiative EPSA (Enhanced Private Sector Assistance for Africa), les prêts pour les projets cofinancés avec la BAD sont accordés à des « conditions préférentielles », déterminées pour chaque catégorie de revenu ; dans le cas des PMA à faible revenu, les conditions suivantes sont appliquées : taux d'intérêt de 0,01 % et période de remboursement de 40 ans, y compris une période de grâce de 10 ans.

Pour les pays qui se conforment aux programmes en cours soutenus par le FMI ou qui reçoivent des subventions de l'IDA, il est possible de modifier les modalités des prêts d'APD afin de satisfaire aux critères de concessionnalité du FMI.

Pour les conditions générales et les conditions préférentielles, le taux d'intérêt fixe pour tous les pays (à l'exception des PMA à faible revenu) sera révisé régulièrement afin que sa concessionnalité soit égale à celle des taux d'intérêt variables.

Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le taux variable s'appliquera en principe, bien que le taux fixe puisse s'appliquer.

Modalités et conditions des prêts d'APD libellés en dollars (depuis le 1^{er} avril 2016)

Période de remboursement (années)	Délai de grâce (années)	Taux d'intérêt (%)
25	7	USD LIBOR +110bp
20	6	USD LIBOR +105bp
15	5	USD LIBOR +100bp

Note : Le taux de base du prêt à taux variable est la valeur du LIBOR en dollars à 6 mois, et l'écart entre les taux fixes reste constant pendant la durée du prêt. Si l'écart entre le taux de base et les taux fixes est inférieur à 0,1 %, l'intérêt est de 0,1 %.

[Référence] Classement des pays éligibles aux prêts par catégorie de revenu (révisé en avril 2020)

Catégorie	RNB par habitant	
Pays les moins avancés à faible revenu	-1 025 USD	Afghanistan, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissao, Haïti, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Népal, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda, Yémen
Pays les moins avancés ou à faible revenu (-1 025 USD)		Angola, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Comores, Djibouti, Kiribati, Laos, Lésoto, Mauritanie, Myanmar, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Îles Salomon, Soudan, Syrie, Tadjikistan, Timor-Est, Tuvalu, Vanuatu, Zambie
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 026 USD – 3 995 USD	Bolivie, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Salvador, Eswatini, Ghana, Honduras, Inde, Indonésie, Kenya, Kirghizstan, États fédérés de Micronésie, Moldavie, Mongolie, Maroc, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Tunisie, Ukraine, Ouzbékistan, Vietnam, Zimbabwe
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	3 996 USD –	Albanie, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Belize, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Équateur, Guinée Équatoriale, Îles Fidji, Gabon, Géorgie, Grenade, Guatemala, Guyana, Iran, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kosovo, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Îles Marshall, Maurice, Mexique, Monténégro, Namibie, Nauru, Niue, Macédoine du Nord, Palaos, Panama, Paraguay, Pérou, Samoa, Serbie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Thaïlande, Tonga, Turquie, Turkménistan, Vénézuéla

Note : Les pays soulignés sont éligibles au STEP (à compter d'avril 2020).

1 Secteurs et domaines éligibles aux conditions préférentielles

- Environnement mondial et changement climatique
- Développement des ressources humaines
- Prévention et réduction des catastrophes
- Santé, services et soins médicaux

[Notes]

1. Afin de promouvoir l'utilisation stratégique des prêts d'APD sur les questions prioritaires où l'aide met à profit les technologies et le savoir-faire d'excellence du Japon, la JICA a révisé les secteurs auxquels s'appliquent les conditions préférentielles, conformément à l'annonce sur l'amélioration des politiques visant à encourager l'utilisation stratégique des prêts d'APD, faite le 15 avril 2013 par le ministère des Affaires étrangères.
2. Dans les cas où une partie du projet est éligible à des conditions préférentielles, les conditions peuvent être appliquées à cette partie.

2 Utilisation optimale de l'aide pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures

La JICA encourage l'utilisation des prêts d'APD pour les pays à revenu intermédiaire des supérieures, principalement dans les domaines où les connaissances et les technologies du Japon peuvent être mises à contribution.

Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la moins élevée, outre les six domaines d'application actuels (environnement, développement des ressources humaines, mesures visant à réduire les disparités, prévention des catastrophes et mesures de rétablissement, infrastructures régionales et agriculture), la JICA accorde des prêts d'APD pour d'autres domaines qui revêtent une importance stratégique pour le Japon, notamment l'utilisation optimale des connaissances et des technologies japonaises.

Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la plus élevée sont éligibles aux prêts d'APD si les projets sont considérés comme ayant une importance stratégique pour le Japon jusqu'à ce qu'ils cessent d'être éligibles à l'assistance de la Banque mondiale (normalement au bout de cinq ans).

3 Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Aperçu

Les conditions spéciales de partenariat économique (Special Terms for Economic Partnership ou STEP) ont été introduites en juillet 2002, dans l'objectif de renforcer la visibilité de l'APD japonaise parmi les citoyens des pays bénéficiaires et du Japon, grâce à une meilleure utilisation du savoir faire et des technologies de pointe des entreprises japonaises.

Pays éligibles au STEP

Pays éligibles aux prêts d'APD et à l'aide liée du Japon selon les règles de l'OCDE.

Projets éligibles au STEP

- (1) Les projets éligibles au STEP portent sur les domaines et secteurs suivants ;
- (2) tout en faisant largement appel aux technologies et aux équipements japonais.

Secteurs et domaines

- Ponts et tunnels
- Axes routiers/barrages (limités aux projets qui font largement appel aux technologies japonaises antisismiques, de traitement des sols et de construction rapide)
- Ports
- Aéroports
- Systèmes de transports en commun urbains
- Installations de transport et de stockage du pétrole/gaz
- Projets de lutte contre les inondations en milieu urbain
- Systèmes de communications/radiodiffusion/d'information du public
- Centrales électriques/lignes de transport et de distribution d'électricité
- Projets environnementaux (limités aux projets qui font largement appel aux technologies japonaises de prévention de la pollution de l'air et de l'eau, de traitement et de recyclage des déchets, et d'utilisation et de recyclage de la chaleur résiduelle)
- Équipements médicaux
- Équipements/systèmes de prévention des catastrophes

Même si un projet ne relève pas des secteurs et domaines énumérés ci-dessus, il est potentiellement éligible au STEP dès lors qu'il utilise majoritairement des technologies et/ou des équipements japonais.

Taux d'intérêt et période de remboursement

Les taux d'intérêt et périodes de remboursement sont établis conformément aux règles de l'OCDE pour permettre l'apport d'une aide liée.

Conditions de passation des marchés

Le contrat principal est lié au Japon et la sous-traitance est généralement non liée. Le contractant principal doit être une entreprise japonaise ou sa filiale à l'étranger, une co-entreprise avec le pays emprunteur à condition que l'entreprise japonaise soit le partenaire principal, ou encore une société affiliée (comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence) à une entreprise japonaise.

Taux de couverture

Les prêts STEP peuvent être utilisés pour financer jusqu'à 100 % du coût du projet.

Règle du pays d'origine

Au moins trente pour cent (30 %) du montant total du ou des contrats (à l'exclusion des services de consultants) financés par un prêt STEP doivent être alloués à (i) des biens provenant du Japon et des services fournis par une ou des entreprises japonaises ou à (ii) des biens provenant du Japon uniquement, selon la nature du projet. Si certaines conditions sont remplies, le prix des principaux composants peut être pris en compte dans le calcul du pourcentage de biens et de services à acheter au Japon.

	Catégorie	Exemples
(a)	Projets prévoyant la fourniture de services utilisant les technologies de pointe et/ou le savoir-faire des entreprises japonaises (par exemple, les méthodes de construction, etc.).	Tunnels, ports, ponts en béton, axes routiers, barrages, réseaux d'égouts, tunnels d'amenée souterrains urbains, systèmes d'information publique, hydroélectricité et électricité géothermique, etc.
(b)	Projets prévoyant principalement l'installation d'équipements ou d'usines utilisant les technologies de pointe du Japon.	Installations de communications/radiodiffusion, production d'énergie éolienne/solaire/ thermique, installations de transport et de stockage du pétrole/gaz, sites de traitement des déchets, usines d'incinération des déchets, ponts en acier, systèmes de transport en commun urbains, projets de lutte contre les inondations en milieu urbain, lignes de transport et de distribution d'électricité, etc.

Audits des marchés

La procédure de passation des marchés est vérifiée par une tierce partie après l'appel d'offres pour assurer l'équité, en utilisant les fonds du prêt ou le budget de recherche de la JICA.

Note : Voir page 123 le classement des principaux pays par catégorie de revenu.

13-2 Degré de libéralité des prêts d'APD (sur la base des engagements)

(Unité : %)

	Ex. 2015	Ex. 2016	Ex. 2017*3	Ex. 2018	Ex. 2019
Non lié	58,2*2	90,9	80,1	41,9*2	77,4*2
Partiellement délié*1	1,7	0,0	2,6*4	0,0	0,0
Lié	40,1	9,1	17,3	58,1	22,6

Partiellement délié : Les conditions de passation des marchés stipulent que le Japon et tous les pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD (ci-après « liste du CAD ») sont des sources éligibles.

Notes :

*1 Appels d'offres internationaux par les pays participants et les pays membres comme stipulé dans l'accord d'établissement du Fonds africain de développement (FAD), et par les pays membres comme stipulé dans l'accord d'établissement de la Banque interaméricaine de développement (BID).

*2 Inclut les engagements de prêts supplémentaires prévus par l'amendement de l'accord de prêt (L/A).

*3 Les prêts pour la 18^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, la 14^e reconstitution des ressources du Fonds africain de développement, et l'initiative de financement pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la BIRD ne comprennent pas l'attribution de marchés et sont par conséquent exclus.

*4 Les pays membres de la BID et les pays désignés par l'UE sont des pays sources éligibles pour le programme de gestion et d'efficacité énergétiques en Jamaïque.

13-3 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale)

(Unité : %)

	Ex. 2015	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019
Japon	27,1	33,2	44,7	44,4	45,8
Pays développés	7,0	6,4	7,9	4,4	6,1
Pays en développement, etc.	22,6	12,0	47,4	51,1	48,1
Pays en développement, etc. (monnaies locales)	43,3	48,4	—	—	—
Total	100,0	100,0	100,0	99,9	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays sur la liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de cette liste.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

Note 3 : À partir de l'ex. 2017, les marchés en monnaie locale sont classés en fonction de la nationalité du fournisseur.

Note 4 : Depuis l'ex. 2019, les prêts libellés en USD sont classés en fonction de la nationalité du fournisseur.

13-4 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale, hors prêts-programmes et autres prêts d'APD)

(Unité : %)

	Ex. 2015	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019
Japon	27,6	34,3	48,9	45,3	48,0
Pays développés	5,4	3,6	8,7	4,5	6,4
Pays en développement, etc. (monnaies étrangères)	23,0	12,3	42,3	50,1	45,6
Pays en développement, etc. (monnaies locales)	44,0	49,9	—	—	—
Total	100,0	100,1	99,9	99,9	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays sur la liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de cette liste.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

Note 3 : À partir de l'ex. 2017, les marchés en monnaie locale sont classés en fonction de la nationalité du fournisseur.

Note 4 : Depuis l'ex. 2019, les prêts libellés en USD sont classés en fonction de la nationalité du fournisseur.

13-5 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts-programmes et autres prêts d'APD)

(Unité : %)

	Ex. 2015	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019
Japon	49,3	68,3	67,0	65,2	64,3
Pays développés	9,6	7,2	11,4	6,1	9,1
Pays en développement, etc. (monnaies étrangères)	41,1	24,5	21,5	28,7	26,6
Total	100,0	100,0	99,9	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays sur la liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de cette liste.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

Note 3 : À partir de l'ex. 2017, les marchés en monnaie locale sont classés en fonction de la nationalité du fournisseur.

Note 4 : Depuis l'ex. 2019, les prêts libellés en USD sont classés en fonction de la nationalité du fournisseur.

14-1 Projets de coopération technique (procès-verbal des discussions [R/D] signés durant l'ex. 2019)

Pays	Nom du projet	Date de signature du R/D
Cambodge	Projet de renforcement des fonctions organisationnelles du Centre cambodgien de déminage (CMAC)	24/12/2019
	Projet de renforcement des capacités d'analyse des résidus de pesticides dans les produits agricoles	11/02/2020
	Projet de développement des capacités de gestion durable des ressources naturelles au niveau national et sous-national	18/03/2020
Indonésie	Projet de développement des capacités d'analyse des séismes et des tsunamis et de diffusion d'alertes	21/11/2019
	Projet de développement de laboratoires d'essais électroniques et de l'industrie des LED en Indonésie	11/04/2019
	Projet de renforcement de l'utilisation des satellites pour les activités de pêche illicites, non déclarées et non réglementées (INN)	19/11/2019
	Projet de coopération technique pour l'amélioration de la gouvernance des routes des régences/ municipalités	28/05/2019
Laos	Projet de développement des capacités de contrôle et de promotion du développement urbain	02/03/2020
	Projet de programme de formation pour l'amélioration du leadership des dirigeants	07/06/2019
	Projet de développement des capacités des professionnels des affaires et de réseautage à travers l'Institut Japon-Laos	02/04/2019
	Projet de développement des capacités de l'administration fiscale	04/04/2019
Myanmar	Projet de renforcement de la chaîne de valeur des cultures horticoles à travers l'approche de sécurité alimentaire	18/03/2020
	Projet de collaboration entre la gestion participative de l'irrigation et la vulgarisation agricole	24/12/2019
	Projet de développement des capacités pour le guichet unique national et la modernisation des douanes par l'introduction d'un système d'autorisation automatique des cargaisons (phase 2)	10/03/2020
	Projet de développement des capacités d'exploitation et de maintenance des routes et des ponts	04/11/2019
Philippines	Projet de réduction des risques de catastrophe et de renforcement des capacités de gestion (phase II)	06/08/2019
	Projet d'amélioration des capacités d'observation, de prévision, d'alerte et d'information météorologiques de haute qualité aux Philippines	19/11/2019
	Projet de coopération technique pour la création d'une base de données sur le risque de crédit	04/02/2020
	Projet de développement des capacités pour le Bangsamoro	17/06/2019
Thaïlande	Projet de développement des capacités et de promotion de l'utilisation du Centre national de données sur les CORS	27/02/2020
	Projet d'amélioration des capacités des institutions de sécurité routière et de mise en œuvre des mesures liées en Thaïlande	23/03/2020
Vietnam	Projet de renforcement des capacités de développement d'outils de gestion de l'État pour les projets de construction	12/11/2019
	Amélioration de la politique de la concurrence et renforcement de l'application effective de la loi vietnamienne sur la concurrence	25/06/2019
	Projet de promotion des PME et de développement industriel	19/12/2019
	Projet de renforcement des capacités de gestion de l'éducation, de la recherche et de l'université à l'Université Vietnam-Japon	18/02/2020
Mongolie	Projet de renforcement des fonctions du Centre Mongolie-Japon de développement des ressources humaines pour le développement des capacités et la mise en réseau des entrepreneurs	14/08/2019
	Projet de renforcement des capacités pratiques des vétérinaires publics et privés	20/03/2020
	Projet pour un environnement favorisant une concurrence loyale en Mongolie (phase 2)	14/11/2019
	Projet de renforcement des capacités des politiques macroéconomiques et de planification	04/09/2019
Bangladesh	Projet de renforcement du système de gestion des investissements publics (SPIMS) (phase 2)	27/05/2019
	Projet de renforcement du système de réglementation des bâtiments et de surveillance de la construction	31/07/2019
	Projet de renforcement des capacités de planification et d'établissement d'un cycle d'adaptation technologique pour la gestion globale des Nodi (fleuves)	11/03/2020
Bhoutan	Projet de renforcement des capacités d'observation météorologique, de prévision et d'alerte aux inondations pour la préparation et la réponse aux catastrophes dans les bassins fluviaux de Thimphu et Paro	31/10/2019
	Projet de promotion de l'utilisation des informations géospatiales à travers le développement d'une infrastructure nationale des données spatiales	03/01/2020
	Projet de renforcement des capacités de planification, de conception et de gestion de la construction pour l'irrigation	27/03/2020
	Projet de promotion de l'enseignement et de la diffusion des technologies via un laboratoire de fabrication numérique (Fab-Lab)	05/12/2019
Inde	Projet d'amélioration globale de l'assainissement de l'environnement à Varanasi	28/01/2020
Népal	Projet de rétablissement participatif des zones rurales	08/07/2019
	Projet de renforcement de la gouvernance des risques de catastrophe pour la résilience dans la vallée de Katmandou	18/11/2019
Sri Lanka	Projet de renforcement des capacités de gestion des services aux personnes âgées au sein de la communauté	20/02/2020
	Projet de développement des capacités pour le programme de mise en œuvre du plan directeur sur le secteur énergétique	22/11/2019
	Projet de promotion d'une utilisation sûre et appropriée des pesticides et des engrais	08/11/2019
	Projet d'intégration de la réduction des risques de catastrophe par une réduction locale des risques basée sur la stratégie de bassin au Sri Lanka	15/11/2019

Pays	Nom du projet	Date de signature du R/D
Asie (suite)		
Tadjikistan	Projet de développement des capacités pour la mise en œuvre d'une navigation fondée sur les performances	31/10/2019
	Projet d'incubation d'entreprise	25/11/2019
Pacifique		
Îles Fidji	Projet d'intégration de la réduction des risques de catastrophe	09/10/2019
	Projet de renforcement des capacités pour le développement durable et la gestion rationnelle des pêcheries aux Fidji et dans les autres pays insulaires du Pacifique conformément à l'ODD n° 14	14/02/2020
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de renforcement de la formation initiale des enseignants du primaire en mathématiques et en sciences	27/02/2020
Amérique du Nord et Amérique latine		
République dominicaine	Projet de renforcement institutionnel et de modernisation de la DGII (Direction générale des impôts intérieurs)	05/07/2019
	Projet de développement des capacités institutionnelles pour la gestion intégrée des déchets solides à l'échelle nationale en République dominicaine (phase 2)	27/09/2019
Guatemala	Projet de développement des capacités des facilitateurs pour l'amélioration de la productivité et de la qualité des petites et moyennes entreprises (phase 2)	23/12/2019
Nicaragua	Projet de développement des capacités pour l'amélioration de la qualité et de la productivité des micro, petites et moyennes entreprises	10/07/2019
St-Vincent-et-les-Grenadines	Projet de renforcement de l'utilisation et de la gestion durables des ressources halieutiques côtières dans les pays de la CARICOM	19/12/2019
Brésil	Projet de renforcement de la lutte contre la déforestation illégale grâce aux technologies avancées de RAS et d'IA en Amazonie brésilienne	12/12/2019
Pérou	Projet de renforcement des capacités d'évaluation des ressources géothermiques	30/12/2019
Maghreb Moyen-Orient		
Égypte	Projet de développement des capacités pour l'efficacité et la conservation énergétiques	08/10/2019
Iran	Projet d'amélioration des services médicaux de la République islamique d'Iran à travers les modèles de gestion médicale japonais	24/11/2019
Jordanie	Projet d'intégration des énergies renouvelables variables dans le système électrique et d'amélioration de la fiabilité de l'approvisionnement	31/10/2019
Palestine	Projet d'amélioration des camps de réfugiés (phase 2)	24/02/2020
	Projet de développement des capacités de gestion des déchets solides (phase 3)	10/03/2020
Afrique		
Burundi	Renforcement des services de santé maternelle et infantile	19/07/2019
Côte d'Ivoire	Projet de promotion du riz local (phase 2)	23/12/2019
République démocratique du Congo	Projet de renforcement du système de surveillance épidémiologique des maladies infectieuses	24/08/2019
Djibouti	Projet de développement des capacités des gardes-côtes de Djibouti (phase 3)	18/08/2019
Ghana	Projet d'amélioration des résultats d'apprentissage grâce à la participation communautaire à l'École durable pour tous (COMPASS)	14/11/2019
	Projet de développement d'entreprise avec le Kaizen	08/10/2019
Guinée	Projet de production rizicole et de promotion des ventes au niveau national en Guinée maritime	29/01/2020
Kenya	Projet d'amélioration de la qualité des programmes et activités du CEMASTEAM par la recherche	25/07/2019
	Projet « AFRICA-ai-Japan » de l'Union africaine - Innovation africaine - Projet de réseau JKUAT ET PAUSTI (phase 2)	23/03/2020
	Projet d'amélioration de la compétitivité des entreprises	05/12/2019
Libéria	Projet de développement des capacités de maintenance des générateurs diesel	03/12/2019
	Projet de développement des capacités de gestion pour l'amélioration des services de santé dans le district de Montserrado	16/12/2019
Madagascar	Projet de promotion de l'amélioration de la productivité et de l'industrialisation du secteur rizicole	02/03/2020
	Projet de gestion participative et basée sur l'école pour les écoles publiques du début du primaire et les centres communautaires d'éducation de la petite enfance (phase 2)	21/02/2020
Mozambique	Projet de développement des capacités pour réaliser la gestion intégrée des déchets solides dans le Grand Maputo	19/07/2019
	Projet de réduction des pertes d'énergie sur le réseau de distribution	18/11/2019
	Projet de renforcement des capacités pour la coordination et la promotion de la mise en œuvre des stratégies de développement de la région du corridor de Nacala	23/12/2019
	Projet de renforcement des services de nutrition maternelle et infantile	29/01/2020
Namibie	Projet de mise en œuvre du plan directeur pour la plateforme logistique internationale (phase 2)	26/02/2020
	Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits agriculteurs du nord de la Namibie	11/03/2020
Nigéria	Projet de promotion d'un système de vulgarisation agricole orienté vers le marché pour l'amélioration des moyens de subsistance	30/10/2019

Pays	Nom du projet	Date de signature du R/D
Afrique (suite)		
Sénégal	Projet de renforcement des soins de santé maternelle et néonatale au Sénégal (phase 3)	01/04/2019
	Projet d'amélioration de l'apprentissage des mathématiques dans l'éducation primaire (phase 2)	25/03/2020
Sierra Leone	Projet de développement des capacités pour renforcer la résilience locale en Sierra Leone	05/12/2019
Soudan du Sud	Projet d'autonomisation des jeunes par le sport pour la promotion de la paix (YES for Peace)	08/08/2019
	Projet de renforcement des capacités des services douaniers au Soudan du Sud pour l'introduction du système harmonisé de codification (phase 2)	02/12/2019
Ouganda	Projet d'utilisation, d'exploitation et de gestion durables du système d'irrigation dans la région du bassin d'Atari	17/02/2020
Zambie	Projet de développement de la riziculture axée sur le marché	26/06/2019
Total : 88 projets (43 pays et régions)		

14-2 Projets de partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (R/D signés durant l'ex. 2019)

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du R/D
Asie		
Indonésie	Projet de construction d'appartements abordables à faibles émissions dans le climat chaud et humide d'Indonésie conformément aux cibles de l'accord de Paris pour 2030	24/01/2020
Philippines	Projet de développement d'une technologie hybride d'évaluation des risques de catastrophe liés à l'eau pour une politique de développement économique local durable	28/02/2020
Thaïlande	Projet d'accélération de la révolution de l'élevage en vue de faire de la Thaïlande la cuisine du monde : Développement de technologies innovantes assurant une production animale stable et la sécurité sanitaire des aliments	21/02/2020
	Projet de création d'un Centre d'excellence pour les études sur la pollution plastique dans les mers d'Asie du Sud-Est	27/02/2020
Mongolie	Projet d'utilisation rationnelle des plantes fourragères des pâturages sauvages basée sur les connaissances traditionnelles des nomades mongols	30/01/2020
	Lutte contre la tuberculose et la morve en Mongolie	04/02/2020
Sri Lanka	Projet de développement d'une technologie d'alerte précoce des glissements de terrain provoqués par des pluies et se propageant sur de longues distances	05/02/2020
Afrique		
Kénya	Recherche interdisciplinaire pour une stratégie communautaire intégrée visant à éradiquer le paludisme en Afrique tropicale	10/03/2020
	Projet de solutions globales pour le développement optimal de systèmes géothermiques dans la vallée du Rift en Afrique de l'Est	18/02/2020
Malawi	Projet de modèle de développement communautaire durable basé sur des systèmes de gestion intégrée des ressources naturelles dans le parc national du lac Malawi	09/03/2020
Total 10 projets (7 pays)		

14-3 Prêts d'APD (accords de prêts [L/A] signés durant l'ex. 2019)

(Unité : 1 million JPY)

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du L/A ou de l'amendement	Montant du L/A ou de l'amendement
Asie			
Cambodge	Projet d'amélioration de la route nationale n° 5 (sections Thlea Ma'am-Battambang et Sri Sophorn-Poipet) (II)	24/03/2020	17 702
	Projet d'amélioration de la route nationale n° 5 (section Prek Kdam-Thlea Ma'am) (III)	24/03/2020	11 715
Indonésie	Projet de développement des égouts de Jakarta (zone 6) (phase 1)	11/07/2019	30 980
	Prêt pour le secteur de la reconstruction des infrastructures dans la province centrale de Sulawesi	09/01/2020	27 970
	Prêt pour le programme de renforcement et de gestion de la résilience aux catastrophes	18/02/2020	31 800
	Projet de développement des égouts de Jakarta (zone 1)	31/03/2020	57 061
	Amélioration du système de lutte contre les inondations urbaines dans certaines villes (phase 2)	31/03/2020	7 299
Myanmar	Projet de développement du système d'égouts de Rangoun	21/01/2020	45 900
	Projet d'amélioration des infrastructures régionales	21/01/2020	38 642
	Projet de développement urbain de Rangoun	21/01/2020	24 085
	Projet d'amélioration de la distribution d'électricité dans les zones urbaines	21/01/2020	12 288
	Projet d'amélioration des voies ferrées entre Rangoun et Mandalay (phase I) (III)	31/03/2020	40 604
	Projet de développement des infrastructures dans la région de Thilawa (phase 3)	31/03/2020	7 339
Philippines	Projet de développement du réseau routier dans les zones affectées par le conflit à Mindanao	18/06/2019	22 100
	Projet d'amélioration sismique des ponts prioritaires dans la zone métropolitaine de Manille (II)	30/03/2020	4 409
Thaïlande	Projet de développement des ressources humaines industrielles	30/03/2020	9 434
Bangladesh	Projet de développement d'un système de transport en commun rapide à Dhaka (ligne 1) (I)	29/05/2019	52 570
	Projet de développement du port de Matarbari (I)	29/05/2019	38 866
	Projet de promotion des investissements directs étrangers (II)	29/05/2019	21 147
	Projet de financement pour la promotion de l'efficacité et de la conservation énergétiques (phase 2)	29/05/2019	20 076
	Projet de centrale au charbon ultra supercritique à Matarbari (V)	30/06/2019	143 127
Inde	Projet de couloir dédié au fret (phase 1) (IV)	27/03/2020	130 000
	Projet de liaison transportuaire de Mumbai (II)	27/03/2020	66 909
	Projet d'approvisionnement en eau dans les zones rurales du Madhya Pradesh	27/03/2020	55 474
	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai (III)	27/03/2020	39 928
	Projet de lutte contre la pollution de la rivière Nag à Nagpur	27/03/2020	29 082
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du nord-est (phase 4)	27/03/2020	14 926
	Projet de métro à Ahmedabad (II)	27/03/2020	13 967
	Projet de restauration des écosystèmes dans le Gujarat	27/03/2020	13 757
	Projet de gestion communautaire des forêts et d'amélioration des moyens de subsistance dans le Meghalaya	27/03/2020	10 397
Ouzbékistan	Projet de modernisation de la centrale thermique de Navoi (phase 2)	19/12/2019	128 246
	Projet de développement des capacités du secteur de l'électricité (phase 2)	19/12/2019	36 621
	Projet de promotion de la chaîne de valeur de l'horticulture	19/12/2019	23 023
Pacifique			
Îles Fidji	Prêt stand-by pour le rétablissement et la réhabilitation post-catastrophe	21/02/2020	5 000
Amérique du Nord et Amérique latine			
Équateur	Projet de soutien à la transition énergétique	28/01/2020	7 660
Maghreb Moyen-Orient			
Irak	Projet de modernisation de la raffinerie de Bassora (II)	16/06/2019	110 000
Afrique			
Éthiopie	Programme de transport intégré en Éthiopie (phase 1) : Projet de modernisation des routes Jimma-Chida et Sodo-Sawla (section Jimma-Chida)	30/03/2020	9 655

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du L/A ou de l'amendement	Montant du L/A ou de l'amendement
Afrique (suite)			
Kénya	Projet de construction du Mombasa Gate Bridge (I)	05/12/2019	47 800
	Projet de développement de la zone économique spéciale de Mombasa (I)	27/02/2020	37 090
Mozambique	Projet de développement d'une centrale électrique à cycle combiné au gaz à Maputo	28/08/2019	4 788
Rwanda	Prêt à l'appui de la politique d'amélioration de la nutrition par la transformation de l'agriculture	16/08/2019	10 000
Total 40 projets (15 pays)			1 459 437

Note : Les engagements supplémentaires de prêts ne sont pas pris en compte dans le nombre total d'engagements de prêts alors qu'il sont comptabilisés dans le montant total, soit 4,8 milliards JPY.

14-4 Projets de financement des investissements du secteur privé (approuvés durant l'ex. 2019)

Nom du projet	Bénéficiaire/Emprunteur	Date de signature de l'accord PSIF	Pays/Région
Projet de microfinance pour l'amélioration de l'accès financier	Gojo & Company, Inc.	22/08/2019	Zones en développement
Projet d'investissement d'impact en appui aux PME	I&P Afrique Entrepreneurs II LP	30/08/2019	Afrique subsaharienne
Fonds JAPON-ANASE pour l'autonomisation des femmes (fonds propres supplémentaires)	Fonds JAPON ANASE pour l'autonomisation des femmes	03/09/2019	Asie
Projet de soutien aux micro, petites et moyennes entreprises à travers une coopérative de crédit Nikkei	Cooperativa de Ahorro y Crédito ABACO	18/12/2019	Pérou
Fonds Women's World Banking Capital Partners II	Fonds Women's World Banking Capital Partners II	14/02/2020	Zones en développement
Projet d'amélioration de la chaîne de valeur du cacao	Ghana Cocoa Board	14/02/2020	Ghana
Projet de production d'énergie photovoltaïque au Mexique	Infraestructura Energética Nova, S.A.B.de C.V.	26/03/2020	Mexique
Soutien aux micro, petites et moyennes entreprises en Inde	Mahindra & Mahindra Financial Services Limited	27/03/2020	Inde
Soutien aux micro, petites et moyennes entreprises au Cambodge	Hattha Kaksekar Limited	27/03/2020	Cambodge
Projet de soutien à une industrie forestière durable	Klabin S.A.	31/03/2020	Brésil
Projet de système de production d'énergie solaire décentralisée	Banco Cooperativo Sicredi S. A.	31/03/2020	Brésil

14-5 Principaux projets de financement des investissements du secteur privé (au 31 mars 2020)

Nom du projet	Société d'investissement	Résumé du projet	Date de l'investissement	Capital social (1 million JPY)	Parts détenues par la JICA (%)	Pays/Région
Projet de production d'aluminium en Amazonie	Nippon Amazon Aluminum Co., Ltd.	Production d'alumine et fusion d'aluminium dans la région amazonienne	08/1978	55 285	44,9	Brésil
Projet de production de méthanol en Arabie saoudite	Japan Saudi Arabia Methanol Co., Inc.	Production de méthanol dans la zone industrielle d'Al Jubail	12/1979	2 310	30	Arabie saoudite
Projet de production pétrochimique en Arabie saoudite	SPDC Ltd.	Production et distribution d'éthylène glycol et de polyéthylène dans la zone industrielle d'Al Jubail	06/1981	14 200	37,1	Arabie saoudite
Projet d'engrais KAFCO au Bangladesh	KAFCO Japan Investment Co., Ltd.	Production d'urée et d'ammoniaque à Chittagong	07/1990	5 024	46,4	Bangladesh
Projet de production de pâte à papier Musi	Sumatra Pulp Corporation	Production de pâte à papier dans le département de Muara Enim au sud de Sumatra	04/1995	100	42,7	Indonésie
Fonds JAPON-ANASE pour l'autonomisation des femmes	Fonds JAPON-ANASE pour l'autonomisation des femmes	Investissement dans un fonds pour les institutions de microfinance en appui à l'autonomisation des femmes en Asie, en particulier dans les pays de l'ANASE	10/2016	17 887	24,9	Pays de l'ANASE
Projet d'école de médecine et d'hôpital universitaire est-ouest	Ship Aichi Medical Service Limited	Établissement et exploitation d'un hôpital général privé à Dhaka	05/2019	4 419	16,5	Bangladesh

Note : Les principaux projets de participation au capital ont un ratio d'investissement d'au moins 20 %.

14-6 Dons (accords de dons [G/A] signés durant l'ex. 2019)

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du G/A	Montant*	
Asie	Cambodge	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	14/07/2017	0,69
		Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	14/07/2017	1,23
		Projet de protection contre les inondations et d'amélioration du drainage de la capitale Phnom Penh (phase IV)	10/10/2017	17,69
		Projet de remplacement urgent de ponts dans les zones exposées aux inondations	23/11/2017	17,27
		Projet de construction d'écoles de formation des enseignants	29/12/2017	21,09
		Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	22/06/2018	1,18
		Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	28/06/2019	0,36
		Projet de développement du système d'assainissement à Phnom Penh	01/11/2019	2,04
		Projet d'extension du système d'approvisionnement en eau à Pursat	20/12/2019	1,52
Indonésie	Programme de reconstruction des ponts Palu 4 dans la province centrale de Sulawesi	21/06/2019	25,00	
	Projet de renforcement du système d'information sur la prévention des catastrophes	24/06/2019	19,89	
Laos	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	08/07/2016	0,66	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/06/2017	0,97	
	Projet d'amélioration de l'environnement des écoles secondaires dans les provinces du centre et du sud	25/10/2017	5,58	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/06/2018	1,07	
	Projet d'extension du système d'approvisionnement en eau à Luang Prabang (conception détaillée)	28/05/2019	0,97	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	08/07/2019	0,36	
	Projet d'extension du système d'approvisionnement en eau à Luang Prabang	10/10/2019	1,01	
Myanmar	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/06/2016	1,39	
	Projet d'amélioration de l'hôpital général de Magway	02/04/2017	10,10	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	13/06/2017	2,11	
	Projet d'amélioration de l'hôpital général de Dawei	06/02/2018	6,82	
	Projet de construction de l'hôpital spécialisé de New Yangon	22/03/2018	20,51	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	28/06/2018	2,08	
	Projet de développement du port de Mandalay	03/10/2018	25,79	
	Projet d'amélioration des systèmes de surveillance aérienne	29/04/2019	28,28	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	05/07/2019	0,54	
	Projet de développement de l'Institut de formation professionnelle Aung San Japon-Myanmar	29/07/2019	1,90	
	Projet de fourniture de machines agricoles et d'équipements de construction dans les zones rurales	04/11/2019	4,44	
Philippines	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	10/07/2017	0,51	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	25/06/2018	0,87	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/06/2018	1,08	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	31/10/2019	0,43	
Timor-Est	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/10/2018	0,51	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	18/06/2019	0,30	
Vietnam	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	11/07/2017	0,82	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	11/07/2017	2,65	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	17/07/2018	2,61	
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	31/07/2019	0,50	
	Projet de renforcement des capacités de laboratoire du centre de contrôle et de conseil en qualité agroalimentaire afin d'assurer la sécurité des produits de l'agriculture et de la pêche	17/10/2019	0,59	
	Projet de renforcement des capacités de laboratoire du centre de contrôle et de conseil en qualité agroalimentaire afin d'assurer la sécurité des produits de l'agriculture et de la pêche	17/10/2019	1,87	
	Projet de réhabilitation des canalisations d'égout sans tranchée à Hô Chi Minh-Ville	21/02/2020	1,32	
	Projet de réhabilitation des canalisations d'égout sans tranchée à Hô Chi Minh-Ville	21/02/2020	3,49	
	Projet de réhabilitation des canalisations d'égout sans tranchée à Hô Chi Minh-Ville	21/02/2020	9,85	

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du G/A	Montant*
Asie (suite)			
Mongolie	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/06/2016	0,72
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/06/2017	1,01
	Projet d'amélioration des installations d'enseignement primaire et secondaire à Oulan-Bator	30/11/2017	10,39
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/06/2018	1,06
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	11/06/2019	0,34
Afghanistan	Projet de prévention des maladies infectieuses chez les enfants	04/12/2019	7,55
	Projet de fourniture de médicaments antituberculeux et de kits de diagnostic	31/03/2020	7,64
Bangladesh	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	08/08/2017	0,84
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	08/08/2017	1,50
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/06/2018	1,46
	Projet de densification du système mondial de navigation par satellite via un réseau mondial de stations de référence à fonctionnement continu et de modernisation des stations marémotrices au Bangladesh	30/06/2019	12,58
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/06/2019	0,47
Bhoutan	Projet de reconstruction des ponts sur la route nationale n° 4	26/12/2016	4,91
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/07/2018	0,58
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/06/2019	0,29
	Projet d'amélioration de la gestion des déchets solides	26/03/2020	5,09
	Projet d'amélioration des machines agricoles pour les services de location de Tillage (phase 2)	27/03/2020	4,27
Inde	Projet de construction du Centre de convention et de coopération internationale à Varanasi	15/09/2017	12,69
Népal	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Pokhara	15/02/2017	13,94
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	07/07/2017	0,58
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	13/07/2018	0,95
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	22/07/2019	1,01
	Programme de développement du secteur scolaire	22/07/2019	3,00
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	22/07/2019	0,62
Pakistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	31/08/2018	1,06
	Projet d'installation d'un radar de surveillance météo à Mutan	31/08/2018	3,77
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/07/2019	0,52
	Projet d'aide au développement du secteur agroalimentaire et agroindustriel au Pakistan	05/08/2019	5,60
	Projet d'extension des soins intensifs au centre de soins de santé maternelle et infantile et à l'hôpital pour enfants de l'Institut des sciences médicales du Pakistan	08/08/2019	1,99
	Projet d'extension des soins intensifs au centre de soins de santé maternelle et infantile et à l'hôpital pour enfants de l'Institut des sciences médicales du Pakistan	08/08/2019	11,53
	Projet d'éradication de la poliomyélite	11/12/2019	4,85
Sri Lanka	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	30/06/2017	0,42
	Projet d'établissement d'un réseau de radars météorologiques Doppler	30/06/2017	15,39
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/06/2017	0,85
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	26/06/2018	0,89
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	17/07/2019	0,33
Kirghizstan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	15/08/2017	0,46
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	29/06/2018	0,73
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/08/2018	1,01
	Projet de reconstruction du pont de la rivière d'Urmal sur la route Talas-Taraz	17/07/2019	1,27
	Projet de reconstruction du pont de la rivière d'Urmal sur la route Talas-Taraz	17/07/2019	5,63
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	17/07/2019	0,35

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du G/A	Montant*
Asie (suite)			
Tadjikistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	26/07/2016	0,32
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	11/08/2017	0,44
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	05/10/2018	0,50
	Projet de fourniture d'ambulances	09/07/2019	7,71
	Projet de réhabilitation de la section Kizilkala-Bokhtar de la route Dushanbe-Bokhtar (conception détaillée)	23/08/2019	1,17
	Projet de réhabilitation de la section Kizilkala-Bokhtar de la route Dushanbe-Bokhtar	03/09/2019	3,83
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	31/10/2019	0,33
	Projet d'amélioration des équipements médicaux du Centre médical national de Shifobahsh et de l'institution d'État du Centre scientifique républicain de chirurgie cardiovasculaire	03/02/2020	9,57
Ouzbékistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/07/2016	0,52
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	10/10/2017	0,81
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	10/08/2018	0,88
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	28/08/2019	0,36
Pacifique			
Kiribati	Projet de reconstruction de Nippon Causeway	26/07/2016	0,13
Samoa	Projet de reconstruction du pont de Vaisigano	27/07/2017	7,64
Îles Salomon	Projet d'amélioration de l'aéroport international d'Honiara	15/06/2018	6,19
Vanuatu	Projet de reconstruction post-catastrophe du pont de Teouma	18/12/2019	1,20
Amérique du Nord et Amérique latine			
Dominique	Projet de réhabilitation des bâtiments et équipements des pêcheries de Roseau et Marigot	09/10/2019	10,72
Honduras	Projet d'amélioration et d'extension du système d'approvisionnement en eau à Comayagua	20/06/2017	11,52
	Projet d'amélioration des équipements d'exposition des musées des ruines antiques de Copan	12/03/2020	0,94
Sainte-Lucie	Projet de reconstruction des ponts sur la rivière Cul-De-Sac	09/08/2017	6,33
Bolivie	Projet d'amélioration de la route d'Okinawa	28/09/2018	14,02
Paraguay	Projet d'acquisition d'équipements de dragage pour le Rio Paraguay	02/12/2018	12,85
Maghreb Moyen-Orient			
Égypte	Projet de construction d'installations de soins ambulatoires à l'hôpital pédiatrique de l'Université du Caire	16/06/2019	4,23
Jordanie	Projet de renforcement de la sécurité douanière à Aqaba	31/07/2019	17,03
Palestine	Projet d'amélioration des équipements médicaux	24/02/2020	19,55
Afrique			
Afrique	Projet de renforcement des capacités de facilitation des échanges et de contrôle des frontières en Afrique de l'Est	06/11/2019	3,51
Bénin	Projet de construction d'écoles primaires dans le département de l'Atlantique	26/01/2018	8,76
	Projet de construction de l'échangeur du carrefour Vedoko dans la ville de Cotonou (conception détaillée)	25/03/2020	1,23
Burkina Faso	Projet d'amélioration de la rocade sud-est du boulevard des Tansoba à Ouagadougou	18/08/2017	20,23
Côte d'Ivoire	Projet d'aménagement de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonaise (phase 2)	11/01/2019	4,85
	Projet d'aménagement du centre hospitalier universitaire de Cocody pour l'amélioration des services de santé maternelle et infantile du Grand Abidjan	25/10/2019	2,36
Djibouti	Projet de renforcement de la capacité de transport maritime dans le golfe de Tadjourah	30/09/2019	3,50
Éthiopie	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Bahir Dar	06/12/2017	6,69
	Projet de construction du Centre TICAD de développement des ressources humaines pour le commerce et l'industrie	30/03/2018	7,25
	Projet d'amélioration des équipements de maintenance des routes d'Addis-Abeba	16/12/2019	13,86
Ghana	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	02/08/2017	0,33
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	10/07/2018	0,52
	Projet de réhabilitation de la route nationale n° 8 (phase 2)	12/12/2018	16,42
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	17/07/2019	0,67
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/10/2019	0,54
Guinée	Projet de reconstruction du pont Soumba sur la route nationale n° 3	03/07/2019	3,14
Libéria	Projet de reconstruction de la route Somalia Drive à Monrovia (phase 2)	14/03/2017	16,59

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du G/A	Montant*
Afrique (suite)			
Madagascar	Projet de réhabilitation du système d'irrigation au sud-ouest du lac Alaotra	24/07/2017	7,65
	Projet d'amélioration du pont de Mangoro et du pont d'Antsapazana sur la route nationale n° 2 (Antananarivo-Toamasina)	03/09/2019	2,77
Malawi	Projet d'amélioration des routes principales de Lilongwe (conception détaillée)	09/10/2019	0,80
Mozambique	Projet de construction des ponts sur la route N380 dans la province de Cabo Delgado	28/04/2017	6,28
	Projet de construction d'écoles secondaires dans la province de Zambezia	12/12/2019	22,83
	Projet de développement de la centrale électrique d'urgence de Nacala	12/12/2019	40,84
Niger	Projet de renforcement des capacités de l'Office national des aménagements hydro-agricoles pour la promotion de la riziculture irriguée	04/10/2019	11,94
Nigéria	Projet de réhabilitation et de renforcement d'urgence des sous-stations de transmission de Lagos	23/11/2018	2,86
	Projet de renforcement des capacités de diagnostic du Centre de contrôle des maladies du Nigéria	09/04/2019	15,80
	Projet de renforcement des capacités des laboratoires du réseau du Centre de contrôle des maladies du Nigéria	03/03/2020	20,05
Rwanda	Projet de réhabilitation des installations d'irrigation du district de Rwamagana	31/03/2017	8,94
	Projet de renforcement des principales canalisations d'eau Nzove-Ntora dans la ville de Kigali	09/01/2019	11,26
Sénégal	Projet de réhabilitation du môle 3 du port de Dakar	27/03/2017	10,33
	Projet d'amélioration des équipements du Centre de formation professionnelle et technique Sénégal-Japon pour le développement des ressources humaines industrielles	11/12/2019	4,95
Soudan du Sud	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Juba au Soudan du Sud	06/12/2019	14,70
Tanzanie	Projet d'élargissement de la route de New Bagamoyo (phase 2)	28/02/2018	18,75
Ouganda	Projet de développement du système d'irrigation dans le bassin d'Atari	06/11/2018	1,62
	Projet d'amélioration du contrôle de la circulation dans la ville de Kampala	16/08/2019	3,97
Europe			
Macédoine du Nord	Projet d'amélioration des instruments de musique, du matériel de sonorisation et d'éclairage pour l'opéra et le ballet national	11/12/2019	0,80
Total : 147 projets (49 pays et régions)			856,46

Note : Les montants sont calculés sur la base du budget de l'exercice 2019 ; ils ne correspondent pas au montant des accords de dons (G/A) conclus au cours de l'exercice 2019.

AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE RAPPORT ANNUEL 2020

Japan International Cooperation Agency (JICA)

Nibancho Center Building, 5-25, Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon

Tél. : +81-3-5226-9781

<https://www.jica.go.jp/french/>

Imprimé au Japon en 2021 par :

Takayama Printing Co., Ltd.

2nd Floor, NT Bldg., 1-1-12 Yushima, Bunkyo-ku,

Tokyo 113-0034, Japon

Tél. : +81-3-3257-0231

Traduction française :

Camille Richou, traducteur indépendant, et Marie-Christine Taldir, bureau de la
JICA en France



De la part du
Peuple japonais

